

Master 2 Recherche Aménagement et Recomposition Territoriale

Magistère 3^{ième} année en Aménagement

Année universitaire 2005-2006

Mémoire

**L'inversion du rapport entre le projet d'aménagement et
la planification : la question des temporalités**

Le cas du projet du « Technopôle de la Vallée du Cher »

JOLIVET Delphine

Directrice de recherche : M^{me} HERNANDEZ

Remerciements

Tout d'abord, je tiens à remercier très chaleureusement **M^{me} HERNANDEZ**, maître de conférence au département Aménagement de l'Ecole Polytechnique de l'Université de Tours (CESA), pour avoir suivi le travail concernant l'élaboration du mémoire en tant que directrice de recherche.

Par ailleurs, je souhaite adresser mes remerciements aux personnes rencontrées lors d'entretiens directs ou téléphoniques, qui m'ont fourni de précieux renseignements et ont libéré un peu de leur temps pour m'aider dans mon travail de recherche :

M^r DESBOURDES, instructeur des autorisations d'occupation des sols sur le quartier des Deux Lions,

M^r DROUIN, ancien directeur de l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération de Tours,

M^r DURAND, président de la SEPANT,

M^r MONGIN, ancien membre fondateur de l'association Tours Technopole Val de Loire (T.T.V.L.).

Table des matières

Remerciements	2
Table des matières	3
Liste des tableaux	5
Liste des schémas	6
Liste des cartes	7
Introduction	8
Première partie Les temporalités, indicatrices de l'autonomie du projet d'aménagement par rapport aux documents de planification.	11
Projets, multiplicité de temporalités et spatialités particulières.....	12
Le projet d'aménagement, démarche organisationnelle du territoire	12
Les différentes dimensions du projet	12
Projet, plans et opération d'aménagement	14
Définition des temporalités	15
Relation des temporalités avec les autres notions	16
Le couple insécable « temporalités et spatialités ».....	18
L'emboîtement des actions de planification, des échelles spatiales et des temporalités	19
Les différents types de projet d'aménagement.....	19
Le « projet complexe » entre changement et continuité.....	20
L'articulation inversée entre le projet d'aménagement et les documents de planification.....	21
Projet et planifications.....	22
Une planification traditionnelle en crise	22
L'émergence d'une planification plus souple par projets.....	23
« Projet acteur »	25
Inversion des rôles entre le projet et ses documents de planification : la question du long terme	25
Autonomie du projet et découverte de nouvelles possibilités d'action	26
Vie du projet complexe et caractérisation des temporalités.....	27
Le long cheminement temporel du projet complexe	28
Le « projet complexe » et ses dynamiques temporelles	28
L'épaisseur du temps : chevauchement et superpositions des temporalités du projet.....	29
Des temporalités accompagnant les métamorphoses de la structure du projet complexe	30
Evolution du dessin du projet d'aménagement complexe au fil du temps	30
L'inachèvement du projet et la difficulté à déterminer les véritables bornes temporelles du projet	30
Deuxième partie « Technopôle de la Vallée du Cher », projets et hétérogénéité du temps.	32
L'Opération de la « Vallée du Cher Centre», le « projet local » par rapport au « projet global ».....	33
Présentation de L'opération de la « Vallée du Cher Centre»	33
L'opération de la « Vallée du Cher Centre» : un « projet local » inclus dans un « projet global ».....	33
Contexte du lancement de l'opération de la « Vallée du Cher Centre».....	34
Principales opérations d'urbanisme incluses dans le « projet local ».....	35
L'« Opération de la Vallée du Cher » dans les documents de planification.....	36
Place de l'« Opération de la Vallée du Cher » dans les Schémas Directeurs.....	36
L'« Opération de la Vallée du Cher » et son parcours lié au « projet local » dans les Schémas Directeurs (commentaire du tableau).....	38
L'« Opération de la Vallée du Cher » et son parcours lié au « projet local » dans d'autres documents	43

Le cheminement temporel long du projet de technopôle.....	44
Présentation du projet de technopôle	45
Justification de ce choix de projet.....	45
Définition d'un technopôle	46
Le projet de technopôle par rapport à l'aménagement de la « plaine des Deux Lions »	46
Epaisseur du temps du projet de technopôle : les temporalités du projet.....	50
Les « traces écrites » du déroulement temporel du projet.....	50
La mémoire du projet de technopôle.....	72
Troisième partie Dessin évolutif du projet de technopôle et autre exemple d'application de la problématique de recherche.	82
La transformation continue du dessin du projet de technopôle	83
Modification de la structure du projet de technopôle au fil du temps	83
A échelle globale et intermédiaire, dans les Schémas Directeurs et dans les POS.....	83
A échelle plus fine, dans les plans masses du projet	92
Le projet de technopôle et l'affirmation d'une nouvelle identité spatiale.....	107
Le projet de technopôle, cadre nécessaire pour une appropriation de l'espace	107
Le projet de technopôle, une étape dans l'aménagement de la plaine des Deux Lions.....	107
Un autre exemple : Sophia Antipolis	108
Constitution du premier technopôle français.....	109
Intérêt de cet exemple par rapport à la problématique de recherche	112
Temporalité longue du projet Sophia Antipolis	112
Evolution du dessin du projet.....	113
Conclusion.....	115
Bibliographie	117

Liste des tableaux

Tableau 1 : Description des principales opérations d'urbanisme de l'aménagement de la « Vallée du Cher Centre ».	35
Tableau 2 : Place du « projet global » dans les Schémas Directeurs (dénominations et « projets complexes » concernés).	37
Tableau 3 : « Opération de la Vallée du Cher », découpage en zones opérationnelles dans le SDAU de 1972.	40
Tableau 4 : « Projet global » et « projet local » dans les POS.	43
Tableau 5 : Intervention et rôle des associations écologistes par rapport au projet de technopôle.	62
Tableau 6 : Ouverture à l'urbanisation d'une partie de la zone NA de la Vallée du Cher (résumé d'après le texte dans le rapport de présentation du POS de 1992)	68
Tableau 7 : Tableau récapitulatif des idées principales ressorties lors de l'entretien.	73
Tableau 8 : Historique sommaire de l'évolution de la technopole.	110

Liste des schémas

Schéma 1 : Emboîtement des actions de planification.	20
Schéma 2 : Schématisation du « projet d'aménagement complexe ».....	21
Schéma 3 : Evolution de l'aménagement de la plaine des Deux Lions.....	48
Schéma 4 : Technopôle, « Opération de la Vallée du Cher », opération de la « Vallée du Cher Centre », et aménagement de la plaine des Deux Lions.....	50

Liste des cartes

Carte 1 : Les principaux quartiers de Tours.	36
Carte 2 : Espace concerné par le « projet local » (extrait de la carte au 1/25000 du SDAU de 1972).	39
Carte 3 : L'« Opération de la Vallée du Cher » (carte au 1/100000 extraite du SDAU de 1972).	42
Carte 4 : Carte extraite du SDAU de 1982 (échelle : 1/25000).	84
Carte 5 : Carte extraite du SDAU de 1983 (échelle : 1/25000).	85
Carte 6 : Carte extraite du SDAT de 1993 (échelle : 1/25000).	86
Carte 7 : Carte extraite du dossier d'anticipation au SDAT de 1992.	87
Plan masse 8 : « Schéma de principe d'aménagement » d'un parc industriel, 1985, AUAT (échelle 1/6500).	92
Plan masse 9 : Esquisse « Tours : vallée du Cher, aménagement d'un parc industriel », novembre 1985, AUAT (échelle 1/4300).	93
Plan masse 10 : Nouveau schéma d'aménagement, printemps 1986, AUAT (échelle 1/5000).	95
Plan masse 11 : Nouveau schéma, 1986, AUAT (échelle 1/8100).	96
Plan masse 12 : Nouvelle esquisse, début 1988, AUAT (échelle 1/10000).	97
Plan masse 13 : « Tours, Esquisse d'aménagement, Parc Technologique », juin 1988, AUAT (échelle 1/4500).	98
Plan masse 14 : Nouvelle esquisse, juillet 1988, AUAT, (échelle 1/6700).	99
Plan masse 15 : Nouveau schéma, « Tours, Parc Technologique », avril 1989, AUAT (échelle 1/6700).	100
Plan masse 16 : Plan général de composition, « ZAC du Technopôle de la Vallée du Cher », avril 1992, AUAT, SET, Ville de Tours, (échelle 1/4500).	102
Plan masse 17 : « Esquisse de reprise du schéma général », septembre 1995, AUAT, Ville de Tours (échelle 1/6000).	104
Plan masse 18 : « Schéma d'intention », mai 1996, AUAT, Ville de Tours (échelle 1/6000).	106

Introduction

Toute planification vise la réalisation d'objectifs à long terme par la mise en œuvre d'« outils » qui vont concrétiser ces objectifs. Cette ambition n'échappe pas, cependant, au présupposé d'une maîtrise complète de cet « outil » par l'acteur, d'une « subordination » de l'« outil » aux objectifs à long terme visés par la démarche planificatrice.

En effet, la planification, au travers de ses documents d'urbanisme (Plans d'Occupation des Sols ou Plans Locaux d'Urbanisme) et de planification (les Schémas de Cohérence Territoriale, anciens Schémas Directeurs), ne cherche-t-elle pas à organiser l'espace, à le maîtriser, en se plaçant dans une perspective d'attente, visant un futur idéalisé mais non utopique ? La planification ne se caractérise-t-elle pas par cette capacité à anticiper ? N'apparaît-elle pas comme une solution aux problèmes présents ou à venir, comme une réponse aux besoins actuels ou futurs des habitants ?

En planifiant, le sujet désire être efficace dans son action, en s'imaginant aux rênes du projet, de cet « outil » qui doit porter les objectifs à long terme de la planification. Pourtant, cette efficacité est souvent remise en cause, et d'abord par les habitants eux-mêmes.

Certains projets vont ainsi ne voir jamais le jour, ou vont être très longs à se mettre en place. Face à cette inefficacité de l'action de planifier, l'incompréhension voire même un certain agacement des habitants, des futurs utilisateurs peut surgir. Cela est caractéristique de certains projets d'infrastructures.

Notre travail de recherche se place justement dans le cadre de cette planification en prise avec ces difficultés et tente d'apporter une des réponses possibles à cette situation problématique. Cette réponse réside essentiellement en une meilleure connaissance de la notion même de projet d'aménagement.

Il est, en effet, illusoire de croire que l'acteur soit aux rênes du projet. Cette croyance, encore largement présente en aménagement, trouve son origine dans cette incompréhension de la nature même du « projet d'aménagement ».

Nous ne prétendons pas ici, dans ce travail de recherche, d'éclairer cette nature de façon complète et exhaustive, mais seulement de comprendre un des aspects du projet d'aménagement. Il s'agit donc de dévoiler une des facettes du projet d'aménagement afin d'améliorer cette connaissance.

Les temporalités du projet d'aménagement sont alors apparues comme un des outils possibles d'analyse du projet. Elles sont une notion relative et elles indiquent un rapport à l'objet. Comprendre le projet d'aménagement consiste alors à comprendre son rapport avec le temps. Il s'agit donc d'améliorer la compréhension du projet par la caractérisation de ses temporalités, d'étudier ce lien, ce rapport temporel à l'objet spatialisé.

Cette étude des temporalités d'un projet d'aménagement se place, par ailleurs, dans un contexte où il existe un certain engouement pour l'étude des problématiques temporelles en aménagement. Nous avons l'exemple de ces bureaux du temps qui se développent un peu partout en France, dans plusieurs villes (comme Poitiers, Paris, Rennes).

Cependant, il faudra veiller à ce qu'on ne néglige pas un autre aspect essentiel du projet : le « projet » est « projet » parce qu'il jette justement sur l'espace les formes voulues de l'objet planifié.

L'étude des temporalités ne peut arbitrairement se détacher de celle des spatialités. Temps et espace forment, en effet, les clefs de compréhension essentielles de tout projet. Notre travail de recherche, s'il porte essentiellement sur l'étude des temporalités d'un projet d'aménagement, ne se détachera pas des spatialités liées au projet.

Dans le cadre de ce travail de recherche, la démarche qui a été adoptée est spécifique. Elle se caractérise en trois points principaux :

- Elle est une démarche interdisciplinaire : le travail de recherche, en effet, a fait appel à des domaines différents comme l'histoire, la géographie et l'aménagement.
- Elle est une démarche personnelle d'identification de la structure du temps : la vision que nous proposerons en ce qui concerne les temporalités d'un projet d'aménagement est bien sûr une construction personnelle de la réalité mais elle se base sur une objectivation des données recueillies (il n'y aura pas une réponse à la problématique définie dans le mémoire mais plusieurs réponses).
- Elle consiste en un travail d'enquête, de recueil de données dans les archives, dans les différents documents de planification consultés, ou encore par l'intermédiaire d'entretiens avec les acteurs concernés.

L'aboutissement du travail de recherche se structure en trois parties principales. La première pose le cadre théorique du sujet, avec les définitions des notions essentielles (projet d'aménagement, temporalités), la spécification de la problématique de recherche et la formulation des hypothèses. La deuxième et la troisième partie sont consacrées à la vérification de ces hypothèses posées grâce à l'analyse d'un cas d'étude, celui du « Technopôle de la Vallée du Cher ». Il y est aussi ajouté un autre exemple, moins conséquent, d'application des hypothèses de recherche.

Première partie
Les temporalités, indicatrices de
l'autonomie du projet d'aménagement par
rapport aux documents de planification.

Les documents de planification, comme les Plans d'Occupation des Sols ou encore les Schémas Directeurs, se placent dans une optique à long terme, où les objectifs qu'ils déterminent doivent être logiquement concrétisés par l'outil que constitue le projet d'aménagement. Cependant, cette articulation, d'apparence évidente, entre les documents de planification et le projet va se révéler beaucoup plus ambiguë. En effet, le projet, en se dotant de ses propres temporalités, manifeste son autonomie par rapport à ces mêmes documents auxquels il était censé être subordonné. Ainsi, ce projet, plus spécifiquement ce « projet complexe », qui résulte d'une multitude d'interactions et de facteurs déterminant son évolution, est animé d'une dynamique propre liée à un cheminement temporel non linéaire.

Projets, multiplicité de temporalités et spatialités particulières.

Dans cette sous-partie, il s'agit avant tout de définir précisément les notions importantes pour cette étude avant d'entrer dans la description détaillée de la problématique de recherche.

Nous partons d'abord de l'idée que le projet d'aménagement, au sens général où nous l'entendons, s'inscrit nécessairement dans des coordonnées spatiales mais aussi temporelles. En effet, tout aménagement traite l'espace et l'appréhende nécessairement dans une configuration momentanée, c'est-à-dire une configuration située temporellement.

Si notre étude porte particulièrement sur les temporalités du projet, il ne s'agit donc pas pour autant d'écarter complètement les dimensions spatiales liées au projet. Les spatialités et les temporalités forment, par conséquent, les clefs de compréhension essentielles de tout projet. Le projet entretient, par ailleurs, une connivence aussi étroite avec ces coordonnées spatio-temporelles que celles qui le relient au type d'acteurs concerné.

Le « projet », défini au sens général par rapport aux autres notions, surtout par rapport à celle de « temporalités », est ensuite défini au sens particulier : différents types de projet (« projet global », « projet local », « projet d'aménagement complexe », « projet d'architecture ») sont ainsi distingués. Parmi cette typologie, un type particulier de projet, le « projet complexe », est choisi pour l'étude de ses temporalités.

Le projet d'aménagement, démarche organisationnelle du territoire

Les différentes dimensions du projet

La notion de projet a souvent des utilisations floues et fugaces. Ce constat s'explique par le fait que cette notion a une portée globale et multidimensionnelle. Cependant, cette caractéristique de la notion de « projet », et donc de « projet d'aménagement », ne doit pas empêcher une tentative de clarification sémantique dans le cadre de notre étude.

Malgré son caractère vague, le projet renvoie, cependant, à des traits bien spécifiques. Tout d'abord, il implique une dimension d'anticipation, tournée vers le souci d'exemplarité. Le projet s'éloigne, ainsi, de l'ici et du maintenant pour penser un futur souhaitable à réaliser, un ailleurs idéalisé mais non utopique¹.

¹ BOUTINET J.P., *Psychologie des conduites à projet*, Presses Universitaires de France, Collection Que sais-je ? Paris, 1999, 128 p.

Il est la matérialisation d'une « visée », d'une intention pour répondre à des besoins actuels ou futurs, résoudre une situation problématique (reconversion des friches industrielles, par exemple), accompagner le développement actuel d'un territoire (besoin de remplissage des dernières réserves foncières d'une ville).² Ainsi, le projet d'aménagement se rapproche, par certains côtés, du projet technique.

C'est en ce sens que le projet d'aménagement ne vise pas un état futur utopique mais idéalisé. En effet, il est véritablement tourné vers une dimension opératoire qui renvoie à des modalités d'action s'exerçant sur des espaces. Selon BOUTINET, cette dimension fait du projet « *la condition indispensable pour mener, grâce à l'anticipation, une action efficace, et ce, par une détermination préalable des buts et une planification des étapes (...); le projet s'oppose alors au bricolage et à l'improvisation (...). Il constitue une règle directrice pour l'action à entreprendre*³. »

Le projet constitue donc un mode d'organisation et d'administration de l'espace, cadre dans lequel se mobilisent et s'associent un certain nombre d'acteurs. Il guide la réalisation et produit de l'espace, c'est-à-dire qu'il « jette dans l'espace » les formes voulues de cette réalisation. L'affirmation des objectifs et la planification des phases intermédiaires participent, d'ailleurs, à cette dimension anticipatrice présente dans le projet : ce dernier va être régulé par un plan ou un document de planification.

Nous pouvons donc dire que le projet d'aménagement possède deux temps intrinsèques :

- celui du processus de conception en lui-même ou de travail du projet,
- celui du projet en tant que produit fini, aboutissement de l'action.

Ce deuxième temps, c'est-à-dire, l'exécution de l'objet planifié, vise ainsi l'appropriation et la maîtrise progressive de l'espace par la médiation de réalisations techniques. Par ailleurs, cette action d'aménager prend en compte trois paramètres centraux⁴ :

- la concertation et la négociation entre les différents acteurs concernés,
- la dimension temporelle avec ses délais, son horizon indéterminé, qui va à l'encontre de tout ce qui est de l'ordre du ponctuel et de l'immédiat,
- l'espace avec l'identification de contraintes, de possibles, de particularités.

Cependant, si le projet d'aménagement passe toujours par des réalisations techniques, il ne s'y arrête pas. En effet, il possède aussi une dimension symbolique et culturelle, qui induit une forme collective d'appropriation et des représentations mentales. Par ce biais, le projet d'aménagement représente une quête de sens, un point de focalisation autour duquel s'entrecroisent divers acteurs.

Derrière tout projet, se dégage, ainsi, des intentionnalités. Ces intentionnalités sont des ressentis humains face au monde. Elles témoignent de cette capacité de l'être humain à se jeter au devant de lui, à faire cet effort de s'extraire de lui-même et à projeter ses intentions.

² TOUSSAINT J.-Y., ZIMMERMANN M., *Projet urbain : ménager les gens, aménager la ville*, P. Mardaga, Collection architecture + recherches, Sprimont, 1998, 201 p.

³ BOUTINET J.P., *Psychologie des conduites à projet*, Presses Universitaires de France, Collection Que sais-je ? Paris, 1999, p 29.

⁴ BOUTINET J.P., *Anthropologie du projet*, Presses Universitaires de France, collection Quadrige Manuels, Paris, 2005, p 95.

Le projet inclut donc un processus mobilisateur des potentiels humains. En effet, il est le terrain de rassemblement d'une ou plusieurs intentions de transformation du réel, au travers du prisme de la « visée » (représentation du sens de cette transformation), et par l'application ou non d'un ensemble d'actions plus ou moins complexe, visant à atteindre des objectifs précis, en prévoyant les moyens nécessaires⁵. Ces acteurs qui se nourrissent du projet sont ainsi à la base de sa pronominalisation : le projet n'est pas anonyme car il est toujours étroitement lié à un acteur individuel ou collectif. Il est l'œuvre d'un auteur ou de plusieurs auteurs, et donc identifiable en soi⁶.

Par ailleurs, ces acteurs peuvent avoir différents statuts par rapport au projet. Le projet joue donc une position indicatrice : il sert de référence pour évaluer le rôle de chacun. Ces acteurs peuvent d'abord se distinguer par leurs fonctions occupées dans la société (élus locaux ou décideurs, le groupe de projet comprenant les techniciens, les usagers, les entreprises, les commerçants - artisans, les responsables associatifs, etc.).

Cependant, une autre distinction est possible et elle est liée à l'identification des logiques stratégiques et des justifications invoquées par les acteurs concernés par rapport au projet d'aménagement : les acteurs véritablement impliqués dans la conception du projet, à sa réalisation, les acteurs extérieurs au projet, soit apportant des conseils, soit adoptant une position critique, les acteurs indifférents, etc.⁷

Ainsi, la notion de projet d'aménagement est, par nature, multidimensionnelle, et elle implique une certaine complexité, qui se répercute temporellement. Le projet d'aménagement, en effet, se façonnant dans les espaces, est aussi synonyme d'ouverture par sa dimension anticipatrice. Il suppose un mûrissement qui se fait dans les temps et dans le choix d'une voie parmi plusieurs possibles. Cette multidimensionnalité de la notion de projet est ainsi à la source même de son incomplétude structurale⁸ : le projet n'est jamais fini. C'est aussi cette reconnaissance du caractère multidimensionnel du projet d'aménagement qui le différencie d'un autre terme proche de lui, celui d'opération d'aménagement.

Projet, plans et opération d'aménagement

L'opération d'aménagement, tout comme le plan, fait appel à une conception ancienne, mais qui perdure toujours, de la manière de planifier. Elle s'inscrit dans la planification dite traditionnelle, avant la décentralisation. L'opération d'aménagement et les plans restent liés à la conception centralisée de cette planification.

Les Plans remontent à l'époque d'après-guerre et font parti d'une planification plus impérative. Les Plans, par ailleurs, se veulent souvent les résultats d'une conception achevée. Cela n'est pas le cas pour le projet, qui est en permanence en cours de révision parce qu'il doit s'adapter aux opportunités de valorisation territoriale. Ainsi, comme nous l'avons stipulé précédemment, le projet inclut à la fois la phase de son élaboration et le produit de cette élaboration.

⁵ GWIAZDZINSKI L., ZELDIN T., EMMANUELLI Z., *La ville 24 heures sur 24*, Editions de l'Aube, DATAR, Collection Bibliothèque des Territoires, La Tour d'Aigue, 2003, 253 p.

⁶ BOUTINET J.P., *Psychologie des conduites à projet*, Presses Universitaires de France, Collection Que sais-je ? Paris, 1999, p 34.

⁷ BOUTINET J.P., *Psychologie des conduites à projet*, Presses Universitaires de France, Collection Que sais-je ? Paris, 1999, p 106.

⁸ TOUSSAINT J.-Y., ZIMMERMANN M., *Projet urbain : ménager les gens, aménager la ville*, P. Mardaga, Collection architecture + recherches, Sprimont, 1998, p 177.

L'opération d'aménagement, quant à elle, demeure encore centrale dans les processus d'aménagement. Elle a été imaginée, au départ, comme une réponse adaptée au problème d'ouverture d'espaces supplémentaires à l'urbanisation nouvelle. Elle possède ainsi plusieurs caractéristiques majeures⁹ :

- la délimitation dans l'espace, dans le temps et dans les flux économiques, d'un objet spécifique et borné,
- la logique foncière, induisant l'appropriation de l'espace et l'appui sur un dispositif réglementaire dérogatoire,
- l'intervention sur l'espace urbain, caractérisée par la création d'équipements, la production urbanistique et la planification de l'affectation des sols.

Une opération est indissociable d'une certaine structuration du temps : l'opération d'aménagement est fondée, en effet, sur une démarche consistant à se projeter dans l'avenir pour définir clairement l'objet futur, puis à procéder à un découpage séquentiel des étapes successives, étapes dont les phases et les contenus sont déterminées par rapport à cet état futur. Le processus de réalisation apparaît ainsi structurellement statique : il n'a pas de signification dynamique¹⁰.

On voit donc comment la notion de projet d'aménagement se différencie de celle d'opération d'aménagement. En effet, le projet possède une multidimensionnalité, preuve d'une certaine richesse et d'une certaine souplesse dans sa démarche. L'opération, quant à elle, reste enfermée dans une construction assez stricte du temps, alors que le projet accompagne plutôt le temps.

Par ailleurs, cette conception du projet est beaucoup plus réaliste que celle d'une opération d'aménagement, où tout ce qui serait planifié serait réalisable en temps et en heure, suivant les coûts prévus. Le projet introduit cette part de l'incertain qui n'est pas acceptée par une notion comme celle d'opération d'aménagement. Avec le projet, il s'agit d'abandonner l'idée que l'objet final visé, ne sera pas forcément celui escompté au départ, puisqu'il sera lié à des adaptations permanentes.

Définition des temporalités

Après avoir défini le projet d'aménagement de façon générale, il convient maintenant de définir une autre notion importante dans ce mémoire, celle de « temporalité » et surtout de « temporalités », en étudiant les relations qu'elle entretient avec d'autres termes. Le terme de « temporalité » va, en effet, renvoyer à une définition bien précise, réutilisée tout au long de ce travail de recherche.

⁹ JANVIER Y., *L'aménagement urbain face aux nouveaux enjeux de société. Evolution des concepts, rénovation des outils*, rapport de synthèse, METT, Direction des affaires économiques et internationales, Mission Prospective, 1995, p 32.

¹⁰ JANVIER Y., "Crise de l'aménagement et transformations des temporalités de l'action publique", in MAY N., VELTZ P., LANDRIEU J., SPECTOR T. (dir.), *La ville éclatée*, La Tour d'Aigues: Editions de l'Aube, 1998, pp. 305.

Relation des temporalités avec les autres notions

Temps et temporalités

Temps et temporalités renvoient à des échelles qui servent d'outils de construction de la réalité. Il existe, ainsi, plusieurs conceptions du temps. Tout d'abord, pour certains, le temps renvoie à une conception newtonienne : il est absolu, universel, irréversible et abstrait. Le temps se révèle être une réalité en soi indépendante des objets qui sont en lui et il peut ainsi agir sur ces objets¹¹. Le temps est donc considéré comme une création ex nihilo, qui existe en soi.

Cependant, à côté du temps universel, existe un autre type de temps : le temps est aussi vécu, raconté, pensé d'autant de manières différentes qu'il y a de statuts, d'identités, de projets de ceux qui en parlent et l'utilisent. Ce temps, contingent et historique, se révèle discontinu, non linéaire, hétérogène, relatif. Il serait fait de bonds, de rythmes, de scansions, de brusques accélérations, dus à une causalité complexe¹². La notion de « temporalité » découle de cette dernière conception du temps.

La temporalité est donc la résultante d'une dynamique d'identification du temps, d'une représentation du réel personnelle, d'un dimensionnement pour soi du temps. La temporalité « temporalise » le temps. Elle est une durée subjectivement construite. L'échelle temporelle et la temporalité sont par nature des notions relatives : elles ne sont pas des choses mais des rapports entre les choses, des façons de concevoir, d'ordonner et de classer les objets spatio-temporels.

Ces différentes façons de concevoir les objets font donc appel à des temporalités qui supposent des permanences et des ruptures, un gradient entre la continuité et la discontinuité. Les temporalités ont un aspect à la fois quantitatif et qualitatif. Le mot latin « Temporalis » n'évoque-t-il pas la durée limitée opposée au spirituel, à l'éternel ? Les temporalités renvoient donc à des durées quantifiables, mesurables. Cependant, elles évoquent aussi des constructions sociales et plurielles du temps (collectives et individuelles)¹³.

Temporalités et projet

Le projet se trouve lui aussi plongé au cœur de la problématique temporelle. Il doit ainsi composer avec une polyphonie de temporalités. Tout d'abord, il s'agit d'arriver à mettre ensemble les temporalités variées propres à chaque acteur, concerné de près ou de loin par le projet. L' élu local aura une temporalité fixée sur la durée de son mandat alors que l'urbaniste aura une vision plus portée sur le long terme, l'aménageur se limitera à son cadre contractuel, le promoteur raisonnera à l'échelle du temps nécessaire à la réalisation de chaque programme bâti¹⁴. Ces différences dans le rapport au temps se répercutent aussi entre le groupe de projet et le groupe des habitants.

¹¹ VOLVEY A., BRETAGNOLLE A., DJAMENT G., HOYAUX, A.-F., VRAC M., *Echelles et temporalités*, Atlande, Collection Clefs Concours, Neuilly-sur-Seine, 2005, p 30.

¹² BULEON P., « Spatialités, temporalités, pensée complexe et logique dialectique moderne » dans la revue électronique EspaceTemps.net, Textuel, 01.05.2002.

¹³ VOLVEY A., BRETAGNOLLE A., DJAMENT G., HOYAUX, A.-F., VRAC M., *Echelles et temporalités*, Atlande, Collection Clefs Concours, Neuilly-sur-Seine, 2005, 239p.

¹⁴ TOUSSAINT J.-Y., ZIMMERMANN M., *Projet urbain : ménager les gens, aménager la ville*, P. Mardaga, Collection architecture + recherches, Sprimont, 1998, p 138.

Le projet en lui-même souffre d'un différentiel de temporalités. Sa logique complexe suppose un façonnement dans le temps, une méthodologie d'élaboration lente. Le projet se fait selon la conjoncture : il est un ensemble évolutif avec le temps. Cependant, il suppose aussi une course d'élan, une accélération avec sa capacité anticipatrice, puisqu'il signifie aussi « se jeter en avant ». L'acteur, placé au centre du projet, se trouve ainsi dans un entrelacs de temporalités, et il va articuler, selon sa position actuelle dans le projet, deux horizons temporels par rapport à sa situation présente¹⁵ :

- **La mémoire**

Elle suppose une élucidation personnelle par rapport à un horizon temporel rétrospectif. Elle se base sur l'héritage d'un passé à interpréter, qui implique une temporalité ample et longue. Cette interprétation du temps, personnelle, se révèle être variable suivant les différents acteurs concernés par le projet. Ainsi, plusieurs mémoires du projet vont se distinguer, où chacun des acteurs aura sa propre vision de l'itinéraire adopté par le projet jusque là. De plus, cette reconnaissance personnelle du passé du projet est en même temps synonyme d'appropriation, d'expérience. A partir de cette exploitation d'un passé riche, l'acteur peut déceler de nouvelles potentialités et dégager ainsi de nouvelles lignes de forces qui réorienteront le projet ou qui feront naître de nouveaux projets.

- **Le moment présent**

Il induit une temporalité courte et l'immédiateté. La simultanéité ou le moment présent permet de réaliser un lien entre des séquences temporelles qui se suivent, lien en reconstruction permanente, impliquant une réappropriation de ce que l'on est et de ce que l'on fait, lien menacé par la fuite dans l'inactuel (passé ou futur). La simultanéité est donc le lieu d'une double expérience, celle d'une présence et celle d'une absence.

- **Les perspectives d'un devenir possible**

Elles placent l'acteur dans un horizon prospectif et dans l'anticipation. Le projet n'est pas pure continuité dans le prolongement du passé. Il existe toujours une rupture, qui se manifeste par l'intermédiaire de l'anticipation qui cherche à réorienter et reprendre le cours des choses. Ainsi, l'anticipation va introduire dans le continuum du temps une indétermination en intégrant dans le moment présent l'univers des possibles. Une des formes particulières de cette anticipation est la variante opératoire¹⁶, c'est-à-dire celle qui cherche à faire advenir un futur désiré. Elle fait intervenir une conception du futur déterminée et fermée.

Tout projet est donc essentiellement lié à la capacité de l'acteur à penser le temps où il est en le dialectisant avec le passé et le futur. Cependant, dans le cadre de la recherche, nous nous placerons dans la position où l'acteur est confronté à la mémoire du projet, et nous adopterons donc la vision de temporalités successives : la succession de ces temps va donc se concrétiser par un itinéraire plus ou moins cohérent fait d'étapes, de reprises, de bifurcations, de perspectives et d'anticipations. Cet itinéraire tient aussi compte des différentes visions d'acteurs, des interprétations présentes dans les sources écrites ou orales. Cette conception des temporalités semble la plus pratique pour l'étude puisque nous nous placerons dans une visée rétrospective du projet d'aménagement non linéaire.

¹⁵ BOUTINET J.P., *Psychologie des conduites à projet*, Presses Universitaires de France, Collection Que sais-je? Paris, 1999, p56-66.

¹⁶ Cf. « les différentes dimensions du projet » p11.

Le couple insécable « temporalités et spatialités »

Si notre étude porte plus spécifiquement sur les temporalités, il ne faut cependant pas oublier que ces dernières sont aussi étroitement dépendantes des spatialités. Temps et espace sont, en effet, des données inséparables dans l'action de projeter car projeter signifie aussi habiter un espace bien particulier en le développant. C'est tenter d'approprier un espace en le modifiant, en l'aménageant, en imprimant des repères. En ce sens, projeter aboutit à la production de l'espace.

Ainsi, de nombreux points communs existent entre des notions comme « spatialité » et « temporalité ». L'espace, tout d'abord, n'est pas seulement un support pour les établissements humains, un « donné » qui existerait en dehors de soi. Il est aussi un « construit », un produit de l'homme. Cette relation duale à l'espace est tout aussi vraie pour la question des temporalités. Les spatialités et les temporalités sont, en effet, des notions relatives, qui témoignent toujours de ce rapport qu'entretient l'homme avec le monde. Des différenciations peuvent donc intervenir dans la pratique de l'espace et créer des spatialités.

Par ailleurs, cette multiplicité de spatialités (tout comme il y a une multiplicité de temporalités) s'accompagne de leur imbrication. Cette imbrication est de deux types¹⁷:

- horizontale : les spatialités propres à différents phénomènes se superposent, se chevauchent.
- verticale : il se produit un continuum spatial à de multiples échelles. Ainsi, beaucoup de phénomènes vont simultanément du local à l'international.

Ces deux types d'imbrication se retrouvent aussi au niveau des temporalités, ces dernières donnant ainsi une épaisseur au temps. La multiplicité de temporalités, liée aux acteurs, entraîne la superposition de ces temporalités. Cela s'applique aussi dans le cadre du projet. Enfin, la temporalité s'appliquant à une échelle plus fine (celle liée à une courte période : annuelle, hebdomadaire, par exemple) s'inclue dans une temporalité beaucoup plus grande et longue.

Enfin, concernant l'imbrication entre spatialités et temporalités, les temporalités peuvent aussi accompagner la naissance de nouvelles spatialités : c'est le cas de l'apparition de nouvelles frontières sur un espace au cours du temps, par exemple, ou celui de la succession de périmètres d'intervention, au fil du temps, créant de nouveaux espaces dans le cadre d'un ou de projet(s).

Si les spatialités et les temporalités s'imbriquent, et agissent de façon conjointe, il est aussi à remarquer que cet emboîtement et cette influence d'une échelle, qu'elle soit spatiale ou temporelle, sur une autre, se retrouvent aussi au niveau des actions de planification. Il existe, en effet, différents types de projets, et il convient dès lors de déterminer plus précisément cette typologie.

¹⁷ BULEON P., « Spatialités, temporalités, pensée complexe et logique dialectique moderne » dans la revue électronique EspaceTemps.net, Textuel, 01.05.2002.

L'emboîtement des actions de planification, des échelles spatiales et des temporalités

Les différents types de projet d'aménagement

L'étude des temporalités d'un projet d'aménagement, si elle a commencé par une définition d'ordre général de la notion de « projet », amène maintenant à la distinction de différents types de projets. En effet, tout comme il existe une multiplicité de temporalités et de spatialités, il existe aussi différents types de projets d'aménagement. Nous reprenons, en l'adaptant à notre sujet, la typologie donnée par INGALLINA concernant les projets¹⁸ :

- **Le « projet d'architecture »**

C'est un projet concret limité dans le temps, dans l'espace, dans la conception, et il intervient surtout à l'échelle du bâtiment. L'architecte doit veiller que ce type de projet soit réalisé dans un temps court¹⁹. Il n'est pas isolé et s'inclue dans un « projet complexe » aux objectifs définis duquel il est dépendant.

- **Le « projet complexe »**

Il est complexe parce qu'il fait intervenir une multitude d'acteurs et une multitude d'échelles qu'elles soient spatiales ou temporelles. Sa mise en œuvre sera difficile car le « projet complexe » doit rendre compte de ces imbrications d'échelles. Il est, par définition, le lieu d'une médiation et de diverses articulations entre différents éléments qui vont le faire évoluer. La plus grande difficulté concernant le « projet complexe » sera de réussir à garder une certaine cohérence à l'intérieur de ce projet. Le « projet complexe » agit à l'échelle infra communale, et dans le cas urbain, à l'échelle du quartier d'une ville. Un « projet complexe » n'est jamais à proprement parler fini ou achevé contrairement à un projet d'architecture. Le « projet complexe », enfin, précise les objectifs contenus dans le « projet local ».

- **le « projet local »**

Le « projet local » agit à l'échelle communale et il se charge de la mise en adéquation des objectifs locaux avec ceux contenus dans le « projet global ». Le POS est ainsi porteur du « projet local » qui va se réaliser à travers des projets à l'échelle infra-communale, les « projets complexes ». Le « projet local » peut donc inclure des espaces aux dynamiques différentes, mais reliés de façon cohérente logiquement par des objectifs portés par ce projet communal. Il est le cadre spatial de référence pour tous les projets portant sur le devenir communal.

- **Le « projet global »**

Les « projets d'architecture », les « projets complexes » et le « projet local » s'incluent dans un projet à plus large échelle : le « projet global » qui contient des objectifs généraux répercutés au niveau des objectifs des autres types de projet. Ainsi, le « projet global » met en relation différents domaines d'intervention, différents espaces d'inégale ampleur. Il agit à l'échelle intercommunale (agglomération dans le cas urbain). Le « projet global » comme tous les autres types de projets, pour être efficace et cohérent, doit avoir une bonne articulation avec les autres projets agissant à des échelles plus fines.

¹⁸ INGALLINA P., *Le projet urbain*, PUF, Collection Que Sais-Je ?, Paris, 2001, 127 p.

¹⁹ DANIELOU V., *Logement et temporalités ou la difficulté à anticiper les besoins en urbanisme*, Mémoire de recherche MAG3, CESA, septembre 2001, p 26.

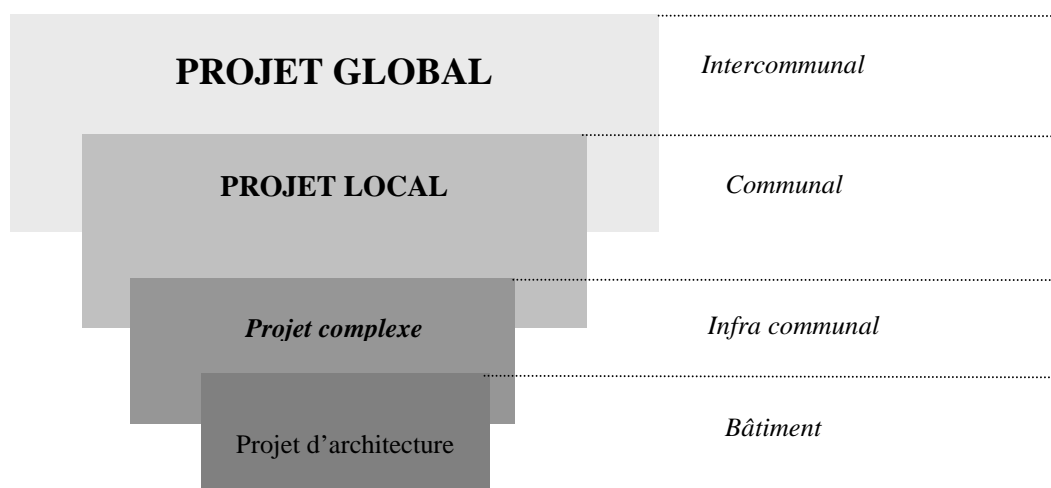


Schéma 1 : Emboîtement des actions de planification.

Source : inspiré du schéma d'INGALLINA P., *Le projet urbain*, PUF, Collection Que Sais-Je ? Paris, 2001, 127 p.

Le « projet complexe » entre changement et continuité

Pour comprendre la définition du « projet complexe », il faut tenter d'abord de déterminer les principales caractéristiques du mode de pensée complexe. Cette dernière se focalise sur une facette de la réalité sans chercher à la simplifier, et montre les multiples liens que cette réalité entretient avec d'autres. Cette pensée peut donc être un cadre de compréhension du projet. Comme l'affirme BULEON, « *la complexité ce n'est pas le fouillis, mais la reconnaissance et la prise en compte de multiples rapports et interactions qui créent de l'organisation, de l'ordre, tout en générant des processus qui vont à l'encontre même de cette organisation et de cet ordre, pour en créer des nouveaux par une succession de jeu de déséquilibres, mouvements, équilibres ponctuels*²⁰ ».

La complexité porte donc l'accent sur les relations et les interactions. La réalité complexe contient ainsi tout un univers du possible, qui n'est pas dépourvu d'incertitude. Par ailleurs, le mode de pensée complexe permet d'intégrer la notion de multidimensionalité du projet d'aménagement : elle reconnaît cette multidimensionalité en tant que manifestation de phénomènes, mais également elle fait de cette multidimensionalité un élément facteur et cause d'une évolution.

Ainsi, le choix d'étude des temporalités d'un projet d'aménagement, et plus spécifiquement d'un « projet d'aménagement complexe », se justifie en ce sens que ce type de projet est l'outil le plus approprié pour une approche d'un réel en lui-même déjà complexe, rendant compte de ses fonctionnements et de ses évolutions.

²⁰ BULEON P., « Spatialités, temporalités, pensée complexe et logique dialectique moderne » dans la revue électronique *Espacetemps.net*, Textuel, 01.05.2002.

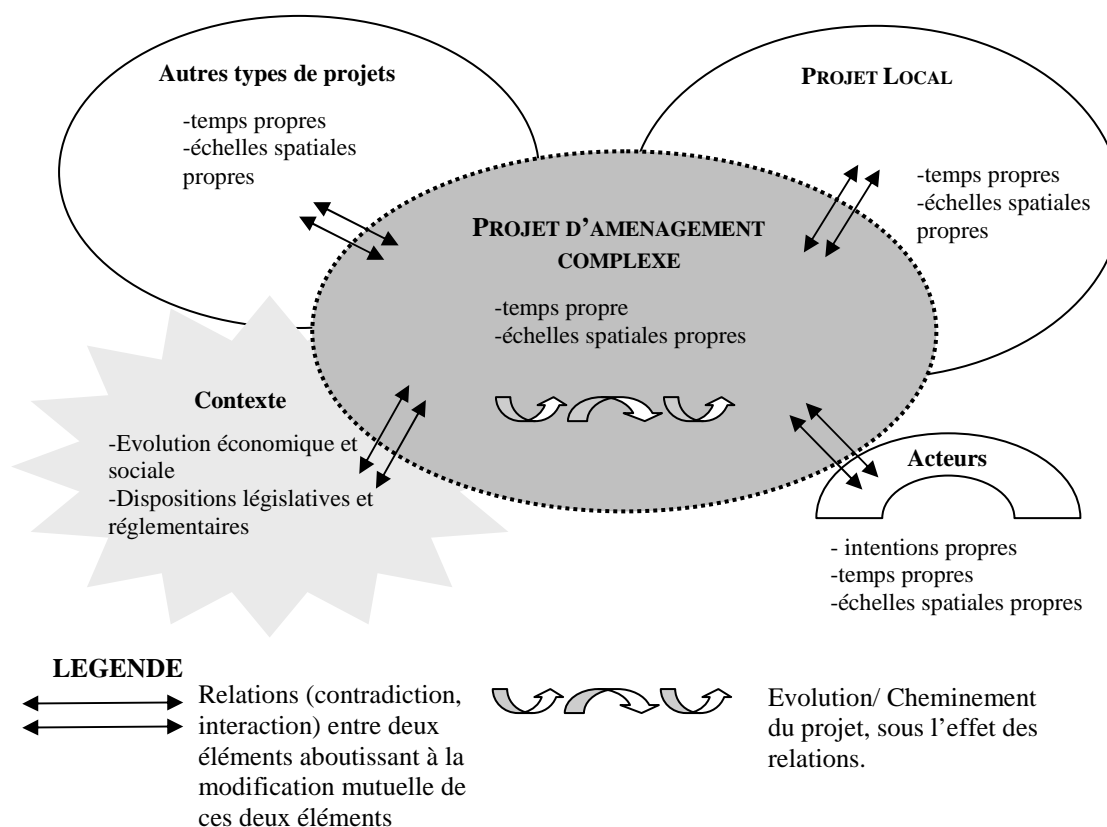


Schéma 2 : Schématisation du « projet d'aménagement complexe ».

Le dynamisme présent au sein du « projet complexe » (représenté ci-dessus par le schéma), résulte donc de ces interactions entre le « projet complexe », le contexte économique, politique, social, législatif ou réglementaire, le « projet local », les acteurs et les autres types de projets (autres « projets complexes », autres « projets locaux », « projet global »). Chaque élément lié entre eux possède déjà en lui-même ses propres dynamiques spatiales et temporelles. De ces liaisons, on peut deviner les principes de contradiction et d'interaction qui sont à l'œuvre et produisent une sorte de dialectique. Ces principes engendrent des conflits, des dépassements de ces conflits et l'amorce d'une nouvelle situation, d'un nouvel équilibre. Ils sont à la base même du devenir du « projet d'aménagement complexe », et sont au cœur du mouvement à l'œuvre dans le projet, qui le fait évoluer avec le temps.

Ainsi, nous venons de définir les principales notions qui sont présentes tout au long de ce mémoire, temporalités, projet, spatialités, et « projet complexe ». Il s'agit maintenant de détailler la problématique de recherche du mémoire.

L'articulation inversée entre le projet d'aménagement et les documents de planification.

Les documents de planification s'inscrivent dans l'urbanisme réglementaire et se fondent sur la formulation d'objectifs à long terme. Ils affichent donc clairement des temporalités qui se veulent longues et cohérentes.

En outre, ces documents s'inscrivent dans un processus décisionnel et contiennent des projets d'aménagement faisant figure d'« outils » pour mettre en œuvre ces objectifs prédéfinis. Ces projets d'aménagement font parti de l'urbanisme opérationnel et n'ont pas à priori de temporalités propres et longues puisqu'ils sont à concrétiser immédiatement.

Cependant, lorsque les documents de planification deviennent caducs, on constate souvent que les projets qu'ils renfermaient ne meurent pas avec eux. Ces projets constitutifs des documents de planification révèlent alors des temporalités beaucoup plus longues que celles d'un document de planification. Le projet a donc des temporalités insoupçonnées jusque là. Il va même être porté par une dynamique propre qui le rendra autonome par rapport aux documents de planification.

Mais avant tout, dans cette partie, il s'agit d'abord d'inscrire la notion de projet d'aménagement dans l'évolution de la démarche de planification avant de se pencher plus précisément sur l'inversion de cette articulation entre le projet et ses documents de planification. L'évolution de cette démarche de planification va ainsi se retrouver dans les documents de planification qui encadrent les projets, et il convient d'étudier plus précisément cette inflexion dans la démarche planificatrice.

Projet et planifications

Une planification traditionnelle en crise

La démarche de planification traditionnelle accorde peu de place à la notion de « projet ». Elle repose surtout sur des notions comme le plan ou l'opération d'aménagement²¹, qui sont beaucoup plus orientées vers la détermination et l'exécution de l'objet planifié que plutôt sur une réflexion sur le processus d'élaboration. Cette démarche était jusqu'aux lois de décentralisation de 1983 et 1985 conduite de façon centralisée. L'Etat y jouait un rôle central. Ce type de planification avait surtout une vision quantitative et fonctionnaliste : il pouvait s'agir, par exemple, de construire un certain nombre de logements pour répondre aux besoins, ou bien de fournir tant d'équipements.

Les anciens outils de la planification traditionnelle répondaient à cette logique quantitative comme l'ancien système des Schémas Directeurs d'Aménagement et d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols créé par la LOF (Loi d'Orientation Foncière) de 1967. Ce système introduisait la séparation de la prévision (SDAU) et de la réglementation (POS). L'utilisation de ces deux outils était fondamentale à une époque où la croissance urbaine était rapide. Il s'agissait de faire un exercice de planification spatiale, d'anticiper et de contrôler les conséquences de cette croissance. C'était donc une situation d'urgence où les besoins en logements étaient forts.

Les SDAU et les POS de première génération ne comportaient donc pas de véritables projets²². Pour les POS, pendant cette période de forte expansion, il s'agissait de programmer le nombre d'hectares en zones constructibles.

²¹ Cf. « Projet, plans et opération d'aménagement » p14.

²² INGALLINA P., *Le projet urbain*, PUF, Collection Que Sais-Je ?, Paris, 2001, p 33.

Attirer les entreprises, améliorer la qualité de vie, créer du lien social, ou encore faire intervenir des notions comme celle de paysage ou de mixité²³ sont des objectifs qui n'interviennent qu'avec la crise économique sociale et les premières lois de la décentralisation qui confient de nouvelles compétences au pouvoir local.

La planification traditionnelle entre dans une période de crise, subissant les contrecoups des évolutions de la société, dans les années 1970. Elle, qui se fondait sur une logique de programme doit faire face à un nouveau processus à l'œuvre en aménagement où le court terme, la conjoncture, pèse plus. Le projet doit ainsi s'adapter aux opportunités du présent. D'autres problèmes sont liés, par ailleurs, aux changements de temporalités dans le domaine de l'intervention publique, qui sont dus à la fugacité des marchés, à l'état fluctuant de l'économie. L'aménagement se retrouve à travailler sur des horizons temporels courts, où la durée trop longue d'élaboration d'un projet ou d'une opération a une répercussion en terme de coûts.

Enfin, la multiplication des acteurs dans la démarche de planification complique la maîtrise de projet. Désormais, l'acteur public doit composer avec des acteurs extérieurs au système institutionnel. Ces problèmes qui remettent en cause la façon traditionnelle de concevoir la démarche planificatrice, ont donc entraîné la mise au point d'une nouvelle démarche de planification plus souple où la notion de projet occupe une place centrale. Cependant, cette nouvelle démarche de planification, à force d'être trop souple, subit le risque de laisser le projet lui échapper, et donc d'échouer. Par ailleurs, le poids et la persistance de certaines conceptions et représentations en aménagement, hérités de la planification traditionnelle, se fait toujours sentir : en aménagement, l'idée d'une solution optimale unique pour résoudre un problème²⁴ est toujours fortement ancrée.

L'émergence d'une planification plus souple par projets

Depuis, la décentralisation des compétences au niveau communal, initiée par les lois du 7 janvier 1983 et du 18 juillet 1985, le concept de « planification » a évolué, marquant une rupture par rapport à la planification dite traditionnelle. Cette évolution est double²⁵ :

- **Apparition d'une dynamique concurrentielle, axée sur le marketing territorial**

Les maires sont soucieux de l'image de leurs communes et ont donc recours à des outils conceptuels différents, inscrits dans leur stratégie de mise en valeur des territoires.

- **Renforcement de la coopération intercommunale**

Parallèlement à cette importance accordée à une image de marque des territoires, une coopération accrue au niveau intercommunal se développe, surtout dans les endroits où une tradition de planification supra communale était déjà fortement à l'œuvre.

Si ces deux approches s'opposent, elles ne sont pas tout à fait en contradiction puisqu'elles peuvent s'articuler entre-elles. Le projet au niveau intercommunal, ou « projet global », se nourrit aussi des diagnostics locaux et communaux.

²³ INGALLINA P., *Le projet urbain*, PUF, Collection Que Sais-Je ?, Paris, 2001, p 35.

²⁴ JANVIER Y., "Crise de l'aménagement et transformations des temporalités de l'action publique", in MAY N., VELTZ P., LANDRIEU J., SPECTOR T. (dir.), *La ville éclatée*, La Tour d'Aigues: Editions de l'Aube, 1998, pp. 304-313.

²⁵ INGALLINA P., *Le projet urbain*, PUF, Collection Que Sais-Je ?, Paris, 2001, p 20-21.

Ces évolutions sont annoncées, par ailleurs, par la loi « Solidarité et Renouvellement Urbains » de 2000, puisqu'elle place l'échelle intercommunale comme échelle favorite au niveau de la planification. Cette loi fait naître de nouveaux outils qui vont permettre d'encadrer ce nouveau type de projet : le Schéma de Cohérence Territoriale et le Plan Local d'Urbanisme remplacent ainsi les anciens Schémas Directeurs et les Plans d'Occupation des Sols. Ces outils, plus souples, permettent une plus grande prise en compte de la participation des habitants et des différents acteurs sociaux. Ils font appel à des démarches partenariales, ouvertes sur la négociation et une plus grande médiation entre les acteurs.

Une nouvelle démarche corrélée à la planification stratégique.

Cette nouvelle démarche liée à la planification dite stratégique intègre deux dimensions fondamentales²⁶ : celle de la durée et celle des acteurs.

Cette dimension temporelle est en grande partie liée à l'émergence de la notion de « projet » au sein de cette démarche, notion remplaçant peu à peu celle de plan ou d'opération d'aménagement, pivots de la planification traditionnelle. Il s'agit, en effet, de penser désormais à des projets plus durables dans le temps et extensibles à différentes échelles. C'est en ce sens que la démarche de la planification stratégique se veut aussi globale et cohérente, plus qualitative que quantitative. Cette démarche globale suppose aussi un certain consensus si elle veut s'appliquer.

C'est là, en effet, la deuxième dimension importante de cette démarche, liée aux acteurs. Le processus de concertation est valorisé plutôt que celui de la procédure juridique. La priorité est donc accordée aux débats entre acteurs, et à la négociation. La démarche de planification stratégique traduit donc cette volonté d'introduire une certaine souplesse dans la manière de concevoir la planification afin de l'adapter aux aléas des situations.

Renouvellement des outils de la planification

Les SDAU ou SD, devenus Schémas de Cohérence Territoriale en 2000, ont évolué dans leur pratique avec l'avènement de la planification stratégique. Ils intègrent les aspects fondamentaux de la démarche stratégique.

Les Plans d'Occupation des Sols ont eux aussi évolué, puisqu'ils deviennent plus que des outils de destination générale des sols avec l'avènement des Plans Locaux d'Urbanisme. Ils prennent, en effet, un aspect plus qualitatif, en s'efforçant de mener une réflexion sur l'espace. D'autres aspects sont intégrés à ces plans d'urbanisme, notamment un volet plus opérationnel avec l'intégration dans ces PLU des prescriptions concernant les ZAC. Depuis leur création par la LOF de 1967, les ZAC ont d'ailleurs été largement employées car elles permettent, en général, une plus grande souplesse pour les grands espaces de projets. Elles contiennent une logique largement financière et un aspect démocratique (enquête publique) permettant la communication du projet aux habitants.

Ainsi, d'importants changements ont affecté la manière de concevoir les instruments d'urbanisme réglementaires. Cette nouvelle approche s'est traduite par trois points décrits ci-dessous²⁷ :

²⁶ HERNANDEZ F., « Le PDU ou la rencontre des projets opérationnels. La planification des déplacements à Marseille. » dans le n° 14 de la revue Alinéa, Trapèzes éditions, octobre 2003, p 105.

- La formulation des besoins non plus en chiffres calculés à priori mais basés à partir du contexte local, de la situation économique et sociale.
- La matérialisation des stratégies de développement en des projets précis.
- La place importante accordée au processus plutôt qu'à la procédure.

On voit donc comment la démarche stratégique a donné une place toute particulière à la notion de « projet ». Elle a contribué à renouveler la vision portée sur l'objet visé par la planification en général. Cette vision qui accorde plus d'importance à la dimension temporelle, à celle des acteurs et à celle des interactions se répercute dans notre étude sur les temporalités d'un projet d'aménagement. Cette vision se manifeste, en effet, au niveau même de la définition du projet et de sa compréhension au regard de l'étude de cas. Enfin, le choix du « projet complexe » est hérité en grande partie de cette vision. Par ailleurs, en décrivant l'évolution des planifications, les crises qui les affectent, il s'agit aussi d'inscrire la notion de projet d'aménagement et de situer les documents de planification dans ce contexte législatif et réglementaire qui évolue.

« Projet acteur »

Inversion des rôles entre le projet et ses documents de planification : la question du long terme

Toute planification, qu'elle soit stratégique ou traditionnelle, se base sur la mise en place d'objectifs portant sur le long terme. Ces objectifs se retrouvent dans les documents de planification qui ont pour rôle d'encadrer l'action d'un point de vue réglementaire et prévisionnel et qui s'inscrivent dans un processus décisionnel. Les documents de planification contiennent, par ailleurs, des projets faisant figure d'« outils » ou d'« objets » pour mettre en œuvre ces objectifs prédéfinis. Ainsi, cette logique à l'œuvre dans la démarche planificatrice implique clairement la vision d'une articulation reliant des objets –les projets– à des sujets –les documents de planification–. Elle évoque une « subordination » des projets aux objectifs à long terme contenus dans les documents de planification.

Ces documents de planification, en se fondant sur la formulation d'objectifs à long terme affichent donc des temporalités qui se veulent longues et cohérentes. Les projets qui font parti de l'urbanisme opérationnel n'ont ainsi pas à priori de temporalités propres puisqu'ils sont à concrétiser immédiatement.

Cependant, lorsque les documents de planification deviennent caducs, on constate souvent que les projets qu'ils renfermaient ne meurent pas avec eux. Les projets constitutifs des documents de planification révèlent alors des temporalités insoupçonnées jusque là. Où se situent donc les temporalités à long terme ?

Ce constat amène alors à repenser l'articulation existant entre le projet et ses documents de planification. En effet, la nature des rapports entre planification et action semble s'être déformée et même inversée.

²⁷ INGALLINA P., *Le projet urbain*, PUF, Collection Que Sais-Je ?, Paris, 2001, p 36.

Alors que les projets avaient pour rôle théorique de mettre en œuvre les objectifs contenus dans la planification, on se retrouve dans le cas inverse d'une planification en situation de justifier à posteriori ces projets s'inscrivant dans des dynamiques propres et de les agréger après coup pour en faire un ensemble cohérent²⁸. Les projets peuvent ainsi échapper aux objectifs initiaux pour lesquels ils avaient été mis en place.

Dès lors, peut-on continuer à voir l'articulation entre projet et document de planification comme celle de la subordination de l'un à l'autre ? Dans le cadre de notre étude, il faudra dépasser cette vision du couple objet/sujet, ou passif /actif pour aborder cette articulation. Comme LATOUR²⁹, nous nous intéresserons plus à l'explication de l'attachement, du lien en lui-même entre ces deux éléments, et surtout à l'indice montrant la modification de cette articulation, à une inversion des rapports. Avec cette modification de l'articulation entre projet et documents de planification, c'est une nouvelle vision du projet qui est posée, celle d'un « projet acteur », avec pour outil d'analyse, ses temporalités.

Autonomie du projet et découverte de nouvelles possibilités d'action

Le « projet acteur » est un projet autonome par rapport aux documents de planification. Cela ne signifie pas, cependant, qu'il est totalement indépendant par rapport à ces documents. Le projet échappe, en effet, aux objectifs premiers posés par les documents de planification, mais l'articulation entre projet et documents de planification est toujours présente et elle a été modifiée. Cette articulation ne peut plus se baser selon l'idée selon laquelle l'intention précède forcément la mise en œuvre des moyens. Les outils, les moyens, les projets ont un rôle tout aussi actif que des acteurs humains. Ainsi, l'intention ne précède pas le projet mais naît à son contact. Les projets font agir et mettent en mouvement les acteurs.

Les rapports entre projets et documents de planification sont donc plus complexes qu'il n'y paraît : l'outil va ainsi permettre à l'homme de s'envisager différemment. En saisissant le projet, l'homme devient un autre homme. L'outil va donc faire entrevoir à l'homme de nouvelles possibilités d'actions. De nouvelles intentions arrivent au cerveau et on ne peut déterminer à l'avance nos actions. Les projets nous permettent donc d'explorer les univers et d'ajouter des possibles. Cette exploration des possibles en terme d'action ne serait pas réalisable sans l'intervention du facteur temps.

LATOUR prend ainsi l'exemple du marteau pour illustrer son propos en ce qui concerne l'exploration de nouveaux possibles. Nous pouvons très bien imaginer à la place de ce marteau, le projet d'aménagement, et derrière ce marteau, les intentions des acteurs ressortant des objectifs des documents de planification :

« Impossible de faire comme si le marteau « remplissait une fonction » car il déborde de toute part ce récipient dans les strictes limites duquel il ne saurait se cantonner. C'est de tous les outils (et surtout du marteau) qu'il faut dire que l'organe crée la fonction. Avec lui en main, les possibles se multiplient, offrant à celui qui le tient des schèmes d'action qui ne précédaient pas la saisie³⁰. »

²⁸ JANVIER Y., *L'aménagement urbain face aux nouveaux enjeux de société. Evolution des concepts, rénovation des outils*, Rapport de synthèse, METT, Direction des affaires économiques et internationales, Mission Prospective, 1995, p 4.

²⁹ LATOUR B., « FAKTURA de la notion de réseaux à celle d'attachement » in MICOUD A., PERONI M, *Ce qui nous relie*, Editions de l'Aube, La Tour d'Aigues, 2000, p 189-200.

³⁰ LATOUR B., « Morale et technique : la fin des moyens » dans le n° 100 de la revue Réseaux, 1999, p 39-58.

A cette articulation essentielle entre le projet, au sens général, et ses documents de planification, il faut y ajouter un autre type d'articulation : celle entre les différents types de projets. Comme nous l'avons défini précédemment³¹, il existe différents types de projets, allant du « projet global » jusqu'au « projet d'architecture ». L'articulation, si elle s'effectue entre le « projet global » et les autres types de projets, est surtout plus évidente et plus forte entre le « projet local » et les « projets complexes » qu'il contient.

Cependant, d'autres projets, ne s'incluant pas forcément dans le « projet local », peuvent intervenir et créer de nouvelles articulations. Ainsi, une pluralité de projets (autres « projets complexes » ou « projets d'architecture ») se retrouvent en coexistence : ils peuvent se situer en convergence, en parallèle ou en opposition entre eux. La difficulté reste à assurer la cohérence au niveau du « projet local ».

Ainsi, il existe des cas de projet « cheval de Troie » ou « projets alibis », qui peuvent servir à justifier ou à asseoir un autre type de projet. Cela peut être l'exemple d'un « projet d'architecture » extérieur venant s'inclure dans un « projet complexe » afin d'asseoir la mise en œuvre de ce dernier sur le terrain. Ces articulations créées entre les différents types de projets échappent aux objectifs initialement prévus par les documents de planification, et elles impliquent le fait que le saisissement de n'importe quel projet fait entrevoir à l'acteur de nouvelles possibilités d'actions.

Par ailleurs, si ces articulations imprévues au départ dans les documents de planification entre les différents projets, ou encore la modification du rapport entre tout projet et son document de planification sont liées à l'autonomie du projet d'aménagement, il existe aussi des projets qui n'ont jamais abouti concrètement. Ces derniers ont vécu uniquement dans les documents de planification. On rappelle là que la définition du projet³² comprend le travail du projet (processus de conception) et le produit de cette élaboration. Or, il existe des cas où les projets en sont restés au stade de l'élaboration : ces projets ont vécu au fil du temps à travers différents documents de planification, mais ils n'ont jamais pu se réaliser sur le terrain.

Ces exceptions illustrent bien le fait que les temporalités d'un projet d'aménagement sont les manifestations de l'autonomie du projet d'aménagement par rapport aux documents de planification. Il s'agit plus spécifiquement de caractériser les temporalités afin de mieux comprendre le projet d'aménagement : on en revient donc à la vision d'un projet souple, incluant d'une part d'incertain puisque effectuant un cheminement temporel sinueux. La planification stratégique joue un rôle dans le renouvellement de la vision du projet : elle est plus pragmatique, consciente du caractère plus flou du projet.

Vie du projet complexe et caractérisation des temporalités.

Comment montrer cette autonomie du projet liée à l'inversion de son articulation avec les documents de planification ? Il s'agit donc de poser des hypothèses concernant cette problématique de recherche, et donc de montrer comment se manifeste cette autonomie du projet. L'indice de cette autonomie réside en la caractérisation des temporalités que possède le projet, et en particulier le « projet d'aménagement complexe ». Cette caractérisation des temporalités amène à l'identification de deux hypothèses :

³¹ Cf. « Les différents types de projet d'aménagement » p19.

³² Cf. « Les différentes dimensions du projet » p12.

- Les temporalités du projet d'aménagement complexe sont longues.
- Ces temporalités longues modifient et accompagnent le dessin du projet d'aménagement complexe.

Le long cheminement temporel du projet complexe

Le « projet complexe » et ses dynamiques temporelles

Avant de décrire plus en détail la première hypothèse de temporalités longues du projet, il s'agit d'abord d'expliquer le choix d'un type particulier de projet d'aménagement en ce qui concerne l'étude de ses temporalités. Si cette sélection s'est portée sur le « projet complexe »³³, c'est parce que ce dernier présente plusieurs avantages par rapport aux autres types de projets (« projet local », « projet d'architecture » et « projet global »).

La question d'échelle est importante dans ce choix. Le « projet d'architecture » est un projet qui se réalise à l'échelle d'un bâtiment : par exemple, il peut s'agir de construire un stade, une piscine, un groupe scolaire, dans des délais imposés et bien circonscrits. Avec ce type de projet, il paraît plus évident d'en dater le début et la fin. Le « projet d'architecture » a donc une échelle assez réduite et trop spécifique pour répondre à la problématique que nous avons avancée concernant les temporalités.

Dans le cas du « projet global » et même du « projet local », c'est l'inverse qui se produit. L'échelle est beaucoup plus large et elle concerne différents types d'espaces ou de territoires qui peuvent avoir des dynamiques différentes ou spécifiques que le « projet global » et le « projet local » s'efforcent de maintenir en cohérence. Cette échelle étant trop large que ce soit du point de vue spatial ou du point de vue temporel, ne permet donc pas de tenir un travail de recherche dans la limite de temps qui lui est imposé : on risquerait de se disperser dans l'étude à réaliser.

Le « projet complexe » a été retenu parce qu'il agit à une échelle intermédiaire, celle infra communale ou celle d'un quartier dans le cas urbain. Il présente moins cette évidence de temporalités bien délimitées comme on pouvait le craindre pour le « projet d'architecture », ce qui rendrait le travail sur les temporalités de ce type de projet plus plausible. Le « projet complexe » possède aussi une richesse et une souplesse dues à sa complexité, héritée en grande partie de son caractère multidimensionnel. Cette complexité va se ressentir autant au niveau des interactions du projet avec les acteurs, qu'avec les autres types de projets (surtout le « projet local » et les « projets d'architecture »).

Cette complexité va donc engendrer au niveau des temporalités, un rythme temporel riche, un cheminement temporel long et sinueux. Ce cheminement aurait été beaucoup trop large et trop gigantesque s'il avait été celui étudié du « projet global » ou du « projet local ». Cependant, l'étude des temporalités du « projet complexe » ne signifiera pas non plus que les autres types de projets seront complètement écartés. Les articulations de ce « projet complexe » avec son « projet local » ou avec ses « projets d'architecture » s'incluront aussi dans le cadre de cette étude.

En fixant notre choix sur le « projet complexe », il s'agit de montrer que les temporalités longues sont du côté de ce type de projet et non du côté de ses documents de planification. Il faudra ainsi évaluer le temps qui s'écoule entre l'émergence de l'idée de ce projet et sa fin supposée.

Il ne faut pas oublier que si un projet n'a jamais été concrétisé sur le terrain, cela n'empêche pas que celui-ci ait un cheminement temporel qui lui est propre à travers les différents documents de planification.

Il s'agira donc de montrer en fin de compte que le « projet complexe » a une durée de vie longue, dépassant celle des documents de planification successifs, qu'il possède un rythme temporel fait de bonds, d'accélération, de pauses, de ruptures et de reprises.

L'épaisseur du temps : chevauchement et superpositions des temporalités du projet

Dans l'évaluation des temporalités du projet, nous sommes partis de l'idée qu'il existait une naissance et une fin. Ces deux bornes temporelles sont nécessaires à déterminer pour pouvoir qualifier les temporalités propres au projet. Cependant, il serait plus juste de montrer qu'il existe, en fait, plusieurs naissances et plusieurs fins du projet. N'existerait-il pas alors différents cheminements temporels d'un même projet suivant les sources que l'on consulte ?

Dans le cadre d'entretiens avec des acteurs pour pouvoir raviver cette mémoire du projet, c'est la subjectivité de la vision des temporalités qui ressort. En effet, chacun de ces acteurs évolue avec une notion du temps qui lui est propre³⁴. Ce cadre structurel du temps sera sensiblement différent pour chacun de ces acteurs ayant participé de près ou de loin au projet. Dès lors, pour tel acteur, le projet commencera aux alentours de telle date et se terminera vers telle autre date, alors que pour un autre acteur, la datation de ces bornes temporelles sera soit presque identique soit différente.

On pourrait appliquer cette même idée concernant la consultation des archives ou de tous les autres documents écrits (documents de planification, études déjà réalisées sur la genèse du projet) concernant le projet étudié. Elles apporteront des visions propres aux auteurs sur les temporalités du projet concerné : dans le cadre d'anciens travaux de recherche, par exemple, ce sera la vision du chercheur.

En ce qui concerne l'exploitation des différents documents de planification (Schémas Directeurs et Plans d'Occupations des Sols), il existe aussi des récapitulatifs historiques du projet qui apportent une vision sur les temporalités. Enfin, suivant les archives consultées suivant les organismes qui ont participé dans le passé à la mise en œuvre du projet, ces temporalités à établir dépendront largement des documents qui ont été conservés.

Il y a donc une superposition de temporalités, de ces différentes visions sur le cheminement temporel du projet. Elles se chevauchent, se complètent, se contredisent parfois. Elles confèrent au temps une épaisseur, une hétérogénéité.

³³ Cf. « le « projet complexe » entre changement et continuité » p 20.

³⁴ TOUSSAINT J.-Y., ZIMMERMANN M., *Projet urbain : ménager les gens, aménager la ville*, P. Mardaga, Collection architecture + recherches, Sprimont, 1998, p 138.

Des temporalités accompagnant les métamorphoses de la structure du projet complexe

Evolution du dessin du projet d'aménagement complexe au fil du temps

Si ces temporalités se caractérisent par leur longueur, elles se caractérisent aussi par le fait qu'elles accompagnent les transformations du « projet complexe ». Ces transformations affectant le dessin du « projet complexe » se manifestent de plusieurs sortes :

- **Apparition, modifications et évolution des délimitations spatiales.**

Des spatialités multiples sont à l'œuvre concernant les dessins successifs dans le temps du « projet complexe ». Différentes délimitations spatiales peuvent ainsi se superposer ou bien se chevaucher et se succéder au cours du temps. Souvent, ces délimitations spatiales sont liées à des réglementations de zone, indiquant les finalités de l'espace concerné. Ce sont les transformations des finalités, des destinations des sols, qui font évoluer ces délimitations. Par ailleurs, ces dernières en étant fluctuantes dans le temps, posent la question du flou du projet, en général. Si la détermination de ces délimitations spatiales est variable suivant le temps, cela témoigne de l'imprécision à l'œuvre dans le projet, ce qui permet ensuite des évolutions possibles de ce même projet. La disparition ou la création de délimitations spatiales sont aussi des indices des transformations du dessin du projet. Par ailleurs, ces délimitations spécifiques au projet peuvent s'inclure dans des délimitations plus globales qui peuvent évoluer elles-aussi.

- **Evolution des dénominations.**

Les façons d'intituler le projet dans chacun des plans, des esquisses qui concernent sa réalisation, en évoluant, sont aussi d'autres indices des métamorphoses du projet. Ces dénominations peuvent être floues ou devenir plus précises au fil du temps, ce qui traduit une meilleure appropriation de l'espace concerné par le projet. Parfois, certaines dénominations peuvent remplacer d'autres au fil du temps, traduisant ainsi la succession d'un projet à un autre, ou l'évolution des finalités de l'espace.

- **Evolution des figurés des documents cartographiques.**

Les figurés concernant le projet évoluent suivant les différents documents cartographiques se succédant dans le temps. Ils sont soit des plages colorées, soit des figurés ponctuels ou linéaires représentant les différents éléments composant le projet. Si ces figurés, au départ, représentant des plages colorées, deviennent des éléments plus précis et mieux délimités, cela traduit là encore l'appropriation de l'espace concerné par le projet.

Dans tous les cas, ces évolutions se font selon un facteur, celui du flou du projet. Ce flou se retrouve au niveau des objectifs, des périmètres définis, des dénominations. La transformation des finalités de l'espace et les évolutions affectant le dessin du projet traduisent le fait que la structure du projet se construit progressivement avec le temps.

L'inachèvement du projet et la difficulté à déterminer les véritables bornes temporelles du projet

Ces évolutions continues du dessin du « projet complexe », le problème de la détermination précise du début et de la fin du projet complexe ne font-ils pas de ce dernier quelque chose d'inachevé ? En effet, à partir de quand peut-on dire qu'il y a naissance ou qu'il y a fin du « projet complexe » ? Nous avons affirmé auparavant qu'il existait en fait plusieurs naissances et plusieurs fins du projet.

Dans le cadre de notre étude, si nous nous intéressons surtout à la borne amont du projet, à savoir la recherche des origines de l'idée du projet, nous tiendrons aussi compte de la borne aval du projet. Si on ne peut vraiment pas qualifier les origines du projet comme véritables débuts ou naissances du projet, on peut cependant repérer ces origines avec l'identification des transformations des finalités d'un espace à un moment donné. Il est aussi évident que nous ne pouvons jamais affirmer lorsqu'un projet est totalement achevé : les naissances ou les fins du projet ne sont jamais des ruptures claires et nettes. C'est pourquoi nous pouvons voir le « projet complexe » comme un projet se caractérisant par son « incomplétude structurale ». Le « projet complexe » est, à ce titre, un projet en « création permanente » (selon l'expression de BERGSON).

Deuxième partie
« Technopôle de la Vallée du Cher »,
projets et hétérogénéité du temps.

Afin de vérifier les hypothèses précédemment décrites, celle des temporalités longues du « projet d'aménagement complexe » et celle d'une modification du dessin du « projet complexe » comme manifestation de ces temporalités longues, l'analyse des temporalités d'un projet d'aménagement est appliquée à un cas concret ou cas d'étude. Cette application permettra soit de confirmer les hypothèses avancées soit de les nuancer ou de les infirmer.

Le choix s'est donc porté sur la plaine des Deux Lions, espace clef du développement de Tours, s'inscrivant dans la continuité des opérations qui ont concerné la Vallée du Cher, et souvent mis en avant parce qu'il constitue la vitrine d'une certaine modernité tourangelles. Enfin, après avoir choisi le terrain d'études, il a fallu déterminer le projet précis sur lequel allait porter l'étude des temporalités. Ce choix s'est porté sur un « projet complexe », celui du « Technopôle de la Vallée du Cher ».

Cependant, avant même d'étudier plus en détails le projet de « Technopôle de la Vallée du Cher » et ses temporalités, il faut d'abord présenter les projets dans lequel il s'insère, le « projet global » de l'« Opération de la Vallée du Cher » (terme provenant du Schéma Directeur de 1993) et surtout le « projet local » qui en est tiré au niveau de Tours : L'opération de la « Vallée du Cher Centre » (terme provenant du Schéma Directeur de 1972).

L'Opération de la « Vallée du Cher Centre », le « projet local » par rapport au « projet global ».

Présentation de L'opération de la « Vallée du Cher Centre »

L'opération de la « Vallée du Cher Centre » : un « projet local » inclus dans un « projet global »

L'opération de la « Vallée du Cher Centre » est un « projet local », limité aux frontières de la Ville de Tours. Cependant, cette opération est dépendante des visées globales et des objectifs généraux présents au niveau des documents de planification comme les Schémas Directeurs, qui incluent aussi le « projet global » lié à la Vallée du Cher. Les orientations générales contenues dans le « projet global » se nourrissent alors des diagnostics locaux à l'échelle communale.

Cette opération s'est basée, au départ, sur l'achat de terrains par la Ville de Tours sur d'autres communes périphériques comme Joué-lès-Tours et St Avertin. L'opération de la « Vallée du Cher Centre » met ainsi en relation différents espaces d'inégale ampleur, comme les Fontaines, la plaine de la Gloriette, la Zone du Lac, etc. Les « projets complexes » concernant ces quartiers de la Ville de Tours et la multitude de « projets d'architecture » qu'ils sous-entendent s'incluent donc dans ce projet à plus large échelle : l'opération de la « Vallée du Cher Centre ». Cette opération se concrétise, ainsi, au niveau des objectifs répercutés à l'échelle des « projets complexes ».

Contexte du lancement de l'opération de la « Vallée du Cher Centre »

L'opération de la « Vallée du Cher Centre » a été l'emblème de toute une période, celle des années 60 et des années 70. L'ampleur spatiale et l'importance des moyens matériels mis en œuvre dans le cadre de ce projet ont marqué l'espace de la Ville de Tours. Cette opération s'inscrivait dans la problématique de la compression du territoire municipal entre la Loire et le Cher. Procéder à la viabilisation de la frange Sud de Tours participait ainsi à cette préoccupation de « décongestion » et donc, de développement de la Ville de Tours selon un axe Nord-Sud mais aussi Est-Ouest.

Cette volonté d'extension territoriale, d'ailleurs, intervient au même moment où deux communes (Ste Radegonde et St Symphorien) fusionnent avec Tours. Il s'agit d'apporter de nouveaux espaces pour mener sur le long terme la construction de nouveaux quartiers et d'équipements collectifs de grandes tailles. Par ailleurs, cette opération se place aussi dans un contexte où la Ville connaît, entre 1954 et 1975, une poussée démographique particulièrement forte et une surpopulation relativement aigue de certains quartiers.

Le lancement de cette opération, dans les années 60, se situe ainsi dans un contexte local de demande forte de logements. Dès 1961, la décision de remblayer la rive droite du Cher fut prise. A partir de 1962, La Ville acquiert quelques terrains à Joué-lès-Tours et St-Avertin. Enfin, les décrets ministériels de 1963 et de 1965 engagent le début d'importants travaux hydrauliques. De 1968 à 1969, on rectifia le cours puis endigua le Cher, rendant ainsi utilisables les prairies jusque là inondables³⁵.

L'opération de la « Vallée du Cher Centre » est étroitement liée à une volonté municipale forte, celle du maire de l'époque, J. Royer, élu en 1959. Ce projet local fait ainsi parti de la stratégie intentionnelle du maire de Tours de dilatation et d'équilibre du territoire communal, de cette pensée globalisante à caractère très hiérarchique, impliquant l'idée du Grand Tours fusionnel.

Cette volonté municipale forte va ainsi à l'encontre des volontés autonomistes des municipalités de banlieue. Elle s'inscrit, par ailleurs, dans des conceptions héritées de la planification traditionnelle³⁶ : en effet, l'opération de la « Vallée du Cher Centre » a été souvent exposée par la municipalité comme la vitrine de la modernité tourangelles, où les conceptions liées à une vision quantitative, le choix de l'habitat collectif pour la construction de ces quartiers, une pensée rationalisante de la complémentarité des zones concernées par le « projet local », étaient à l'œuvre.

³⁵ LUSSAULT M., *Tours : Images de la ville et Politique urbaine*, Collection Sciences de la Ville, n°3, 1993, p 86.

³⁶ Cf. « Une planification traditionnelle en crise » p22.

Principales opérations d'urbanisme incluses dans le « projet local »

Elles ont permis le développement de nouveaux espaces aux marges tourangelles³⁷.

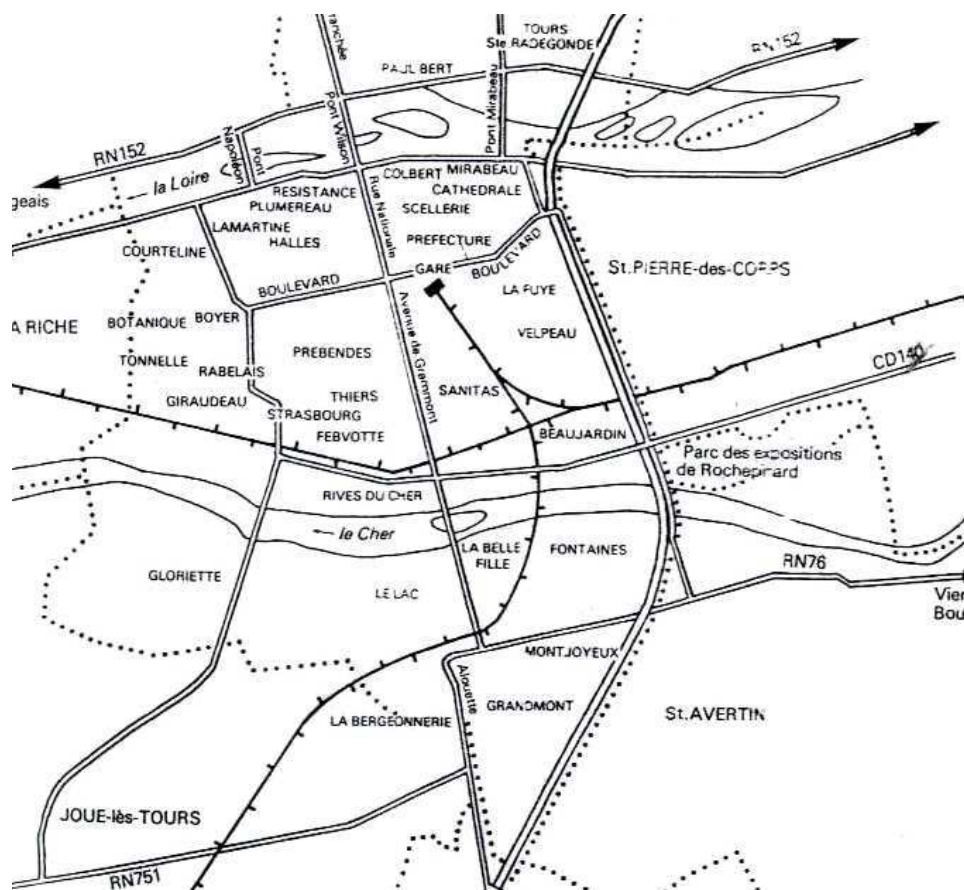
Espaces concernés	Dates approximatives	Description des opérations
<i>Rives du Cher</i>	1960-1977	Construction de zones d'habitations (plus de 3500 logements sur les Rives du Cher et Rochepinard). Parc des expositions.
<i>Grandmont/ Montjoyeux</i>	1969-1993	Changement d'affectation du bois de Grandmont, qui d'un espace de loisirs et de détente devient une zone urbanisée (collectifs, pavillons, services, campus, lycée).
<i>Bergeonnerie/ Belle Fille</i>	1970	Constitution d'un espace de loisirs et de détente (50 ha d'espaces verts et 34 ha de plan d'eau): zone du Lac, plan d'eau artificiel lié à l'aménagement du quartier des Fontaines, et parc Honoré de Balzac. Constitution de la petite cité de la Belle Fille (271 logements).
<i>Fontaines</i>	1970-1980/85	Construction d'une zone de grands ensembles (5310 logements). Ajout d'équipements par la suite (école de commerce, services, etc.).
<i>Technopôle</i>	1989-1995	Mise en place du parc technologique après une mise en suspens depuis les années 1970 de l'occupation de la vallée. A partir de 1995, suite à l'échec du technopôle, devient le quartier des 2 Lions.
<i>Gloriette</i>	1991- ?	Dernier espace municipal disponible au Sud. Parc de la Gloriette encore à l'étude.

Tableau 1 : Description des principales opérations d'urbanisme de l'aménagement de la « Vallée du Cher Centre ».

Si l'aménagement de la « Vallée du Cher Centre » s'est principalement initié entre 1960 et 1970 avec la construction des différents quartiers, l'opération a connu, cependant, une période de pause entre 1975 et 1988, période de la crise socio-économique que connaît la Ville de Tours. La baisse du rythme de construction et la perte de population réorientent le « projet local » vers la réorganisation et la dynamisation du tissu existant. Ainsi, ce n'est qu'à partir des années 80, que l'aménagement de la « Vallée du Cher Centre » reprend avec la mise en place du projet de technopôle sur la plaine des Deux Lions. Enfin, le « projet local » se poursuit avec la présence de projets toujours d'actualité comme celui de la plaine de la Gloriette, dernier espace « vierge » de la Ville de Tours.

Enfin, les dates affichées dans le tableau ci-dessus sont approximatives et n'ont qu'une valeur indicative. Dans le cadre particulier de l'étude des temporalités du projet de technopôle, les dates indiquées dans ce tableau, concernant ce projet, seront nuancées et détaillées plus loin, suite à l'apport d'un plus grand nombre de sources écrites ou orales.

³⁷ LUSSAULT M., *Tours : Images de la ville et Politique urbaine*, Collection Sciences de la Ville, n°3, 1993, 417 p.



Carte 1 : Les principaux quartiers de Tours³⁸.

Il s'agit d'étudier maintenant la place que prend le « projet global » dont est issu l'opération de la « Vallée du Cher Centre » dans les documents de planification que sont les Schémas Directeurs.

L'« Opération de la Vallée du Cher » dans les documents de planification

Place de l'« Opération de la Vallée du Cher » dans les Schémas Directeurs

L'« Opération de la Vallée de la Vallée du Cher » occupe une place importante dans les premiers Schémas Directeurs. On retrouve ainsi ce « projet global », lié étroitement au « projet local » d'opération de la « Vallée du Cher Centre » dans la plupart des documents de planification.

³⁸ Carte extraite de l'ouvrage : LUSSAULT M., *Tours : Images de la ville et Politique urbaine*, Collection Sciences de la Ville, n°3, 1993, 417 p.

Documents de planification et d'urbanisme	Dates	Objectifs généraux	Dénominations du « projet global »	« Projets complexes » représentés sur les cartes, constitutifs du « projet local »
Plan d'Urbanisme Directeur du groupement d'urbanisme de Tours	1970	<ul style="list-style-type: none"> - développer de zones d'habitation - créer des centres urbains périphériques. - créer des zones pour l'implantation d'activité tertiaires. 	« Vallée du Cher » (dont fait parti le « projet local » dénommé « ZUP de la Vallée du Cher »).	<p>Projet de zone de sports ou de loisirs (ensemble Bergeonnerie et parc Honoré de Balzac)</p> <p>Projet de zones d'habitation à densité forte (couvrant indifféremment la Plaine de la Gloriette, les Fontaines, les Rives du Cher).</p>
Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme	1972	<ul style="list-style-type: none"> - développer le rôle de capitale régionale. - implanter des secteurs nouveaux d'habitation (39 000 logements nouveaux à créer pour 1980). - développer le noyau central de services et de commerces. - préserver le cadre de vie (ceinture verte). 	« Vallée du Cher » (Centre, Est, Ouest ³⁹).	Vallée du Cher, zones A et B, Vallée du Cher Est à Tours, Vallée du Cher Ouest ⁴⁰ . Suivant ces zones, répartition des logements et des équipements.
Nouveaux SDAUs	1982 1983	<ul style="list-style-type: none"> -créer de l'emploi. - rechercher les nouvelles localisations des zones d'activités. 	Il n'y a plus de dénominations directes concernant le « projet global » de la Vallée du Cher.	<p>Projet de zones d'activité de 10 ha sur la plaine des Deux Lions.</p> <p>Projets réalisés : Les Fontaines, la Belle Fille et les Rives du Cher.</p>
Schéma Directeur de l'Agglomération Tourangelle	1993	<ul style="list-style-type: none"> - créer une métropole interrégionale à vocation européenne. - objectifs liés à la qualité du cadre de vie, au développement économique et social (idéologie technopolitaine). 	« Opération de la Vallée du Cher ».	<p>Projet de « Technopôle de la Vallée du Cher ».</p> <p>Projet de la Gloriette s'inscrivant dans la coulée verte.</p>

Tableau 2 : Place du « projet global » dans les Schémas Directeurs (dénominations et « projets complexes » concernés).

³⁹ Les espaces concernés par ses délimitations sont précisés p40.

⁴⁰ Les espaces concernés par ses délimitations sont précisés p40.

L'« Opération de la Vallée du Cher » et son parcours lié au « projet local » dans les Schémas Directeurs (commentaire du tableau)

Le Plan d'Urbanisme Directeur de 1970

L'« Opération de la Vallée du Cher » est prépondérante dans un des premiers Schémas Directeurs, celui de 1970. Le « projet local » qui en dépend est celui de la « ZUP de la Vallée du Cher ». Le projet de ZUP prévoyait ainsi, l'achèvement vers 1985 de cet espace à urbaniser en priorité. Cette ZUP est reconnue comme⁴¹ :

- une zone affectée à l'habitation, c'est-à-dire une zone de plan masse où l'établissement des projets se ferait dans des délais rapides,
- un des nouveaux centres périphériques, participant au développement du centre urbain de Tours.

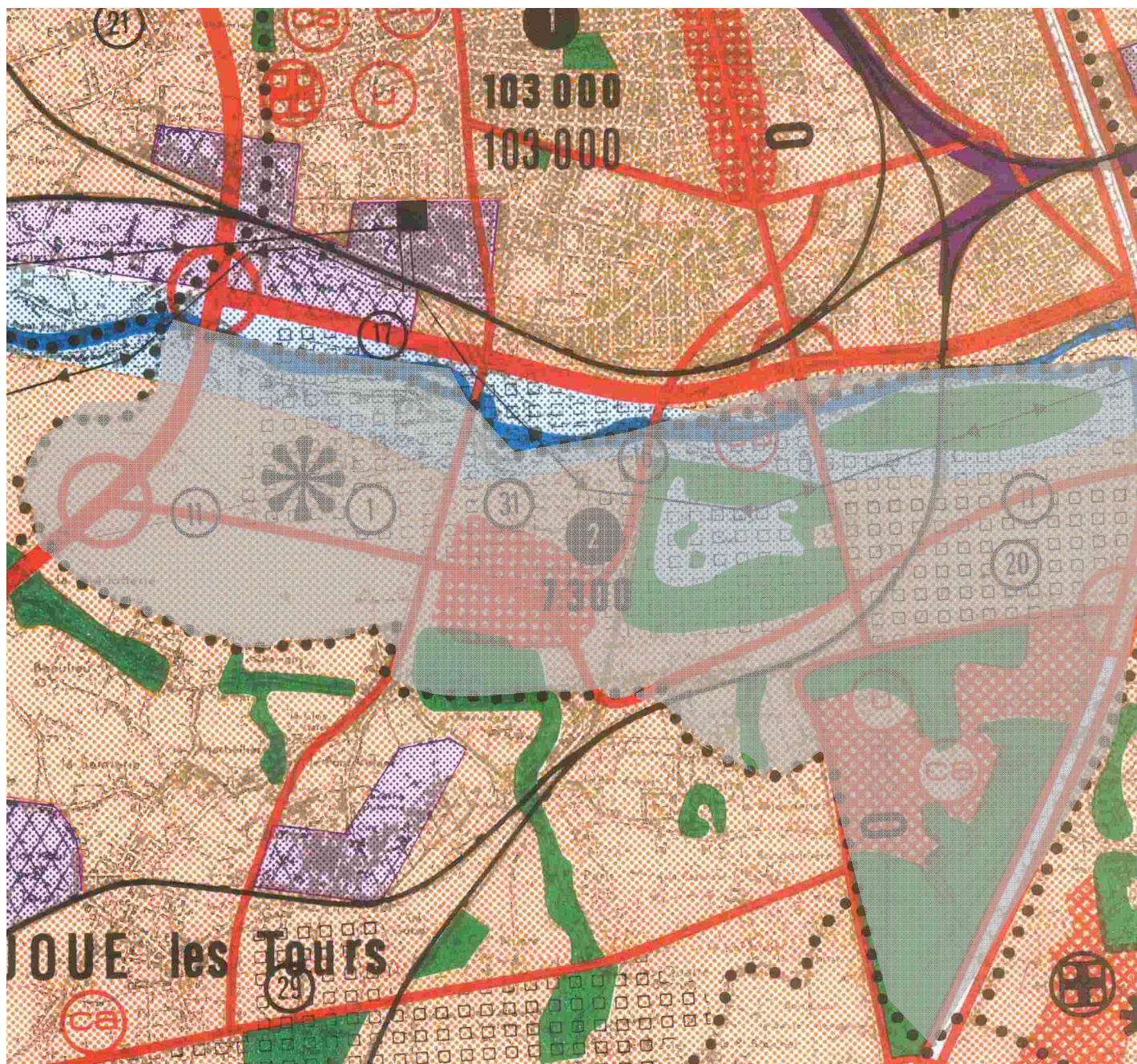
Les objectifs liés à l'aménagement de cet espace, et donc liés à ceux du « projet global », sont centrés essentiellement autour du logement dans un contexte où l'agglomération connaît une croissance démographique, une demande forte en logements et un développement important de l'urbanisation.

Les « projets complexes » répondant aux objectifs généraux du « projet global » et par conséquent, à ceux du « projet local », sont des projets de zones d'habitation à densité forte, couvrant la plaine de la Gloriette, les Fontaines et les Rives du Cher. D'autres projets sont liés à l'établissement de zones de sports ou de loisirs comme pour la Bergeonnerie et le futur parc Honoré de Balzac.

Le SDAU de 1972

Dans le Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme de 1972, un découpage précis en zones est donné concernant l'« Opération de la Vallée du Cher ». Pour la première fois, des délimitations précises et une numérotation sont représentées sur les documents cartographiques concernant ce type de projet.

⁴¹ Plan d'Urbanisme Directeur du groupement d'urbanisme de Tours, rapport de présentation, juin 1970.



Carte 2 : Espace concerné par le « projet local » (extrait de la carte au 1/25000 du SDAU de 1972).

Légende :

- Espace concerné par l'opération de la « Vallée du Cher Centre » (ou ZUP de la Vallée du Cher)

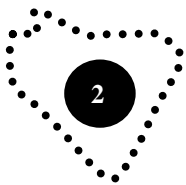
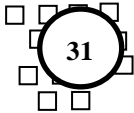
Intitulé du « projet global »	Zones opérationnelles d'habitation (« projets locaux »)	Espaces concernés	Zones d'accompagnement (« projets complexes »)	Espaces concernés
Vallée du Cher	Zone 2 : Vallée du Cher Centre ou ZUP de la Vallée du Cher. Représentation sur la carte : 	Frange Sud de Tours	N° 20 : Vallée du Cher zones A et B à Tours (zone opérationnelle terminée avant 1980) N°31 : Vallée du Cher Ouest à Tours (zone opérationnelle engagées mais non remplies en 1980). Représentation sur la carte : 	Les Fontaines, la Bergeonnerie La Plaine de la Gloriette dans son ensemble (y compris l'espace des Deux Lions.
	Zone 7 : Vallée du Cher Est.	Frange Sud de St Pierre des Corps et Rochepinard à Tours.	N°34 : Vallée du Cher Est à Tours (zone opérationnelle engagées mais non remplies en 1980)	Rochepinard
	Zone 3 : Vallée du Cher Ouest.	Frange Nord de Ballan-Miré.	Pas de zones d'accompagnement.	

Tableau 3 : « Opération de la Vallée du Cher », découpage en zones opérationnelles dans le SDAU de 1972.

Le « projet global » comporte le « projet local », intitulé « ZUP de la Vallée du Cher », ou « Vallée du Cher Centre », et déjà présent dans le plan d'Urbanisme Directeur de 1970. Ce « projet local » s'inscrit dans les objectifs affichés dans l'« Opération de la Vallée du Cher » : il s'agit de créer un nouveau secteur d'habitation mais aussi d'élargir le noyau central actuel de services et de commerces à toute la Vallée du Cher. C'est surtout une vision quantitative qui domine concernant cette « ZUP de la Vallée du Cher », vision caractéristique de la planification traditionnelle⁴².

Cette « ZUP de la Vallée du Cher » est, à son tour, découpée en « zones d'accompagnement » (zones déjà créées ou en cours de création, résidentielles ou industrielles). Ce découpage en zones produit une imbrication des délimitations. Cependant, ces délimitations, si elle sont claires pour le « projet global » et le « projet local », deviennent floues concernant les limites des zones d'accompagnement (ces zones sont représentées par des plages de motifs carrés alors que les autres types de zones sont clairement circonscrites par un trait). Il peut donc exister une certaine confusion à la fois au niveau des échelles infra communales mais aussi au niveau d'une imbrication et d'une superposition trop détaillée des délimitations.

⁴² Cf. « Une planification traditionnelle en crise » p22.

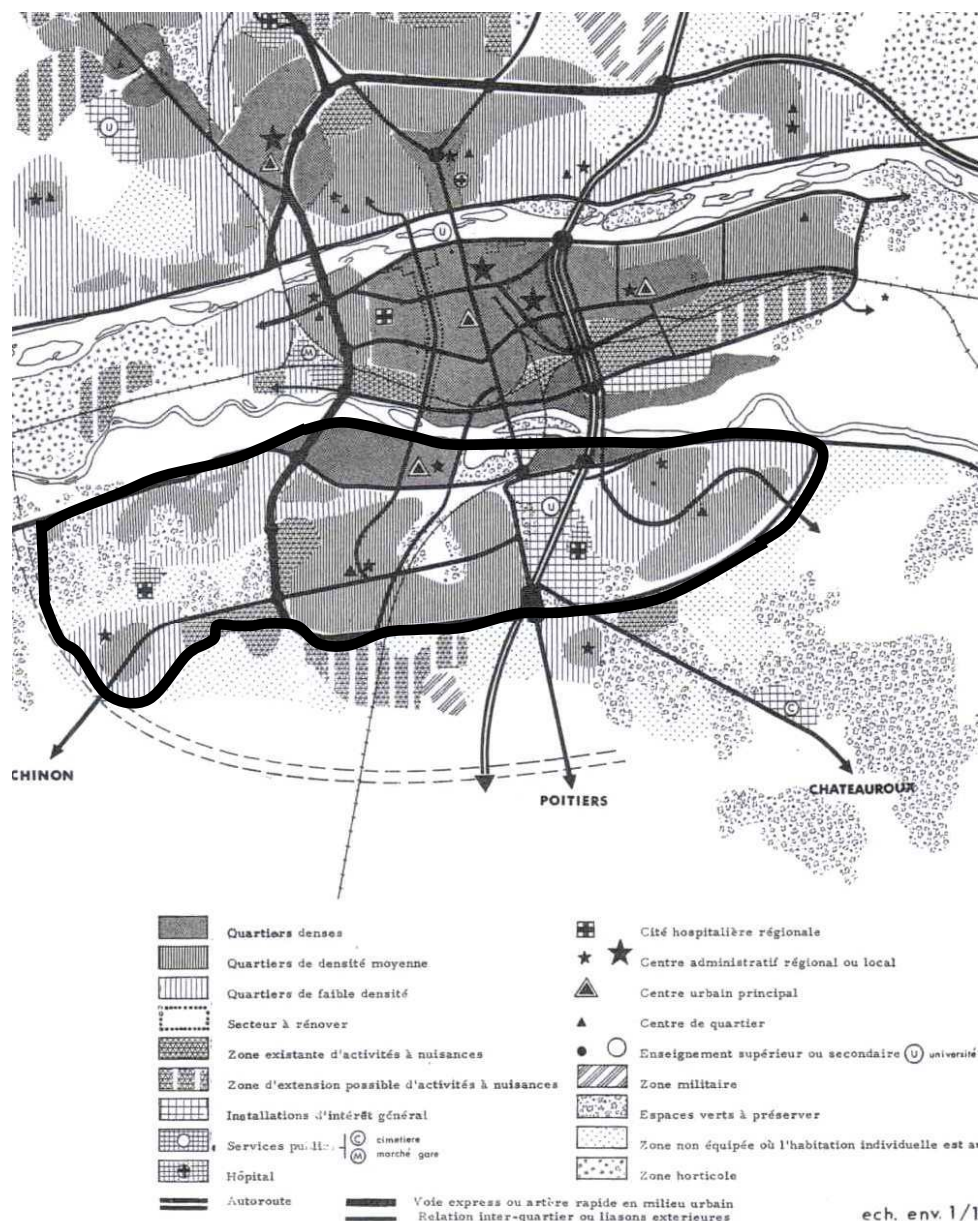
En ce qui concerne les implantations d'activités tertiaires, là encore, une vision quantitative et programmée est donnée concernant la Vallée du Cher, qui devrait accueillir de nouveaux emplois tertiaires. Ainsi, entre le Plan d'Urbanisme de 1970 et le Schéma Directeur de 1972, on voit donc combien il y a continuité des objectifs et des opérations, particulièrement pour celle de la « ZUP de la Vallée du Cher ». Il est aussi important de remarquer que les « projets complexes » s'inscrivant dans le « projet global » d'« Opération de la Vallée du Cher », sont surtout concentrés sur la Ville de Tours. Cela a pour conséquence de réduire l'échelle d'action du « projet global » à celle du « projet local », de l'opération de la « Vallée du Cher Centre ».

Les Schémas Directeurs de 1982, 1983 et 1993

Les Schémas Directeurs qui suivent, ceux de 1982, 1983 et 1993, traduisent une nette inflexion par rapport aux objectifs des précédents documents de planification. C'est surtout une préoccupation économique qui domine, et avec elle, la vision quantitative des précédents Schémas Directeurs laisse place à une vision plus qualitative, orientée nettement vers l'amélioration du cadre de vie. Ce changement est, en grande partie, due à la crise économique des années 80.

Ce changement d'objectifs, dû au contexte local et global, se traduit dans les dénominations se rapportant au « projet global » et au « projet local ». En effet, à partir du SDAU de 1982, tout ce découpage concernant l'« Opération de la Vallée du Cher », présent dans le SDAU de 1972, disparaît complètement. Le « projet global » devient ainsi beaucoup moins présent. Sa dénomination et sa représentation par des délimitations sont mêmes absentes des SDAU de 1982 et de 1983. Le « projet global » en est presque réduit qu'à une simple localisation géographique (« Sud du Cher » au lieu de « Vallée du Cher », par exemple). Il en est de même pour les délimitations et les dénominations du « projet local » qui disparaissent des documents cartographiques, alors qu'elles étaient présentes dans le SDAU de 1972.

Cependant, le SDAT de 1993 réintroduit le « projet global » et donc le « projet local », par un biais bien particulier : celui du projet de « Technopôle de la Vallée du Cher ». Il place d'emblée ce « projet complexe » dans la filiation du « projet global », comme une étape complémentaire dans l'aménagement du Val. Le « projet global » est maintenant réduit à sa seule dénomination, celle d'« Opération de la Vallée du Cher » (citée une seule fois dans tout le rapport de présentation), remplacé par un autre type de projet beaucoup plus présent, le « projet complexe » de technopôle.



Carte 3 : L'« Opération de la Vallée du Cher » (carte au 1/100000 extraite du SDAU de 1972).

Légende : ——— Délimitations de l'« Opération de la Vallée du Cher ».

Pour confirmer cette idée de réduction d'échelle d'action du « projet global » et par conséquent, du « projet local », nous pouvons encore nous appuyer sur l'exemple de d'autres types de documents : les Plans d'Occupation des Sols, les rapports de présentation des Zones d'Aménagement Concertées, et les études techniques.

L'« Opération de la Vallée du Cher » et son parcours lié au « projet local » dans d'autres documents

Place du projet dans les Plans d'Occupation des Sols

Date du POS	Evocation du « projet global »	Evocation du « projet local »	Evocation des « projets complexes »
1976	Pas de mention directe, sauf des périmètres comprenant la dénomination « Vallée du Cher ».	Pas de mention directe.	ZAD ⁴³ de la Vallée du Cher (arrêté du 6 juillet 1965). ZAC de la Vallée du Cher (arrêté du 12 novembre 1969).
1982	IDEM	IDEM	Disparition de la ZAD de la Vallée du Cher
1985 et 1986	IDEM	Référence à un programme de construction de logements très important suite à la crise du logement des années 60 et du début des années 70.	Référence à des quartiers (Rives du Cher, Fontaines) et à un parc industriel dans la plaine de la Gloriette.
1988 et 1989	IDEM	Pas de mention directe.	Zone d'activités technologiques de la Vallée du Cher. ZAC de la Vallée du Cher (10-10-1988)
1991	IDEM	IDEM	Vaste programme de construction et d'extension universitaire envisagés pour le parc de Grandmont. Evocation du quartier des Fontaines, des Rives du Cher.
1992	IDEM	Evocation du projet d'urbanisation de la Vallée du Cher : ouverture à l'urbanisation de zones de la Vallée du Cher à Tours.	Parc Technologique.
1997	IDEM	Pas de mention directe.	ZAC du Quartier des Deux Lions (25-11-1996) ZAD de la Gloriette (31-10-1997)

Tableau 4 : « Projet global » et « projet local » dans les POS.

Les mentions directes du « projet global » sont absentes de l'ensemble des POS. L'« Opération de la Vallée du Cher » se réduit souvent à une dénomination qui se rapporte soit à des périmètres de zones s'appliquant sur le territoire communal (ZAD, ZAC) soit à des « projets complexes » (« Zone d'activités technologiques de la Vallée du Cher »). Là encore, le « projet global » se voit limité à l'échelle communale et infra communale. Le « projet local » est évoqué, mais c'est souvent à travers l'évocation des « projets complexes » qu'il renferme. « Projet global », « projet local » voient ainsi leur échelle réduite à celle du « projet complexe », et donc, à celle du projet de technopôle.

Place du projet dans les rapports des ZAC de la Vallée du Cher

Dans les rapports de présentation des ZAC qui ont concerné la plaine des Deux Lions, et donc le projet de technopôle, cette place du « projet global » est ambiguë. Lorsqu'il y est fait référence, la dénomination « Vallée du Cher » reste vague et incertaine.

On ne sait pas quelles délimitations s'appliquent à cette appellation globale, qui, paradoxalement, se focalise souvent sur la Ville de Tours.

Dans le rapport de 1989, le texte évoque l'urbanisation de la Vallée du Cher qui remonte à 1965, avec le schéma de protection des crues du Cher et de travaux hydrauliques visant à canaliser le fleuve. Cette dénomination globale se rapporte donc à l'aménagement en partie réalisé en rive gauche et à l'est de Tours : les Fontaines et l'ensemble de la Bergeonnerie, le dernier site de cet aménagement étant celui du parc technologique. Là encore, « projet global » et « projet local » se réduisent à des projets d'échelle plus fine.

Cette constatation est valable pour les rapports de présentations suivants, ceux de 1996 et de 2003.

Place du projet dans les études techniques

Dans le dossier d'enquête hydraulique de 1989⁴⁴, il est ainsi fait référence du projet d'aménagement de la Vallée du Cher : « à l'aube des années 60, la Ville de Tours, enserrée entre la Loire au Nord et son affluent le Cher au Sud, ne dispose plus de terrains nécessaires à son développement. La nouvelle municipalité élue en 1959 voit une solution possible en réaménageant le cours du Cher. » Toujours, selon cette source, les décrets de 1963, de 1965 et de 1967 permettent à la Ville de Tours l'acquisition des terrains nécessaires à l'opération d'aménagement de la Vallée du Cher : plusieurs communes sont concernées dont Joué-lès-Tours, St Avertin, St Pierre-des-Corps et la Riche. Là encore, le projet global d'« Opération de la Vallée du Cher » est ramené au projet local d'opération de la « Vallée du Cher Centre ».

On voit donc qu'il y a une confusion des échelles concernant ces différents types de projet. Le « parc technologique de la Vallée du Cher », reconnu comme la dernière phase d'aménagement du Cher dans Tours va ainsi se situer dans cet amalgame d'échelles entre le « projet global » et le « projet local ». Il est ainsi le pont de convergence de cet emboîtement d'échelles et d'actions de planification.

Le cheminement temporel long du projet de technopôle

Une fois posé le cadre global et local dans lequel s'inscrit le projet de « Technopôle de la Vallée du Cher », il s'agit maintenant de vérifier une des premières hypothèses concernant les temporalités du projet comme indice de son autonomie et de la modification du rapport entre le projet et ses documents de planification. Le projet de technopôle, en effet, en se dotant de temporalités longues, manifeste par là son caractère autonome par rapport aux documents de planification (Schémas Directeurs et Plans d'Occupation des Sols).

Deux échelles sont à distinguer dans ce cheminement temporel du projet de « Technopôle de la Vallée du Cher » :

⁴³ Zone d'Aménagement Différée.

⁴⁴ VILLE DE TOURS, SET, SERVICES TECHNIQUES MUNICIPAUX, EDF, *Dossier d'enquête hydraulique, Aménagement de la Vallée du Cher, Parc Technologique*, juillet 1989.

- Le projet de technopôle s'inscrit déjà dans des temporalités successives à une échelle plus large, celle de l'évolution de l'aménagement de la plaine des Deux Lions.
- A l'échelle même du projet, on retrouve des temporalités successives et un déroulement complexe du temps.

Ainsi, il est nécessaire de partir d'une échelle plus large pour pouvoir évaluer le moment où ce projet apparaît et donc déterminer la longueur de ces temporalités. Cependant, il ne s'agit de véritables naissances du projet comme on pourrait le croire. Le projet, en effet ne naît pas de rien. Il apparaît lorsqu'une transformation des finalités de l'espace se manifeste.

Suivant les différentes sources consultées, qu'elles soient écrites ou orales, on constate, par ailleurs, qu'il n'y a pas une origine de l'idée du projet mais plutôt différentes origines, les dates variant suivant ces sources. Il n'y aura donc pas une réponse unique et il s'agira d'objectiver ce qui est subjectif (visions d'acteurs) pour montrer cette hétérogénéité du temps du projet.

Présentation du projet de technopôle

Justification de ce choix de projet

Au sein de l'opération de la « Vallée du Cher Centre », on a pu voir qu'il existait différents projets à échelle infra communale, les « projets complexes » qui, en eux-mêmes, renfermaient à leur tour des « projets d'architecture ». L'analyse des temporalités porte donc sur un de ces « projets complexes », à la fois constitutif du « projet local » mais aussi possédant des dynamiques propres.

Ainsi, le choix du « projet complexe » s'est déterminé sur celui du « Technopôle de la Vallée du Cher », évoqué dans le dossier d'anticipation au Schéma Directeur de l'Agglomération Tourangelle, datant de 1992. L'intégration et l'évolution de ce projet par rapport à l'aménagement de la « Vallée du Cher Centre » sont donc à prendre en compte.

Le choix s'est porté sur un « projet complexe » et non sur l'opération de la « Vallée du Cher Centre » parce que l'analyse des temporalités aurait été difficile à effectuer pour cette dernière : en effet, l'étude des temporalités de ce type de projet aurait souffert d'un cadre trop vaste pour la recherche.

Par ailleurs, l'étude des temporalités du projet de technopôle semble plus pertinente que l'étude des temporalités de d'autres projets d'aménagement comme ceux des projets d'infrastructures qui, au premier abord, apparaissant d'emblée sujets à des temporalités longues. Le projet de « Parc Technologique de la Vallée du Cher » présente moins cette évidence que celle existant dans les projets d'infrastructures.

Enfin, le choix d'étude des temporalités d'un « projet d'architecture », comme par exemple, l'implantation de la faculté de Droit dans le quartier des Deux Lions n'aurait pas été judicieux puisque ce type de projet répond à une problématique trop particulière et trop limitée du point de vue de son échelle à la fois spatiale et temporelle : cela nous aurait amené à l'étude des temporalités d'un projet de déménagement de la faculté de Droit.

Ainsi, le choix du projet de Technopôle présente plusieurs intérêts :

- Sa **complexité**, qui se ressent au niveau de l'intervention des acteurs, des interactions de ce projet avec d'autres projets agissant à différentes échelles ;

- Sa **place dans l'évolution de l'aménagement d'un espace** aux franges tourangelles, car le projet de technopôle est considéré comme une étape complémentaire, s'incluant dans une dynamique locale et même globale, et dans un emboîtement d'échelles spatiales, temporelles, d'actions de planification ;
- Sa **particularité**, puisque ce projet a un cheminement temporel qui lui est propre, et une dynamique qui lui est spécifique même s'il s'inscrit dans des projets agissant à des échelles plus larges.

Définition d'un technopôle

Ainsi, après avoir justifié ce choix du projet de technopôle, il s'agit maintenant d'apporter une définition du terme « technopôle », afin d'éviter des risques de confusion entre les notions. Comme la problématique de recherche porte sur les temporalités et non sur la notion de technopôle en elle-même, cette définition d'un technopôle n'est donc pas exhaustive.

Nous reprenons donc la définition d'un technopôle telle qu'elle est donnée par CHOAY⁴⁵ :

« Un technopôle réunit, sur un site, le plus souvent suburbain, des activités qui ont en commun de recourir à des technologies innovantes et qui sont acceptées par un comité d'agrément. La présence ou la proximité d'une université et de centres de recherche semble constituer une condition indispensable à la diffusion de l'innovation à partir des recherches scientifiques et technologiques [...]. L'objectif initial [est] de favoriser ces transferts de technologie, mais aussi de permettre des échanges technologiques entre les entreprises, [...] (notion de « fertilité croisée ») [...]. »

Le « technopôle » se différencie de la « technopole », c'est-à-dire d'une « ville ou [d'] une agglomération qui aurait une vocation à rassembler des activités recourant à l'innovation technologiques⁴⁶ ». Le technopôle fait ainsi référence à une localisation précise, contrairement à la technopole. Il est un pôle se basant sur l'instauration d'un système relationnel entre l'université, la recherche et l'industrie et il se caractérise par les fonctions essentielles que sont l'accueil des entreprises, la fertilisation croisée et le transfert de technologies.

Le projet de technopôle par rapport à l'aménagement de la « plaine des Deux Lions »

Insertion du projet dans l'aménagement de la « plaine des Deux Lions »

Le projet de technopôle ne naît pas abruptement. Il s'inscrit, en effet, dans l'aménagement de tout un espace : celui de la « plaine des Deux Lions ». Cet aménagement, engagé lui-même sur une échelle de temps beaucoup plus large, a été prévu et encadré par différents documents de planification et de réglementation : les Schémas Directeurs qui se sont échelonnés de 1970 à 1993, les Plans d'Occupation des Sols de 1976 jusqu'à 2003, les différentes ZAC qui ont couvert cet espace comme celles de 1988, 1992 et 1996.

⁴⁵ MERLIN P., CHOAY F., *Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement*, PUF, 2^e édition, Paris, 1996, 863p.

⁴⁶ MERLIN P., CHOAY F., *Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement*, PUF, 2^e édition, Paris, 1996, 863p.

L'aménagement de cet espace tourangeau se place, par ailleurs, dans la continuité des grands projets qui ont concerné l' « Opération de la Vallée du Cher ». L'aménagement de la « plaine des Deux Lions » s'inclut donc dans ce « projet global » (viabilisation et urbanisation de cette vallée commencée dès 1962) et par conséquent, fait parti du « projet local », limité à la Ville de Tours. Cela s'est traduit, d'abord, par la mise en place d'un aménagement zonal et d'intervention foncière, comme la Zone d'Aménagement Différée de la Vallée du Cher datant de 1965, qui couvrait l'ensemble de la plaine de la Gloriette et de l'espace des Deux Lions.

En nous intéressant à l'aménagement de la plaine des Deux Lions au travers des différents documents consultés (surtout les documents de planification), il s'agissait avant tout de partir d'une échelle de temps assez large pour pouvoir repérer plus adéquatement le changement de finalités de l'espace concerné, et donc pour pouvoir repérer les origines de l'idée du projet de technopôle. Cependant, en consultant ces documents, la difficulté rencontrée pour suivre ainsi l'évolution de tout un espace, était justement de pouvoir avoir une idée précise de ses délimitations. La « plaine des Deux Lions » est, en effet, une dénomination qui apparaît assez tardivement, avec la naissance du quartier des Deux Lions.

Cette dénomination est présente, pour la première fois, dans le rapport de présentation de la ZAC de 1996 et dans le POS de 1989, mais il n'est jamais précisé les limites de cette plaine. Se confond-t-elle avec la plaine de la Gloriette ou alors est-elle incluse dans cette dernière ? Ce n'est que dans le POS de 1992, que ces délimitations de la plaine sont précisées : « *La plaine des Deux Lions, située entre l'ancienne voie ferrée et l'avenue du Pont de Cher, a toujours été classée en zone NA au POS, c'est-à-dire en zone d'urbanisation future*⁴⁷ ». Les délimitations spatiales concernant la plaine ne sont précisées que tardivement, avec l'arrivée du projet de technopôle sur cet espace. Nous avons pris ces délimitations précisées dans le POS de 1992 pour retracer sommairement l'évolution de l'aménagement de cet espace et pour pouvoir placer le projet de technopôle dans la dynamique de cet aménagement.

Historique de l'évolution de l'aménagement de la plaine des Deux Lions

Les destinations de cet espace changent au cours du temps. Elles se font selon des avancées constatées dans cet aménagement avec la mise en place de projets (projet de technopôle, projet d'un quartier mixte) mais aussi selon des pauses ou des retours (arrêt de l'urbanisation de la plaine, abandon de projets, retour de l'idée de construction d'un quartier). Cet aménagement s'adapte donc à la conjoncture et des temporalités successives traduisent ces pauses, ces ruptures ou bien encore ces avancées, les documents de planification accompagnant ou témoignant de cette évolution au cours du temps.

Ainsi, nous pouvons distinguer plusieurs étapes dans l'aménagement de la plaine :

- **Des années 60 aux années 70 :** l'espace, selon les objectifs contenus dans les Schémas Directeurs de 1970 et de 1972⁴⁸, suite à la crise du logement, était destiné à être une zone d'habitation à densité forte. Il devait accueillir la naissance d'un quartier faisant pendant au quartier des Fontaines selon un axe d'équilibre et de développement Est - Ouest de la Ville de Tours. Il s'inscrivait dans plusieurs périmètres : celui de la « ZUP de la Vallée du Cher » indiquée au niveau du SD de 1972 (« projet local »), de la zone d'accompagnement n°31, zone d'habitation opérationnelle qui n'était pas

⁴⁷ Plan d'Occupation des Sols, Tours, 1992.

⁴⁸ Cf. « L' « Opération de la Vallée du Cher » dans les documents de planification », p 36.

supposée être terminée d'ici 1980. Dans les POS de 1976 et 1978, cet espace était inscrit dans un processus d'acquisition foncière, et il s'incluait dans le périmètre de la Zone d'Aménagement Différée de la Vallée du Cher, créée en 1965. Il se situait à proximité de la ZAC de la Vallée du Cher qui concernait l'ensemble de La Bergeonnerie, les Fontaines et Rochepinard.

- **Des années 70 aux années 80** : l'espace connaît une période de pause dû au contexte local de crise économique et de baisse démographique. En effet, la réalisation du projet de construction d'un quartier sur les Deux Lions est empêchée à cause de la restriction de la croissance démographique, des coûts des travaux hydrauliques, de la crise économique, de la nature inondable du terrain et des problèmes hydrauliques qu'il pose. Le problème de l'emploi, du chômage va modifier les objectifs contenus dans les documents de planification et les orienter vers une préoccupation économique. Ainsi, rien n'aura été construit sur la plaine des Deux Lions.
- **Des années 80 aux années 90** : la plaine des Deux Lions connaît de nouvelles finalités, des finalités à orientation économique et tertiaire. Les SD de 1982 et 1983 traduisent ce changement de finalités en introduisant la présence d'une zone d'activité sur cet espace. Cet élément va ainsi produire une sorte de rupture par rapport aux finalités précédentes orientées vers le logement. Le projet de technopôle est issu de ce changement de finalités. Un deuxième élément, peu après, déclenche une modification de ces finalités, pendant la mise en place de ce technopôle. L'implantation de la Faculté de Droit en 1992 brise déjà l'orientation monofonctionnelle et strictement économique du projet.
- **A partir des années 90**, et suite à l'échec du projet de technopôle qui n'arrivait pas à attirer suffisamment d'entreprises et qui a entraîné l'endettement de Tours, l'espace connaît une nouvelle inflexion dans ses finalités. Un quartier mixte, mélangeant habitat, services, loisirs, se met en place avec l'arrivée de la nouvelle municipalité. La plaine renoue donc avec ses finalités de départ, même si le caractère mixte est accentué.

Entre ces différentes phases que connaît l'aménagement de la plaine, le passage de l'une à l'autre n'est jamais clair ou net : la transition se fait progressivement, de façon floue.

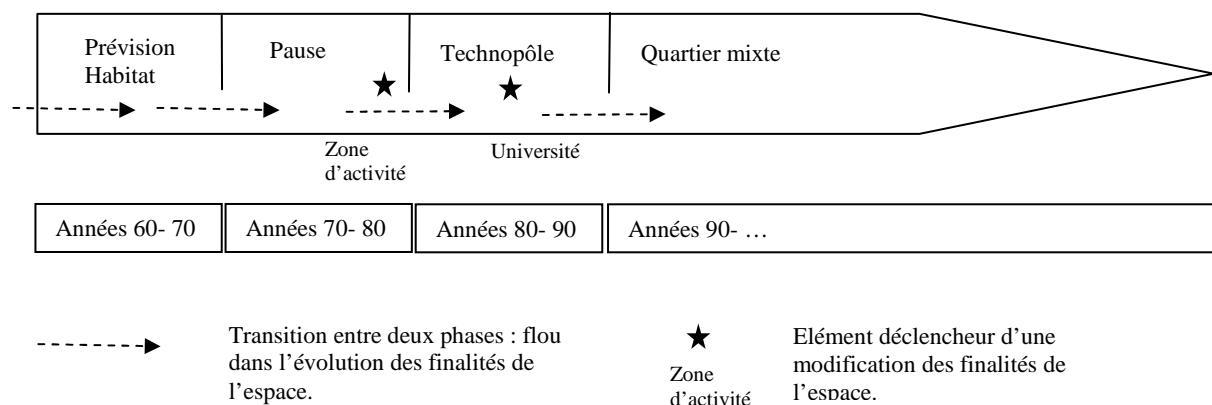


Schéma 3 : Evolution de l'aménagement de la plaine des Deux Lions.

Le projet de technopôle, au cœur d'un emboîtement des échelles spatiales et temporelles

L'« Opération de la Vallée du Cher », cadre incluant, notamment, l'opération de la « Vallée du Cher Centre » et le projet de « Technopôle de la Vallée du Cher », vise la viabilisation et l'urbanisation du Val, et a engagé des travaux hydrauliques concernant le Cher (endiguement et rescindement du cours d'eau). Nous avons vu précédemment que ce projet voyait son échelle spatiale se réduire à celle de l'opération de la « Vallée du Cher Centre », étant donnée que la plupart des opérations d'urbanisme qu'il incluait se réalisait à l'échelle de Tours⁴⁹. Ainsi, ce n'est pas seulement un emboîtement mais un amalgame d'échelles qui se produit au niveau d'un projet lui-même déjà emboîté dans un autre projet. Le « projet local » symbolise le « projet global ».

Cependant, cet amalgame se produit aussi au niveau de l'échelle du temps. Le projet de « Technopôle de la Vallée du Cher », intervient dans les années 80, et brise ainsi la pause que connaissait l'opération de la « Vallée du Cher Centre » dans les années 70. Ainsi, le projet de technopôle symbolise lui aussi le projet dans lequel il s'emboîte normalement, c'est-à-dire l'opération de la « Vallée du Cher Centre ». Par ailleurs, comme nous l'avons remarqué dans la partie consacrée à cette opération, le « projet local » a tendance à disparaître des documents de planification (surtout après le SD de 1972) pour laisser place à un autre type de projet à échelle plus fine : celui du technopôle.

Le « Technopôle de la Vallée du Cher », s'inscrit non seulement dans un emboîtement d'échelles spatiales, allant du périmètre de l'« Opération de la Vallée du Cher » jusqu'à la plaine des Deux Lions, mais il synthétise en quelque sorte tous ces projets et tous ces espaces placés au dessus de lui : il est le point de rencontre de cet emboîtement et a tendance à prendre la place des autres projets au fil du temps. Par ailleurs, par rapport à la plaine des Deux Lions, il constitue une étape de l'aménagement de cet espace, une étape essentielle dans la caractérisation de cet espace, comme nous allons le voir dans la partie concernant l'évolution du dessin du projet de technopôle⁵⁰.

⁴⁹ Cf. « L'Opération de la Vallée du Cher » dans les documents de planification», p 36.

⁵⁰ Cf « La transformation continue du dessin du projet de technopôle » p83.

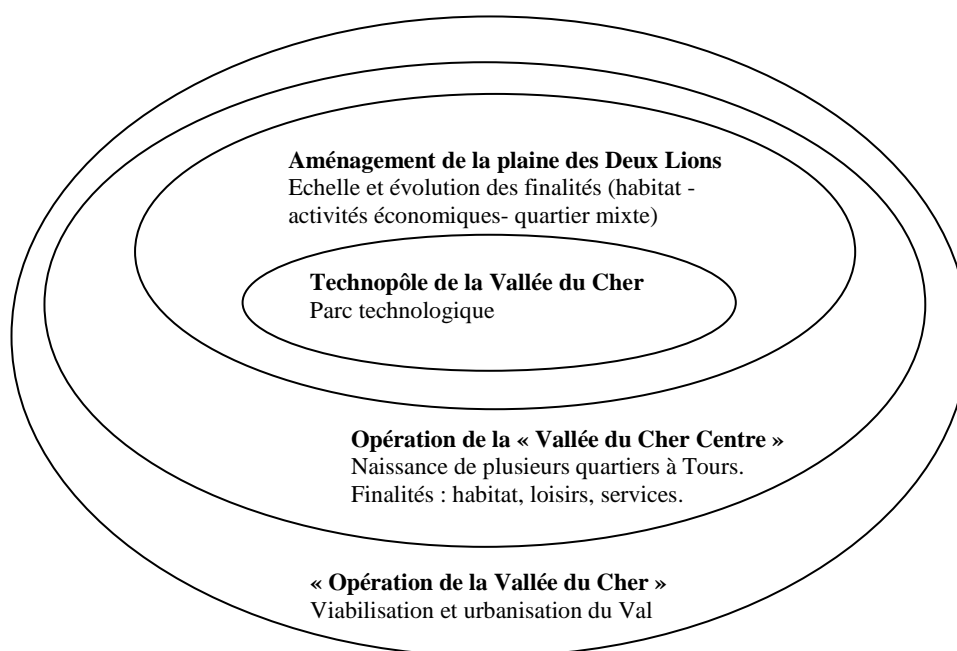


Schéma 4 : Technopôle, « Opération de la Vallée du Cher », opération de la « Vallée du Cher Centre », et aménagement de la plaine des Deux Lions.

Epaisseur du temps du projet de technopôle : les temporalités du projet

Le déroulement temporel du projet de technopôle se révèle complexe et pose la question du flou du projet. Les aléas temporels du projet de technopôle sont essentiellement dus aux différentes visions sur le temps du projet, selon les différentes sources consultées. Afin de vérifier la première hypothèse, celle de temporalités longues du projet par rapport aux documents de planification, il a fallu, en effet, consulter différentes sources de renseignement.

Or, on peut distinguer plusieurs réponses concernant ses temporalités longues du projet, et surtout au niveau de sa, ou plutôt, de ses « naissance(s) ». Les traces écrites de ce déroulement temporel (dans d'anciens travaux de recherche, dans les documents de planification, dans les archives des organismes impliqués dans ce projet), vont, en effet apporter des réponses variables, et qui se distingueront aussi de la mémoire du projet, communiquée lors des entretiens avec certains acteurs. Ainsi, il existe une véritable épaisseur du temps du projet de technopôle.

Les « traces écrites » du déroulement temporel du projet

Pour rendre compte du déroulement temporel du projet de technopôle, la méthode employée est celle de l'utilisation de frises chronologiques, tirées de tableaux de collecte des données⁵¹. La plupart de ces frises ne commencent pas avec les débuts du projet et ne s'arrêtent pas avec les fins supposées du projet. Souvent, en effet, c'est une échelle de temps plus large qui est utilisée, et cela dans le but de mieux rendre compte de l'évolution des finalités qui affectent l'espace concerné par le projet. Le technopôle ne naît pas de rien : il provient d'une transformation, d'une évolution de l'aménagement de l'espace concerné.

⁵¹ Ces tableaux de collecte des données sont dans le dossier séparé des annexes.

Projets d'architecture, mesures et programmation du projet de technopôle : la vision d'un travail de recherche collectant les données⁵².

Cette première frise⁵³ retrace la succession et le chevauchement des différents « projets d'architecture » sur l'espace des Deux Lions, et surtout pendant le projet de Technopôle. Elle est tirée du travail de recherche d'une étudiante⁵⁴, qui a collecté différentes données et c'est donc sa vision, au niveau des dates, qui est retransmise. Elle permet de vérifier la première hypothèse que nous avons posé concernant la problématique des temporalités.

Le changement des finalités de l'espace intervient en **1986** avec l'apparition d'un projet de création d'une zone d'activité. Jusqu'en 1986, l'espace des Deux Lions avait surtout été concerné par sa mise hors d'eau, par des mesures globales relatives aux travaux hydrauliques concernant le Cher (1963 et 1964 selon l'auteur du travail de recherche), et par des mesures liées à l'acquisition des terrains nécessaires à l'opération (Déclaration d'Utilité Publique de 1967).

La « naissance » du projet de technopôle se situe, donc, en **1986**. Elle est concomitante à un projet de camping au Nord Est de l'espace et elle implique la création d'une zone d'activités autour d'un lac artificiel. Dans le même temps, le projet de centre de jeux aquatiques, qui aurait orienté les finalités de l'espace vers les loisirs est abandonné, appuyant ainsi une conception monofonctionnelle du futur technopôle.

Quant à la « fin » du projet de parc technologique, elle se situe en **1996** avec l'apparition de la « ZAC du Quartier des Deux Lions », qui introduit la vision de cet espace comme quartier mixte, et non plus comme celle d'un technopôle. L'objet de la ZAC est, en effet, de mettre en œuvre un quartier multifonctionnel comprenant des entreprises (avec une superficie moins importante de 14 ha), des logements (800 à 1000 unités), des activités et des commerces sur le Pont du Cher (environ 3 ha) et enfin, des équipements publics.

Cependant, cette « fin » supposée du projet de technopôle n'empêche pas la poursuite de d'autres projets liés au technopôle, même si l'espace des Deux Lions a changé de finalités : ainsi, la plupart des entreprises liées au technopôle sont présentes en 1996 (bilan de 10 entreprises, soit 130 emplois permanents) même si les ateliers relais⁵⁵ ont été présents dès 1992. D'autres entreprises doivent aussi être implantées même lorsque le projet de technopôle est supposé être terminé. Il faut, par ailleurs, signaler ce projet de déménagement de l'institut du médicament qui intervient lui aussi après le projet de Technopôle, en 1998.

Cependant, si les bornes temporelles (1986 comme « naissance » et 1996 comme « fin ») du projet de technopôle ne sont jamais très nettes dans la réalité, on peut évaluer cette durée du projet selon la vision retransmise dans ce travail de recherche que nous avons exploité: la période du projet de technopôle s'étend ainsi sur **10 ans**.

⁵² Pour une chronologie détaillée de ces projets, cf. Annexe II, dans le dossier séparé.

⁵³ Pour la légende des frises qui vont se suivre, cf. p70.

⁵⁴ BRICAULT M.-E., *L'aménagement de la plaine des Deux Lions et la question de la complexité*, Mémoire de recherche MAG3, CESA, 1997-1998, 82p

⁵⁵ Sortes de pépinières qui ont pour vocation dans chaque module de 200 m² d'accompagner les entreprises en création pendant 23 mois au maximum.

Cette temporalité longue a vu la succession de différentes mesures de planification qui ont concerné cet espace. La première ZAC est celle du « Parc Technologique de la Vallée du Cher », datant de 1989, et elle a été établie en vue de la réalisation d'un parc technologique en rive gauche du Cher, sur le site de la plaine des Deux Lions, avec l'implantation de 65 ha d'activités technologiques, la construction d'immeubles à usage d'habitation et de bureaux.

Une deuxième « ZAC du Technopôle de la Vallée du Cher » naît, cependant, en 1992, en s'appuyant sur une application anticipée du Schéma Directeur en révision. Les Deux ZAC, et donc les PAZ qui s'y rapportaient, ont donc eu une durée de vie chacune plus courte que celle d'ensemble du projet de Technopôle. La planification et les mesures qui lui sont liées interviennent ainsi à posteriori par rapport au projet.

Cette intervention à posteriori se vérifie aussi au niveau du POS en 1991 : ce dernier est modifié afin de rendre constructible une dizaine d'hectares. Il permet ainsi d'asseoir le projet de technopôle et de le conforter sur le site des Deux Lions. C'est donc la planification et ses documents qui vont justifier à posteriori le projet. On voit donc à travers cet exemple, l'inversion de ce rapport, de cette articulation entre le projet et ses documents de planification.

Par ailleurs, la frise rend compte d'un autre point sur lequel il faut insister : celui du déroulement temporel complexe de ce projet de technopôle. Cela se vérifie au niveau, par exemple, des projets d'architecture qui se succèdent, se superposent et se chevauchent au sein du projet de technopôle. L'état d'avancement de ces projets peut mener :

- à leur formulation simple,
- à leur réalisation,
- à leur abandon en cours de route,
- à une programmation par étape.

Par exemple, le projet de camping qui apparaît en 1986, est abandonné en 1987. Il a donc eu un cheminement temporel court, parce qu'il était non-conforme à l'idée qu'on pouvait se faire d'un technopôle sur cet espace. Une multitude de « projets d'architecture » s'incluent dans le projet de technopôle et ont des cheminements plus ou moins longs, qui aboutissent ou non à la réalisation de ces projets. Il existe aussi des étapes où l'on se projetait et où l'on affichait des délais à respecter.

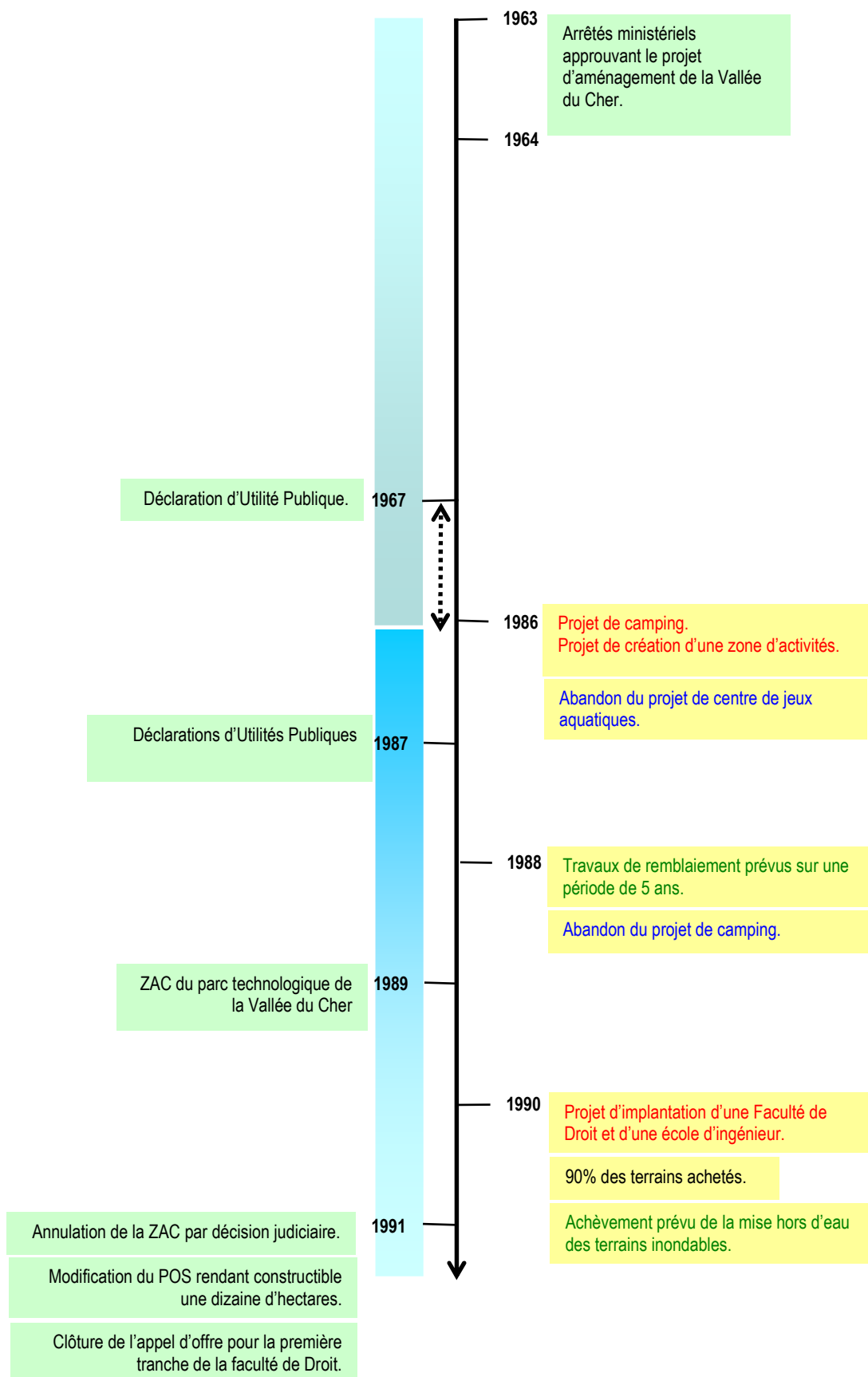
C'est le cas du projet de Faculté de Droit qui devait être réalisé en plusieurs tranches. Ce projet de Faculté de Droit a pour voisins deux établissements d'enseignement supérieur et de recherche, centrés sur une culture technique et économique: l'école d'Ingénieur de Tours, spécialisée dans l'électronique, la bureautique et la robotique et l'école d'Ingénieur en Informatique Industrielle. Ce projet a été formulé en 1990, et la fin de chantier était prévue en 1993. La deuxième tranche de la faculté s'achèvera, pourtant, un an plus tard en 1994. Il y a donc des décalages entre les prévisions effectuées et les réalisations concrètes. Les cheminements propres de ces « projets d'architecture » ont ainsi une conséquence ou une influence sur le projet de technopôle, sur sa complexité.

Ainsi, ce n'est pas seulement l'articulation entre le projet de technopôle et ses documents de planification qui est modifiée, mais c'est aussi cette articulation entre le projet de technopôle et tous ces projets qu'il inclut. L'implantation de la Faculté de Droit en est encore l'illustration. Ce projet ne faisait pas partie au départ du cadre du projet de technopôle, il lui était extérieur et devait répondre au problème de l'augmentation des effectifs d'étudiants.

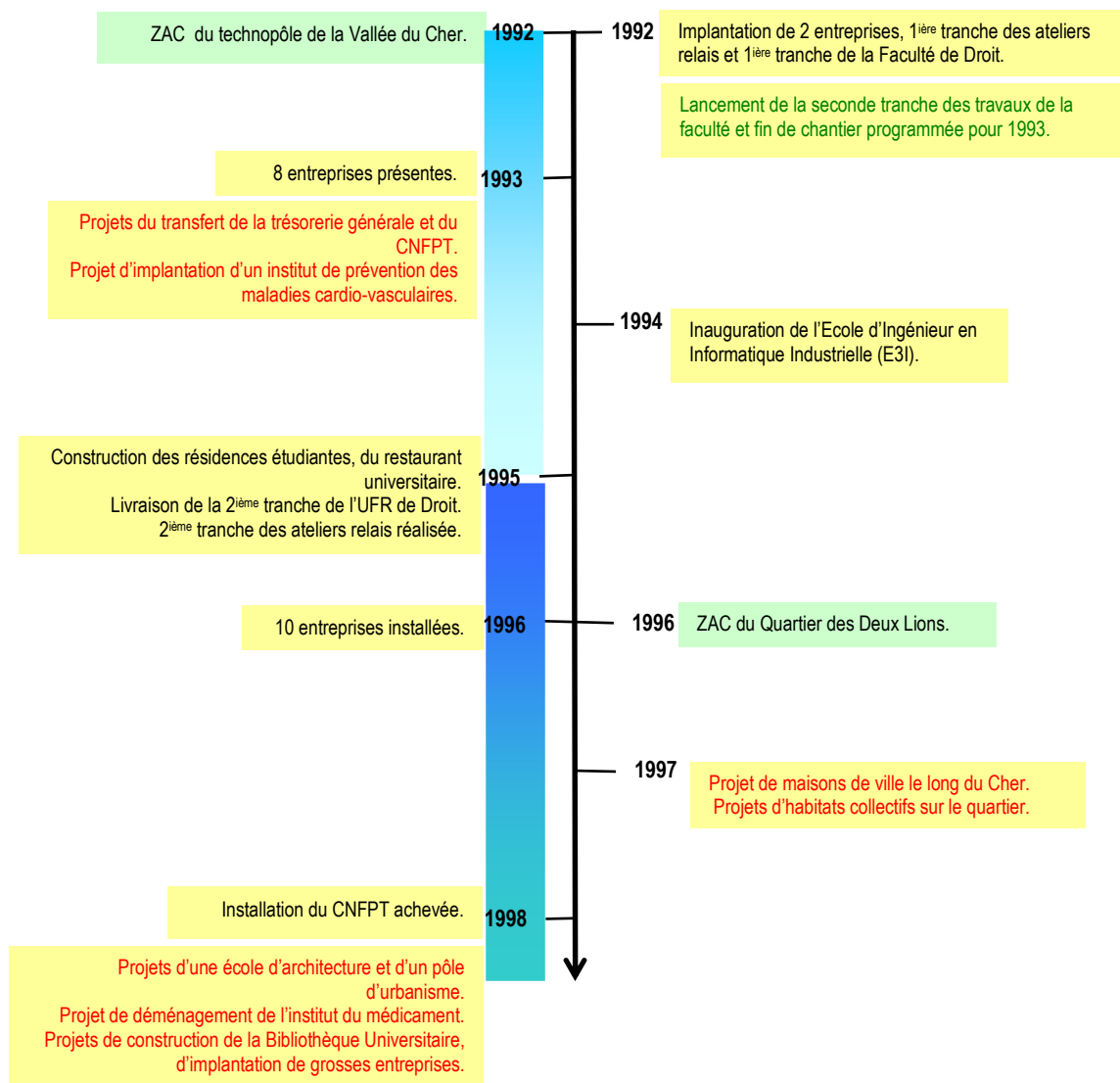
Cependant, le saisissement de ce projet de déménagement de la faculté de Droit par les acteurs va faire entrevoir de nouvelles possibilités d'action, et notamment l'idée d'installer cette faculté sur l'espace des Deux Lions. A partir de là, le projet de la Faculté de Droit va permettre d'asseoir et de justifier le projet de technopôle sur cet espace. Cependant, l'arrivée de la Faculté de Droit sur la plaine en 1992, introduit aussi une inflexion des finalités de l'espace et donc des finalités du projet de technopôle. En effet, il y a peu de rapport entre une Faculté de Droit et la valeur technopolitaine qu'on voulait donnait à cette espace. Avec l'introduction de ce « projet d'architecture », le concept monofonctionnel du technopôle se voyait déjà remis en cause.

La frise des projets a donc permis de faire entrevoir ce déroulement temporel complexe du projet de technopôle, et de montrer à travers quelques exemples, la modification de l'articulation de ce projet avec ses documents de planification, et avec d'autres types de projets. Cette frise est aussi la vision d'un travail de recherche effectué sur cet espace. Cependant, ce travail de recherche ne se limite pas à la collecte historique des projets qui se sont succédés, il permet, en effet, de rendre compte du rôle des acteurs les plus importants dans la réalisation de ce projet

Projet(s) concerné(s) et mesures liées à l'aménagement de la plaine des Deux Lions



Projet(s) concerné(s) et mesures liées à l'aménagement de la plaine des Deux Lions



Les temporalités du projet de technopôle suivant les acteurs

Les temporalités du projet de technopôle sont, par ailleurs, différentes suivant les acteurs et suivant les rôles que ces différents acteurs ont joués par rapport au projet. Ces temporalités ont été dégagées toujours grâce à l'aide du mémoire de recherche de BRICAULT⁵⁶, mais aussi, grâce à l'exploitation des archives de l'Agence d'Urbanisme et de celles de la Mairie de Tours. Ainsi, chaque acteur a des temporalités qui lui sont propres, toujours en fonction de son intervention datée par rapport au projet ou en fonction de la production d'études concernant ce projet.

⁵⁶ BRICAULT M.-E., *L'aménagement de la plaine des Deux Lions et la question de la complexité*, Mémoire de recherche MAG3, CESA, 1997-1998, 82 p.

La Ville de Tours a joué un rôle incontournable par rapport au projet de technopôle de la Vallée du Cher. Il est l'acteur central et incontournable du groupe de projet, à tel point que le projet de technopôle apparaît véritablement comme le projet municipal par excellence, et qu'il est fortement pronominalisé, qu'il est identifié comme appartenant à cet acteur « mairie ». En effet, c'est la forte volonté municipale, incarnée par le maire de l'époque, J. ROYER, qui a permis de porter le projet au fil du temps.

Selon le mémoire de BRICAULT, cette volonté d'aménager le site resté vacant de la plaine des Deux Lions, entre l'ancienne voie SNCF et le CD 86, pour faire un technopôle, apparaît dès **1985**. Cependant, le mémoire de recherche de BRICAULT se contredit après, puisque l'auteur introduit une date différente concernant l'origine de l'idée du projet par rapport à l'action ou l'intervention de l'acteur « mairie » : selon l'auteur, pour la première fois, l'idée de technopôle dans la stratégie de développement local est évoquée par l'adjoint chargé des affaires sociales de l'époque dans le bulletin municipal d'octobre 1987. Ce dernier évoque les « *formidables progrès scientifiques et technologiques réalisés aux Etats-Unis, au Japon (...)* qui sont le *signal d'une nouvelle ère dans l'histoire du développement.* »

En ce qui concerne la « fin » du projet de technopôle, toujours selon l'auteur, elle se situe en **1995**, avec le changement d'équipe municipale. Pourtant, elle nuance son propos, ensuite, pour montrer que la nouvelle municipalité n'abandonne pas tout de suite, pour autant, l'idée de technopôle sur ce site. Ainsi, une nouvelle orientation du projet est prévue par les élus : la municipalité veut redonner une chance au projet de technopôle mais en l'inscrivant comme outil de l'intercommunalité et non plus comme projet - mairie.

Selon l'adjoint chargé de l'économie, et celui chargé des nouvelles technologies, le projet de technopôle a été un échec parce que justement il n'y avait pas de vision d'agglomération et qu'il y avait un déficit de mise en situation des acteurs. La nouvelle municipalité renouvelle la vision du projet pour décider d'en faire un pôle de réussite tourné vers la biologie et la santé, alliant recherche fondamentale, production et transfert de technologie. Une multitude d'acteurs seraient mis en relation comme les CRITT (Centres Régionaux d'Intervention et de Transfert de Technologies), la CCI, l'Agence de Développement de la Touraine, le Conseil Régional...

En 1996, la municipalité accorde donc toujours de l'importance à l'implantation d'entreprise et donc à l'idée technopolitaine. Le nouveau quartier des Deux Lions, apparu suite à la ZAC de 1996, est en effet encore promu comme un parc technologique. Ainsi, l'adjoint aux nouvelles technologies affirme : « *nous avons vu se dessiner naturellement au fil des projets les traits d'une nouvelle idée technopolitaine* ».

Nous voyons donc, une fois encore, comment les bornes temporelles du projet restent floues ou oscillent entre plusieurs dates. Cependant, la période de temps consacré au projet de technopôle tourne toujours autour d'une fourchette d'une dizaine d'années. La temporalité longue du projet est là encore révélée, par rapport à l'action, au discours et à l'intervention de l'acteur « mairie ».

Cet engagement de la mairie pour le projet de technopôle a été très fort : l'acteur « mairie », par exemple, a soutenu ce projet malgré les critiques et les conflits que ce projet avait suscité à cette époque. Cependant, on aurait tort de croire que c'est la mairie qui se tient aux rênes du projet.

S'il est vrai qu'elle a soutenu et qu'elle a été à l'origine de bon nombre d'actions concernant le projet, il n'en reste pas moins vrai que ses objectifs et ses intentions se modifient au cours du temps, selon les interactions du projet avec le contexte local et global, avec d'autres types d'acteurs, avec d'autres types de projets, et avec les documents de planification. Ces interactions font évoluer ce projet de technopôle et le complexifient.

En ce qui concerne les interactions du projet de technopôle avec le contexte local, nous pouvons citer l'exemple où, en 1993, la commune, connaissant un contexte local lié à un endettement important, se trouve dans l'obligation de rentabiliser le projet rapidement. Ainsi, les objectifs liés à une conception monofonctionnelle du technopôle vont se trouver remis en cause : sur les 20 ha restant de l'espace concerné par le projet, il y a hésitation entre la poursuite de l'affectation des terrains à des entreprises de hautes technologies et des aménagements diversifiés. Le projet de technopôle évolue donc en fonction de ces interactions.

Les interactions du projet avec d'autres acteurs contribuent aussi à son évolution. Ces interactions se situent surtout au niveau des conflits avec d'autres acteurs « critiques » du projet. Ces situations de conflit entraînent une sorte de dialectique dans le déroulement temporel du projet, d'où ressort, à chaque fois, une nouvelle situation d'équilibre. Ces critiques se produisent selon plusieurs dates importantes : en 1990, par rapport au projet d'implantation de la Faculté de Droit et, en 1992, par rapport à la cessation gratuite d'un terrain à l'Etat pour la poursuite des travaux de la Faculté.

La constante dans ces situations de conflits réside en l'acteur « mairie » qui s'efforce toujours à soutenir et à justifier le projet. Ces situations de conflits ont ainsi entraîné des ralentissements dans le déroulement temporel du projet, et cela dès la « naissance » du projet, notamment face aux protestations des opposants (associations écologistes et opposants politiques) par rapport à la nature inondable du terrain, et plus tard, par rapport au coût économique du projet.

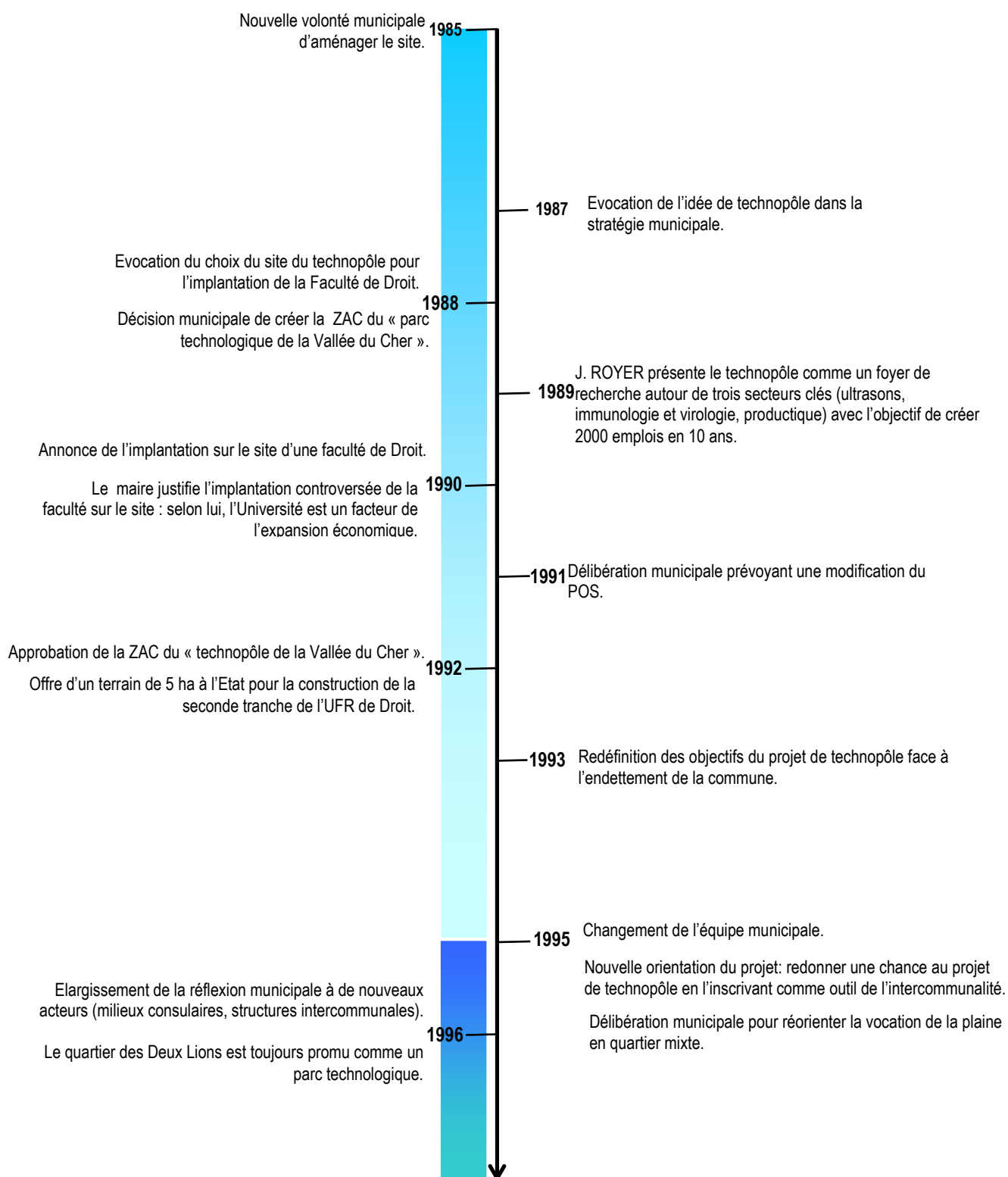
Les interactions du projet de technopôle avec d'autres projets sont tout aussi aptes à entraîner des modifications au sein du projet. Ainsi, le projet de déménagement de la Faculté de Droit, extérieur au projet de technopôle au départ, va permettre, par son saisissement, de faire entrevoir de nouvelles possibilités d'action pour l'acteur « mairie ». En revendiquant le choix d'implantation de la Faculté de Droit sur le site du technopôle, dès 1988, l'acteur « mairie » justifie le projet de technopôle sur la plaine des Deux Lions, et contribue à l'asseoir encore plus sur cet espace. Un autre projet peut donc justifier le projet de technopôle.

Les interactions du projet de technopôle avec les documents de planification et les documents réglementaires permettent aussi d'introduire une modification du rapport entre le projet et ces mêmes documents. Ainsi, en 1991, la délibération municipale, après la décision judiciaire d'annulation de la ZAC, prévoit une modification du POS pour rendre constructible une dizaine d'hectares sur le technopôle.

Une autre alternative est envisagée au travers de la révision du Schéma Directeur de 1983. Pour J. ROYER, le code de l'urbanisme donne la possibilité d'accélérer la révision du Schéma Directeur, et il saisit le préfet pour la réalisation du projet en anticipation. Le maire de Tours prenait ainsi la précaution que les travaux d'aménagement du technopôle puissent continuer malgré la décision du tribunal administratif d'Orléans. On voit donc comment les documents de planification (POS et Schéma Directeur) interviennent à posteriori par rapport au projet, pour, soit le justifier, soit le conforter dans sa réalisation.

L'articulation du projet avec ses documents de planification a donc été inversée : elle n'est pas une relation de « subordination » du projet par rapport à ses document de planification. L'acteur « mairie » joue un rôle essentiel dans cette modification de cette articulation puisqu'il place le projet de technopôle au dessus de tout : ce n'est plus le projet qui sert d'outil aux objectifs contenus dans le document de planification, mais plutôt le document de planification qui va servir d'appui au projet. Ainsi, en juillet 1992, la création de la ZAC du Technopôle de la Vallée du Cher, approuvée par le conseil municipal, en s'appuyant sur une application anticipée du Schéma Directeur en révision, est placée aussi dans cette optique.

Temporalités du projet de technopôle suivant les acteurs (Ville de Tours)



Les techniciens

En ce qui concerne les études qui ont été engagées pour le projet, il faut signaler le rôle particulier joué par l'Atelier d'Urbanisme de l'Agglomération Tourangelle (A.U.A.T.). La Société d'Équipement de Touraine (S.E.T.), quant à elle, s'est chargée de l'aménagement proprement dit du site du Technopôle. La datation de leurs actions et de la production des études provient à la fois du mémoire de BRICAULT et des archives consultées à l'Agence d'Urbanisme.

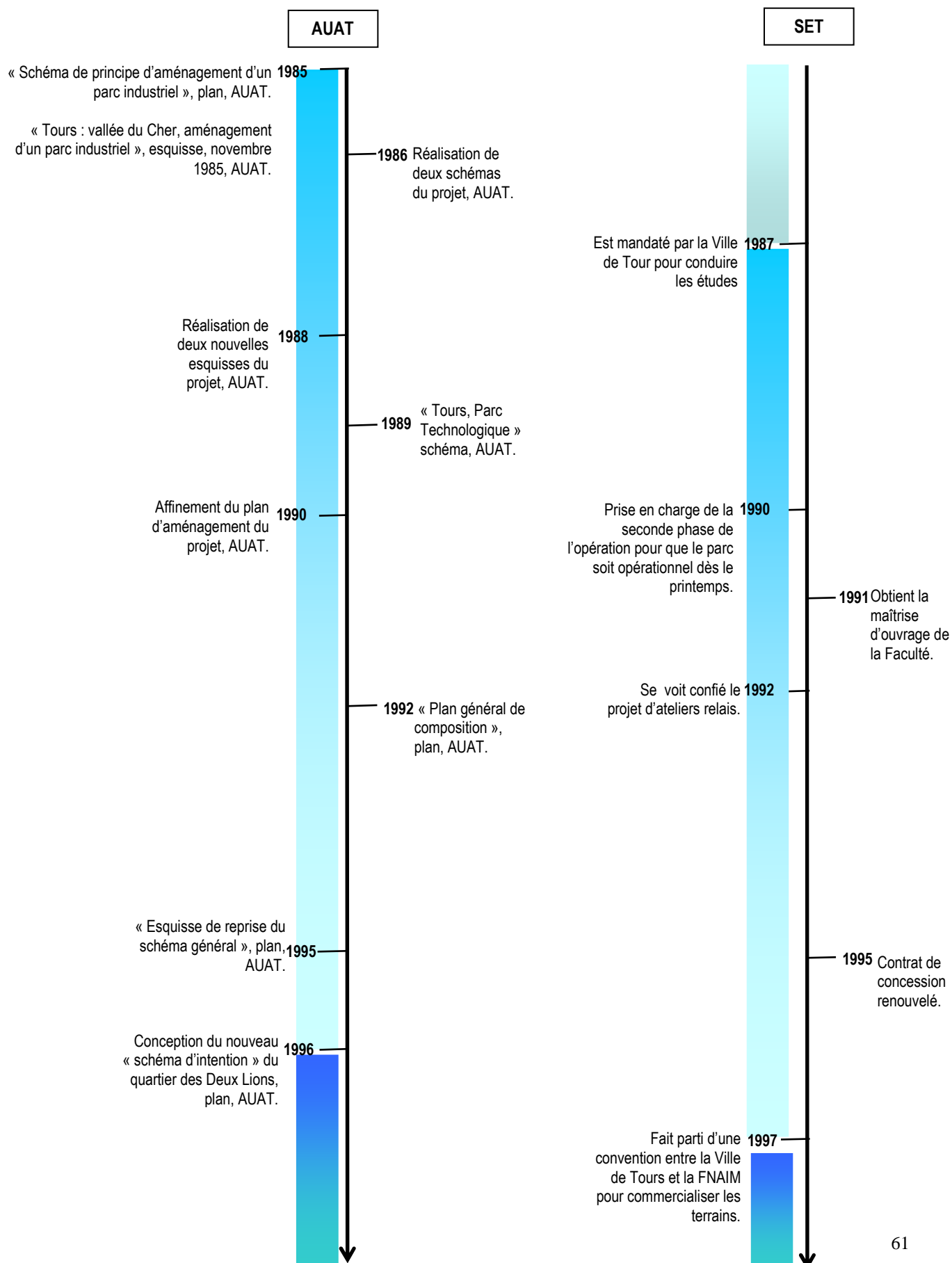
Pour l'AUAT, il s'agit principalement d'éviter de faire du parc technologique une zone industrielle habituelle mais plutôt de produire de la ville. Les études se sont donc échelonnées dans le temps, de **1985** jusqu'en **1992/1995** pour le projet de technopôle. À partir de **1996**, la conception change pour se fixer sur l'aménagement d'un quartier mixte : le quartier des Deux Lions. On peut donc dire que, pour l'AUAT et suivant les archives consultées, l'implication par rapport au projet de technopôle, s'est effectuée sur une période de **11 ans**. Le projet a donc eu une temporalité beaucoup plus longue que les documents, les plans sensés orienter la planification et la réglementation concernant ce projet.

Quant à la SET, son intervention concernant le projet de technopôle date de **1987**, car la ville de Tours mandate cette dernière pour assurer la conduite des études nécessaires, en vue de la réalisation du parc technologique. Ces études (non rapportées sur cette frise car déjà incluses dans la frise concernant l'AUAT) ont été faites conjointement entre l'AUAT, la SET, et les services techniques de la mairie de Tours.

La SET joue aussi un rôle important par rapport à la programmation du projet et pour la maîtrise d'ouvrage. Ainsi, en mai 1990, la SET prend en charge la seconde phase de l'opération et la viabilité du site pour que le parc soit opérationnel dès le printemps 1990. Cependant, on voit qu'il n'y pas véritablement de rupture par rapport à son rôle d'aménageur du site, car son contrat de concession est renouvelée en **1995**, avec l'arrivée de la nouvelle municipalité, et donc à la fin du projet de technopôle. La SET a donc participé au projet de technopôle pendant une période de **8 ans**.

Le projet présente là encore des temporalités différentes suivant le type d'acteur concerné. Le temps du projet de technopôle revête donc une certaine épaisseur, une hétérogénéité qui mêle une superposition, une imbrication, un chevauchement des rôles de chaque acteur par rapport au projet.

Chronologie de la production d'études et rôle joué dans le projet (techniciens)



Les autres types d'acteurs

D'autres acteurs ont été concernés, de près ou de loin, par le projet de technopôle. Il existe d'abord des acteurs associatifs portés sur l'économie technopolitaine comme l'association Tours Technopole Val de Loire (T.T.V.L.), créée en 1989, et chargée d'assurer le développement des activités de haute technologie à Tours. Cependant, cette association n'a pas mené d'actions spécifiques à cet espace, au site proprement dit du technopôle. T.T.V.L. se voulait en effet, être une association dont la réflexion dépassait un cadre très spatialisé comme celui du technopôle.

Cependant, ce sont surtout les acteurs « critiques » du projet (comme les associations écologistes tel le collectif Loire Vivante dont faisait partie la SEPANT) et l'Université qui ont marqué le projet de technopôle. Les dates et les actions rapportées à ces acteurs proviennent du mémoire de BRICAULT et traduisent aussi la vision de l'auteur.

DATES	VISIONS D'ACTEURS SUR LE(S) PROJET(S) LIE(S) À L'AMENAGEMENT DE L'ESPACE CONCERNE
1990	Protestation du collectif Loire Vivante concernant les travaux de remblaiement qui débutent avant l'achèvement de l'enquête publique. Contradiction entre le projet de technopôle et les directives gouvernementales de protection des zones inondables.
1991	Dépôt d'un recours par la SEPANT contre la délibération municipale donnant feu vert aux travaux du technopôle. Requêtes portant sur l'autorisation préfectorale du 18 mai 1990 concernant les travaux hydrauliques.
1992	Réactions mécontentes des associations écologistes quant à la poursuite de l'opération du technopôle, malgré la décision du tribunal d'annulation de la ZAC. Malgré les contestations écologiques, le projet de technopôle n'est pas véritablement remis en cause (il souffre seulement d'un certain retard).

Tableau 5 : Intervention et rôle des associations écologistes par rapport au projet de technopôle.

Les actions des associations écologistes par rapport au projet de technopôle sont plus ponctuelles et portent moins sur une temporalité longue comme celle qui anime le groupe de projet (techniciens et Ville de Tours). En effet, ces actions se situent généralement au début des années 1990. Le collectif Loire Vivante (groupement d'association de protection de la nature dont faisait parti la SEPANT) contestait ainsi le fait que les travaux de remblaiement aient débuté avant que l'enquête publique n'ait été achevée.

Pour eux, il y avait contradiction entre le projet de technopôle et les directives gouvernementales de protection des zones inondables. En 1991, ces actions d'opposition se concrétisent par le dépôt d'un recours par la SEPANT (fédération d'associations de défense de la nature en Touraine) pour l'annulation de la délibération municipale donnant feu vert aux travaux du technopôle. Les requêtes écologistes portaient également sur les arrêtés préfectoraux du 18 mai 1990 qui autorisaient les travaux hydrauliques et portaient déclaration d'utilité publique.

Le tribunal administratif d'Orléans répond favorablement à ce recours en annulant la délibération municipale de juillet 1990 approuvant le PAZ, reconnaissant sa non-conformité au SDAU de 1983 (où la plaine des Deux Lions était classée en zone inondable et où, donc, l'urbanisation y était limitée).

Le SDAU ne faisait, en effet, aucune mention d'un projet d'aménagement d'une zone qui avait été l'objet d'une déclaration d'utilité publique en 1967 et ne retenait que la possibilité d'un terrain de camping et d'une zone d'activités de 10 ha envisagée après 1990. La ZAC est donc annulée.

Cependant, malgré cette décision favorable du tribunal pour les associations écologistes, l'opération du technopôle se poursuit. En dépit des contestations écologiques, le projet de technopôle n'est donc pas véritablement remis en cause et souffre seulement d'un certain retard. En novembre 1992, le débat (surtout avec les élus écologistes et les socialistes) est relancé lorsque la Ville de Tours offre un terrain de 5 ha gratuitement (coût évalué à 36 millions de francs) à l'Etat pour la construction de la seconde tranche de l'UFR de Droit alors que d'autres sites d'implantation de l'UFR étaient possibles à moindre coût (notamment sur la commune de la Riche). Par ailleurs, les opposants voient mal la relation qui existe entre une Faculté de Droit et le projet de technopôle, montrant par là une déviation de la conception du technopôle.

Les associations ou les opposants écologistes interviennent donc sur une temporalité différente de celles des autres acteurs, plus courte, et les actions qui s'y inscrivent se déroulent surtout au début de la mise en place du projet. En effet, une fois le projet lancé et la Faculté de Droit implantée en 1992 sur le site, ces oppositions deviennent de moins en moins présentes.

Le projet de la Faculté de Droit et le contournement de la décision du tribunal administratif par la modification du POS en 1991 pour rendre constructible une partie de la plaine, ont permis d'asseoir le projet de technopôle sur ce site. Documents de planification et autres projets permettent là encore d'assurer à posteriori la mise en place du projet de technopôle. Les articulations se trouvent modifiées et inversées. Cette temporalité courte ramenée à l'acteur « critique » se superpose aux autres temporalités réparties selon chaque acteur et conférant ainsi au temps du projet une épaisseur et une hétérogénéité.

L'Université, dans le cadre du projet de Technopôle, occupe une place importante, au point de devenir un véritable agent de développement dans la réalisation de ce projet. Cet acteur prend de l'importance dès 1988, date pendant laquelle une campagne de communication valorisant largement l'Université est développée par la municipalité. Ce renforcement du rôle de l'Université dans les projets va se répercuter dans le projet de technopôle.

Ainsi, l'Ecole d'Ingénieur de Tours naît en 1987 et, même si elle ne se situe pas exactement sur le site du technopôle, elle n'en demeure pas moins une référence à laquelle va s'ajouter ensuite la Faculté de Droit en 1992 et l'EIII en 1994. Ces établissements universitaires se mettent en place dans un contexte d'augmentation des effectifs étudiants et d'un manque de locaux (la Faculté de Droit était auparavant située en centre-ville). L'Université assoit le projet de technopôle sur le site des deux Lions, et constitue désormais un axe de développement guidant le projet. Les interactions entre le projet de technopôle et d'autres projets, entre le technopôle et le contexte vont ainsi produire des évolutions et des modifications au sein du projet de technopôle.

Les temporalités du projet de technopôle suivant les documents de planification

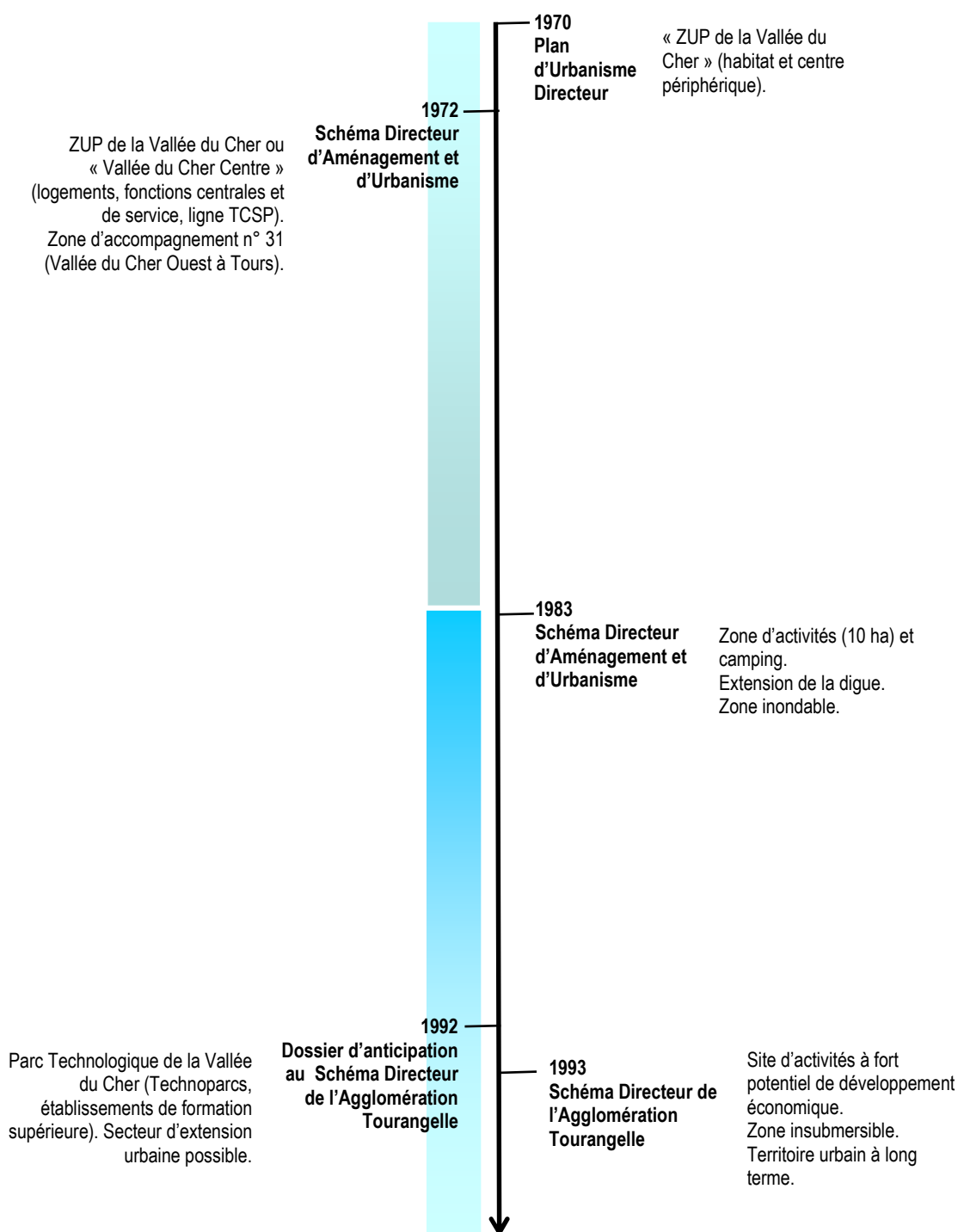
Dans les Schémas Directeurs

L'origine de l'idée du projet de technopôle peut se situer dans le SDAU de 1983 : en effet, pour la première fois, l'espace concerné (la plaine des Deux Lions) qui jusqu'alors s'incluait dans des objectifs liés à la construction de logements et d'équipements collectifs (projet de « ZUP de la Vallée du Cher⁵⁷ »), connaît un changement de finalités qui l'inscrit dès lors dans une problématique plus tournée vers l'emploi. Le projet d'une zone d'activités de 10 ha est donc présent sur cet espace même s'il est classé en zone inondable. Cependant, le projet n'apparaît vraiment en tant que tel que dans le dossier d'anticipation au SDAT de 1992 : il est nommé « Parc technologique de la Vallée du Cher ».

Le projet précède donc le Schéma Directeur encore à l'étude, en 1992. Ce dossier, en portant le projet en anticipation, fait intervenir le « technopôle » à priori par rapport au SDAT de 1993, donnant par là une grande importance au projet et plaçant le document de planification et son élaboration, presque comme un « accessoire » qui doit faciliter la réalisation de ce projet.

Cette articulation inversée se manifeste là aussi par une temporalité plus longue du projet par rapport aux documents de planification. . Si on remonte l'idée de ce projet jusqu'en **1983** et même **1982**, dates des SDAU, cette idée évolue et se précise en 1992 avec le dossier d'anticipation et en 1993 avec le SDAT où le projet est identifié comme un site à fort potentiel de développement économique. Le projet de technopôle se place alors dans une temporalité longue de **11 ans**.

⁵⁷ Cf. « L'Opération de la Vallée du Cher dans les documents de planification », p 36.



Dans les Plans d'Occupation des Sols

L'origine de l'idée de technopôle apparaît pour la première fois dans le POS de **1985**. Il est ainsi écrit dans le rapport de présentation : « *Les secteurs situés au Sud - Ouest du Cher font actuellement l'objet d'une étude en vue de la réalisation d'opérations publiques notamment un terrain de camping et un **parc industriel*** ».

Ce projet s'inscrit dans les objectifs fixés par ce document de planification communal, qui naissent suite à la baisse du rythme de construction et à la perte de population que connaît la Ville de Tours. Ces objectifs sont :

- Faire revenir de la population sur la commune,
- Créer des emplois,
- Hiérarchiser les priorités en matière d'aménagement public,
- Améliorer le cadre de vie.

Le projet de « parc industriel » intervient après qu'une succession de périmètres se soit appliquée sur la plaine des Deux Lions. La Zone d'Aménagement Différée (ZAD) de la Vallée du Cher, créée en 1965, qui couvrait l'ensemble de la Plaine de la Gloriette et de la Plaine des Deux Lions, est présente sur les documents cartographiques des POS de 1976 et 1978, elle disparaît en 1982, l'objectif d'acquisition foncière ayant été rempli. Cet espace a toujours été inscrit en zone d'urbanisation future, puisqu'il constitue une des dernières réserves foncières de la Ville.

Le « projet de parc industriel », traduit un changement de finalités de l'espace par rapport aux objectifs des anciens POS (de 1976 à 1983), orientés vers le foncier et la construction de logements. Par ailleurs, le POS de 1985 se place dans le cadre du SDAU de 1983 qui lui aussi est orienté par des préoccupations économiques et qui vise la création de zones d'activités (une zone d'activité de 10 ha était représentée au niveau de l'avenue du Pont du Cher, concernant ce site). Le POS de 1985 retranscrit donc cette préoccupation à échelle du SDAU vers son échelle communale.

Le projet de « parc industriel » se transforme ensuite en un projet de « **Zone d'activités technologiques de la Vallée du Cher** » dans les POS de 1988 et 1989. La dénomination se fait donc plus précise. Il est ainsi écrit dans ces deux POS :

*« Un **parc technologique** est envisagé à l'ouest de l'ancienne voie ferrée (ligne des Sables d'Olonnes) dans la Vallée du Cher, en aval des espaces qui ont fait l'objet d'aménagements hydrauliques. Il sera nécessaire préalablement, de protéger le secteur des crues et de créer une levée et un remblaiement. Un lac artificiel résultera des emprunts de matériaux utiles au chantier, comme cela a été le cas à la Bergeonnerie.*

Le projet envisagé a pour but de recevoir des activités industrielles ou tertiaires de haut niveau technologique dont les exigences en matière d'environnement seront respectées. En effet, la valeur du site et le soin qui sera porté à l'aménagement paysager, seront les outils majeurs de la zone, compte tenu de sa bonne localisation au Centre-Sud de l'agglomération tourangelle. »

Deux périmètres apparaissent, consécutivement à ce projet : celui d'un DPU (Droit de Préemption Urbain) de la Vallée du Cher créée en 1987 englobant l'ancien périmètre de la ZAD de 1965, et enfin, le périmètre de la ZAC de la Vallée du Cher créée en 1988. Cette ZAC est ainsi décrite dans les POS de 1989 et 1991 :

*« Située dans la **plaine dite des Deux Lions**, la ZAC est délimitée au nord par le Cher, à l'est par l'ancienne voie ferrée Tours-les-Sables D'Olonnes, à l'ouest par l'avenue de Pont de Cher et au sud par la limite communale avec Joué-lès-Tours.*

*Dans le cadre de ses actions en faveur d'une relance économique, la Ville de Tours envisage la réalisation d'un **parc technologique** sur cette **première tranche** de 70 ha. Il s'agit de créer des actions s'appuyant à la fois sur la recherche, la formation et l'entreprise ayant recours à des technologies de pointe.*

La zone sera préalablement protégée des crues du Cher par la réalisation de travaux de remblaiement en cours. Une deuxième tranche d'opérations mixtes (activités, logements, équipements) est prévue à terme à l'ouest de l'avenue du Pont de Cher. »

Cette ZAC de la Vallée du Cher correspond aux limites du projet de technopôle. Le site est inscrit dans la plaine dite « des Deux Lions », cette plaine n'ayant jamais été nommée ainsi jusqu'à ce POS de 1989.

Dans le POS de 1992, une nouvelle ZAC est créée, suite à la décision judiciaire d'annuler l'ancienne ZAC de 1988 pour cause de non-conformité avec le SDAU de 1983⁵⁸. Il faut signaler que la date de cette ZAC (1988) diffère de celle donnée par le mémoire de BRICAULT (1989) : là encore les dates diffèrent selon les sources.

La ZAC intervient à posteriori pour mettre en place le projet de parc technologique. Le POS est ainsi modifié pour ouvrir la zone d'urbanisation future (NA) de la Vallée du Cher à l'urbanisation. Cette intervention à posteriori du document de planification pour justifier le projet et pour le rendre possible montre là encore cette inversion de l'articulation entre la planification et le projet. Cette ouverture à l'urbanisation de la zone NA, présent ainsi dans le rapport de présentation POS de 1992, tourne autour des idées essentielles évoquées dans le tableau ci-dessous.

Idées principales	Description
<i>Evocation du projet d'urbanisation de la Vallée du Cher</i>	<ul style="list-style-type: none"> - <u>Origine</u> : il remonte aux années 60 avec la mise en place en 1965 du schéma de protection des crues du Cher et de travaux hydrauliques. - <u>Echelle spatiale concernée</u> : <ul style="list-style-type: none"> ⇒ une partie de l'aménagement est déjà réalisé : le quartier des Fontaines et l'ensemble de la Bergeonnerie. ⇒ La Plaine des Deux Lions : elle a été toujours classée en une zone d'urbanisation future.
<i>Projet de création d'un parc technologique</i>	<ul style="list-style-type: none"> - <u>Origine</u> : 1986. La maîtrise foncière a été assurée par le DPU de 1987. - <u>Concrétisation</u> dans l'immédiat de quelques actions de la Ville : installation de l'UFR de Droit, d'Economie et de Sciences Sociales, implantation d'entreprises sur une zone de 10 ha. - <u>Existant</u> : « ferme des Deux Lions » qui existait avant la mise en place du projet sur le site. A proximité du projet, il existe un cadre favorable et de qualité : l'Ecole d'Ingénieurs de Tours, un parc de loisirs de 60 ha avec un lac, une piscine et des jardins familiaux.
<i>Impact des modifications du POS et prise en compte de l'environnement</i>	<ul style="list-style-type: none"> - <u>Urbanisation de la zone</u> : elle inclut des travaux de remblaiement, des constructions accompagnées de plusieurs mesures environnementales. - <u>Principes d'aménagement d'ensemble</u> : il traduit une urbanisation contrôlée, où la nature des occupations des sols respecte l'environnement, où la densification ne sera pas massive et où les espaces verts resteront prédominants pour conserver une qualité de l'environnement architectural et paysager. La ferme des Deux Lions aura une affectation possible à un usage collectif, et les liaisons seront assurées entre autre par une ligne de Transport sur Voie Réservée.

⁵⁸ Pour les raisons de cette annulation, cf. « les autres types d'acteurs » p 62.

***Prise en compte des
contraintes supra
communales***

- Compatibilité avec le SDAU de 1983 qui indique une zone d'activité de 10 ha à mettre en place : « le site bien que classé en zone inondable par le SDAU n'est pas inconstructible contrairement aux espaces mentionnés « à protéger » figurant avec des légendes différentes. »
- Prise en compte des servitudes d'utilité publique : présence d'une station de captage d'eau de Joué-lès-Tours au Nord de la Zone (périmètres de protection).

Tableau 6 : Ouverture à l'urbanisation d'une partie de la zone NA de la Vallée du Cher (résumé d'après le texte dans le rapport de présentation du POS de 1992)

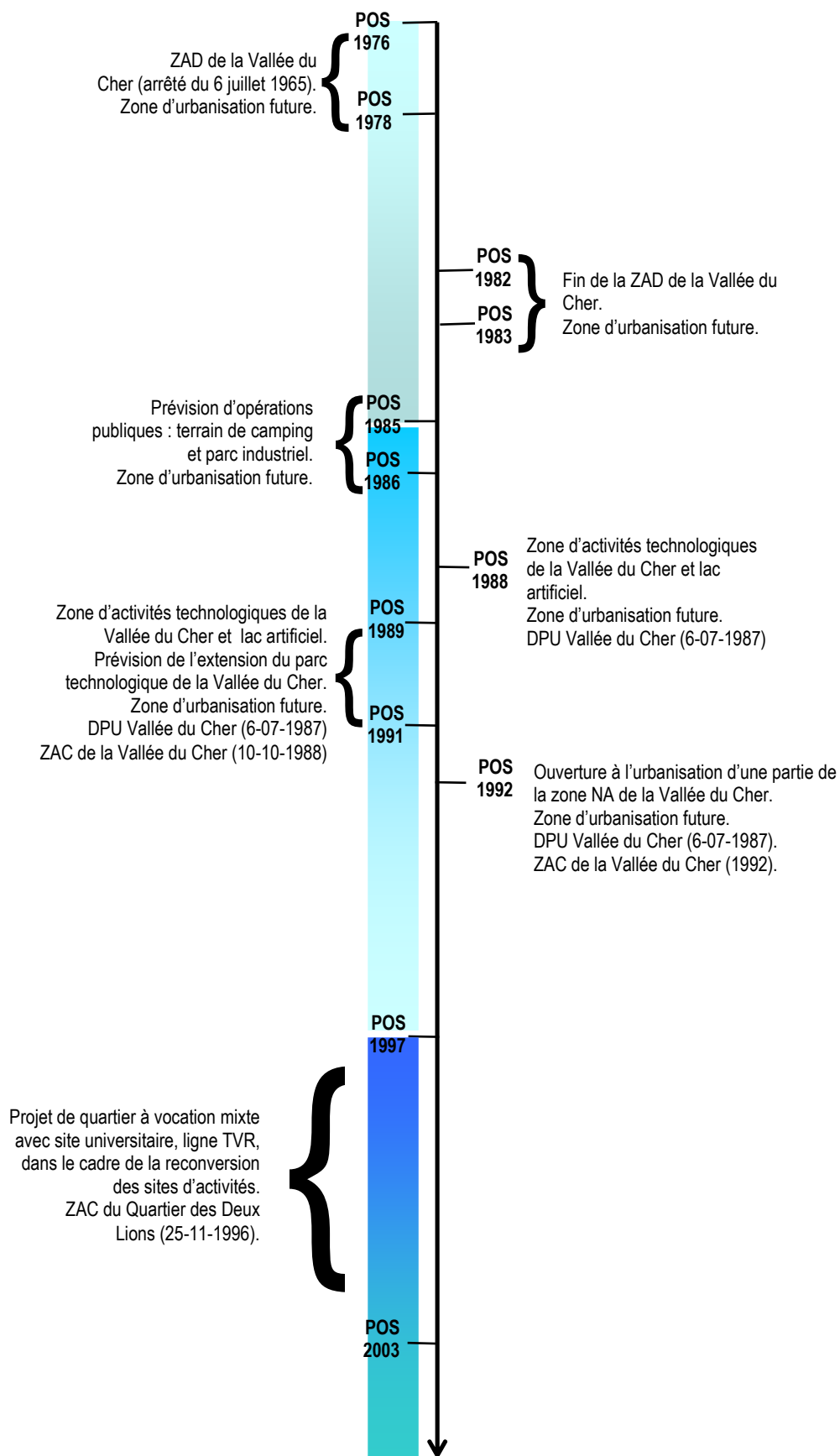
Il est ainsi fait mention de l'implantation de la faculté de Droit en 1992 : celle-ci en s'installant sur le site du technopôle va contribuer à changer l'orientation des finalités du technopôle.

Par ailleurs, si l'articulation entre le projet de technopôle et le projet de la Faculté de Droit induit une intervention à posteriori du dernier pour justifier le premier, il faut situer cette implantation de l'Université par rapport à un autre projet affectant un espace voisin, le parc de Grandmont. En effet, dans le POS de 1991, il est fait référence, pendant la même époque, d'un vaste programme d'extension universitaire à Grandmont suite à l'augmentation du nombre d'étudiants. Ce programme prévoyait le transfert de la faculté de pharmacie, l'extension de la faculté des sciences, l'agrandissement de la Bibliothèque Universitaire, l'extension de l'IUT, la création d'équipement sportif et l'extension des résidences universitaires. On peut donc supposer que le projet complexe concernant le site de Grandmont a eu une influence plus ou moins directe concernant l'orientation universitaire plus prononcée du site du technopôle.

Ainsi, ces articulations du projet de technopôle avec d'autres types de projets comme celui de l'installation de la Faculté de Droit (« projet d'architecture ») ou l'influence d'un projet comme celui du parc de Grandmont (« projet complexe »), contribuent à modifier le projet de technopôle. Cette articulation, nous la retrouvons aussi au niveau des documents de planification, et comme nous l'avons déjà montré, cette articulation est inversée. Ainsi, le POS de 1992, suite à l'annulation de l'ancienne ZAC de 1988, insiste fortement sur la compatibilité du projet par rapport au SDAU : l'implantation d'entreprises se fait sur une zone de 10 ha, comme il l'est permis par le SDAU de 1983. Par ailleurs, cette zone d'activité représentée dans le SDAU constitue une sorte de cheval de Troie pour amorcer le projet sur le site et donc permet de contourner la contrainte d'un espace placé en zone inondable. Les documents de planification sont placés à posteriori par rapport au projet, comme venant le porter et le justifier après coup.

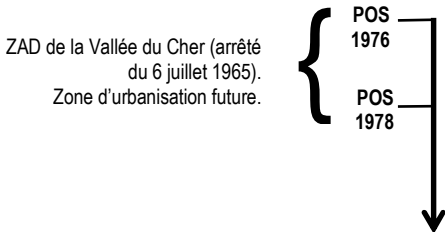

Le projet de technopôle a donc une temporalité plus longue que celle des POS, puisqu'il se retrouve dans chacun de ses POS qui se succèdent de 1985 jusqu'en 1992, soit durant une période d'au moins **7 ans**. Le projet est remplacé dans le POS de 1997 et 2003 par celui du quartier des Deux Lions, qui fait naître une nouvelle ZAC du même nom en 1996. Plusieurs périmètres se sont donc succédés sur le site, la temporalité longue du projet accompagnant cette succession. Ces périmètres étaient liés à une préoccupation foncière (DPU) ou opérationnelle (ZAC). Ces spatialités engendrées, qui disparaissent ensuite, sont donc liées à la temporalité longue du projet.

Documents de planification couvrant l'aménagement de la plaine des Deux Lions (POS)

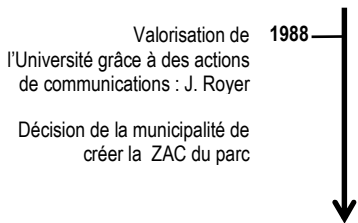



LEGENDE DES FRISES

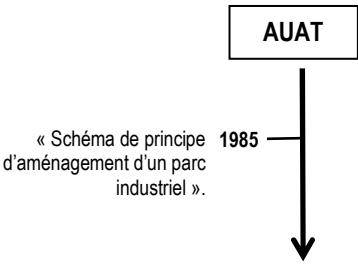

1. Frises des documents de planification couvrant l'aménagement de la plaine des Deux Lions : les Plans d'Occupations des Sols et les Schémas Directeurs.

Représentation	Signification
 <p>ZAD de la Vallée du Cher (arrêté du 6 juillet 1965). Zone d'urbanisation future.</p> <p>POS 1976 POS 1978</p>	<p>Dates et intitulés des documents d'urbanisme liés à un ou des texte(s).</p> <p>Le texte indique les finalités de l'espace concerné (la plaine des Deux Lions) et les projets liés à l'aménagement de la plaine, contenus dans ces documents d'urbanisme.</p>
	<p>Segmentation temporelle de l'aménagement de la plaine centrée sur le projet de technopôle, suivant le contenu des documents de planification : avant (bleu clair), pendant (bleu) et après (bleu foncé) le projet de technopôle.</p>

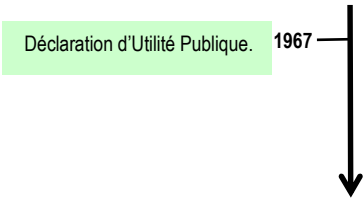
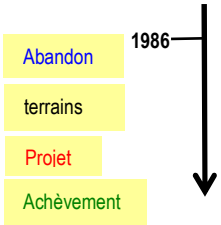


2. Frise sur les temporalités du projet de technopôle suivant les acteurs : la Ville de Tours.

Représentation	Signification
 <p>1988</p> <p>Valorisation de l'Université grâce à des actions de communications : J. Royer</p> <p>Décision de la municipalité de créer la ZAC du parc</p>	<p>A chaque date correspond un ou des texte(s).</p> <p>Le texte indique la vision datée de l'acteur sur le projet et son rôle, son action concernant le projet.</p>
	<p>Segmentation temporelle de l'aménagement de la plaine débutant sur le projet de technopôle, suivant l'acteur concerné : pendant et après le projet de technopôle.</p>

3. Frise « Chronologie de la production d'études et rôle dans le projet : les techniciens ».

Représentation	Signification
	<p>A chaque date correspond un ou des texte(s).</p> <p>Le texte encadré indique l'action datée de l'acteur (SET) ou les études/plans réalisés concernant le projet.</p>
	<p>Segmentation temporelle de l'aménagement de la plaine centrée sur le projet de technopôle, suivant l'acteur concerné (SET ou AUAT) : avant, pendant et après le projet de technopôle.</p>

4. Frise « Projet(s) concerné(s) et mesures liées à l'aménagement de la plaine des 2 Lions ».

Représentation	Signification
	<p>A chaque date correspond un ou des texte(s) encadré(s) (utilisation d'un même fond coloré vert).</p> <p>Le texte encadré indique une ou des mesure(s) qui ont été liées à l'aménagement de la plaine des Deux Lions.</p>
	<p>A chaque date correspond un ou des texte(s) encadré(s) (utilisation d'un même fond coloré jaune).</p> <p>Le texte encadré indique les projets d'architecture qui se sont succédés sur la plaine des Deux Lions. Les couleurs de police indiquent les états d'avancement de ces projets : bleue (abandon du projet), noire (action réalisée), rouge (intitulé du projet), verte (programmation prévue des actions).</p>
	<p>Coupure temporelle (de 1967 à 1986) effectuée pour des questions pratiques de représentation.</p>
	<p>Segmentation temporelle de l'aménagement de la plaine centrée sur le projet de technopôle : avant, pendant et après le projet de technopôle.</p>

La mémoire du projet de technopôle

A côté de ces différentes sources écrites qui retracent le cheminement temporel du projet de technopôle et lui confèrent des « naissances différentes » et des durées de temps variables, il existe des sources orales qui, elles aussi, véhiculent des temporalités du projet de technopôle différentes selon chacune de ces sources. Ainsi, des entretiens ont été réalisés avec des acteurs pour stimuler leur mémoire de l'ancien projet de technopôle sur la plaine des deux Lions. Cette mémoire du technopôle traduit des visions des temporalités du projet différentes et variables suivant les acteurs.

La principale difficulté concernant ces entretiens a été de trouver les bons interlocuteurs afin qu'ils puissent retransmettre cette mémoire du projet. En effet, les acteurs qui ont été concernés par le projet de technopôle deviennent de plus en plus difficiles à rencontrer, car la plupart ne travaillent plus dans l'organisme concerné à une époque par ce projet. Nous avons donc été confronté à un manque de ces sources orales et c'est seulement trois personnes qui ont pu retransmettre de façon suffisante cette mémoire. Cependant, le risque d'une perte de données et de mémoire est toujours présent, et elle a constitué une des autres difficultés de ces entretiens.

Le projet de technopôle selon l'ancien directeur de l'A.U.A.T.

Justification du choix de cet acteur

Le premier de ces entretiens s'est déroulé avec l'ancien directeur de l'Atelier d'Urbanisme de l'Agglomération de Tours (l'actuelle Agence d'Urbanisme), Mr DROUIN. C'est un acteur qui a été présent dès le début du lancement du projet de technopôle. Il a donc une bonne mémoire du projet et de l'aménagement de la plaine des Deux Lions. La vision de cet acteur sur le déroulement temporel du projet de technopôle est donc assez large.

L'A.U.A.T., que Mr DROUIN dirigeait, a été un acteur essentiel en ce qui concerne les études urbaines et techniques (plans d'aménagement et esquisses du projet) portant sur l'ancien projet de Technopôle de la Vallée du Cher. L'A.U.A.T. a été créé en avril 1967 sous l'impulsion de J. ROYER, alors maire de Tours, et a constitué une des premières agences d'urbanisme en France. Point de rencontre des différents maires concernés, centre de gestion et lieu de débat, l'Atelier d'Urbanisme a aussi permis de rassembler les données de l'agglomération. Au départ, il intéressait 9 communes avant que d'autres ne s'ajoutent. Il a, par ailleurs, permis d'établir pour les communes concernées des projets d'urbanisme poussés assez loin, réalisés ensuite par des Sociétés d'Economie Mixte. L'A.U.A.T. est donc un acteur ancien qui a assuré la continuité du projet de technopôle au fil du temps.

Les questions ont été effectuées selon un ordre relatif à une recherche des données les plus récentes jusqu'aux plus anciennes. Ces données sont retransmises dans le tableau ci-dessous.

Tableau récapitulatif des idées principales ressorties de l'entretien.

ETAPES DE L'AMENAGEMENT	BORNES TEMPORELLES DU PROJET	RAISONS DE LA MISE EN PLACE DU PROJET
<i>Le quartier des Deux Lions aujourd'hui</i>	En 1990 , idée d'un quartier mixte (fonctions mélangées).	Face au surdimensionnement du projet de technopôle, et de la perte d'intensité de l'idée de technopôle, orientation vers une plus grande mixité des fonctions, en mêlant les établissements universitaires.
<i>Le projet de « Parc Technologique de la Vallée du Cher » par rapport à l'aménagement de la plaine des Deux Lions</i>	Origine de l'idée du projet : autour des années 1980-1985 . Arrêt du projet en 1994 . Rupture plus évidente en 1995 , avec l'arrivée de la nouvelle municipalité.	Image de marque au départ. Volonté d'en faire un pôle de synergie, orienté vers le médical, les biotechnologies, le nucléaire, les nouveaux matériaux (céramique). Idée de base qui n'a pas été portée à son terme pour des questions de coût et notion de technopôle beaucoup trop employée au niveau national (idée à la mode).
<i>L'aménagement de la plaine des Deux Lions par rapport au contexte local : l'opération de la « Vallée du Cher Centre »</i>	Acquisition foncière à partir de 1965 avec la ZUP et la ZAD qui en découlaient.	Faire du logement (besoins en logement très fort à l'après-guerre) et installer des zones industrielles. Projet de construction d'un quartier sur l'espace Deux Lions-Gloriette qui devait s'inscrire dans le prolongement des Fontaines. Suspension de l'aménagement de la plaine dans les années 1970-1974 , pendant la crise : le prix des terrains ayant augmenté, il n'y avait plus besoin de construire du logement.

N. B. : pour les projets liés à chaque étape de l'aménagement de la plaine des Deux Lions, se référer à la frise.

Tableau 7 : Tableau récapitulatif des idées principales ressorties lors de l'entretien.

L'entretien fait d'abord ressortir l'idée que les bornes du projet de technopôle ne sont pas clairement définies. En effet, la « naissance », ou plutôt l'apparition de l'idée de technopôle se situe dès le **début des années 1980**, selon Mr DROUIN. L'idée d'une zone d'activité de 10 ha prévue dans le SDAU de 1983, à ce moment là, sous-entendait déjà le projet de technopôle même s'il était encore à un stade précoce. En ce qui concerne l'arrêt du projet et le début du quartier des Deux Lions, là encore, la frontière est floue. L'idée d'une mixité des fonctions est, en effet, présente dès 1990, en pleine période de mise en place du technopôle. L'arrêt du projet de technopôle sera plus évident en 1994, mais surtout en **1995**, avec l'arrivée de la nouvelle municipalité.

Cependant, cette idée de faire un quartier sur les Deux Lions est beaucoup plus ancienne que celle du technopôle : elle a fait partie d'un projet apparu en **1965**, le projet de la « Vallée du Cher ». Ce projet comprenait la réalisation de la première tranche du quartier de Rochepinard, la zone B des Fontaines, et ensuite, la réalisation d'un quartier sur la plaine des Deux Lions et sur la prairie de la Gloriette. Cette ZUP de la Vallée du Cher comprenait 650 ha, avec des terrains allant jusqu'à Joué-lès-Tours et Saint-Avertin. Elle était divisée en plusieurs zones.

Les bornes temporelles du projet de technopôle sont donc floues et les transitions entre les changements de finalités de l'espace concerné ne sont jamais claires et nettes. Cependant, en partant des dates données par Mr DROUIN, on peut fixer la temporalité du projet de technopôle (de 1980 jusqu'en 1994) à **14 ans**.

Par ailleurs, les dates concernant les bornes temporelles de ce projet, données par Mr DROUIN diffèrent de celles données jusqu'à présent par les frises tirées des sources écrites⁵⁹. Par exemple, celle des POS, fait remonter l'idée du projet à 1985. Les sources écrites ont tendance à faire apparaître plus tard le projet. En ce qui concerne l'arrêt du projet de technopôle, là encore, les dates sont différentes suivant les sources : soit 1994 pour Mr DROUIN, soit 1995, 1996, 1997 pour les différentes sources écrites.

Cependant, ce décalage se ressent aussi au niveau des temporalités internes au projet de technopôle, c'est-à-dire au niveau de celles des projets inclus dans le projet de technopôle. Ainsi, la frise que nous avons réalisé à partir du mémoire de BRICAULT sur les projets qui ont concerné l'aménagement de la plaine des Deux Lions⁶⁰ fait, par exemple, débiter le projet d'atelier relais en 1992 alors que pour Mr DROUIN, ce projet débute en 1993. Par ailleurs, certains projets évoqués par Mr DROUIN n'apparaissent pas dans cette source écrite comme c'est le cas du projet d'implantation de commerces sur le mail central du technopôle entre 1992 et 1993.

Cette vision d'acteur contribue à montrer encore cette épaisseur du temps du projet de technopôle, cette hétérogénéité. En effet, suivant les sources (écrites ou orales) mais aussi suivant les différentes personnes consultées, ce sont des visions différentes sur le projet et son déroulement temporel qui sont proposées. Ces temporalités du projet, ces différentes visions du temps du projet sont fournies par le chercheur, par le technicien, par un ancien opposant politique, ou retransmises dans les documents de planification, dans les archives.

Ainsi, la vision de Mr DROUIN se distinguera de celle d'un autre acteur, technicien à la mairie de Tours.

⁵⁹ Cf. « les traces écrites du déroulement temporel du projet », p 50.

⁶⁰ Cf « Projets d'architecture, mesures, et programmation du projet de technopôle : la vision d'un travail de recherche collectant les données » p 51.

Vision de Mr DROUIN (AUAT) sur les temporalités du projet de technopôle par rapport à l'opération de la « Vallée du Cher Centre ».

LEGENDE

Evènements ponctuels

A : Début Projet de la VALLEE DU CHER.

B : Création de l'Agence d'Urbanisme.

C : Projet d'une école d'architecture, abandonné par la suite.

D : Apparition de l'idée de créer un quartier mixte. Apparition de l'école en productique.

E : Implantation de la Faculté de Droit.

F : Implantation d'une entreprise canadienne, qui repart ensuite. Début des ateliers relais.

G : Prévision d'une zone d'entreprises au sud de l'espace concerné. Arrêt du projet de technopôle. Apparition de l'E3I.

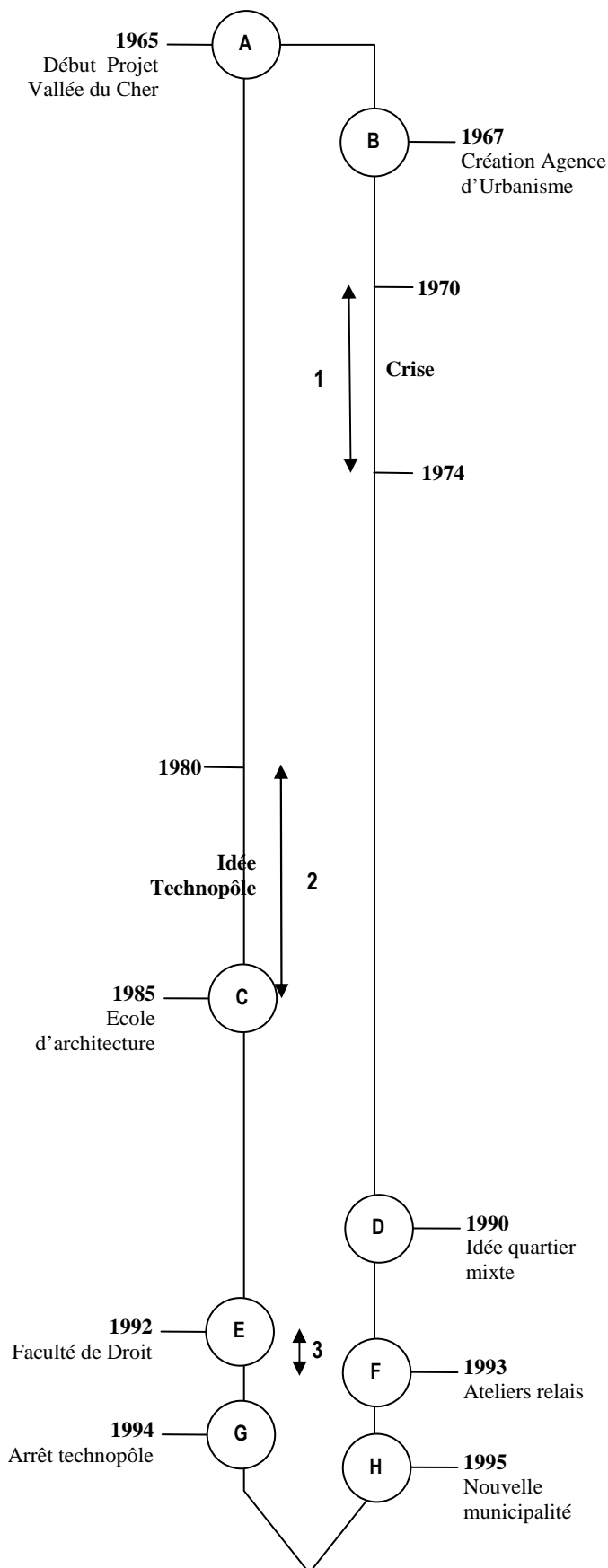
H : Rupture plus évidente du projet de technopôle avec l'arrivée de la nouvelle municipalité. Projet d'une maison de la ville et du déménagement du CESA.

Périodes

1 : Suspension de l'aménagement de la Vallée du Cher. Crise.

2 : Apparition de l'idée d'un technopôle.

3 : Projet d'implantation de commerces le long du mail central du technopôle, abandonné par la suite.



Le projet de technopôle selon un technicien de la Ville de Tours

Justification du choix de cet acteur

Le deuxième de ces entretiens s'est déroulé à la mairie de Tours avec Mr DESBOURDES, instructeur des autorisations d'occupation des sols sur le quartier des Deux Lions. La mairie de Tours a été un acteur essentiel concernant le projet de technopôle, en sa qualité de décideur du projet, mais aussi en tant que technicien. Mr DESBOURDES nous propose donc sa vision de technicien sur le déroulement temporel du projet. D'ores et déjà, cette vision est différente de celle de Mr DROUIN, car elle est plus tournée vers le présent, et elle consiste surtout en la formulation de dates précises et ponctuelles (dates des permis de construire) concernant les projets qui se sont inclus dans le projet de technopôle. C'est aussi un acteur qui a vécu pendant la période de mise en place de ce projet : il a donc vu les évolutions des finalités de la plaine des Deux Lions et par conséquent, les évolutions de ce projet.

Idées ressorties lors de l'entretien

Les idées ressortant de l'entretien sont surtout celles qui nous intéressent par rapport aux hypothèses posées concernant la problématique de recherche.

Au niveau des temporalités longues du projet, pour Mr DESBOURDES, l'idée de technopôle serait apparue au **début des années 80**. Le début de ce projet reste donc flou, mais cette datation correspond à celle donnée par Mr DROUIN auparavant. Par contre, en ce qui concerne la fin de ce projet, la vision diffère, puisque, pour Mr DESBOURDES, le projet s'achèverait en **1995**, avec l'arrivée de la nouvelle municipalité (1994 pour Mr DROUIN). Ainsi, le projet de technopôle aurait eu un cheminement temporel s'étant écoulé sur au moins **15 ans**. Par ailleurs, pour Mr DESBOURDES, la zone d'activité de 10 ha présente dans le SDAU de 1983 préfigurait déjà l'idée de technopôle.

La vision de Mr DESBOURDES est assez précise concernant la datation des projets qui sont inclus dans le projet de technopôle (implantation des établissements universitaires, des entreprises, projets abandonnés). Cette vision, cependant, est la plus tournée vers le présent, par rapport à la vision de Mr DROUIN. La frise ci-dessous va, en effet, jusqu'aux années 2000. Mr DESBOURDES est plus porté à parler de l'actuel quartier des Deux Lions. Cependant, il ne possède pas d'idées précises concernant l'aménagement de la plaine avant le projet de technopôle, contrairement à Mr DROUIN. Il existe donc une certaine perte de mémoire concernant l'aménagement, en général, de la plaine des Deux Lions.

Au niveau de ce déroulement temporel du projet, et surtout de la datation des projets qu'il contient, là encore, on constate certaines différences concernant les dates, par rapport à la vision de Mr DROUIN. Pour Mr DESBOURDES, les ateliers relais ont commencé en 1992, alors que pour Mr DROUIN, ils ont débuté en 1993. La Faculté de Droit s'est réalisée en 1991 et 1994. Pour Mr DROUIN, la réalisation remonte à 1992. Ce sont donc des petites différences au niveau des chiffres des dates qui sont exprimées.

Par ailleurs, parmi les projets évoqués, certains sont largement présents (Faculté de Droit, ateliers relais, entreprise canadienne ou entreprise CASTI qui quitte le site après avoir bénéficié de subventions publiques). Cependant, Mr DESBOURDES inclut d'autres projets, ceux d'entreprises, la plupart de ces entreprises s'étant mises en place après la fin du projet de technopôle, paradoxalement.

Une certaine permanence de certains projets, inclus dans le technopôle, se manifeste aussi comme le projet du tracé de la ligne de Transport sur Voie Réservée (T.V.R.) : ce tracé est apparu en 1990, supprimé en 1996 pour réapparaître dans l'actuel PDU de Tours.

Concernant les raisons de la mise en place du projet de technopôle, ou celles de l'implantation de la Faculté de Droit sur le site, elles sont les mêmes évoquées par Mr DROUIN auparavant. Comme Mr DROUIN, Mr DESBOURDES reste assez succinct concernant les difficultés qu'a rencontré le projet de technopôle (annulation de ZAC, débat sur les travaux de remblaiement de la plaine en 1990 avec les associations écologistes).

La vision de Mr DESBOURDES sur les temporalités du projet de technopôle diffère, cependant, de celle de Mr DROUIN, car elle accorde plus d'importance au présent et à l'actuel quartier des Deux Lions, et elle évoque des dates qui ne sont pas les mêmes que celles fournies par Mr DROUIN. Tout comme pour Mr DROUIN, cette vision d'acteur diffère de celles issues des sources écrites. En général, les visions proposées par ces deux acteurs ont tendance à faire remonter plus loin dans le temps le projet de technopôle (début des années 80) par rapport aux sources écrites.

Les visions de ces deux acteurs (l'un qui n'est plus dans la vie active, l'autre qui travaille toujours à la mairie de Tours) vont se distinguer nettement par rapport à une autre vision d'acteur, celle du président de la SEPANT.

Vision de Mr DESBOURDES (Mairie de Tours) sur les temporalités du projet de technopôle et sur l'aménagement de la plaine des Deux Lions.

LEGENDE

Evènements ponctuels/ Début d'un phénomène

A : Début du projet de technopôle (idées).

B : Ecole d'ingénieurs de Tours.

C : Tracé de la ligne TVR. Permis de construire de la station de pompage. Approbation de la ZAC. Début des travaux de remblaiement de la Plaine.

D : Permis de construire pour la 1^{ière} tranche de la Faculté de Droit. Annulation de la ZAC.

E : Première tranche des ateliers relais et installation d'une entreprise d'informatique. Permis de construire pour l'entreprise CASTI. Projet de lotissement. Approbation de la ZAC.

F : Permis de construire pour l'entreprise BARBOT. Abandon. Permis de construire refusé pour l'Institut du médicament. Permis de construire pour l'EIII.

G : Permis de construire pour la 2^{ième} tranche de la Faculté de Droit. Permis de construire pour la 1^{ière} tranche du restaurant Universitaire.

H : Fin du projet de technopôle. Permis de construire refusé pour l'entreprise ARAIR. Permis de construire pour la 2^{ième} tranche des ateliers relais. Permis de construire refusé pour l'Institut du médicament.

I : Projet de commerces sur le mail central. Abandonné. Suppression de la ligne de TVR.

J : Permis de construire pour la Bibliothèque Universitaire.

K : permis de construire pour le projet d'installation de « News banque ». Permis de construire refusé pour l'entreprise ARAIR. Permis de construire accordé pour l'Institut du médicament.

L : Permis de construire pour le projet de pôle Ville et Urbanisme.

M : Abandon du projet d'installation de « News banque ».

N : Projet de centre commercial. Permis de construire pour l'Ecole d'Infirmière.

O : Projet de parking souterrain.

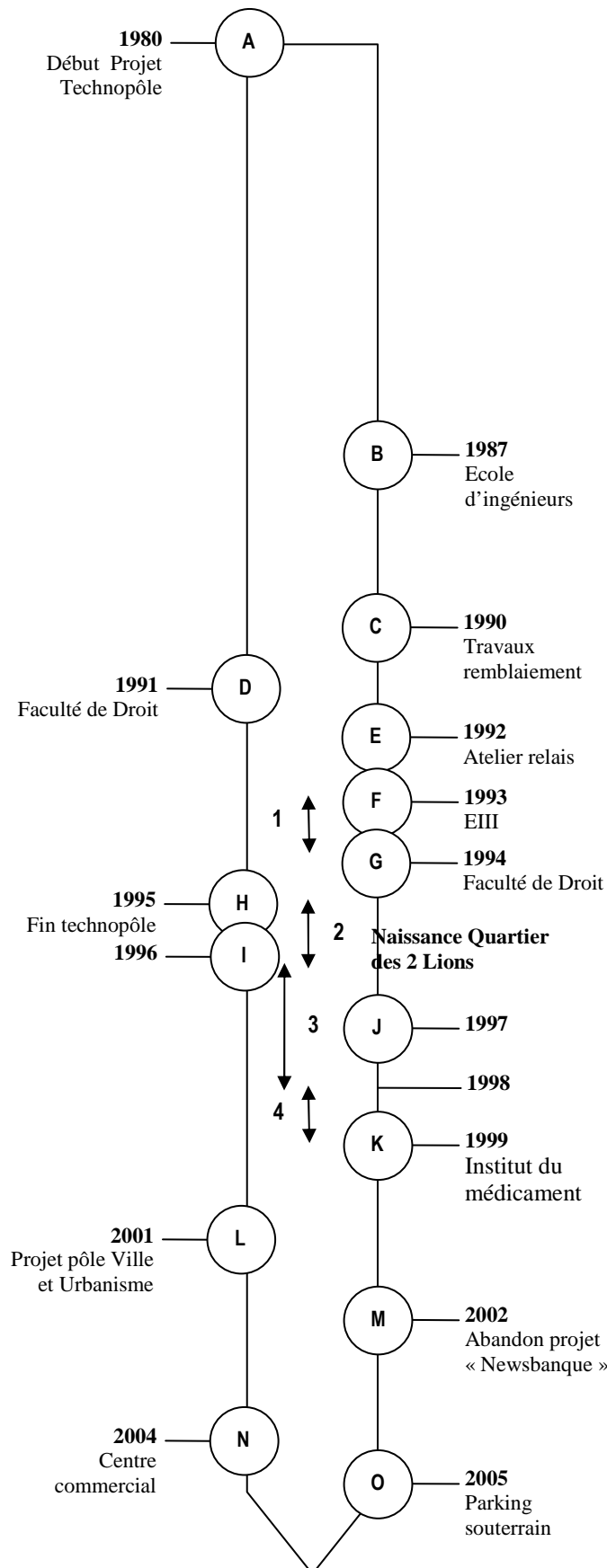
Périodes/Approximations

1 : Départ de l'entreprise CASTI.

2 : Naissance du quartier des deux Lions.

3 : Echec du projet d'école d'architecture.

4 : Gestation du projet de pôle Ville et Urbanisme.



Le projet de technopôle selon le président de la SEPANT

Justification du choix de cet acteur

Le troisième entretien s'est déroulé avec Mr DURAND, président de la SEPANT⁶¹ et ancien maire de Chambray-lès-Tours. La vision de cet acteur est tout aussi importante parce qu'elle est liée au rôle qu'a joué la SEPANT (Société pour l'Etude, la Protection et l'Aménagement de la Nature en Touraine) en tant qu'opposant à la réalisation du projet de technopôle : cet acteur a donc un point de vue différent et extérieur par rapport à un acteur qui a participé à l'élaboration du projet.

Ce type d'acteur, par son rôle d'opposant au projet, s'est surtout manifesté lors des périodes de ruptures : il a permis de rendre compte de l'évolution du projet et de son adaptation au fil du temps. Il s'agit de voir une logique différente à l'œuvre pour le projet par rapport à cet acteur.

Ce type d'acteur a, par ailleurs, une vision beaucoup plus politique, limitée à une certaine période de la vie du projet, celle du début de la réalisation du technopôle. En effet, une fois le projet mis en place et affirmé, l'acteur critique intervient de moins en moins fréquemment par rapport au projet.

Idées ressorties lors de l'entretien

La vision de Mr DURAND est contextuelle et elle donne plus de place à la critique du projet, si on la compare aux deux autres visions d'acteurs retransmises auparavant. Elle traduit cette articulation qui existe entre le projet de technopôle, son origine, son développement, sa « fin » et le contexte. Elle accorde de l'importance à une problématique liée au risque inondation, problématique qui était complètement absente des précédentes visions.

Selon Mr DURAND, l'idée de technopôle est apparue vers **1986/1985**, à une époque où les notions de technopole et de technopôle étaient à la mode et faisaient parti des idées de la haute technocratie parisienne. Dans les années 80, une première crise d'adaptation des modes de production d'un système centré sur l'industrie, survient à un moment où le secteur tertiaire prend une importance croissante. Le technopôle a donc résulté de cette adaptation de la stratégie politique de l'époque aux contraintes économiques. Mr DURAND fait donc apparaître plus tard le projet de technopôle, contrairement aux deux visions d'acteurs précédentes. Ainsi, selon les personnes consultées, et selon les fonctions actuelles ou anciennes que ces personnes occupaient, le projet aura des temporalités différentes.

Ensuite, pour justifier l'implantation du technopôle sur ce site, Mr DURAND évoque plusieurs raisons. Selon lui, le principe de technopôle suppose une échelle d'agglomération. Or, le maire de Tours de l'époque, J. ROYER, avait une conception autocentrée du développement de Tours et n'envisageait pas de coopération intercommunale, car pour l'ancien maire de Tours, il n'y avait qu'un seul pouvoir de décision, et sa volonté était de fusionner les villes aux alentours. Ainsi, un projet d'agglomération comme le technopôle devait forcément se situer à Tours. Le technopôle s'est donc retrouvé sur un des derniers espaces libres de la ville. On retrouve dans cette critique de Mr DURAND, la vision d'un ancien maire d'une commune périphérique de Tours (Chambray-lès-Tours).

⁶¹ Fédération départementale des associations de protection de l'environnement.

La vision de Mr DURAND accorde aussi plus d'importance aux recours déposés par le collectif Loire Vivante, auquel a participé la SEPANT. En 1990/1991, un recours sur la forme contre le projet de technopôle est ainsi déposé par différentes associations. Les raisons résident dans le fait que le site est en zone inondable et que le projet est non-conforme au SDAU. Ce recours, s'il est approuvé par le tribunal, n'empêchera pas la mise en place du projet sur ce site, cependant. Le POS sera modifié pour rendre conforme le dossier de technopôle. Là encore, ce témoignage de Mr DURAND rend compte de l'inversion de l'articulation entre le projet et ses documents de planifications.

En 1993, un second recours est déposé concernant le fond du dossier mais il est rejeté par le tribunal administratif. Ce recours s'inscrit pendant la quasi-absence de politique de l'Etat en matière d'inondation jusqu'en 1990. La stratégie étatique en matière de prévention du risque inondation voit, en effet, le jour en 1995 (premier plan Loire), suite aux grandes crues du début des années 90, où les principes d'aménagement en zone inondable sont modifiés (naissance des PPR et des Atlas des zones inondables). Ainsi, à 3 ans près, le projet de technopôle aurait très bien pu ne voir jamais le jour. La phase initiale du projet de technopôle se fait ainsi avant 1995. Le dossier de technopôle est approuvé et entre dans une procédure de réalisation à partir de 1993/1994. Une fois le dossier enclenché et entré dans une phase de réalisation à partir de 1993/1994, les actions des associations écologistes s'effacent peu à peu, confirmant par là l'idée que ces acteurs sont intervenus pendant une des étapes du déroulement temporel du projet, pendant une période de rupture du projet.

Selon Mr DURAND, le projet s'est arrêté en **1995**, avec l'arrivée de la nouvelle municipalité, comme le pensait Mr DESBOURDES. Ainsi, le projet aurait eu un déroulement temporel de 10 ans. Au niveau des projets liés au technopôle, ils sont peu évoqués par Mr DURAND qui reste attaché à une vision globale et contextuelle. Il date juste l'implantation de la Faculté de Droit en 1995, cette date différant de celles données par Mr DESBOURDES (1990 et 1994), et Mr DROUIN (1992).

Un autre aspect intéressant concernant la vision de Mr DURAND, est que cette vision est large et qu'elle dépasse le cadre du projet de technopôle. Le président de la SEPANT évoque ainsi les raisons de l'aménagement de la Vallée du Cher : selon lui, c'est la volonté municipale d'expansion et de développement de Tours (au Nord avec l'annexion de Ste Radegonde et de St Symphorien) et au sud de Tours (les Fontaines, etc.) qui a entraîné l'urbanisation de la Vallée du Cher. Cette urbanisation de la Vallée du Cher s'inscrivait dans des idées fausses courantes des années 60 aux années 70 selon lesquelles, la technique était capable de ramener le risque inondation à zéro par des ouvrages dans les vallées.

Cependant, là encore, on remarque que le projet de Vallée du Cher, projet pourtant d'échelle globale, est réduit à Tours, au périmètre de « l'Opération de la Vallée du Cher Centre », ce qui peut paraître paradoxal étant donné que Mr DURAND possède une vision contextuelle.

Vision d'acteur (Mr DURAND de la SEPANT) sur les temporalités du projet de technopôle et sur l'opération de la Vallée du Cher Centre.

LEGENDE

Evènements ponctuels

A : Création de la ZUP de la Vallée du Cher.

B : Inauguration des premiers bâtiments de l'Université.

C : 2^{ème} recours déposé par le collectif Loire Vivante. Rejeté par le tribunal administratif.

D : Implantation de la faculté de Droit. Fin du projet de technopôle et naissance du quartier des Deux Lions. Arrivée de la nouvelle municipalité.

Périodes/ Approximations

1 : Début de l'aménagement des Rives du Cher.

2 : Apparition de l'idée de technopôle.

3 : Premier recours déposé par le collectif Loire Vivante. Approuvé par le tribunal.

4 : Implantation de l'EIII.

5 : Entrée du dossier de technopôle dans une phase de réalisation.

6 : Travaux de rectification du lit du Cher.

Contexte/ Conjoncture

Années 60 – 70 : Verrouillage intellectuel autour du « risque zéro » en matière d'inondation.

Années 80 : Crise d'adaptation des modes de production industriels.

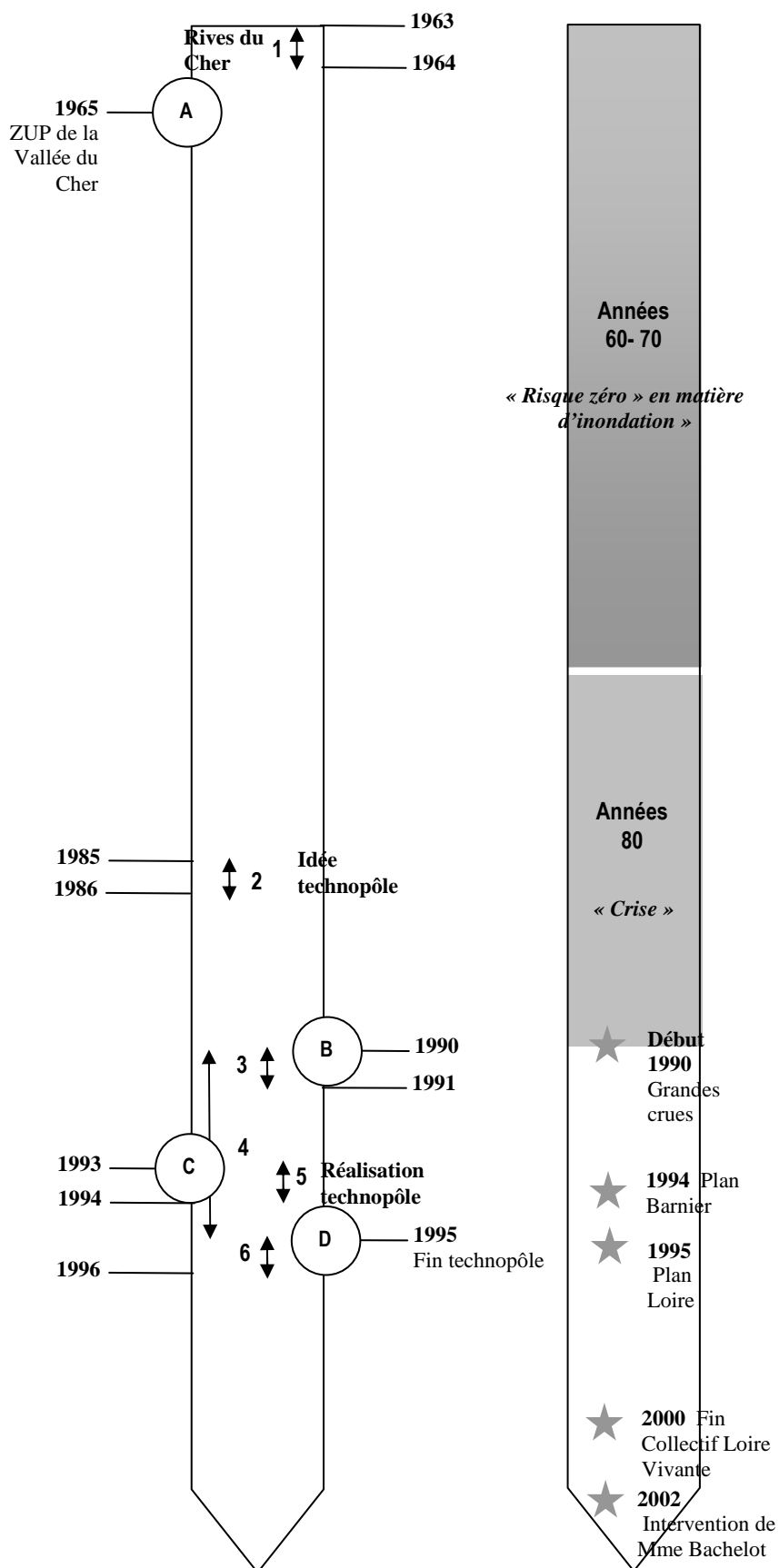
★ **Début 1990** : Grandes crues et début des modifications des principes d'aménagement en zone inondable. Formation du Collectif Loire Vivante au niveau de la Touraine contre les projets de barrages.

★ **1994** : Plan Barnier.

★ **1995** : Premier Plan Loire. Affirmation d'une stratégie étatique en matière de prévention face au risque inondation.

★ **2000** : Disparition du collectif Loire Vivante.

★ **2002** : Intervention de Mme Bachelot mettant fin aux projets de barrages sur la Loire et ses affluents.



Troisième partie
Dessin évolutif du projet de technopôle et
autre exemple d'application de la
problématique de recherche.

Il s'agit maintenant de vérifier la seconde hypothèse de la problématique de recherche, celle selon laquelle les temporalités accompagnent l'évolution du dessin du projet, et dans notre cas, du projet de « Technopôle de la Vallée du Cher ».

La transformation continue du dessin du projet de technopôle

Le projet de « Technopôle de la Vallée du Cher », tel qu'il apparaît pour la première fois dans le Dossier d'Anticipation au SDAT de 1992, n'est pas né soudainement dans une forme immuable, et selon des objectifs bien précisés, dès le départ, avant sa réalisation concrète. En effet, il est le fruit de changements, de modifications dans son dessin, car sa structure au sein des documents graphiques qui se succèdent évolue au fil du temps. Le dessin du projet de technopôle se transforme donc et n'est jamais figé, que ce soit dans les documents de planification ou dans les plans masses réalisés pour les études du projet ou pour les dossiers de présentation des ZAC concernant le technopôle. Les temporalités font évoluer le dessin du projet, l'accompagnent. Le projet de technopôle possède ainsi une dynamique qui lui est propre.

Modification de la structure du projet de technopôle au fil du temps

A échelle globale et intermédiaire, dans les Schémas Directeurs et dans les POS

Dans les Schémas Directeurs.

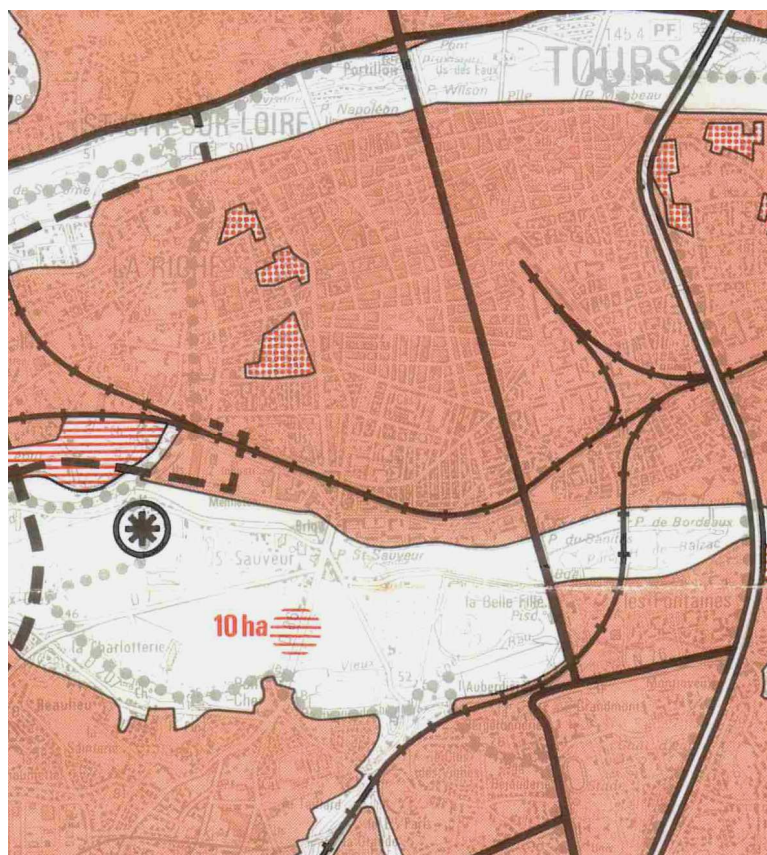
Dans les Schéma Directeurs, qui se sont échelonnés de 1970 à 1993, c'est surtout l'évolution de la plaine des Deux Lions qui est identifiable, le projet de « Technopôle de la Vallée du Cher » n'en constituant qu'une étape, mais une étape particulière et importante avant l'apparition du quartier des Deux Lions.

Ces Schémas Directeurs s'inscrivent, ainsi, dans un cadre qui se veut volontairement global et général. Il n'est donc pas étonnant que, dans un premier temps, ce soient surtout « l'Opération de la Vallée du Cher », et l'Opération de la « Vallée du Cher Centre », les projets les plus présents. Il faut noter que dans les Schémas Directeurs de 1965, 1970, 1972, et même ceux de 1982 et 1983, ce terme de « projet » n'existe pas. Dans le SDAU de 1972 ou le plan d'Urbanisme Directeur de 1970, c'est la vision d'une planification traditionnelle qui s'impose, utilisant des termes comme « programme » ou « opération ». La réflexion se fait selon un découpage zonal, calqué sur une distribution quantitative de logements et d'équipements. Il n'y a pas de « projet ».

Les périmètres de ces zones (surtout déterminées dans le SDAU de 1972) sont donc larges et le projet de technopôle y est absent. Les plages représentées, recouvrant l'espace des Deux Lions, sont elles aussi larges et imprécises dans leurs limites. Dans le SDAU de 1972⁶², le figuré cartographique consiste ainsi en une application d'un quadrillage aux mailles assez serrées pour représenter les finalités de l'espace : la plaine des Deux Lions était destinée à devenir un quartier dense d'habitation, inclus dans le « projet global » de la Vallée du Cher, et dans le « projet local » de la « Vallée du Cher Centre » (ou « ZUP de la Vallée du Cher »).

⁶² Cf. « Le SDAU de 1972 » p. 38 à 41 pour les commentaires et la carte.

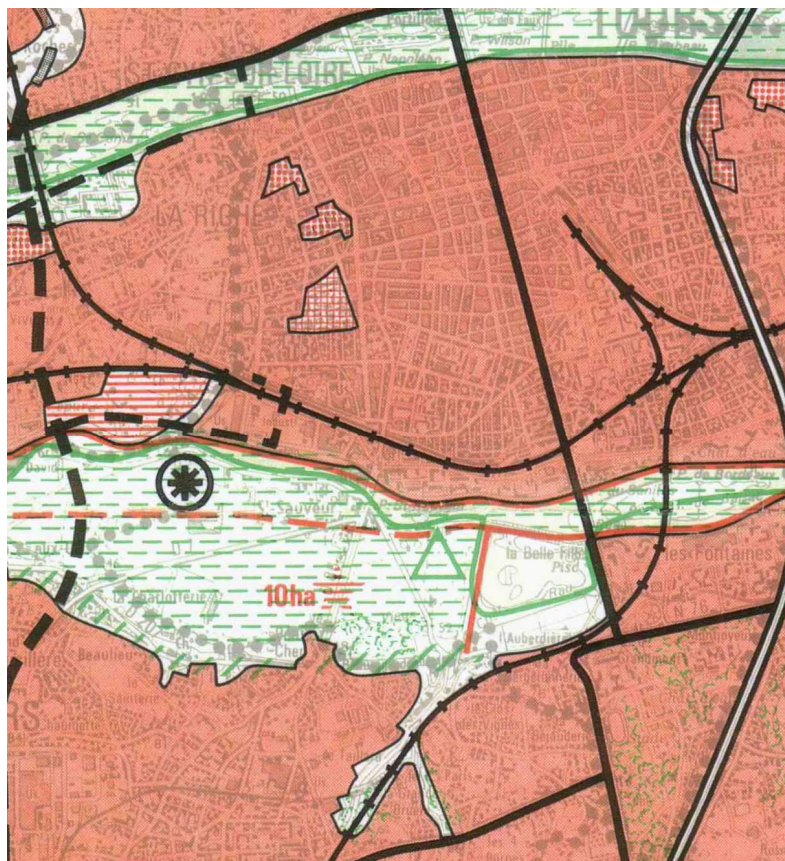
Les périmètres sont donc larges, et les plages appliquées n'ont pas de délimitations précises, ce qui entretient un flou au niveau des limites de cet espace à aménager. En effet, la Plaine des Deux Lions est une zone d'accompagnement n° 31, or les limites de cette zone ne sont pas clairement définies.



Carte 4 : Carte extraite du SDAU de 1982 (échelle : 1/25000).

Les SDAU de 1982/1983 introduisent une rupture par rapport aux précédents Schémas Directeurs. Tout d'abord, cette rupture se manifeste par un changement des objectifs généraux : désormais, c'est une préoccupation surtout économique qui domine. Ce changement se répercute sur les représentations cartographiques. Tout le découpage préexistant dans le SDAU de 1972 renvoyant au projet de la Vallée du Cher elle-même découpée en plusieurs zones (Centre, Ouest, Est)⁶³ disparaît, ou sert plutôt d'arrière-plan, de support aux nouveaux documents cartographiques.

⁶³ Cf. « L'Opération de la Vallée du Cher dans les documents de planification » p 36.



Carte 5 : Carte extraite du SDAU de 1983 (échelle : 1/25000).

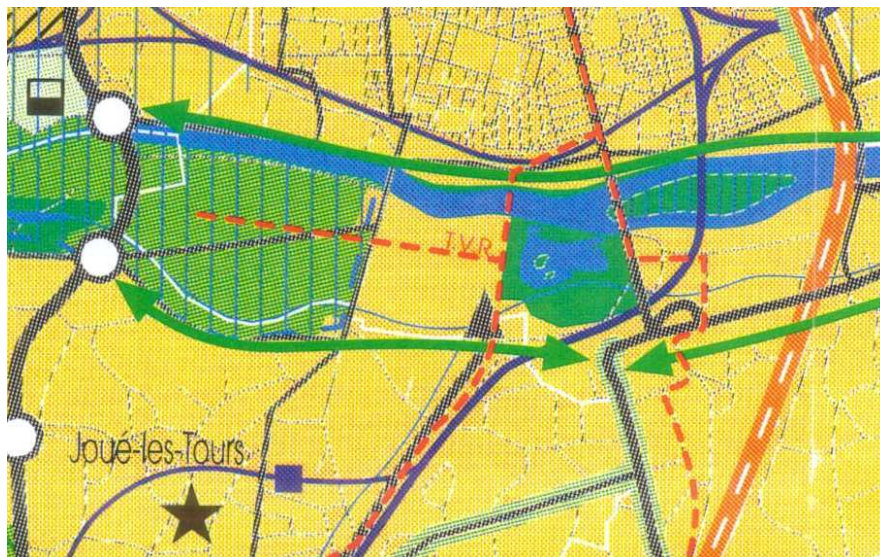
Dans le texte, la dénomination globale « Vallée du Cher » disparaît elle aussi alors qu'elle était très présente dans les premiers Schémas Directeurs. Il n'y a que cette dénomination « Sud du Cher » pour rappeler l'échelle du « projet local ». Cependant, elle se limite à véhiculer une information plus géographique que liée à un projet. On constate que sur cette **carte 5** du SDAU de 1983 certaines opérations ont été achevées concernant la « Vallée du Cher Centre » (présence de bâti sur les Fontaines, par exemple, ce qui n'existait pas par rapport au SDAU de 1972). La plaine des Deux Lions est reconnue comme une zone inondable (tirets verts), et de ce fait, l'urbanisation y est limitée : les finalités de l'espace contenues dans les anciens Schémas Directeurs ont complètement changées.

Cependant, pour la première fois, apparaît une certaine focalisation sur cet espace avec la représentation de figurés cartographiques ponctuels : notamment, cette zone d'activités de 10 ha affichée dans le document graphique du SDAU de 1983 (**carte 5**) et celui du SDAU de 1982 (**carte 4**), et un terrain de camping qui ne figure que dans le SDAU de 1983. Cette focalisation se matérialise aussi par le fait que la forme même de ce figuré ponctuel de la zone d'activité évolue entre 1982 et 1983 : au départ, il était un rond pour devenir ensuite une étoile. Le SDAU de 1983 accentue cette focalisation en ajoutant ce triangle vert, représentant le futur camping.

Ainsi, avec la représentation de cette zone d'activité, le projet de technopôle, s'il n'apparaissait pas encore en tant que tel, en était à ses balbutiements (comme le confirme

d'ailleurs l'entretien effectué avec Mr DROUIN⁶⁴). Le projet de technopôle s'affirme et se précise avec le Dossier d'Anticipation au SDAT de 1992.

Les dénominations sont plus précises et le terme de « projet » apparaît pour la première fois dans les textes, traduisant cette évolution dans la manière de planifier⁶⁵.



Carte 6 : Carte extraite du SDAT de 1993 (échelle : 1/25000).

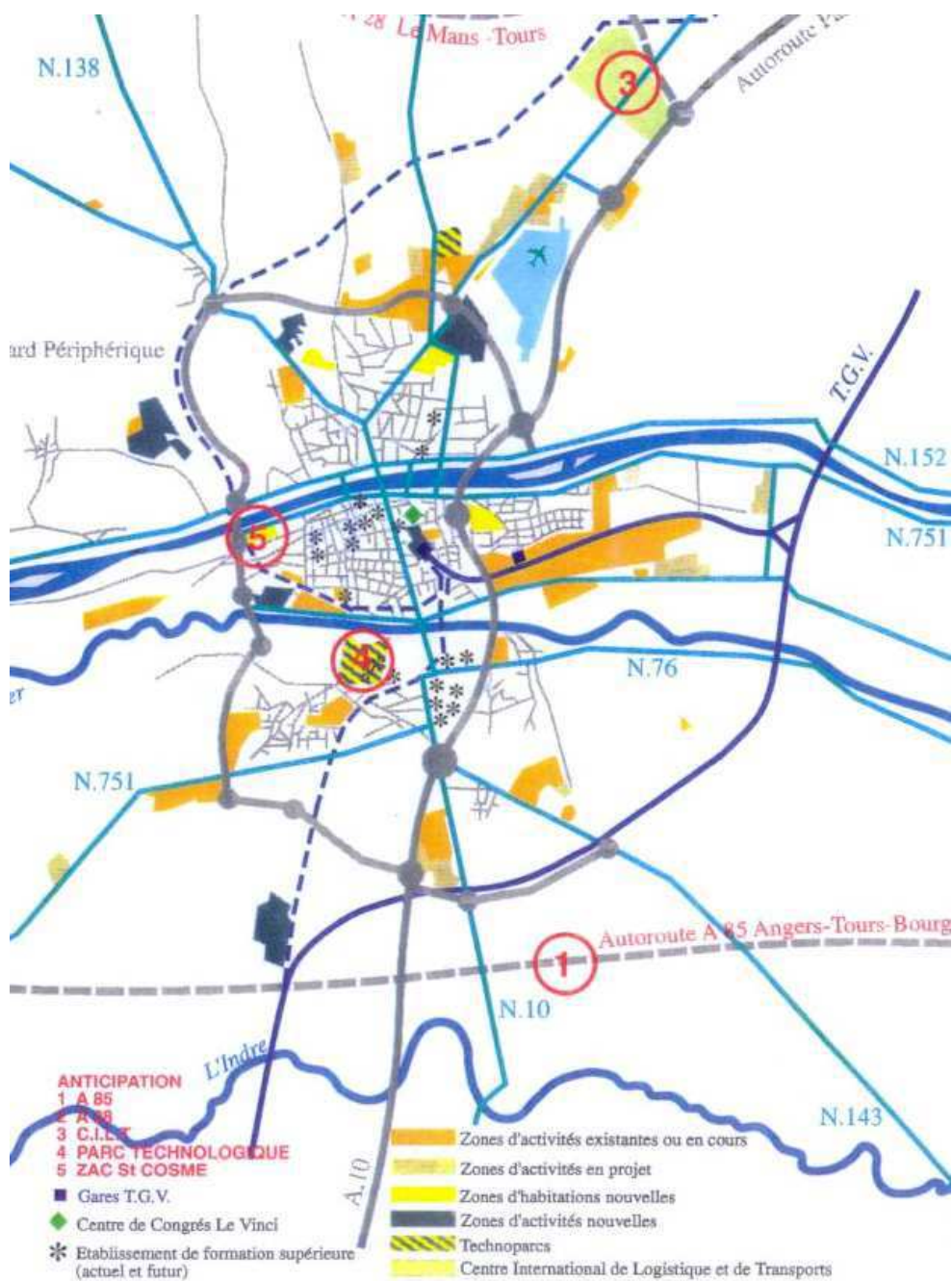
Le « Parc Technologique de la Vallée du Cher » va ainsi introduire à la fois une continuité et une rupture par rapport à l'aménagement de la plaine des Deux Lions. Ce projet revendique cette continuité en marquant clairement de par sa dénomination, sa filiation avec toutes les opérations ayant concerné la Vallée du Cher et surtout la « Vallée du Cher Centre ». Le projet de technopôle réintroduit de façon sous-entendue toute l'opération ayant concerné l'aménagement de la Vallée du Cher, au point même de prendre la place du « projet global » et du « projet local » dans lesquels il était censé s'inclure. Le projet de technopôle, comme il intervient après une période de pause de l'aménagement de la Vallée du Cher et parce qu'il constitue une des dernières étapes de cet aménagement⁶⁶, va donc remplir une fonction symbolique.

Cependant, le projet de technopôle introduit aussi une rupture en ce sens qu'il marque ce changement de finalités de l'espace concerné, non plus orienté vers la réalisation de logements mais vers la création d'un parc d'activités technologiques. Le projet de technopôle se singularise d'emblée par rapport aux précédentes opérations qui ont concerné l'Opération de la « Vallée du Cher Centre ».

⁶⁴ Cf. « Le projet de technopôle selon l'ancien directeur de l'AUT » p 72.

⁶⁵ Cf « Projet et planifications » p 22.

⁶⁶ Cf. « L'Opération de la Vallée du Cher et son parcours lié au « projet local » dans d'autres documents » p 43.



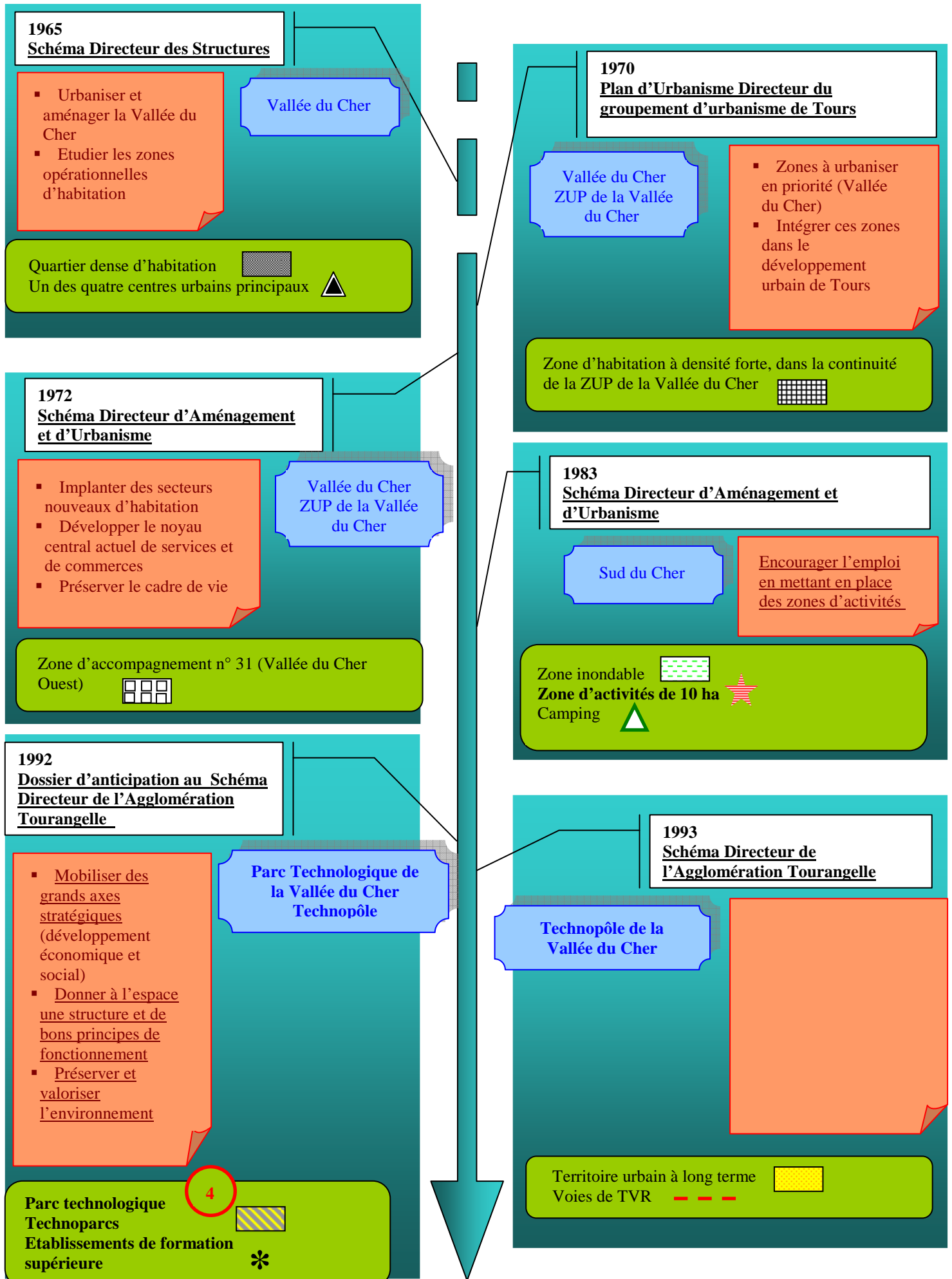
Carte 7 : Carte extraite du dossier d'anticipation au SDAT de 1992.

Par ailleurs, cette singularité se ressent aussi au niveau de la représentation du projet de technopôle sur les cartes du Dossier d'Anticipation de 1992. Cette représentation est plus précise et elle délimite bien le projet (**carte 7**) : une numérotation, des plages alternées de couleur, des figurés ponctuels couvrent ainsi l'espace du projet. Le projet de technopôle occupe une place toujours importante dans ce dossier mais aussi dans le SDAT de 1993 : la dénomination liée à ce projet y est toujours présente, celle du « Technopôle de la Vallée du Cher ». On garde ainsi cette filiation du projet avec l'aménagement d'ensemble de la Vallée du Cher. Les objectifs du SDAT incluent aussi une préoccupation économique.




Cependant, au niveau du document graphique (**carte 6**), on retrouve cet aspect général car l'espace concerné par le projet est de nouveau noyé dans une plage de couleur représentant le territoire urbain à long terme. Cette représentation garantit une certaine continuité avec les finalités premières contenues dans les premiers Schémas Directeurs orientées vers l'urbanisation de cet espace.

La frise suivante va traduire ainsi cette évolution des finalités de l'espace par l'intermédiaire de ses dénominations, de ses représentations dans les documents graphiques des Schémas Directeurs, de l'évolution des objectifs contenus dans ces documents de planification. Le projet de technopôle apporte ainsi une meilleure focalisation sur l'espace, car il pose des délimitations plus précises de cet espace, caractérise la plaine par un nom. Cette plus grande précision dans l'aménagement de la plaine se manifeste aussi par l'emploi de figurés cartographiques ponctuels ou alors par des plages de couleur aux limites bien claires.

Les Schémas Directeurs et l'aménagement de la plaine des Deux Lions



LEGENDE

<p>1972 <u>Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme</u></p>	<p>Date et intitulé des documents de planification</p>
<p>Vallée du Cher</p>	<p>Dénomination globale incluant la plaine des Deux Lions</p>
<p>Parc Technologique de la Vallée du Cher Technopôle</p>	<p>Dénominations concernant la plaine des Deux Lions et se référant au projet de Technopôle</p>
<p><u>Encourager l'emploi en mettant en place des zones d'activités</u></p>	<p>Objectifs contenus dans les documents de planification, concernant l'aménagement de la plaine des Deux Lions et le projet de Technopôle</p>
<ul style="list-style-type: none"> Urbaniser et aménager la Vallée du Cher Etudier les zones opérationnelles d'habitation 	<p>Objectifs contenus dans les documents de planification concernant l'aménagement de la plaine des Deux Lions</p>
<p>Zone d'habitation à densité forte, dans la continuité de la ZUP de la Vallée du Cher</p> 	<p>Projets concernant l'aménagement de la plaine des Deux Lions et représentations de ces projets dans les documents de planification</p>
<p>Parc technologique Technoparc Etablissements de formation supérieure</p> <p>4</p>  	<p>Projets concernant le projet de Technopôle et représentations de ces projets dans les documents de planification</p>

Dans les Plans d'Occupation des Sols

Les évolutions concernant le projet de technopôle présentes dans les POS s'échelonnant de 1985 jusqu'à 1992 concernent :

- les délimitations spatiales ;
- les dénominations du projet ;
- le zonage de l'espace de projet.

Concernant les délimitations de l'espace de projet représentées sur les documents cartographiques des POS, elles n'apparaissent que dans le POS de 1988, de 1989 et 1991 avec la ZAC de la Vallée du Cher (créée originellement en 1988). Ainsi, de 1985 jusqu'à 1989, aucune délimitation précise n'est portée concernant le projet de technopôle. Ce périmètre de la ZAC s'inclut lui-même dans un autre type de périmètre, lié à une zone d'intervention foncière, celle du DPU⁶⁷ de la Vallée du Cher (créé en 1987). Le périmètre de cette ZAC disparaît à son tour en 1992. Dans le POS de 1997, ce périmètre réapparaît, légèrement modifié par rapport à l'ancien périmètre de 1988, mais il ne concerne plus le projet de technopôle mais celui du quartier des Deux Lions. On voit donc que l'espace du projet se précise avec la ZAC de la Vallée du Cher. Le périmètre qui en découle ne disparaît pas complètement des POS même lorsque le projet de technopôle est abandonné. Ce périmètre va, en effet, servir de cadre au futur quartier des Deux Lions.

Les dénominations du projet, elles aussi, connaissent une évolution, marquant une plus grande précision dans la structure du projet. Dans le POS de 1985, le projet de technopôle est évoqué en des termes assez vagues : il est, pour l'instant, un « parc industriel ». Dans le POS de 1988, cette dénomination change, sous l'effet du SDAU de 1983 qui encourage la mise en place de zones d'activités : elle devient la « zone d'activités technologiques de la Vallée du Cher ». Il est encore appelé « parc technologique ». La spécificité de ce parc est donc reconnue et affirmée par ce caractère « technologique ». Ces deux dénominations seront permanentes dans les POS suivants, ceux allant de 1989 à 1992. Elles sont remplacées ensuite par la dénomination « Quartier des Deux Lions », cette modification, traduisant le changement de finalités de l'espace.

En ce qui concerne le zonage de l'espace de projet, il a toujours été lié à celui d'une zone d'urbanisation future dans les POS s'échelonnant de 1976 jusqu'à 1988 avec des objectifs affirmant la limitation de l'urbanisation de cette plaine afin de garantir l'intervention ultérieure de la collectivité. Dans le POS de 1989, ce zonage est modifié en parti et il interdit toute construction pour permettre l'extension du parc technologique de la Vallée du Cher. Le POS de 1992 introduit une rupture dans ce zonage en ouvrant celui-ci à l'urbanisation de la plaine. Cette modification du POS en faveur de l'urbanisation intervient dans le contexte du Dossier d'Anticipation au SDAT de 1992, mais surtout suite à la décision d'annulation judiciaire de la première ZAC de 1988, reconnue illégale par rapport au SDAU de 1983⁶⁸. La modification du POS va ainsi permettre de contourner cette décision judiciaire et d'asseoir le projet plus fermement sur cet espace.

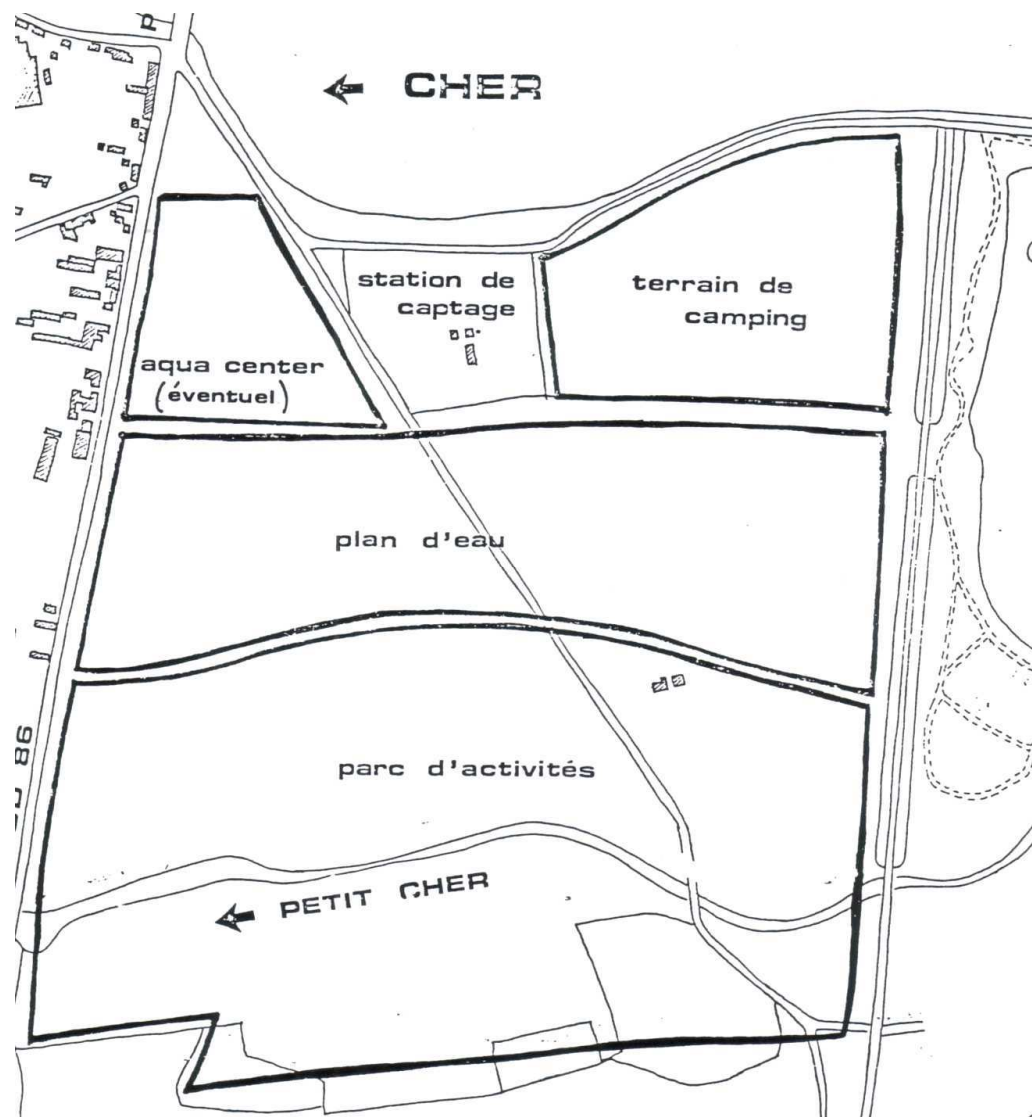
⁶⁷ Droit de Préemption Urbain.

⁶⁸ Cf. « les autres types d'acteurs » p62 pour la description de cette décision judiciaire.

A échelle plus fine, dans les plans masses du projet

Dans les études techniques : les prémisses du projet

Une des premières esquisses du projet de technopôle date de **novembre 1985**, tirée d'une étude d'impact de 1986⁶⁹, et s'intitule « Tours : vallée du Cher, aménagement d'un parc industriel. ». Le projet n'est donc pas encore reconnu de façon claire comme un projet de « technopôle ». Cette esquisse s'inspirait auparavant, toujours à la **fin de l'année 1985**, d'un « Schéma de principe d'aménagement » d'un parc industriel (**plan masse 8**), qui développait le projet sous forme de bandes parallèles au Cher. L'esquisse de novembre 1985 (**plan masse 9**) reprend donc ces zones distinctes dans le schéma de principe d'aménagement.



Plan masse 8 : « Schéma de principe d'aménagement » d'un parc industriel, 1985, AUAT (échelle 1/6500).

Le projet, représenté dans l'esquisse, comprend donc:

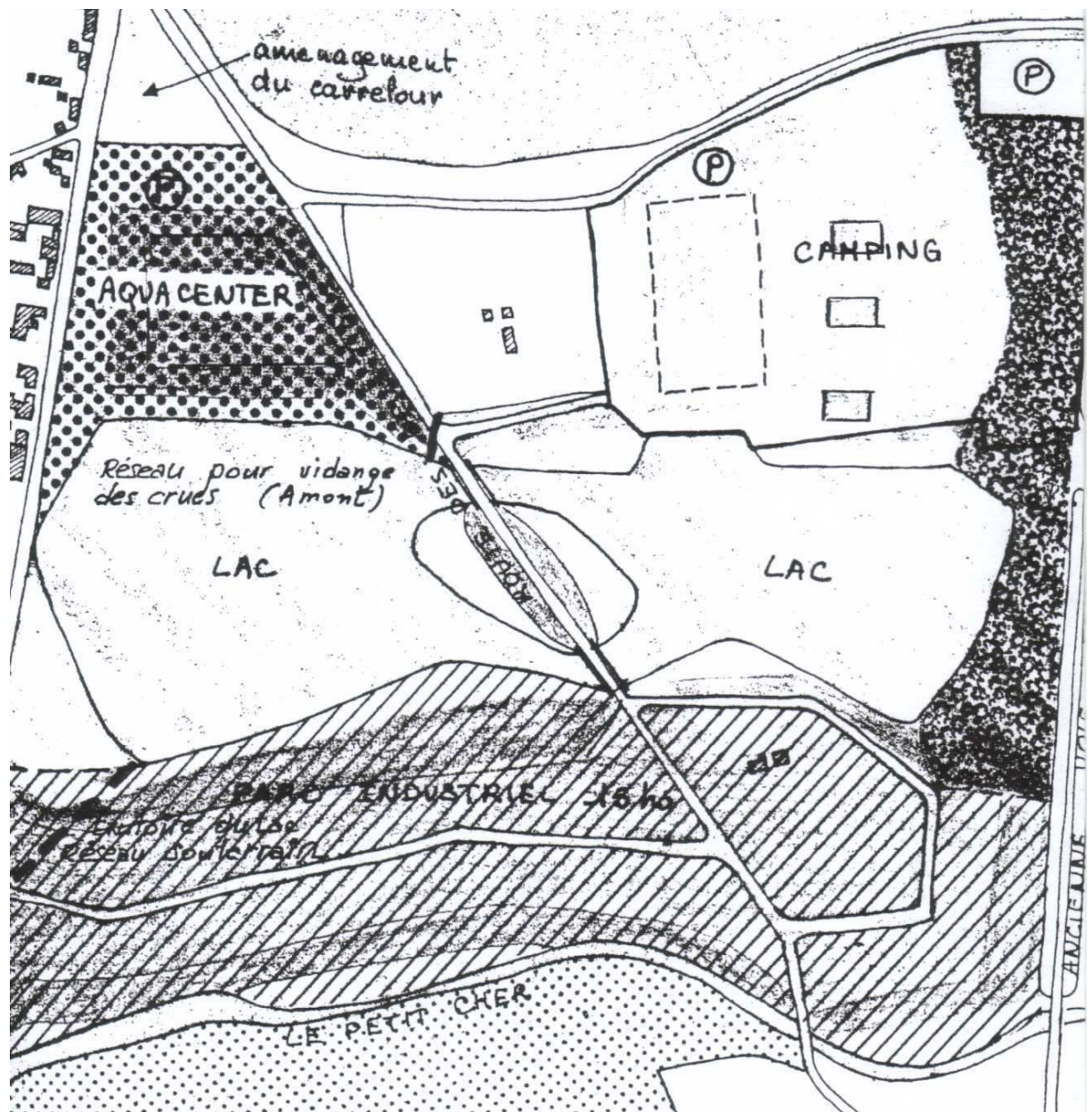
⁶⁹ VILLE DE TOURS, AUAT, CABINET D'ETUDES ENVIRONNEMENT ET PAYSAGE, LABORATOIRE NATIONAL D'HYDRAULIQUE, *Aménagement de la Vallée du Cher, étude d'impact*, septembre 1986.

- la création d'un parc industriel de 15 ha au sud,
- un centre de jeux aquatiques éventuel dit « aqua-center », au nord-ouest,
- un terrain de camping, au nord-est.

L'ensemble impliquant la mise hors inondation des sols, plusieurs niveaux de remblaiement sont prévus, et les matériaux prélevés sur le site vont laisser place à une zone réaménagée sous forme de plan d'eau permanent. Les grands principes de circulation sont maintenus :

- la route des Deux Lions reste dans son parcours actuel, mais traversera le lac en s'appuyant sur une île, reliée aux berges par deux ouvrages d'art,
- le carrefour du Pont de Saint-Sauveur sera réaménagé.

La maison ancienne est maintenue. Elle se situera à proximité du plan d'eau.

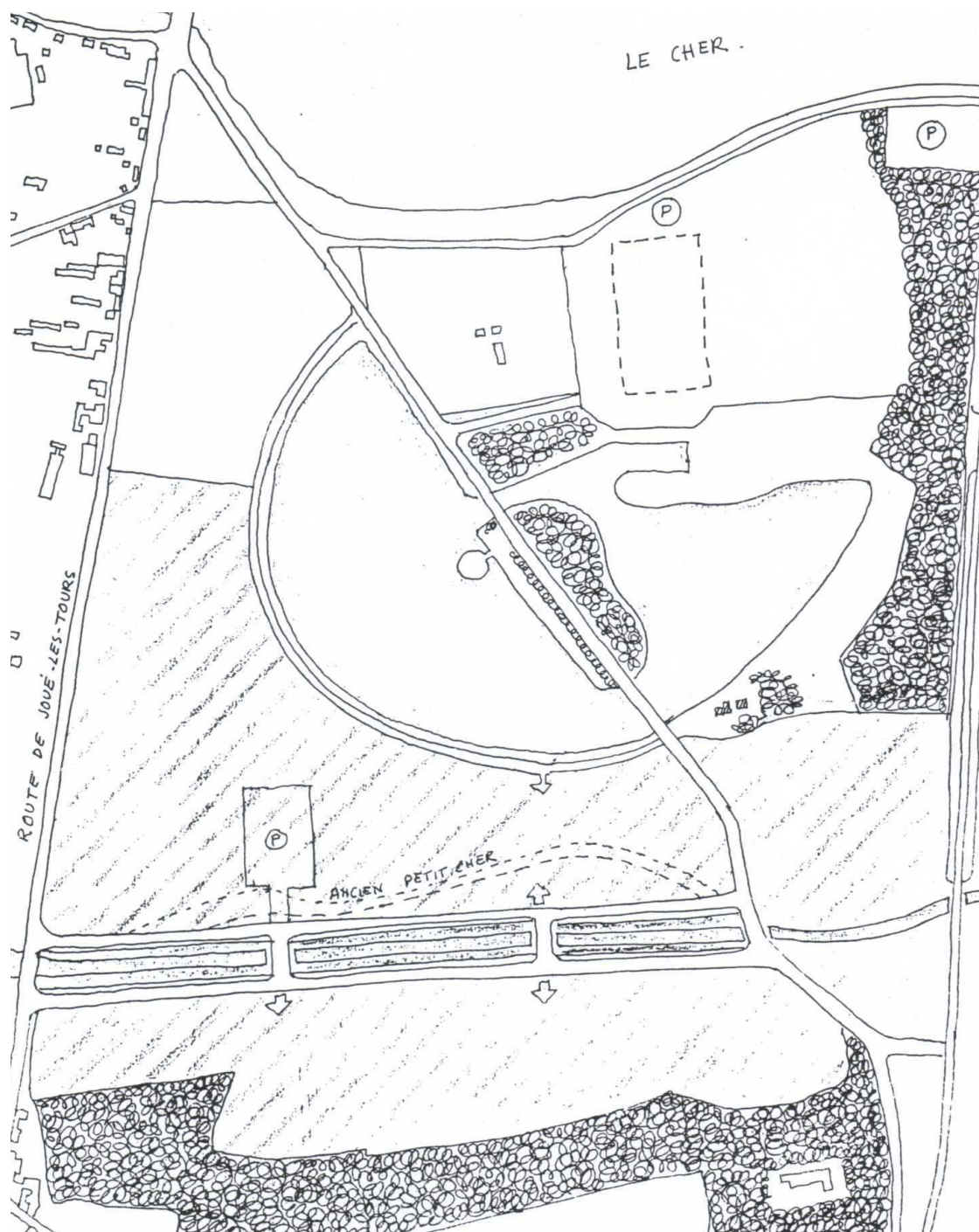


Plan masse 9 : Esquisse « Tours : vallée du Cher, aménagement d'un parc industriel », novembre 1985, AUAT (échelle 1/4300).

Au cours du **printemps 1986**, un autre schéma⁷⁰ est proposé (**plan masse 10**). Ce dernier répond à la volonté de recomposer l'espace à partir de ce lac artificiel. Ce dernier prend, en effet, une position centrale dans le dessin du projet. L'ensemble des zones se répartissent donc autour de ce plan d'eau qui prend une forme plus compacte et plus simple. Le parc d'activités est étendu de part et d'autre du Petit Cher reprofilé de façon rectiligne. Ce cours d'eau est longé par une voie et franchi par des petits ponts de liaisons. D'autre part, le contour du lac valorise la maison ancienne qui se trouve dégagée et implantée près d'une berge.

En ce qui concerne les principes de la circulation, ils sont maintenus par rapport à l'esquisse de 1985. Seules les dessertes internes à la zone sont changées : elles peuvent rayonner à partir d'une voie longeant le lac. Les espaces verts ont aussi leur importance et ils sont développés à l'intérieur de la zone d'activité.

⁷⁰ VILLE DE TOURS, AUAT, CABINET D'ETUDES ENVIRONNEMENT ET PAYSAGE, LABORATOIRE NATIONAL D'HYDRAULIQUE, *Aménagement de la Vallée du Cher, étude d'impact*, septembre 1986.



Plan masse 10 : Nouveau schéma d'aménagement, printemps 1986, AUAT
(échelle 1/5000).

On voit donc déjà entre ces deux plans, des évolutions liées au changement des délimitations des zones (celle consacrée, par exemple, au parc d'activités augmente), mais aussi liées au changement des dénominations de ces zones internes au projet (le parc d'activités devient parc industriel, le plan d'eau devient un lac, etc.).

Le schéma ultérieur⁷¹ (**plan masse 11**) tient compte des conclusions de l'étude d'impact faite à l'époque. Le lac est redessiné afin de permettre une nouvelle répartition de la zone d'activités, et de dégager la partie la plus au Sud, dont l'intérêt floristique a été souligné dans l'étude d'impact. Le lac est recomposé selon plusieurs éléments reliés entre eux, dont les formes géométriques strictes rappellent la vocation de zone technologique prévue. Ainsi, on ressent au niveau du dessin de cette zone, une volonté plus manifeste de donner des formes géométriques à l'espace, pour l'identifier à un technopôle.



Plan masse 11 : Nouveau schéma, 1986, AUAT (échelle 1/8100).

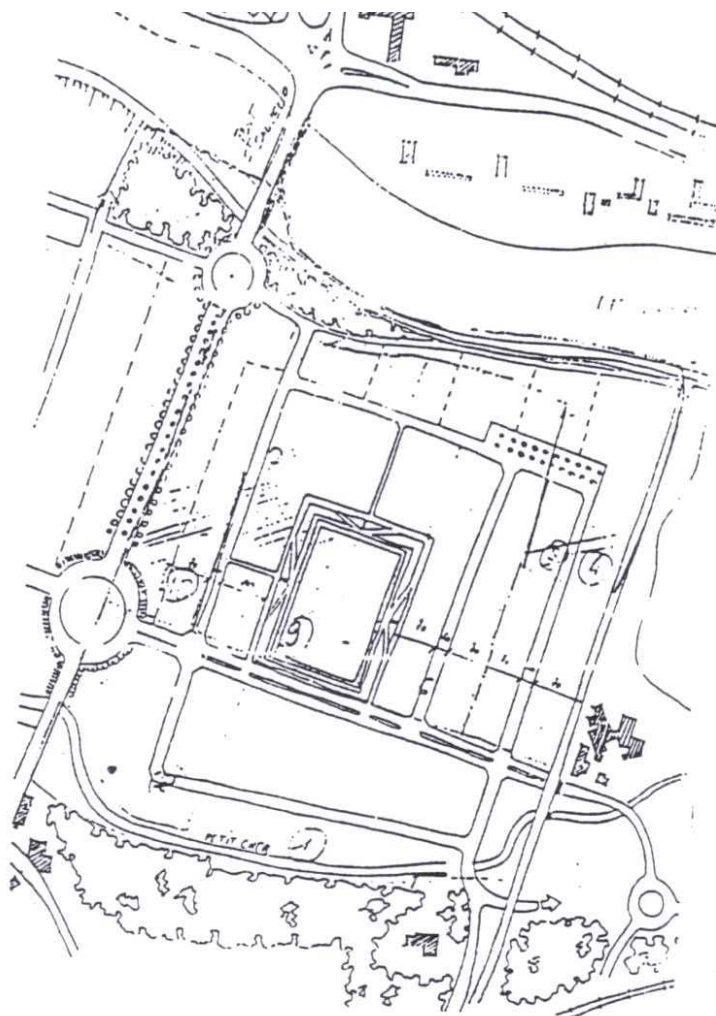
Ainsi, **à la fin de l'année 1986**, les principes retenus sont ceux, au nord - est, d'un camping de 7 ha, au Centre, d'un lac de 11 ha, et tout autour une zone d'activités destinée à accueillir des entreprises de haute technologie. Le projet de centre de jeux aquatiques a, par ailleurs, été abandonné.

Au **début de l'année 1988**, l'Atelier d'Urbanisme propose une autre esquisse (**plan masse 12**)⁷² dont le principe ne retient plus que l'aménagement d'un technopôle s'articulant géométriquement autour d'un bassin rectangulaire. Les principes d'articulations avec le CD 86 et le Pont de Saint-Sauveur sont arrêtés : deux carrefours giratoires sont donc créés.

⁷¹ Source : VILLE DE TOURS, SET, AUAT, ZAC Technopôle de la Vallée du Cher, rapport de présentation, juillet 1992.

⁷² Source : VILLE DE TOURS, SET, AUAT, ZAC Technopôle de la Vallée du Cher, rapport de présentation, juillet 1992.

Le projet de camping est abandonné, car il est jugé non compatible avec son environnement direct.

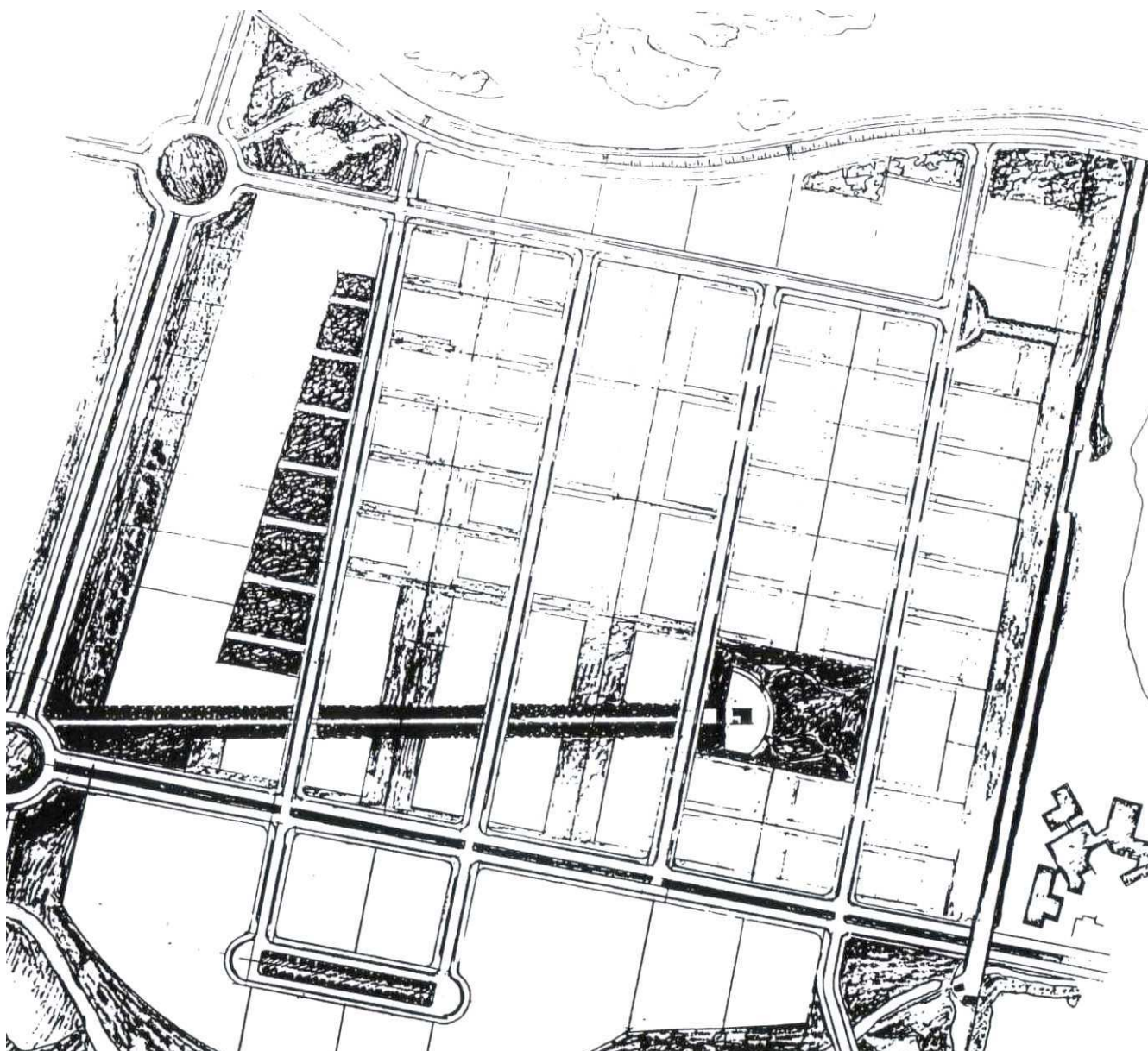


Plan masse 12 : Nouvelle esquisse, début 1988, AUAT (échelle 1/10000).

L'axe traversant que constituait la route des Deux Lions disparaît. Par ailleurs, on y voit pour la première fois représentée l'Ecole d'Ingénieurs de Tours, qui, si elle ne se situe pas sur le site du technopôle mais sur celui du lac de la Bergeonnerie, participe à la conception présente derrière ce projet de technopôle.

En **juin 1988**, une nouvelle esquisse d'aménagement⁷³ est proposée (**plan masse 13**). Les relations urbaines sont dirigées par l'avenue du Pont Cher qui communique avec le sud-ouest de l'agglomération et sert de pénétrante vers le centre-ville. Cette avenue est toujours équipée de deux accès principaux que sont les carrefours giratoires. Le seul élément du patrimoine architectural que constitue la maison des « Deux Lions » est maintenu dans le cadre d'un jardin public sur lequel est centré un axe de cheminement planté d'alignements végétaux. Ce plan s'appuie sur une importante présence de l'arbre.

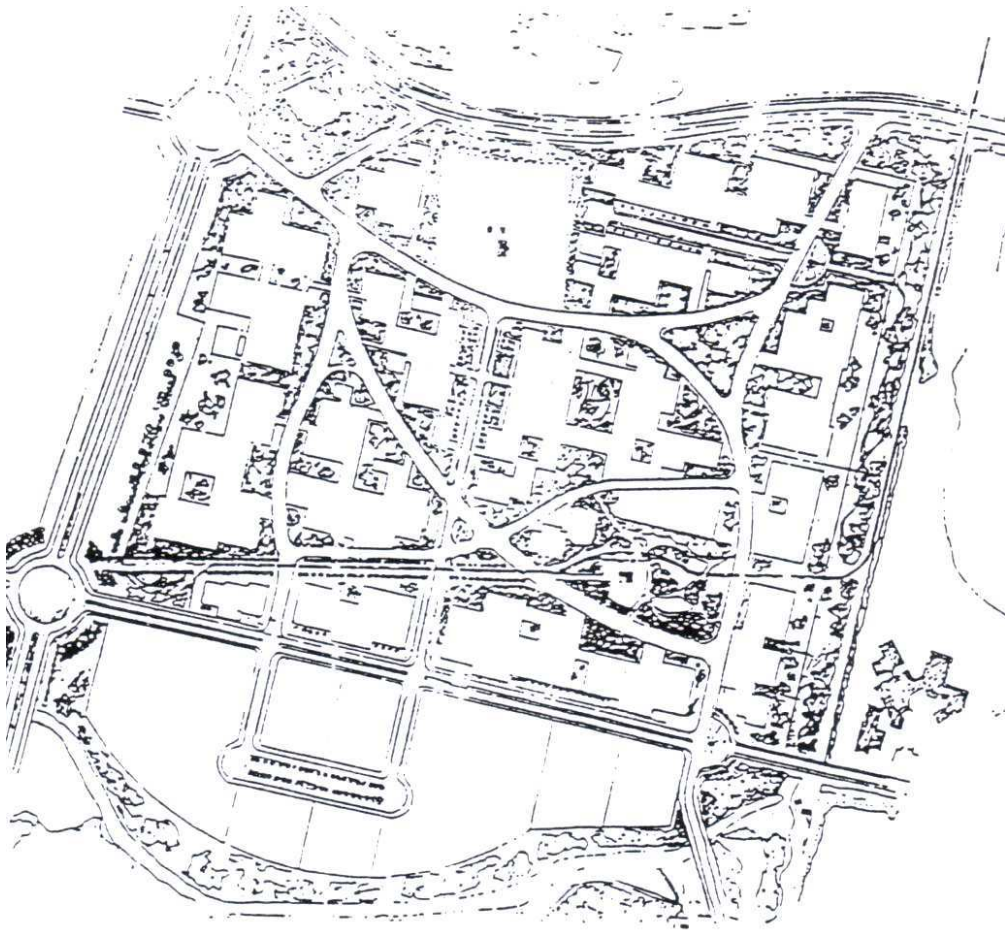
⁷³ Source : AUAT, *Aménagement de la Vallée du Cher, Parc Technologique, ZAC, note de présentation*, 1989



Plan masse 13 : « Tours, Esquisse d'aménagement, Parc Technologique », juin 1988, AUAT (échelle 1/4500).

En juillet 1988 (plan masse 14), une autre esquisse⁷⁴ définit la structure générale d'un technopôle occupant tout l'espace, le lac n'occupant plus de position centrale dans le dessin du projet. On y retrouve certains éléments déjà présents dans la précédente esquisse de juin 1988 (jardin publics, liaisons routières). Cette phase d'étude fait apparaître un principe de paysagement particulièrement riche et généreux. Cependant, il manque un élément structurant (précédemment, le lac servait de point de repère central). Cet élément structurant apparaîtra en 1989, le principe d'aménagement du parc s'articulant autour d'un axe fort, dans le cadre de la mise en place de la première ZAC.

⁷⁴ Source : VILLE DE TOURS, SET, AUAT, ZAC *Technopôle de la Vallée du Cher*, rapport de présentation, juillet 1992.



Plan masse 14 : Nouvelle esquisse, juillet 1988, AUAT, (échelle 1/6700).

Dans les rapports de présentation des ZAC

Le schéma d'**avril 1989**⁷⁵ (**plan masse 15**) sur le projet d'aménagement du « parc technologique » s'appuie sur un axe fort au centre de la composition globale du technopôle. Cet axe structurant central est censé représenter symboliquement la forme du centre ville de Tours. Il s'agit d'une avenue urbaine comprenant un canal en son centre, des jardins-promenades et des voies de circulation. De chaque côté, il existe un front bâti en continu qui participe lui aussi à l'image urbaine du site. Cet axe est destiné à constituer le lieu d'animation du parc technologique. Il est prévu de regrouper sur cet axe un ensemble de services communs (services collectifs, pépinières d'entreprises, petites surfaces locatives...). S'il existe bien sûr une certaine mixité dans les fonctions, c'est surtout le concept de technopôle qui domine, les autres fonctions n'intervenant qu'en terme de complémentarité ou d'appoint.

A l'extrémité sud - est, la maison ancienne du XVI^{ième} siècle reste une constante qu'il s'agit toujours de valoriser, par rapport aux anciens schémas. Dans celui de 1989, un jardin sera créé autour de cette maison pour la valoriser. En effet, ce principal élément du patrimoine bâti sur le site est ainsi conservé, et il est vu alors comme le futur lieu de vie du technopôle.

En ce qui concerne l'espace intermédiaire, en périphérie de cet axe central, il sera traité sous la forme d'un parc d'activités : faible densité du bâti et forte présence du végétal.

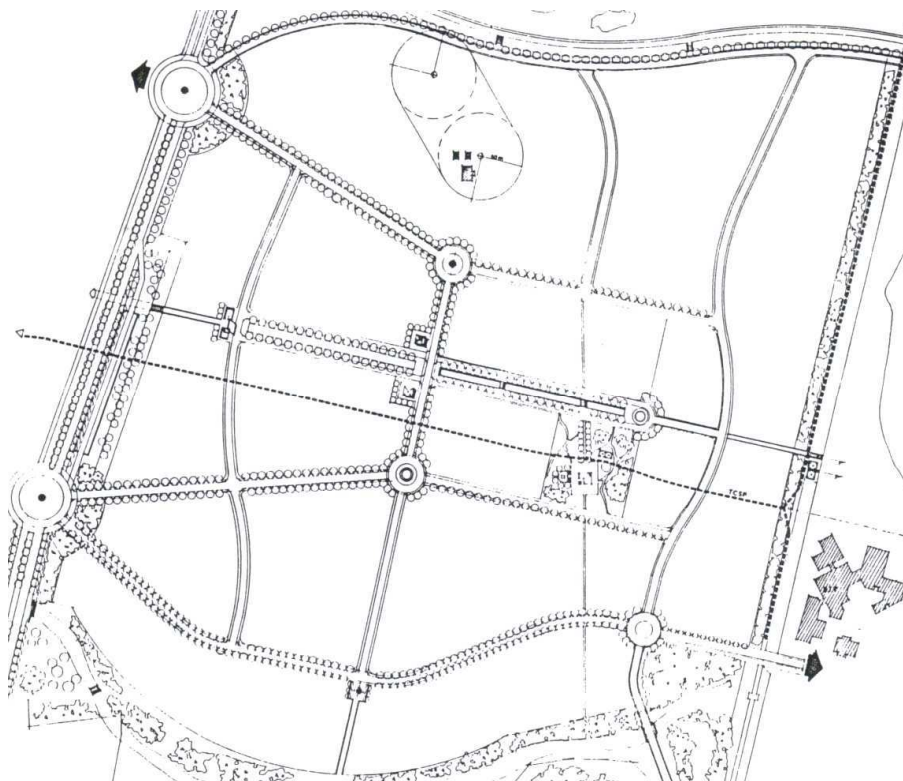
⁷⁵ Source : AUAT, *Aménagement de la Vallée du Cher, Parc Technologique, ZAC, étude d'impact*, 1989.

La dominante végétale forte est là pour créer un environnement de qualité. Quelques grandes voiries au tracé souple structurent l'espace et sont, elles aussi, traitées de façon paysagère. On voit donc, par rapport aux précédents schémas d'aménagement du parc, qu'il y a permanence de certains principes d'aménagement, même si les formes qui concrétisent ces principes évoluent. L'axe central, par exemple, remplaçant le lac, va servir de nouveau point de repère autour duquel se structure le technopôle. Un autre exemple, est cette préoccupation paysagère présente dès le début du projet. Cependant, des éléments présents dans les anciens schémas disparaissent, comme cette route des Deux Lions qui traversait l'espace.

Les limites mêmes de l'espace de projet n'évoluent pas et restent toujours les mêmes depuis la première esquisse du projet en 1985. Ces limites externes sont les suivantes :

- au Nord, le Cher constitue la première limite, traitée dans le schéma de 1989 en digue paysagée.
- A l'Est, la levée de l'ancienne voie S.N.C.F. de Vendée est conservée.
- Au Sud, le Petit Cher est une autre délimitation de cet espace de projet, l'espace naturel étant préservé et valorisé pour assurer une continuité avec le lac de la Bergeonnerie.
- A l'Ouest, la C.D. 86 ou l'avenue Pont Cher constitue une autre limite, qui forme l'accès principal au technopôle par l'intermédiaire de deux carrefours giratoires. Ces carrefours giratoires sont prévus pour être traités soigneusement, car ils forment les entrées du technopôle et qu'ils peuvent rappeler par leur traitement paysagé le projet voisin de la Gloriette.

Sur ce schéma de 1989, issu du rapport de présentation de la ZAC du technopôle, une desserte de cet espace par un futur moyen de Transport Collectif en Site Propre (T.C.S.P.) a été aussi envisagée.



Plan masse 15 : Nouveau schéma, « Tours, Parc Technologique », avril 1989, AUAT (échelle 1/6700).

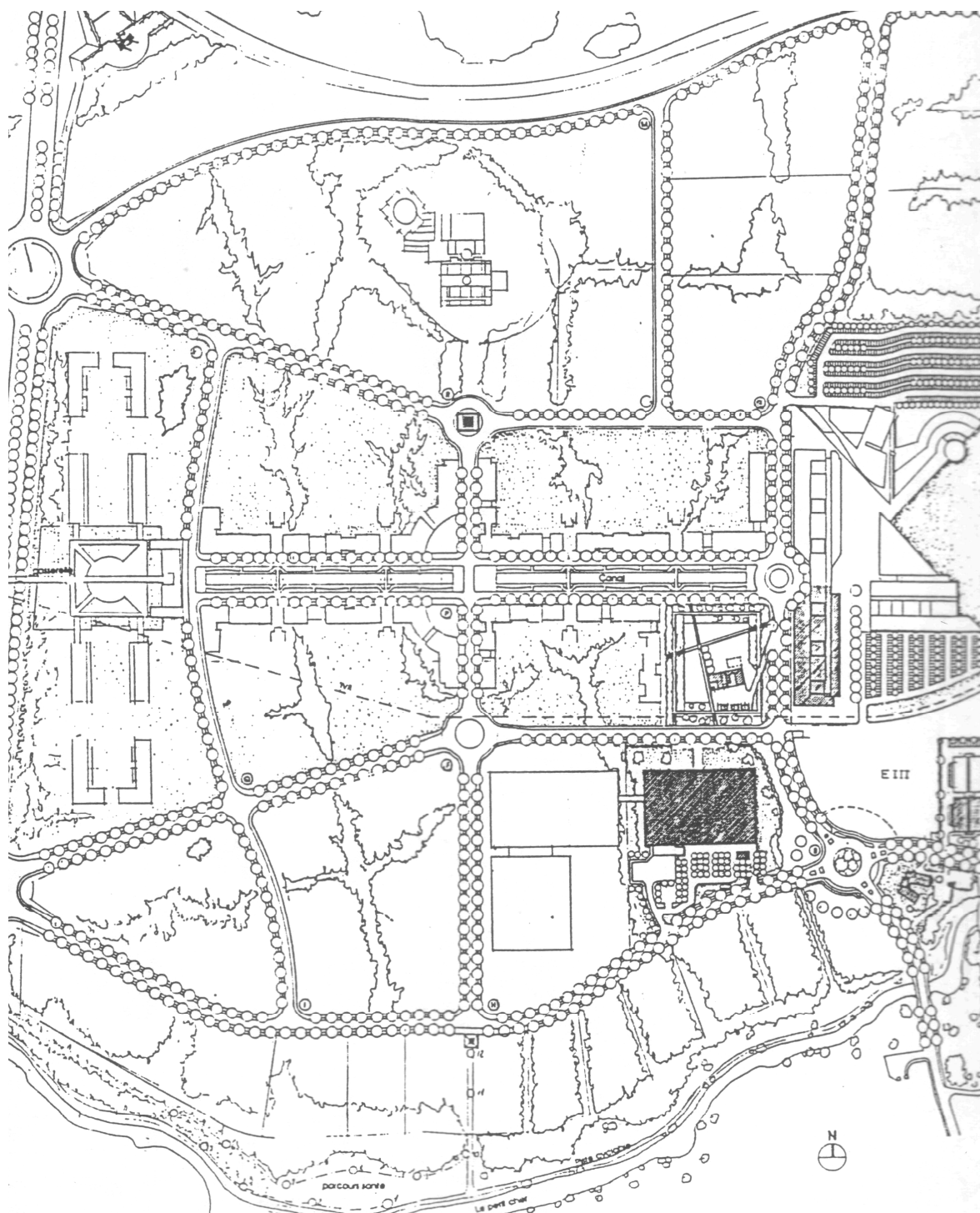
Le plan général de composition suivant⁷⁶ (**plan masse 16**), datant d'**avril 1992**, concerne la nouvelle ZAC du Technopôle de la Vallée du Cher. L'évolution des dénominations au cours du temps concernant le projet qui, d'un « parc d'activités », puis d'un « parc industriel », ensuite d'un « parc technologique », devient « technopôle », traduit cette précision, cet affinement du dessin du projet au cours du temps.

Les temporalités accompagnent les changements du dessin du projet, ses modifications, preuve d'une autonomie du projet par rapport à ses documents de planification. Dans ce schéma, les réalisations déjà effectuées ou en cours ont été intégrées (première tranche de la faculté de Droit, première tranche des ateliers relais, etc.). Les emprises futures des installations sont aussi représentées (comme l'EIII). On retrouve le tracé du T.C.S.P. présent sur l'ancien schéma de 1989, devenu le tracé du T.V.R.⁷⁷ dans le plan général de composition. Ce tracé traverse toujours longitudinalement l'espace, cependant, il diffère du tracé du T.C.S.P. car son parcours dans l'espace est moins horizontal. Il longe, par ailleurs, l'espace du projet par son côté est, suivant l'ancienne voie ferrée, comme cela était déjà le cas dans le schéma de 1989. Ce plan de composition reprend les principales caractéristiques du dessin du projet présentes depuis 1989 ou même parfois antérieur à 1989, c'est-à-dire :

- La structuration du projet autour d'un axe central Est - Ouest,
- La mise en valeur des entrées du technopôle (au niveau des carrefours giratoires sur l'avenue Pont Cher)
- La mise en valeur et la protection des abords du Petit cher,
- Le maintien du jardin autour de la maison dite « des Deux Lions »,
- L'attention particulière accordée aux espaces verts.

⁷⁶ Source : VILLE DE TOURS, SET, AUAT, ZAC Technopôle de la Vallée du Cher, rapport de présentation, juillet 1992.

⁷⁷ Transport sur Voie Réservée.



Plan masse 16 : Plan général de composition, « ZAC du Technopôle de la Vallée du Cher », avril 1992, AUAT, SET, Ville de Tours, (échelle 1/4500).

La nouvelle ZAC de 1996 connaît une modification de son périmètre par rapport à celle de 1992 : elle y intègre les rond-points d'accès de l'avenue de Pont Cher et les terrains qui seront gagnés sur le Cher. Il y a donc une évolution des délimitations spatiales de l'espace de projet, et l'apparition d'une nouvelle spatialité avec le temps. Cependant, ce périmètre ressemble fortement à celui de l'ancien projet de technopôle. Le Plan d'Aménagement de Zone de 1996 a été établi en vue de créer un quartier multifonctionnel et non plus un parc d'activités uniquement. Les raisons de ce changement sont ainsi expliquées dans le rapport de présentation de la ZAC maintenant appelée ZAC « Quartier des Deux Lions⁷⁸ »:

« Or, devant l'évolution de la conjoncture et l'échec du concept monolithique de technopôle, la ville de Tours a décidé de réorienter la nature du projet afin d'y introduire une mixité des fonctions plus importante, notamment en direction du logement et d'en faire un véritable quartier urbain. »

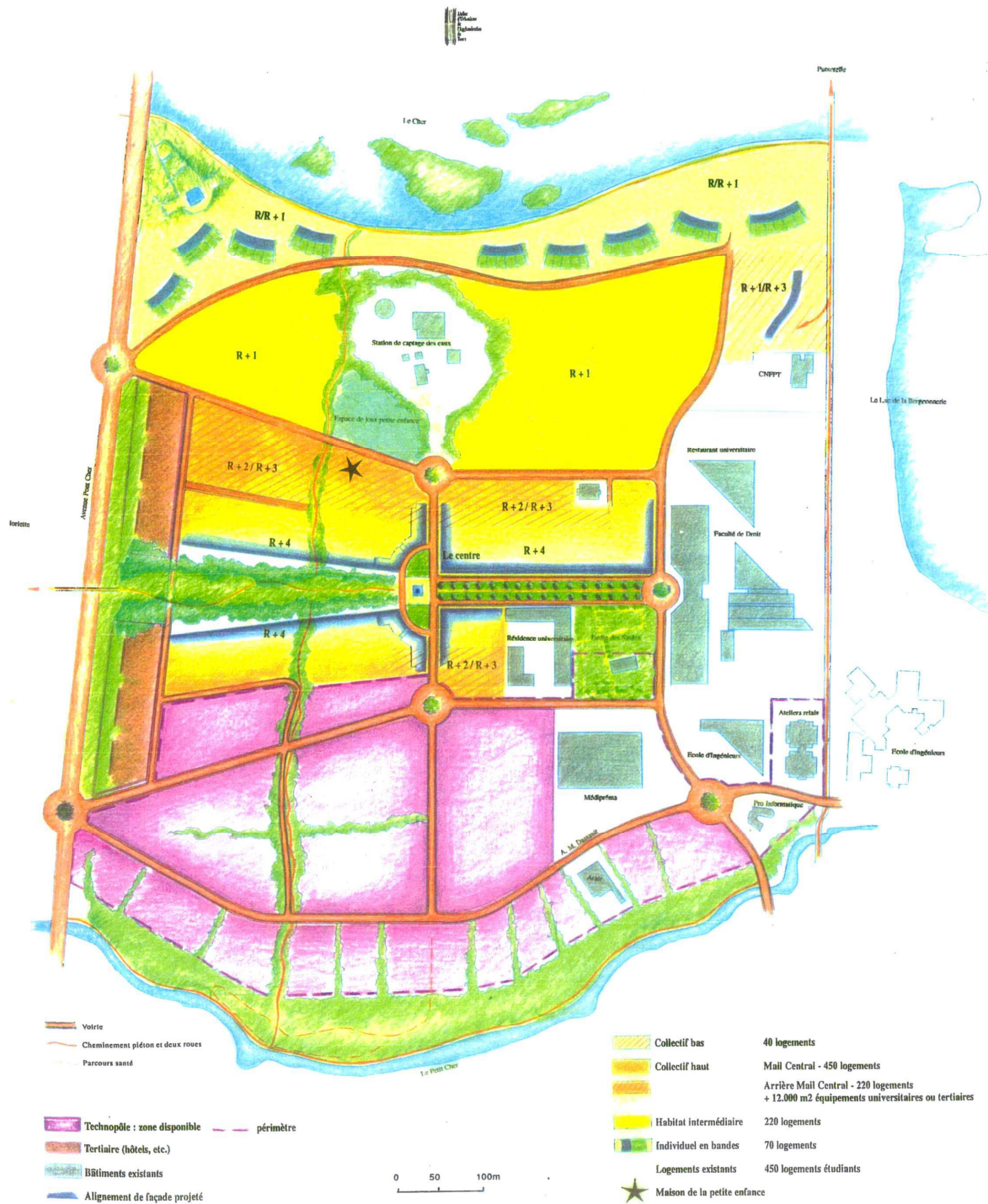
Pourtant, la limite entre ces deux projets demeure floue, comme le montre l'esquisse qui suit, datant de **1995**⁷⁹.

⁷⁸ Source : AUAT, TOURS, SET, ZAC quartier des 2 Lions, Ville de Tours, rapport de présentation, novembre 1996.

⁷⁹ Source : AUAT, TOURS, SET, ZAC quartier des 2 Lions, Ville de Tours, rapport de présentation, novembre 1996.

TECHNOPOLE

VILLE DE TOURS
Esquisse de reprise du schéma général
Septembre 1995



Plan masse 17 : « Esquisse de reprise du schéma général », septembre 1995, AUAT, Ville de Tours (échelle 1/6000).

En effet, dans cette esquisse de reprise du schéma général, la dénomination « Technopôle » est toujours présente et représentée. Le périmètre de l'espace du projet a changé comme cela a été stipulé précédemment.

Cependant, une plus grande mixité des fonctions est représentée avec des aplats de couleur pour les différents types de logements, les services, ou alors des figurés ponctuels pour les équipements (maison de la petite enfance, par exemple). Le projet de technopôle et celui du quartier se mélangent, et ne sont pas distincts sur ce plan.

Dans le schéma suivant, celui de **mai 1996**⁸⁰ (**plan masse 18**), le projet de quartier s'affirme plus fortement. La dénomination « Technopôle » disparaît complètement, et l'ancien parc technologique se trouve transformé en un « secteur d'activité » ou en un « centre de quartier ». Le parti d'aménagement du projet s'articule autour de cet axe présent dès 1989 dans les anciens schémas, qui devient le centre du quartier. On peut distinguer plusieurs zones dans cette représentation du projet :

- L'axe structurant Ouest-Est : déjà présent dans la trame urbaine du technopôle, il est destiné à créer un mouvement d'entrée dans ce nouveau quartier, où une démarche paysagère « sensible » a été adoptée (salons jardins, îlots de bois et de fleurs, etc.). La maison ancienne est conservée, autour de laquelle un jardin a été créé. On retrouve cette préoccupation de la conservation de cette maison bien avant 1996.
- Au Sud, s'étend le parc d'activités, qui introduit cette idée de flou par rapport au précédent projet, celui de technopôle. En effet, ce parc est toujours destiné à accueillir des activités de pointe.
- Au Nord, s'organisent des quartiers d'habitats.

⁸⁰ Source : AUAT, TOURS, SET, ZAC *quartier des 2 Lions, Ville de Tours, rapport de présentation*, novembre 1996.



Plan masse 18 : « Schéma d'intention », mai 1996, AUAT, Ville de Tours (échelle 1/6000).

Au sein du projet de quartier, se détachent ainsi des zones, dont certaines existaient avant la mise en place de ce projet. La frontière entre le projet de quartier et celui du technopôle demeure cependant floue. Cette idée de mixité des fonctions a par ailleurs été introduite déjà pendant l'époque du technopôle, en 1994, au moment où une étude concernant le logement était menée sur cet espace.

Le projet de technopôle et l'affirmation d'une nouvelle identité spatiale

Le projet de technopôle, cadre nécessaire pour une appropriation de l'espace

Le projet de technopôle a permis de distinguer un nouvel espace au sud de l'agglomération tourangelles. Il a servi de cadre préalable à l'appropriation de ce même espace. La création de nouvelles délimitations au fil du temps, celles des différentes ZAC successives, l'apparition de dénominations de plus en plus précises, les représentations successives du projet de technopôle dans les schémas d'aménagement ont permis la focalisation sur cet espace. Avant le projet de « Technopôle de la Vallée du Cher », cet espace était indistinct, « noyé » dans des délimitations et des dénominations globales (celle de l'ancienne « ZUP de la Vallée du Cher » créée dans les années soixante, par exemple). Les temporalités du projet ont induit différentes évolutions, évolutions qui ont mené à la création d'un autre projet, celui du quartier des Deux Lions.

Grâce au projet de technopôle, l'espace intéressé a acquis des dénominations de plus en plus précises au fil du temps. Il s'est superposé à des limites déjà existantes et il s'est inscrit dans une évolution des objectifs et des finalités. Le projet de technopôle a permis l'affirmation d'une nouvelle identité spatiale, identité récente qui s'est surtout affirmée avec le projet de quartier. Le terme même de « Deux Lions » provient de deux éléments qui préexistaient sur cet espace : cette ancienne route qui traversait l'espace, qui s'appelait « route des Deux Lions », et cette ferme ancienne, dite elle aussi des « Deux Lions ». Or, c'est avec le projet de technopôle qu'est apparu ce souci de conservation de cette maison ancienne. Il existait aussi un souci paysager très fort dans la mise en place du projet. Ces deux préoccupations ont ainsi participé à une dynamique naissante de caractérisation de cet espace.

Le projet de technopôle a été une étape préalable à la mise en place d'une nouvelle identité spatiale. Cette affirmation de l'identité d'un espace n'aurait pas pu se faire sans ces temporalités du projet, manifestations de l'autonomie du projet par rapport à ses documents de planification, sans cette souplesse présente dans le parcours du projet. Cependant, ces temporalités du projet sont aussi, dans un certain cas, synonymes aussi d'échec de ce projet qui dévie de son objet initial, trop ancré sur l'espace, trop limité à une vision communale.

Pourtant, c'est cette vision ancrée dans l'espace, induite par le projet de technopôle, qui va amener à l'affirmation de cette identité spatiale. Le projet de technopôle ne sera, en effet, qu'une étape dans l'aménagement de cet espace.

Le projet de technopôle, une étape dans l'aménagement de la plaine des Deux Lions

Le projet de technopôle n'est, en effet, qu'une étape dans la vie d'un espace, mais une étape nécessaire qui mène à la naissance du quartier des deux Lions. Il a servi d'image de marque, et il a permis une appropriation de l'espace.

A l'échelle du territoire concerné par son implantation, il apparaît à un moment de reprise des grands projets municipaux, et s'intègre donc dans l'évolution de tout un espace changeant de finalités, allant de la construction avortée d'un quartier dense d'habitation dans les années 60, en passant par la mise en place d'un parc technologique, emblème d'un combat pour l'emploi, pour arriver à la création d'un quartier mixte. Le projet de technopôle ne naît pas à un moment donné sur cet espace. Il est plutôt issu d'une transformation des finalités de l'espace, cette transformation se situant de façon floue dans le temps.

Le projet de technopôle est donc lié à l'aménagement de la Plaine des Deux Lions. Cette plaine des Deux Lions comme espace cité dans les textes fait une apparition tardive. Cette dénomination n'apparaît qu'avec le projet de technopôle qui lui confère aussi ses délimitations. Dès lors, par l'entremise du projet de technopôle, la plaine des deux Lions va se différencier de la plaine de la Gloriette, même si pourtant au départ, elle en fait implicitement partie.

Un autre exemple : Sophia Antipolis

Afin, de confirmer ou de nuancer les résultats tirés de l'étude de cas du « Technopôle de la Vallée du Cher, nous proposons un autre exemple pour vérifier certaines sous-hypothèses, et surtout celles liées à l'évolution du dessin du projet au fil du temps. La recherche de cet exemple est surtout bibliographique, et non pas basée sur une étude de terrain, pour des raisons de temps. Par ailleurs, avant de trouver cet exemple, il a fallu broser de façon large parmi différentes sources écrites, pour pouvoir choisir l'exemple le plus complet, et malheureusement, les informations étaient souvent imparfaites et limitées. Seul l'exemple de Sophia Antipolis apportait à peu près un certain nombre d'informations, cependant, ces dernières seront quand même moins développées que pour celles du projet de « Technopôle de la Vallée du Cher ». Cet exemple n'est là qu'à titre illustratif, pour apporter quelques éléments supplémentaires et extérieurs à la recherche centrée sur le projet de « Technopôle de la Vallée du Cher ».

Par ailleurs, nous avons été confronté dans cette recherche d'un exemple à plusieurs difficultés, plusieurs limites avant de pouvoir tirer les informations utiles à la problématique du mémoire:

- Les sources écrites trouvées sont, bien souvent, incomplètes, et donc, l'exemple ne pouvait pas être aussi détaillé que par rapport à celui du projet de « Technopôle de la Vallée du Cher ».
- Ces sources écrites trouvées sont, habituellement plus un historique donné du ou des projet(s), et parfois, elles sont assez loin de la problématique de recherche. Ainsi, il n'existe presque pas de référence à des documents de planification.
- Ces sources écrites, comme sources potentielles et valables dont on peut tirer l'information, sont rares et difficiles à trouver. Cette documentation bibliographique ne proposera, par ailleurs, qu'une vision du projet, celle liée à l'auteur de la source, et dans le cas de Sophia-Antipolis, exemple que nous avons choisi, on ne pourra pas parler de temporalités mais d'une temporalité (au sens d'une durée quantifiable et d'une vision unique donnée par l'auteur).

Cependant, malgré ces limites qui ont handicapé la recherche bibliographique, nous avons pu tirer quelques informations relatives à la problématique de recherche : l'exemple choisi ne sera pas complet, mais servira d'illustration supplémentaire pour démontrer, corroborer ou nuancer certaines parties des deux hypothèses essentielles : les temporalité(s) longue(s) du projet et l'évolution du dessin du projet. Notre choix d'exemple s'est donc porté sur Sophia-Antipolis, seul exemple que nous avons trouvé le plus apte à fournir des informations à peu près liées à la problématique de recherche. Par ailleurs, dans le cas de Sophia-Antipolis, les sources écrites étaient plus nombreuses, mais c'est surtout une source qui a attiré notre attention, celle de l'ouvrage de FOUICH⁸¹ sur le parcours dans le temps du projet de Sophia-Antipolis, consécuteur du rôle des acteurs qui tient une grande place dans ce projet, et même une place plus importante que celle des documents de planification (ces derniers sont beaucoup moins évoqués dans cette source écrite que les acteurs du projet).

Constitution du premier technopôle français

Le projet de Sophia Antipolis est un exemple très classique, largement utilisé et repris dans différents ouvrages. Il est aussi connu pour sa durée longue dans le temps. Cependant, il convient, avant de tirer les informations intéressantes par rapport au sujet, de présenter succinctement ce technopôle devenu technopole de par son ampleur spatiale et temporelle.

Sophia Antipolis se situe à deux grands moments de l'aménagement du territoire : pendant la décentralisation amorcée dans les années 60 (notamment ceux des grands centres de recherche scientifiques et techniques parisiens) et la régionalisation des années 80.

- Les objectifs de départ étaient de modifier les structures économiques de la Côte d'Azur, dominées alors par le tourisme et le BTP, et de créer cette « Florence du XXI^e siècle », idée chère au concepteur fondamental de Sophia Antipolis, Pierre Laffitte. Il s'agissait de créer un haut lieu d'Humanisme et de Modernité, une sorte d'agora animée où se rencontreraient savants et chercheurs, habitants de la région, enfants des écoles, touristes, industriels, et où règnerait un nouvel état d'esprit.
- L'historique sommaire de l'évolution du projet de Sophia Antipolis, qui s'étend sur une quarantaine d'années, peut être représenté ainsi :

⁸¹ FOUICH R., *Sophia Antipolis, de l'idée de 1960 aux miracles de l'an 2000*, Editions l'Etoile du Sud, Valbonne, 1997, 206p.

Etapas temporelles	description des étapes
1969-1975 : une opération d'intérêt national	<ul style="list-style-type: none"> - 1960 : Adoption d'un plan départemental d'équipement industriel. - 1962 : Création d'une Zone Industrielle Départementale. - 1968 : Création de l'Organisation d'Etudes et d'Aménagement des Alpes Maritimes (ODEAM). - 1969 : achat de 40 ha de terrains. Création de l'association Sophia Antipolis. - 1970 : création d'un GIE (groupement d'intérêt économique) : la SAVALOR, et création d'une ZAD sur le plateau de Valbonnes. - 1971 : création de la première ZAC, prolongée plus tard (140 ha) : cœur du technopôle. - 1972 : création d'une première ZAD (247 ha) et vente des terrains. Création du Syndicat Mixte pour l'Aménagement et l'Equipement du Plateau de Valbonne (SYMIVAL). - 1974 : le CIAT⁸² reconnaît le « Parc International d'Activités de Valbonne Sophia Antipolis » comme opération d'intérêt national. Opération confiée par le SYMIVAL, Maître d'ouvrage, à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Nice.
1975-1980 : la montée en puissance	<ul style="list-style-type: none"> - 1975 : poursuite de la commercialisation (implantation de Rohm et Haas) et lancement de deux premières ZAC privées. Création de la ZAC d'Antibes. - 1976 : création de la ZAC « Les Bouillides » (222 ha). Promulgation de la « Charte du Parc », qui est un engagement moral de tous les acteurs sur les conditions de l'aménagement du site et de la préservation de l'environnement. - 1977 : implantation d'Air France. - 1976 : transfert du CNRS. - 1978 : implantation du CERAM⁸³, du Searle⁸⁴.
1980-1996 : le temps des interrogations, dans le cadre de la décentralisation	<ul style="list-style-type: none"> - 1980-1990 : crise larvée entre les Communes, et la CCI⁸⁵, le SYMIVAL. - 1980 : poursuite de la commercialisation, maîtrise foncière de 1700 ha sur 2340 ha sur le parc, 1700 emplois créés, 240 logements. - 1983 : création de la ZAC de l'Eganaude (55 ha). - 1984 : Création de la Fondation Sophia Antipolis chargée de l'animation culturelle et scientifique du Parc. Création de la ZAC Funel (32 ha) et la ZAC Saint Philippe I (42 ha). - 1989 : création du Club des dirigeants. Lancement des études de faisabilité des extensions du Parc. - 1990 : décision du CIAT consacrant « la réussite d'un plan audacieux et novateur lancé au début des années 1970. » et le doublement du site de Sophia Antipolis par un accord de principe à l'aménagement de 2200 ha supplémentaires. Approbation de 4 nouvelles ZAC. - 1992-1994 : licenciements dans de grandes entreprises (Digital, Thomson Sintra), effondrement des ventes de terrains. - 1996 : signature d'un « Pacte de développement » où une « remobilisation » des acteurs est prévue (animation, investissements).
1997- ? : une technopole en pleine maturité et retour de la croissance	<ul style="list-style-type: none"> - 1997 : Signature par les partenaires de la Charte de relance du Parc de Sophia Antipolis. Le SYMIVAL s'appelle désormais SYMISA. Première technopole européenne : 1100 entreprises, 17 000 emplois, plus de 5000 chercheurs et étudiants. - 2002 : Naissance de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis.

Tableau 8 : Historique sommaire de l'évolution de la technopole.

⁸² Conseil Interministériel d'Aménagement du Territoire.

⁸³ Centre d'Enseignement et de Recherche Appliquée au Management.

⁸⁴ Centre de recherche pharmaceutique.

⁸⁵ Chambre de Commerce et d'Industrie.

- La structure des activités concernant Sophia Antipolis permet de distinguer trois sous-systèmes principaux, répartissant les activités autour des domaines suivants :
 - 1) L'informatique, les télécommunications et l'électronique, qui constituent le secteur le plus important dans Sophia Antipolis et toujours en progression.
 - 2) La pharmacologie, la chimie et la biologie.
 - 3) L'énergie.
- Plusieurs acteurs principaux sont concernés, par ailleurs, par ce projet, intervenant de façon continue au fil du temps, ou alors à des périodes du projet. Sophia Antipolis, en effet, par son ampleur, ne pouvait être une simple entreprise privée. Elle est donc une œuvre collective, une opération d'intérêt communal, départemental, régional et national. On différencie donc plusieurs acteurs principaux :

1) L'Association Sophia Antipolis (actuelle Fondation Sophia Antipolis)

Créée en 1969, la formule d'une association régie par la loi de 1901 fut jugée la plus souple pour concrétiser l'idée de Sophia Antipolis, en attendant le consensus de plusieurs autres acteurs (ministères et communes). Privée, elle démarra l'opération avec l'accord et l'aide des Pouvoirs Publics. Elle se fit seconder par un Groupement d'Intérêt Economique, la SAVALOR. Elle fut chargée de l'animation scientifique et culturelle. Elle se transforma par la suite en Fondation. Cette association de caractère scientifique et culturel a pour objectif essentiel l'installation et le fonctionnement d'Instituts, Laboratoires et Centres de Recherches Scientifiques et Techniques dans la Région. Son action consistera en études diverses et en interventions en vue de favoriser l'implantation et le fonctionnement du complexe scientifique.

2) Le SYMIVAL (actuel SYMISA)

Syndicat mixte créé en 1972, le SYMIVAL fut le responsable de l'ensemble des 2300 hectares qu'il fallait aménager pour que l'opération puisse transformer profondément l'économie des Alpes-Maritimes. Structure publique, il fédéra le Département, les communes territorialement concernées, la CCI, la Chambre d'Agriculture. Il fut l'aménageur principal de Sophia Antipolis mais ni l'Etat, ni parfois la Région ne se désintéressent de l'opération. Il fut chargé de l'acquisition des terrains, de leur mise en état de viabilité et de leur rétrocession en vue d'implantations diverses, notamment d'entreprises industrielles ou d'établissements du tertiaire, de la planification générale de l'opération et de la coordination des actions.

3) L'Etat

Il fut l'un des principaux acteurs de Sophia Antipolis en terme d'investissements, de planification du projet, de décisions concernant le parti d'aménagement, de travail de concertation suscité entre les différents acteurs. Il fut représenté dans l'opération par l'intermédiaire de l'action de la DATAR, des préfets, de la Mission Interministérielle et de nombreux services. L'Etat est à l'origine de la mise en place du projet sophilopolitain, dans le cadre de la décentralisation de laboratoires parisiens en Province. Le CIAT porta ainsi l'opération au départ locale à un niveau national en 1974. Cependant, depuis la décentralisation, l'Etat ne peut plus jouer le même rôle qu'auparavant. D'autres acteurs vont prendre plus d'importance comme la Région.

Intérêt de cet exemple par rapport à la problématique de recherche

Nous pouvons tirer plusieurs informations liées à la problématique de recherche, à cette autonomie du projet se manifestant par ses temporalités. Ainsi, au niveau de la temporalité longue du projet, cette hypothèse se vérifie là aussi dans le cas de Sophia Antipolis, avec une certaine évidence.

Temporalité longue du projet Sophia Antipolis

- **L'idée originale du projet.**

Concernant la borne amont du projet, on peut la faire remonter jusqu'en 1960, époque où Pierre Laffitte, ingénieur en chef des Mines, Sous directeur de l'Ecole Nationale des Mines de Paris, fondateur du projet de Sophia Antipolis, lançait déjà l'idée de la décentralisation, autour de Paris, de grands centres de recherche scientifiques et techniques français. Cette idée se situait dans un contexte où la décentralisation commençait à être amorcée. En effet, en 1955, un Comité de Décentralisation est créé pour tenter de remédier à l'hypertrophie de la capitale parisienne et pour inciter les collectivités locales à favoriser leur développement économique en se dotant de zones industrielles.

Cependant, c'est en 1969, que Pierre Laffitte, expose pour la première fois ce projet dans la presse : il s'agissait de créer une ville de 20 000 chercheurs, qui se bâtirait, vers 1980 autour d'un Centre d'Etudes envisagé par l'Ecole des Mines de Paris. Cet établissement était envisagé comme étant le premier pôle d'une série aboutissant à l'inversion du mouvement du XV^{ième} siècle, qui avait fait passer du midi au nord, les grands foyers de la science et de la culture.

- **Succession de plans, de chartes, et de programmes et temporalité longue du projet.**

Le projet Sophia Antipolis s'inscrit donc dans une temporalité très longue, s'étendant, de 1969 jusqu'à aujourd'hui, soit près d'une quarantaine d'années. Il va sans dire que cette temporalité longue du projet a été consécutive d'une succession dans le temps de documents de planification, de chartes, de programmes. Ces derniers ont donc une temporalité beaucoup plus courte que celle du projet Sophia Antipolis.

L'opération de Sophia Antipolis a ainsi vécu au travers de différents documents, de planification ou contractuels comme le Plan départemental d'équipement industriel de 1960, les Plans Nationaux (notamment le VI^e Plan couvrant la période de 1971 à 1975 et le IX^e Plan de 1986 à 1988), les contrats de plans Etat - Région, le contrat de plan particulier au Pôle Technologique Régional de 1984, les différentes chartes du parc (notamment celle de 1976), etc.

- **Inversion du rapport du projet avec la planification.**

Cette succession de documents de planification et contractuels, par rapport à la temporalité longue du projet Sophia Antipolis, est ainsi un indice de la problématique de recherche, celle d'une inversion du rapport du projet avec la planification. Cela se vérifie surtout au niveau des Plans Nationaux par rapport au projet Sophia Antipolis. Si cette planification est encore largement héritée d'une conception traditionnelle de ce rapport entre le projet et ses documents de planification, il n'empêche que ces mêmes documents justifient à posteriori la mise en place du projet.

Par exemple, lors de la préparation du VI^e Plan, on a tenu compte d'un projet vu d'abord à moyen terme, celui du Centre Scientifique de Valbonne Sophia Antipolis. La préparation de ce plan devait servir à conforter le projet : le préfet d'Alpes Maritimes et le Conseil Général ont ainsi vu dans cette préparation du Plan, l'opportunité pour relancer l'activité économique départementale qui reposait principalement sur le tourisme. Cette primauté du projet par rapport à la planification, se retrouve dans les propos d'un des membres du Conseil Général des Alpes-Maritimes, Mr. BOSIO qui affirmait en 1982, à l'époque des premières lois de décentralisation : « *Sophia Antipolis est la plus grande œuvre jamais accomplie (dans ce Département) ; quels que soient les gouvernements, Sophia Antipolis demeurera au-dessus de la politique et restera l'œuvre maîtresse...* »

Evolution du dessin du projet

Au niveau de l'évolution dessin du projet, on peut aussi remarquer un certain nombre d'éléments :

▪ L'évolution de l'échelle spatiale du projet

Le projet, au départ, se cantonne à une échelle communale, celle de Valbonne, pour dépasser ensuite cette échelle lorsque l'opération est reconnue d'intérêt national par le CIAT en 1974. A partir de là, l'opération s'étend spatialement à d'autres communes, cette extension spatiale changeant l'échelle du projet qui devient intercommunale. C'est en ce sens que le projet de Sophia Antipolis ne peut être qualifié de « projet complexe » comme pour le projet de « Technopôle de la Vallée du Cher » : il dépasse ce cadre et possède un caractère global, les effets de ce projet se répercutant même au niveau national et européen, par la suite.

De nouvelles spatialités naissent donc au fil du temps, participant à ce caractère global du projet : il s'agit de la création des différentes ZAC constitutives du projet qui vont elles aussi naître, perdurer dans le temps ou disparaître. Ainsi, en 1971, la première ZAC apparaît et se confond avec le périmètre de départ du projet (technopôle). Ensuite, l'extension volontaire de Sophia Antipolis va faire apparaître d'autres spatialités : ZAC d'Antibes en 1975, ZAC « Les Bouillides » en 1976, ZAC de l'Eganaude en 1983, ZAC Funel et ZAC Saint Philippe I en 1984, etc. Ces nouvelles spatialités vont ainsi transformer le caractère même du projet qui, de technopôle va devenir technopole.

▪ L'évolution des dénominations

La temporalité longue du projet de Sophia Antipolis accompagne, par ailleurs, un autre type d'évolution, celle des dénominations du projet, consécutive d'une évolution des dénominations des acteurs impliqués dans le projet. Le projet va ainsi s'appeler successivement : « Sophia Antipolis » et « Grande Cité Européenne de la Science au Soleil » à la fin des années 60, « Centre Scientifique de Valbonne Sophia Antipolis » dans les années 70, « Parc International d'Activités de Valbonne » en 1974, « Parc International d'Activités de Valbonne Sophia Antipolis » à partir de 1985, etc. Cette évolution des dénominations du projet est aussi consécutive d'une évolution des dénominations des acteurs concernés par le projet : le SYMIVAL devient SYMISA en 1997 et l'Association Sophia Antipolis devient la Fondation Sophia Antipolis en 1984, par exemple. Cependant, ce changement des dénominations accompagne aussi un autre type d'évolution, celle liée aux orientations d'aménagement du projet.

▪ **L'évolution des orientations d'aménagement du projet**

Le schéma d'aménagement du Parc de Valbonne en 1974 visait la qualité, l'exemplarité et l'originalité. Il a mis en avant des principes d'aménagement qui vont perdurer tout au long du projet, à savoir la place importante accordée aux espaces verts (ceinture d'espaces verts naturels comme le Parc forestier de la Valmasque ou le Parc de la Brague et espaces verts interstitiels), une urbanisation limitée et contrôlée avec l'implantation de zones d'activité et de logements divers. Ce schéma d'aménagement s'inscrit dans une nouvelle dynamique affectant le projet de Sophia Antipolis. Si, en effet, au départ, le projet était surtout orienté vers la création d'un centre de recherche, cette optique change dans les années 70 : dès lors, il s'agit d'étendre et de protéger le plateau de Valbonne pour en faire non seulement une cité scientifique, mais aussi un ensemble touristique, résidentiel et forestier. Industries, centre de loisirs et de sports, zones d'habitation et d'aménagement de la forêt vont alors se succéder sur cet espace en devenir et en extension.

On voit donc combien certains éléments que nous avons retrouvé pour l'étude du projet de technopôle de la Vallée du Cher (évolution des dénominations, des objectifs, des échelles spatiales, temporalités longues et borne amont du projet) se retrouvent aussi dans cet exemple concernant Sophia Antipolis.

Conclusion

En caractérisant les temporalités du projet comme temporalités longues et à la fois comme temporalités accompagnant et modifiant le dessin du projet, il s'agissait pour nous de s'attacher à l'étude de ce rapport inversé entre le projet et ses documents de planification. Les temporalités sont, en effet, un indice de l'autonomie du projet par rapport à ces documents de planification.

Faut-il pour autant décrier cette autonomie ? Faut-il voir par là l'échec de toute planification ? S'il est vrai qu'une trop grande autonomie du projet, une trop grande souplesse du projet qui en résulte peut mener à l'échec du projet, il faut, cependant, accepter cette part de l'incertain à l'œuvre dans le projet.

Il est, en effet, impossible de prévoir tout jusque dans les moindres détails. Surtout, il faut changer cette vision du temps, qui, si elle est diversifiée selon chaque acteur (les temporalités), n'en demeure pas moins négative.

Le temps est souvent vu comme une contrainte, un délai à respecter, quelque chose d'extérieur presque au projet, et que l'on pourrait découper en tranches comme un planning bien encadré. Les temporalités longues du projet sont souvent vues comme une faiblesse, synonyme d'inefficacité des documents de planification. A quoi bon planifier si l'objet qui doit concrétiser les objectifs à long terme échappe à ces objectifs ensuite ou s'en dévie ?

L'utilité de cette recherche va donc se manifester par rapport à l'opérationnel concret. Il s'agit de faire évoluer cette vision du projet d'aménagement au niveau des acteurs, c'est-à-dire au niveau du groupe de projet et du groupe des habitants. En ayant une meilleure connaissance du projet, les acteurs doivent accepter cette dimension temporelle propre au projet. Par rapport à cette complexité du projet d'aménagement, liée à cette multidimensionnalité, les acteurs ne peuvent, en effet, échapper à cette dimension temporelle aussi évidente que sa dimension spatiale.

Cette complexité, cette multidimensionnalité, cette autonomie du projet par rapport aux documents de planification renvoient, par ailleurs, à un autre aspect du projet : celui du flou du projet (flou dans les objectifs, dans ses représentations graphiques, dans ses dénominations fluctuantes au fil du temps, dans ses limites spatiales, etc.). Avec le temps, des acteurs s'agrémentent ou se détachent du projet, apportant leurs visions d'acteurs sur le projet mais aussi étant influencés par le projet et par d'autres projets qui peuvent s'y raccrocher.

Malheureusement, une trop grande complexité du projet, un trop grand flou crée du désintérêt de la part des habitants. Si les aménageurs doivent accepter cette part de l'incertain à l'œuvre dans le projet, qu'en est-il des habitants ? C'est là que réside la plus grande difficulté car il paraît ardu de faire accepter cette dimension temporelle longue du projet aux habitants, qui se sentiront déconnectés par rapport au projet, s'en désintéresseront.

Toute la question de la participation des habitants au processus du projet est donc posée. Elle est une interrogation délicate, car s'il faut accepter cette part de souplesse, de capacité d'adaptation du projet, il ne faut pas pour autant refuser toute idée de planifier car l'anticipation est une dimension fondamentale du projet. Il s'agit donc d'un entre-deux à trouver pour la conduite de projet en aménagement.

Bibliographie

Ouvrages généraux

MERLIN P., CHOAY F., *Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement*, PUF, 2^e édition, Paris, 1996, 863 p.

Ouvrages et travaux imprimés théoriques

BALIAN R., BALIBAR F., BARREAU H., PIETTRE B., *Le temps et ses représentations*, L'Harmattan, Collection Les Rendez-Vous d'Archimède, Paris, 2001, 284p.

BOULIN J. Y., DOMMERGUES P., GODARD F., *La nouvelle aire du temps*, Editions de l'Aube, DATAR, Collection Bibliothèque des Territoires, La Tour d'Aigues, 2002, 277p.

BOUTINET J.P., *Anthropologie du projet*, Presses Universitaires de France, collection Quadrige Manuels, Paris, 2005, 406 p.

BOUTINET J.P., *Psychologie des conduites à projet*, Presses Universitaires de France, Collection Que sais-je ? Paris, 1999, 128 p.

CHEVALIER B., GUIGOU J.-L., *Planification par projet et organisation des territoires*, L'Harmattan, Paris, 1999, 189 p.

INGALLINA P., *Le projet urbain*, PUF, Collection Que Sais-Je ? Paris, 2001, 127 p.

JANVIER Y., *L'aménagement urbain face aux nouveaux enjeux de société. Evolution des concepts, rénovation des outils*, Rapport de synthèse, METT, Direction des affaires économiques et internationales, Mission Prospective, 1995, 49 p.

JANVIER Y., "Crise de l'aménagement et transformations des temporalités de l'action publique", in MAY N., VELTZ P., LANDRIEU J., SPECTOR T. (dir.), *La ville éclatée*, La Tour d'Aigues: Editions de l'Aube, 1998, pp. 304-313.

LATOURE B., « FAKTURA de la notion de réseaux à celle d'attachement » in MICOUD A., PERONI M., *Ce qui nous relie*, Editions de l'Aube, La Tour d'Aigues, 2000, p 189-200.

LEPETIT B., PUMAIN D., *Temporalités Urbaines*, Editions Economica, Collection Villes, Paris, 1993, 316 p.

OBADIA A., *Entreprendre la ville, Nouvelles temporalités - Nouveaux services*, Editions de l'Aube, 1997, 468p.

TOUSSAINT J.-Y., ZIMMERMANN M., *Projet urbain : ménager les gens, aménager la ville*, P. Mardaga, Collection architecture + recherches, Sprimont, 1998, 201 p.

VOLVEY A., BRETAGNOLLE A., DJAMENT G., HOYAUX, A.-F., VRAC M., *Echelles et temporalités*, Atlande, Collection Clefs Concours, Neuilly-sur-Seine, 2005, 239p.

GWIAZDZINSKI L., ZELDIN T., EMMANUELLI Z., *La ville 24 heures sur 24*, Editions de l'Aube, DATAR, Collection Bibliothèque des Territoires, La Tour d'Aigues, 2003, 253 p.

Ouvrages sur Tours

Collectif, *Développement économique et projet urbain en région Centre*, Pôle d'initiative Régional en région Centre, Maison des Sciences de la Ville, de l'Urbanisme et des Paysages, novembre 1998, 36 p.

LUSSAULT M., *Tours : Images de la ville et Politique urbaine*, Collection Sciences de la Ville, n°3, 1993, 417 p.

Travaux universitaires

BOSSE P.-Y., BOUTILLON A., CAM M.-L., DUPUY G., GAULTIER H., GENIBRE M., GERMEREAU A., GUIMAS L., MEROUR A., TCHOBANIAN B., *Diagnostic de l'aménagement paysager des Rives du Petit Cher sur le quartier des 2 Lions*, atelier MAG3, CESA, 2001-2002, 63 p.

BRICAULT M.-E., *L'aménagement de la plaine des Deux Lions et la question de la complexité*, Mémoire de recherche MAG3, CESA, 1997-1998, 82 p.

DANIELOU V., *Logement et temporalités ou la difficulté à anticiper les besoins en urbanisme*, Mémoire de recherche MAG3, CESA, septembre 2001, 119 p.

Ouvrages, travaux imprimés sur les technopoles et les technopôles

ACOSTA R., BOUZIZ A., CZARZASTY M., *Le parc d'activités technologiques « Europarc-Créteil »*, IUP, Créteil, 1989, 157p.

BERNARDY DE SIGOYER M., BOISGONTIER P., *La technopole, une certaine idée de la ville, enquête sur d'étranges attracteurs urbains*, L'Harmattan, Paris, 1996, 254p.

BRAZEILLES P., *Evaluation d'une opération technopolitaine : Château Gombert*, Centre d'économie régionale, collection Note de recherche - Centre d'économie régionale, Aix-en-Provence, 1997, 19p.

Etude à l'attention de la DATAR, *Vingt technopoles, un premier bilan*, La documentation Française, DATAR, Ministère de l'Aménagement du Territoire et des Reconversions, Paris, 1990, 214 p.

FAURE P., VIDAL H., POLLARD H., TAMBOURIN P., *Genopole d'Evry et l'expérience de 10 technopôles françaises*, Genopole, Evry, 1999, 64p.

FOUCH R., *Sophia Antipolis, de l'idée de 1960 aux miracles de l'an 2000*, Editions l'Etoile du Sud, Valbonne, 1997, 206p.

HUET N., *Un projet de biotechnopôle pour améliorer l'attractivité économique de l'agglomération rémoise*, mémoire DESS Urbanisme et Aménagement, Université Paris VIII, 2005, 88p.

JAGOUÉIX G., *Aménagement d'un techno-pole B.T.P. sur les hauts de Garonne*, mémoire DESS Aménagement du Territoire et Economie du développement local, Bordeaux, 1991, 69p.

JALABERT G., THOUZELLIER C., *Villes et Technopoles, Nouvelle industrialisation, Nouvelle urbanisation*, Centre Interdisciplinaire d'Etudes Urbaines (CIEU-URA 1146) Presses Universitaires du Mirail, Toulouse, 1990, 506p.

Articles de périodiques

BONFIGLIOLI S., « Ville et temporalités urbaines » dans le n°304 de la revue Urbanisme, Les Publications d'Architecture et d'Urbanisme, janv.-févr. 1999, p 23-25.

HERNANDEZ F., « Le PDU ou la rencontre des projets opérationnels. La planification des déplacements à Marseille. » dans le n° 14 de la revue Alinéa, Trapèzes éditions, octobre 2003, p 104-124.

LATOUR B., « Morale et technique : la fin des moyens » dans le n° 100 de la revue Réseaux, 1999, p 39-58.

Articles électroniques

BULEON P., « Spatialités, temporalités, pensée complexe et logique dialectique moderne » dans la revue électronique Espacetemps.net, Textuel, 01.05.2002.

STOCK M., « L'habiter comme pratique des lieux géographiques. » dans la revue électronique Espacetemps.net, Textuel, 18.12.2004.

Documents de planification et de règlement

Les Schémas Directeurs

Plan d'Urbanisme Directeur du groupement d'urbanisme de Tours (juin 1970).

Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme (décembre 1972).

Schémas Directeurs d'Aménagement et d'Urbanisme (1982 et 1983).

Dossier d'anticipation (1992) au Schéma Directeur de l'Agglomération Tourangelle.

Schéma Directeur de l'Agglomération Tourangelle (décembre 1993).

Les Plans d'Occupations des Sols

Plan d'Occupation des Sols, Tours Sud Val de Loire, 1976.

Plan d'Occupation des Sols, Tours Sud Val de Loire, 1978.

Plan d'Occupation des Sols, Tours, 1982.

Plan d'Occupation des Sols, Tours, 1983.

Plan d'Occupation des Sols, Tours, 1985.

Plan d'Occupation des Sols, Tours, 1986.

Plan d'Occupation des Sols, Tours, 1988.

Plan d'Occupation des Sols, Tours, 1989.

Plan d'Occupation des Sols, Tours, 1991.

Plan d'Occupation des Sols, Tours, 1992.

Plan d'Occupation des Sols, Tours, 1997.

Plan d'Occupation des Sols, Tours, 2003.

Les rapports de présentation des ZAC

AUAT, *Aménagement de la Vallée du Cher, Parc Technologique, ZAC, étude d'impact*, 1989.

AUAT, *Aménagement de la Vallée du Cher, Parc Technologique, ZAC, note de présentation*, 1989.

VILLE DE TOURS, SET, AUAT, *ZAC Technopôle de la Vallée du Cher, rapport de présentation*, juillet 1992.

AUAT, TOURS, SET, ZAC, *Technopôle de la Vallée du Cher, concertation préalable, note de présentation*, janvier 1996.

AUAT, TOURS, SET, ZAC *quartier des 2 Lions, Ville de Tours, rapport de présentation*, novembre 1996.

AUAT, TOURS, SET, ZAC *quartier des 2 Lions, étude d'impact*, novembre 1996.

AGENCE D'URBANISME DE L'AGGLOMERATION DE TOURS, TOURS, SET, *Ville de Tours, ZAC des 2 Lions, rapport de présentation*, octobre 2003.

AGENCE D'URBANISME DE L'AGGLOMERATION DE TOURS, TOURS, SET, *Ville de Tours, ZAC des 2 Lions, modification du PAZ, rapport de présentation*, octobre 2004.

Etudes techniques

VILLE DE TOURS, AUAT, CABINET D'ETUDES ENVIRONNEMENT ET PAYSAGE, LABORATOIRE NATIONAL D'HYDRAULIQUE, *Aménagement de la Vallée du Cher, étude d'impact*, septembre 1986.

VILLE DE TOURS, SET, SERVICES TECHNIQUES MUNICIPAUX, EDF, *Dossier d'enquête hydraulique, Aménagement de la Vallée du Cher, Parc Technologique*, juillet 1989.

AUAT, Tours, *Etude de faisabilité d'implantation de logements sur le technopôle*, juin 1994.

AUAT, *Etude de faisabilité d'implantation de logements sur le technopôle, révision du programme initial*, septembre 1994.

DDE INDRE-ET-LOIRE, *Pont Saint Sauveur sur le Cher à Tours (RN 86), travaux de confortement des fondations, demande d'autorisation au titre de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau et décrets n°93-742 et 93-743 du 29 mars 1993*, juin 1995.

SET, SAGE, *Ballan Miré Aménagement du Grand Moulin*, dossier de demande d'autorisation, juin 1996.

GROUPE ORNITHOLOGIQUE DE TOURAINE, *Evolution de la faune du quartier des « 2 Lions » à Tours entre 1989 et 1996*, septembre 1996.

Plans/ Schémas/ documents cartographiques

VILLE DE TOURS, *Aménagement de la Vallée du Cher*, septembre 1986.

MAIRIE DE TOURS, *Implantation de la Faculté de Droit sur le Site du Technopôle de la Vallée du Cher*, réunion du 26 janvier 1990, 5p.

AUAT, VILLE DE TOURS, *Parc technologique de la Vallée du Cher*, Plan général, janvier 1992.

AUAT, *Parc technologique, boulevard central*, mars 1992.

AUAT, VILLE DE TOURS, SET, *ZAC du parc technologique de la Vallée du Cher*, Plan d'aménagement des zones, mars 1992.

AUAT, VILLE DE TOURS, SET, *ZAC du parc technologique de la Vallée du Cher*, Plan d'aménagement des zones, avril 1992.



Ecole Polytechnique de l'Université de Tours
Département Aménagement

35, allée Ferdinand de Lesseps
37 200 TOURS

*Master 2 Recherche Aménagement et Récomposition Territoriale / Magistère 3^{ième} année en
Aménagement*

Année universitaire 2005-2006

<p>ANNEXES</p>

ANNEXE I : L'aménagement de la plaine des Deux Lions dans les Schémas Directeurs.

Documents de planification et d'urbanisme	Dénominations de cet espace	Objectifs des documents de planification et projet(s) concerné(s) lié à l'aménagement de cet espace	Représentations de cet espace sur les cartes
<p>Plan d'Urbanisme Directeur du groupement d'urbanisme de Tours (juin 1970)</p> <p>1) <u>publication</u> : 23 mars 1964</p> <p>2) <u>communes concernées</u> : Tours, Saint-Cyr, La Membrolle sur Choisisse, Rochecorbon, Fondettes, Saint-Pierre-des-Corps, Parçay-Meslay, La Ville aux Dames, Saint Avertin, Chambray-les-Tours, Joué-lès-Tours, La Riche.</p>	<p>Il n'y a <u>pas de dénominations directes</u> de cet espace. Seules des dénominations globales sont présentes.</p> <p>1) <u>dans le texte</u> : Vallée du Cher, ZUP de la Vallée du Cher.</p> <p>2) <u>sur la/les carte(s)</u> : pas de dénominations et absence du nom « Deux Lions ».</p>	<p>1) <u>Objectifs</u> liés à l'aménagement de cet espace : centrés essentiellement <u>autour du logement</u> (forte croissance démographique de l'agglomération, demande forte en logements, développement de l'urbanisation).</p> <p>2) <u>Projet de la ZUP de la Vallée du Cher</u> (l'espace concerné s'inscrit dans la continuité de cette ZUP) : achèvement vers 1985 des zones à urbaniser par priorité (la Vallée du Cher), extensions complémentaires importantes au contact des opérations en cours de Tours Nord et de Joué-lès-Tours en direction du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, dessertes des zones d'extension.</p> <p>La ZUP est reconnue comme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>une zone affectée à l'habitation</u> : une zone de plan masse où l'établissement des projets se fera dans des délais rapides du à l'état d'avancement des études, à la situation particulière des opérations envisagées et à la connaissance du programme à réaliser. (Plan d'Urbanisme, rapport de présentation). - <u>un des nouveaux centres périphériques</u>, participant au développement du centre urbain de Tours. (Plan d'Urbanisme, rapport de présentation) 	<p>Pour le plan masse :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Quadrillage recouvrant l'espace concerné</i> - <i>Signes ponctuels</i> (deux triangles noirs) <i>situés à proximité de l'espace concerné</i> - <i>Plage avec motif située à proximité de l'espace concerné</i> - <i>Lettres (N, T, S, Pt, P)</i> <p>Cet espace prévu pour être <u>une zone d'habitation à densité forte</u>.</p> <p>L'espace est situé entre <u>deux centres d'activités tertiaires</u> : la population active dans le tertiaire a augmenté d'où l'idée de créer des zones pour l'implantation d'activité tertiaires.</p> <p>L'espace est à proximité <u>d'une zone de sports ou de loisirs</u> (actuelle zone du « Lac » et parc Honoré de Balzac), comprenant des <u>grands équipements</u> (N : sports nautiques de plein air, T : transports, S : Stade, Pt : centre de télécommunications, P : grands parkings).</p>

<p>Schéma Directeur des Structures de 1965 (commentaire contenu dans le SDAU de 1972)</p> <p>Lancement à titre expérimental mais la procédure est interrompue avec la LOF de 1967 (mise en place des SDAU et des POS).</p>	<p>Il n'y a <u>pas de dénominations directes</u> de cet espace. Seules des dénominations globales sont présentes.</p> <p>1) <u>dans le texte</u> : Vallée du Cher.</p> <p>2) <u>sur la carte</u>: pas de dénominations et absence du nom « Deux Lions ».</p>	<p>1) <u>objectif</u> : l'espace concerné s'inscrit dans l'objectif d'urbanisation et d'aménagement de la Vallée du Cher.</p> <p>2) <u>projets</u> : Le schéma a servi de <u>cadre aux études des zones opérationnelles d'habitation</u> et de certaines infrastructures et a permis la réservation de certaines trouées.</p> <p>La Vallée du Cher est <u>une des zones de développement retenues</u> (Vallée du Cher et Tours Nord).</p>	<p><u>Pour la carte du Schéma directeur des Structures :</u></p> <p>- <i>Signes ponctuels</i> (triangle, étoile) <i>concernant l'espace</i></p> <p>- <i>Plage grisée recouvrant l'espace concerné</i></p> <p>- <i>Plages avec motifs situés à proximité de l'espace concerné</i></p>	<p>Cet espace ferait parti d'un des quatre <u>centres urbains principaux</u> (forme d'un triangle) sur l'agglomération. Il comporterait un <u>centre administratif local</u> (étoile).</p> <p>Ce serait un <u>quartier dense</u> d'habitation (plage grisée).</p> <p>L'espace concerné est à proximité d'<u>espaces verts</u> à préserver (zone actuelle du Lac, actuel Parc Honoré de Balzac).</p>
<p>Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme (décembre 1972)</p> <p>1) <u>mise en place du SDAU</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - constitution de la commission locale du SDAU (20 octobre 1969) - résumé des informations des études préalables menées par la DDE (1970 : livre Blanc provisoire de l'Agglomération Tourangelle) - réunions et mise au point des trois 	<p>Il n'y a <u>pas de dénominations directes</u> de cet espace. Seules des dénominations globales sont présentes.</p> <p>1) <u>dans le texte</u> : « Vallée du Cher »; « ZUP de la Vallée du Cher ».</p> <p>2) <u>sur la carte</u>: pas de dénominations et absence du nom « Deux Lions ».</p>	<p>1) <u>Objectifs</u> liés à l'aménagement de cet espace :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>implanter des secteurs nouveaux d'habitation</u> (comme dans la Vallée du Cher) pour répondre à la forte croissance de l'agglomération tourangelle et limiter la croissance démographique (faible densité d'habitat) : <p>39 000 logements nouveaux sont à créer pour 1980 : 25 000 de ces logements se trouveront dans des zones d'aménagement approuvées déjà lancées, 4000 dans de nouvelles zones d'aménagement concerté, les 10 000 restant seront répartis de manière diffuse.</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>développer le noyau central actuel de services et de commerces</u> (question d'accessibilité et dispersion des zones d'activités et des services résidentiels) élargi progressivement à toute la Vallée 	<p><u>Pour l'ensemble des schémas de développement géographique:</u></p> <p>- <i>Pointillés recouvrant l'espace concerné</i></p> <p>- <i>Signes ponctuels (étoile et points) situés à proximité de l'espace concerné</i></p> <p>- <i>Lignes de différentes épaisseurs traversant l'espace</i></p> <p>- <i>plages recouvertes de tirets à proximité de l'espace concerné</i></p>	<p>Schémas de développement géographique suivant des hypothèses d'évolution démographique.</p> <p><u>Schéma 1a :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> -hypothèse 450 000 habitants -<u>mode développement géographique n°1</u> : utilisation de tous les sites favorables de l'agglomération. <p>L'espace concerné comporte : 2 carrés de pointillés (1 carré =20 ha, env. 1000 log) : des <u>logements nouveaux</u> sont prévus (urbanisation concertée), ce serait de l'habitat concentré.</p> <p>Il est à proximité d'<u>équipements de loisirs</u> (forme d'une étoile) et d'<u>activités tertiaires</u> projetées (forme de 4 points) situées sur une voie interquartiers.</p> <p><u>Schéma 2a :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> -hypothèse 450 000 habitants - mode développement géographique n°2: regroupement des zones d'habitation nouvelles dans une seule zone. <p>L'espace concerné comporte : 3 à 4 carrés de pointillés (1</p>

<p>planches du SDAU (état actuel, long terme, première phase de réalisation).</p> <p>- adoption en 1972</p> <p>2) <u>Nombre de communes concernées</u> : 31 communes</p>		<p>du Cher pour développer le rôle de capitale régionale et de ville d'appui du bassin parisien :</p> <p>Les besoins en emplois tertiaires sont estimés entre 1968 et 2000 à 64 000 pour l'ensemble de l'agglomération.</p> <p>- préserver le cadre de vie en <u>interpénétrant le site naturel actuel et les extensions urbaines</u> : constitution d'une ceinture verte et des zones de discontinuité interquartiers.</p> <p>2) <u>Projet de la ZUP de la Vallée du Cher</u> :</p> <p>- 1963 à 1968 : plusieurs grands équipements sportifs et de loisirs dont le stade nautique de Tours.</p> <p>- <u>implantation d'activités tertiaires</u> : des emplois tertiaires doivent être accueillis dans les extensions et rénovation du centre actuel et de la Vallée du Cher.</p> <p>Ils intéresseront d'ici 1980, en plus de la zone centrale, la première ZUP de la Vallée du Cher (emplois de services). Après 1980, les nouveaux emplois tertiaires s'orienteront vers la deuxième ZUP de la Vallée du Cher.</p> <p>- <u>construction de logements</u> : capacité résiduelle de la zone opérationnelle d'habitation au 1/1/1968 (ZUP de la vallée du Cher) :</p> <p>1) Vallée du Cher ZUP n°1 :</p>		<p>carré =20 ha, env. 1000 log) : des <u>logements nouveaux</u> sont prévus (urbanisation concertée), ce serait de l'habitat concentré.</p> <p>Il est à proximité <u>d'équipements de loisirs</u> (forme d'une étoile) et <u>d'activités tertiaires projetées</u> (forme de 4 points) situées sur une voie interquartiers.</p> <p><u>Schéma 3a</u> :</p> <p>-<u>hypothèse</u> 450 000 habitants</p> <p>-<u>mode développement géographique n°3</u>: concentration dans la Vallée du Cher de la majeure partie de l'habitat collectif et des activités tertiaires.</p> <p>L'espace concerné comporte : 1 à 2 carrés de pointillés (1 carré =20 ha, env. 1000 log) : des <u>logements nouveaux</u> sont prévus (urbanisation concertée), ce serait de l'habitat concentré.</p> <p>Les zones destinées aux logements nouveaux et d'habitat concentré s'étendent sur les zones inondables à l'ouest (zones recouvertes de tirets vers Joué-lès-Tours) de cet espace.</p> <p>Il est à proximité <u>d'équipements de loisirs</u> (forme d'une étoile) et <u>d'activités tertiaires projetées</u> (forme de 7 points) situées sur une voie interquartiers.</p> <p><u>Schéma 1b</u> :</p> <p>- <u>hypothèse</u> 600 000 habitants</p> <p>- <u>mode développement géographique n°1</u></p> <p>L'espace concerné comporte : env. 2 carrés de pointillés (1 carré =20 ha, env. 1000 log) : des <u>logements nouveaux</u> sont prévus (urbanisation concertée), ce serait de l'habitat concentré.</p> <p>Les zones destinées aux logements nouveaux et d'habitat concentré s'étendent sur les zones inondables à l'ouest (vers</p>
--	--	---	--	--

		<p>- capacité totale en nombre de logements : 5783</p> <p>- opération non lancée (ayant fait l'objet d'une décision de financement de l'Etat) avant le 1/1/68.</p> <p>- opération lancée au 1/1/1972 : 2274</p> <p>2) Vallée du Cher ZUP n°2 :</p> <p>- capacité totale en nombre de logements : 11000</p> <p>- opération non lancée avant le 1/1/68 et au 1/1/1972</p> <p>3) Zones d'accompagnement : l'espace concerné fait partie de la zone d'accompagnement n° 31 (Vallée du Cher Ouest à Tours). Elle fait partie des zones créées ou en cours de création, résidentielles ou industrielles, qui seront engagées mais non remplies en 1980.</p> <p>Le principal accroissement de la population sera ainsi localisé à la Vallée du Cher, en plus de Tours Nord, Joué et Saint Pierre des Corps.</p> <p>Il restera après 1980, près de 5000 logements à construire dans la zone 2, Vallée du Cher, et de nouvelles zones d'aménagement concerté pourront être engagées pour un total de l'ordre de 3000 logements.</p>	<p>Joué-lès-Tours) de cet espace.</p> <p>Il est à proximité <u>d'équipements de loisirs</u> (forme d'une étoile) et <u>d'activités tertiaires projetées</u> (forme de 7 points) situées sur une voie interquartiers.</p> <p><u>Schéma 2b :</u></p> <p>- <u>hypothèse</u> 600 000 habitants</p> <p>- <u>mode développement géographique n°2</u></p> <p>L'espace concerné comporte : env. 2 carrés de pointillés (1 carré = 20 ha, env. 1000 log) : des <u>logements nouveaux</u> sont prévus (urbanisation concertée), ce serait de l'habitat concentré.</p> <p>Il est à proximité <u>d'équipements de loisirs</u> (forme d'une étoile) et <u>d'activités tertiaires projetées</u> (formes : 4 points) situées sur une voie interquartiers.</p> <p><u>Schéma 3b :</u></p> <p>- <u>hypothèse</u> 600 000 habitants</p> <p>- <u>mode développement géographique n°3</u></p> <p>L'espace concerné comporte : env. 2 à 3 carrés de pointillés (1 carré = 20 ha, env. 1000 log) : des <u>logements nouveaux</u> sont prévus (urbanisation concertée), ce serait de l'habitat concentré.</p> <p>Les zones destinées aux logements nouveaux et d'habitat concentré s'étendent sur les zones inondables à l'ouest (vers Joué-lès-Tours) de cet espace.</p> <p>Il est à proximité <u>d'équipements de loisirs</u> (forme d'une étoile) et <u>d'activités tertiaires projetées</u> (formes : vingtaine de points) situées sur des voies principales.</p> <p>Schéma d'ensemble à long terme (mars 1973)</p>
--	--	---	--

			<p><u>Pour le schéma d'ensemble à long terme :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Plages avec motif et pointillés recouvrant l'espace concerné</i> - <i>Numérotations concernant l'espace</i> - <i>Lignes de signes ponctuels (losanges) traversant l'espace</i> - <i>flèches traversant l'espace concerné</i> - <i>signes ponctuels concernant l'espace (carré) ou à proximité de l'espace concerné (astérisque)</i> - <i>Plage colorée et avec motifs à proximité de l'espace concerné.</i> - <i>lettres à proximité de l'espace concerné</i> <p><u>Pour le schéma de première phase de réalisation (mars 1973):</u></p>	<p>1) <u>18 secteurs individualisés</u> (limites : frontières communales ou naturelles, artificielles) et vocation particulière associée à chacun : à l'échelle de ces grands secteurs ont été répartis les logements et les équipements.</p> <p>2) L'espace fait partie de la <u>zone 2</u>, (ZUP de la Vallée du Cher).</p> <p>Il est recouvert de <u>trois plages à motifs</u> :</p> <p>1) la première est un quadrillage rouge centrée autour d'une voie importante: cette plage indique le <u>développement de l'urbanisation</u>. Les fonctions dominantes représentées sont <u>centrales et de services</u>.</p> <p>2) la deuxième : les pointillés oranges indiquent <u>l'urbanisation de l'agglomération</u>.</p> <p>3) la troisième : elle est une mince bande de pointillées bleues qui indiquent que cette zone est en <u>zone submersible</u>.</p> <p>Cet espace est traversé par une ligne de transport en commun (petits losanges), ponctué d'une station de bus (carré noir et blanc) et par une ligne de transport EDF (flèches).</p> <p>Il est à proximité d'un <u>parc urbain</u> (plage verte recouverte de cercles : île Honoré de Balzac), d'un <u>noyau commercial</u> (astérisque), d'un <u>centre administratif</u> (lettres CA).</p> <p>Schéma de première phase de réalisation (mars 1973) :</p> <p>L'<u>année de référence</u> de cette première phase est <u>1980</u> (objectif retenu de 325 000 habitants totaux et de 39 000 logements nouveaux) car elle correspond au terme des programmes de modernisation et d'équipement établis récemment et des Plans d'occupation des Sols en cours</p>
--	--	--	--	--

			<p>- Plages avec motifs recouvrant l'espace concerné</p> <p>- Numérotations concernant l'espace ou à proximité de l'espace concerné</p> <p>- Lignes traversant l'espace</p> <p>- flèches traversant l'espace concerné</p> <p>- signes ponctuels à proximité de l'espace concerné (astérisque)</p> <p>- lettres à proximité de l'espace concerné</p> <p><u>Pour le schéma de l'état actuel (mars 1973) :</u></p> <p>- Plage avec motifs recouvrant l'espace concerné</p> <p>- Numérotation concernant l'espace</p>	<p>d'élaboration.</p> <p>L'espace fait partie de <u>la zone 2</u>, c'est-à-dire de la ZUP de la vallée du Cher et de la <u>zone d'accompagnement n° 31</u> (plage de carrés).</p> <p>Il est recouvert de <u>trois plages avec motifs</u> :</p> <p>1) la première est un quadrillage rouge centrée autour d'une voie importante (elle est moins étendue vers l'ouest par rapport au schéma précédent): cette plage indique le <u>développement de l'urbanisation</u>. Les fonctions dominantes représentées sont <u>centrales et de services</u>.</p> <p>2) la deuxième : les pointillés oranges indiquent <u>l'urbanisation de l'agglomération</u>.</p> <p>3) la troisième : elle est une mince bande de pointillées bleues qui indiquent que cet espace est en <u>zone submersible</u>.</p> <p>Cet espace est traversé par une ligne de transport EDF (flèches).</p> <p>Il est à proximité d'un <u>noyau commercial</u> (astérisque), <u>d'équipements commerciaux, administratifs et culturels</u> de niveau régional (numérotation 1), d'un <u>centre administratif</u> (lettres CA)</p> <p>Schéma de l'état actuel (mars 1973) :</p> <p>L'espace fait partie de <u>la zone 2</u>, c'est-à-dire de la ZUP de la vallée du Cher.</p> <p>Il est recouvert d'une plage avec motifs : c'est-à-dire d'une bande de pointillées bleues qui indiquent que cet espace est en <u>zone submersible</u>.</p> <p>Cet espace est traversé par une ligne de transport EDF (flèches). Il est à proximité d'un <u>centre administratif</u> (lettres CA).</p>
--	--	--	--	--

			<p>-- <i>flèches traversant l'espace concerné</i></p> <p>- <i>Lignes longeant l'espace</i></p> <p>- <i>lettres à proximité de l'espace concerné</i></p> <p><u>Pour le schéma du parti an 2000 :</u></p> <p>- <i>Hachurés recouvrant l'espace</i></p> <p>- <i>Signaux ponctuels sur l'espace ou à proximité</i></p> <p>- <i>Ligne en tirets traversant l'espace</i></p>	<p>Les voies longitudinales au sud et à l'est de cet espace présentes dans les deux autres schémas n'existent pas sur ce schéma.</p> <p>Schéma du parti an 2000 :</p> <p>Cet espace est recouvert d'une zone en hachurée : il est vu comme faisant parti de <u>l'agglomération dense</u>. Il comporte un <u>centre de loisirs</u> (étoile) et il est à proximité d'<u>un futur centre ville</u> (point noir). Ce centre ville est d'ailleurs relié à celui de Tours par une <u>ligne de transports en commun en site propre</u> (ligne en tirets).</p>
<p>Nouveaux Schémas Directeurs d'Aménagement et d'Urbanisme de 1982 et de 1983 :</p> <p>1) <u>mise en place du SDAU de 1982 :</u></p> <p>- premier projet de SDAU de 1972 non approuvé.</p> <p>- Reprise de nouvelles études en 1979.</p> <p>- établissement du nouveau projet par une Commission Locale</p>	<p>Il n'y a pas de <u>dénominations directes</u> de cet espace. Seules des dénominations globales sont présentes.</p> <p>1) <u>dans le texte :</u> « Sud du Cher »</p> <p>2) <u>sur les cartes:</u> pas de dénominations et absence du nom « Deux Lions ».</p>	<p>1) <u>Objectifs</u> liés à l'aménagement de cet espace :</p> <p>- centrés essentiellement autour de <u>l'emploi</u> (contexte de la crise économique avec une croissance de l'emploi ralentie, baisse du secteur secondaire mais maintien du secteur tertiaire).</p> <p>- moins porté sur le logement car : ralentissement de la croissance démographique (les scénarios retenus aboutissent à une fourchette de population à l'an 2000 de 350 000 à 370 000 habitants)</p> <p>2) <u>Projets de mise en place de zones d'activité :</u> il s'agit donc de rechercher les nouvelles localisations des zones</p>	<p><u>Pour la carte de décembre 1982 :</u></p> <p>- <i>Pas de plages de couleur : un espace presque vide</i></p> <p>- <i>signe ponctuel à proximité de cet espace</i></p> <p>- <i>rond hachuré à la limite de l'espace</i></p> <p>- <i>plages de couleur à proximité de l'espace concerné</i></p> <p>- <i>ligne longeant</i></p>	<p>Carte de décembre 1982 sur l'urbanisation, les équipements structurants</p> <p><u>L'espace concerné ne fait plus parti de la zone urbanisée de l'agglomération</u> (contrairement à ce que voulait les anciens documents de planification).</p> <p><u>Les objectifs de construction d'une zone d'habitation n'ont pas été accomplis</u> sauf en ce qui concerne le nouveau quartier des Fontaines (recouvert d'une plage colorée vermillon), la Belle Fille et les Rives du Cher (construction de grands ensembles).</p> <p>Il y un blanc : seule <u>une zone d'activité de 10 ha</u> (rond hachuré) est prévue sur la D86 : il s'agit du regroupement par grands secteurs géographiques de surfaces des zones d'activités envisagées après 1990.</p> <p>On peut signaler à proximité de cet espace concerné, la</p>

<p>d'Aménagement et d'Urbanisme.</p> <p>- accord du CLAU le 6 novembre 1982 pour le projet de SDAU.</p> <p>2) <u>Nombre de communes concernées</u> : 31 communes</p>		<p>d'activités.</p> <p>3) Projets en qui concerne la <u>protection contre les eaux</u>, pour le Cher : il restera à construire les digues entre le site de l'ancienne voie ferrée et l'Epend.</p> <p>4) Projets en ce qui concerne <u>l'assainissement</u> : une nouvelle station d'épuration au sud du Cher (localisation non encore définie) devra être construite pour satisfaire les besoins.</p>	<p><i>l'espace</i></p> <p><u>Pour la carte de juillet 1983 :</u></p> <p><i>- Tirets recouvrants l'espace</i></p> <p><i>- Signes ponctuels sur l'espace (étoile hachurée, triangle...) ou à proximité</i></p> <p><i>- Lignes longeant l'espace (en pointillés ou non)</i></p> <p><i>- Plages avec motifs à proximité de l'espace</i></p> <p><i>- plage hachurée longeant l'espace</i></p>	<p>station d'épuration (étoile cerclée) à créer.</p> <p>Carte de juillet 1983 sur l'urbanisation, les équipements structurants, les espaces naturels, l'environnement et les loisirs :</p> <p>Il y a quelques changements par rapport à la carte précédente :</p> <p>L'espace concerné fait parti d'une <u>zone inondable</u> (tirets verts). S'il est protégé déjà par une <u>digue du Cher</u> (ligne rouge), l'extension de cette digue sur la Rive gauche du cher est envisagée (tracé de principe en pointillés rouges). Un <u>cheminement piétonnier</u> est aussi représenté (ligne verte) qui contourne la « zone actuelle du Lac ».</p> <p>Un <u>camping</u> est aussi prévu (triangle vert) mais la localisation reste à définir. Une <u>zone d'activité de 10 ha</u> (étoile hachurée) est prévue sur la D86 : il s'agit du regroupement par grands secteurs géographiques de surfaces des zones d'activités envisagées après 1990. On peut signaler à proximité de cet espace concerné, la <u>station d'épuration</u> (étoile cerclée) à créer au Sud du Cher et en vallée de l'Indre (localisation à définir).</p> <p>Cet espace est limité au Sud par un espace boisé important et par une zone hachurée en vert où <u>l'urbanisation doit être limitée</u> en raison des risques naturels ou de la qualité du site.</p>
<p>Dossier d'anticipation (1992) au Schéma Directeur de l'Agglomération Tourangelle</p>	<p>L'espace se confond avec la <u>dénomination nouvelle</u> qui lui est attribuée. Mais il n'est pas encore appelé quartier des Deux Lions.</p>	<p>1) <u>Objectifs</u> liés à l'aménagement de cet espace :</p> <p>- s'inscrit dans l'ambition de faire de Tours <u>une métropole interrégionale, pôle d'appui du bassin parisien</u></p>	<p><u>Pour la carte représentant les cinq opérations :</u></p> <p><i>- Numérotation</i></p> <p><i>- Hachures bicolores recouvrant l'espace</i></p>	<p>Carte représentant les cinq opérations :</p> <p>L'espace est plus précisément délimité : le n°4 cerclé se réfère au projet de <u>Parc Technologique</u>.</p> <p>Il est entièrement concerné par des <u>Technoparc</u>s (zone</p>

<p>Il décrit les <u>cinq opérations majeures nécessitant l'application anticipée du Schéma Directeur</u> :</p> <p>- autoroutes A28 et A85,</p> <p>- <u>Parc Technologique de la Vallée du Cher</u>,</p> <p>- Centre International de Logistique et de Transports,</p> <p>- ZAC de St Cosme.</p>	<p>1) <u>dans le texte</u> : Opération d'urbanisme du « Parc Technologique de la Vallée du Cher », « Technopôle »</p> <p>2) <u>sur les cartes</u> : « Parc technologique »</p>	<p>- l'esprit du schéma concerne :</p> <p>1) le <u>développement économique et social</u></p> <p>2) la mobilisation des grands axes stratégiques</p> <p>3) la <u>qualité du cadre de vie</u> et défense de l'environnement.</p> <p>- trois grandes préoccupations dominent :</p> <p>1) donner à l'espace <u>une structure et de bons principes de fonctionnement</u></p> <p>2) <u>préserver et valoriser l'environnement</u></p> <p>3) prendre en compte les <u>contraintes physiques</u></p> <p>2) <u>Projet du Parc Technologique de la Vallée du Cher (p13):</u></p> <p>Localisation centrale Vocation de moteur économique pour l'édification d'une Technopole. Impact dépassant le cadre du Schéma.</p> <p>- s'inscrit dans une <u>stratégie de développement</u> :</p> <p>⇒ <u>tête de réseau d'une Technopole</u> : Rencontre de la science et de la pratique, de la matière grise et du développement. Mise en place d'un pôle de recherche, de formation et de production. Entreprises assurant le développement de la Touraine. Implantation de nombreux outils de formations (lutte contre le</p>	<p><i>concerné</i></p> <p><i>- Signes ponctuels présents sur l'espace concerné</i></p> <p><u>Pour la carte « Les cinq projets du dossier d'anticipation » :</u></p> <p><i>- Plage colorée recouvrant l'espace</i></p> <p><i>- Dénomination de l'espace</i></p> <p><u>Pour la carte « Formation supérieure et recherche » :</u></p> <p><i>- Signes ponctuels présents sur l'espace concerné</i></p> <p><u>Pour la carte « Les tendances du développement urbain » :</u></p> <p><i>- Plage colorée recouvrant l'espace</i></p> <p><i>- Flèche</i></p>	<p>hachurée jaune et grise).</p> <p>Il comporte deux étoiles représentant des <u>établissements de formation supérieure</u> (actuel et futur).</p> <p>Carte « Les cinq projets du dossier d'anticipation » :</p> <p>L'espace est identifié (plage rouge qui délimite le projet et dénomination « Parc Technologique » portée sur la carte) et repéré.</p> <p>Carte « Formation supérieure et recherche » :</p> <p>Cet espace comportera <u>deux établissements universitaires</u> (dont la faculté de droit représentée par un rond violet).</p> <p>Des <u>cités universitaires</u> (carré vert) sont aussi représentées.</p> <p>Carte « Les tendances du développement urbain » :</p> <p>L'espace est recouvert d'une couleur jaune, il fait parti des <u>zones concernées par l'extension de l'urbanisation par continuité</u>. Une flèche indique l'orientation de cette extension (Est-Ouest).</p> <p>C'est donc une urbanisation par continuité, à partir, et au sein de l'agglomération : la progression urbaine se fait par avancement sur des terrains disponibles pouvant être simplement bâtis avec des densités assez faibles, ou encore aménagés par grandes unités qui vont constituer des ensembles nouveaux et organisés.</p>
---	--	--	--	---

		<p>chômage).</p> <p>⇒ <u>synergie entre différents acteurs et différentes filières</u> : Lieu privilégié du partenariat entre Ville, Chambres Consulaires, Université et entreprises.</p> <p>En relations déjà avec d'autres sites impliqués dans le domaine scientifique (écoles d'ingénieurs, Université François Rabelais, centres de recherche publics ou privés, pôles tertiaires, zones d'activité).</p> <p>Transferts de technologies assurés par des organismes comme Tours-Technopôle Val de Loire, Tours Développement, le Comité d'Expansion, organismes plus récents (François Rabelais-Développement).</p> <p>- s'inscrit dans <u>une organisation spatiale</u> : fait parti de l'apparition de causes d'urbanisation nouvelle.</p> <p>⇒ <u>site urbain au centre de l'agglomération</u> : c'est ce qui fait l'attractivité de ce site et favorise la desserte en transport (interconnections avec les grandes fonctions urbaines). Ce qui permettra une ambiance animée souvent absente des zones d'activité.</p> <p>⇒ <u>dans la continuité des grandes opérations d'urbanisme de la Vallée du Cher</u> : processus déjà bien reconnu dans le SDAU de</p>	<p><u>Pour la carte</u> <u>« Schéma directeur les 5 projets d'anticipation » :</u></p> <p><i>- Plage colorée recouvrant l'espace</i></p> <p><i>- Numérotation concernant l'espace</i></p> <p><i>- Signe ponctuel présent sur l'espace</i></p> <p><i>- Plage hachurée recouvrant l'espace</i></p>	<p>Carte « Schéma directeur les 5 projets d'anticipation » :</p> <p>L'ensemble de l'espace est concerné par le <u>projet de parc technologique</u> (numérotation 4) : il est recouvert d'une plage rouge qui le délimite.</p> <p>Il fait aussi parti des <u>secteurs d'extension urbaine possibles</u> (hachures rouges). Il comporte <u>un captage d'eau potable</u> (triangle noir).</p>
--	--	--	---	---

		1983. fait marquant du développement spatial de Tours. Etape complémentaire dans l'aménagement du val.		
<p>Schéma Directeur de l'Agglomération Tourangelle (décembre 1993) :</p> <p>1) <u>mise en place du SDAT de 1993 :</u></p> <p>- <u>refonte complète de l'ancien document</u> (prise en compte des mutations économiques et socio-culturelles) avec des <u>bases nouvelles</u> qui sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> se placer dans une perspective d'une vingtaine d'années, soit 2015 (structure démographique de 410 000 habitants en 2010) élaborer un schéma de développement qui découle d'un véritable <u>projet d'agglomération</u> (ayant pour source une analyse des forces et des faiblesses, potentiels, mutations). 	<p>L'espace se confond avec la <u>dénomination nouvelle</u> qui lui est attribuée. Mais il n'est pas encore appelé quartier des Deux Lions.</p> <p>1) <u>dans le texte :</u> Technopôle de la Vallée du Cher</p> <p>2) <u>sur les cartes :</u> Technopôle : le mot apparaît sur la carte (65.1)</p> <p>Les <u>dénominations globales</u> impliquant cet espace sont aussi présentes dans le texte :</p> <p>«Opération de la Vallée du Cher »</p> <p>« Axe Est-ouest de l'agglomération. »</p>	<p>- Objectif principal : « créer une métropole interrégionale à vocation européenne correctement intégrée dans le bassin parisien et dans son propre territoire. » (préambule du SDAT)</p> <p>- Orientations fondamentales et parti d'aménagement: fondés sur l'équilibre et la complémentarité (recentrage : une ville sans banlieue, respect de l'équilibre de l'axe Nord-Sud et de l'axe Est-Ouest, ce dernier étant à poursuivre et à dynamiser)</p> <p>Concernent :</p> <p>1) <i>L'économie et l'emploi :</i></p> <p><u>Contexte</u> à prendre en compte :</p> <ul style="list-style-type: none"> Puissant secteur tertiaire local 2/3 des emplois. Tendance de l'industrie à se réorienter sur les bases d'une politique technopolitaine Développement de filières nouvelles : ultrasons, productique, sciences de la vie et de la ville, transports en commun. <p><u>dimension fondamentale du facteur économique :</u> moteur par excellence du dynamisme social (croissance démographique au ralentie, question du</p>	<p><u>Pour la carte « Evolution de l'Urbanisation depuis 1950 » :</u></p> <p><i>- Plages colorées recouvrant l'espace concerné</i></p> <p><u>Pour la carte « Les Paysages »:</u></p> <p><i>- espace vide</i> <i>-plage colorée à proximité de l'espace concerné</i></p> <p><u>Pour la carte « Risques et nuisances » :</u></p> <p><i>- Plages grisées et hachurées recouvrant l'espace</i></p> <p><u>Pour la carte « La Trame verte » :</u></p> <p><i>- Plages grisées et</i></p>	<p>Carte « Evolution de l'Urbanisation depuis 1950 » :</p> <p>Cet espace est recouvert d'une couleur bleue (<u>urbanisation datant de 1975</u>) et rose (<u>urbanisation datant de 1990</u>).</p> <p>Carte « Les Paysages » :</p> <p>Cet espace fait parti de l'<u>agglomération</u>. Il est à proximité d'un secteur paysager cohérent (plage vert clair sur la Gloriette).</p> <p>Carte « Risques et nuisances » :</p> <p>Cet espace fait parti de la <u>zone A des Plans de Surface Submersibles</u> (plage grisée foncée synonyme d'un aléa fort).</p> <p>Il a été rendu <u>insubmersible</u> par endiguement et remblaiement (zone hachurée).</p> <p>Carte « La Trame verte » :</p> <p>Cet espace fait parti du <u>secteur urbain</u> (Plage grisée), et en partie du <u>corridor fluvial</u> (plage hachurée).</p>

<p>▪ élaborer un <u>outil de suivi</u> en temps réel et un <u>outil de pilotage</u> de l'évolution de l'agglomération.</p> <p>- Organisation de <u>réunions officielles</u> pour développer une réflexion commune, impliquant <u>différents acteurs</u> concernés comme les maires, les administrations (DDE), les organisations socioprofessionnelles, l'Université (apparaît pour la 1^{ère} fois en tant qu'acteur par rapports aux anciens schémas), les associations, les experts, le nouveau syndicat créé en 1990 : le SIEPAT.</p> <p>2) <u>nombre de communes concernées</u> : 44 communes.</p>		<p>chômage).</p> <p><u>2 priorités</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - proposer un ensemble de <u>sites d'activités</u> (existants ou futurs dont ceux à fort potentiel de développement économique comme le Technopôle de la Vallée du Cher) plus performants (p13). - <u>promouvoir des filières et des secteurs</u> qui charpentent l'économie : <p>▪ formation :</p> <p><u>contexte</u> : forte croissance des effectifs d'où construction et programmation de nouveaux établissements (parmi les sites existants : au Sud de Tours : le Parc des Sciences et techniques de Grandmont et le parc des « sciences du projet » dans la Vallée du Cher)</p> <p><u>Développement universitaire</u> : objectif d'ici à 2000-2010 : atteindre 35 000 étudiants (plan Université 2000 pour atteindre cet objectif).</p> <p><u>Dimension universitaire plus tournée vers l'économie</u> : université inscrite dans la mouvance technopolitaine, accroissement spatial universitaire dans le parc technologique de la Vallée du Cher (p86)</p> <p>▪ industrie :</p> <p>conception de la <u>technopole</u>, un moteur économique fondé sur des filières à forte teneur scientifique et technologique avec convergence du potentiel local, industrie, recherche, formation, palette de sites</p>	<p><i>hachurées recouvrant l'espace totalement ou en partie</i></p> <p><i>- Flèche longeant l'espace</i></p> <p><u>Pour la carte « Parti d'aménagement » :</u></p> <p><i>- Plage colorée recouvrant l'espace</i></p> <p><i>- Lignes traversant l'espace</i></p> <p><i>- Signe ponctuel situé à proximité de l'espace concerné</i></p> <p><u>Pour la carte « L'espace économique » :</u></p> <p><i>- Plage colorée recouvrant l'espace</i></p> <p><i>- Signes ponctuels présent sur l'espace et à proximité de l'espace concerné</i></p> <p><i>- Dénomination de l'espace</i></p>	<p>Une flèche verte au Sud de cet espace signale une <u>trame verte urbaine</u> à maintenir ou à renforcer.</p> <p>Carte « Parti d'aménagement » :</p> <p>La <u>structuration urbaine</u> de cet espace est liée au <u>TVR</u> (plage rouge clair). Il participe du <u>renouvellement de la centralité</u>. Cet espace est traversé par deux lignes de TVR et une ligne SNCF. Il est situé à proximité d'un <u>secteur d'avenir à fort potentiel économique</u> (grande étoile orangée).</p> <p>Carte « L'espace économique » :</p> <p>Cet espace est couvert d'une <u>zone d'activité</u> (plage violette). Il est un <u>secteur stratégique</u> (technopôle). Il comporte un <u>pôle de formation supérieure et de recherche</u> (point rouge). Il est situé à proximité d'un <u>site à fort potentiel économique</u> (point mauve).</p>
---	--	---	--	--

		<p>répartis sur le territoire dont certains noyaux durs comme le technopôle de la vallée du Cher</p> <p>2) <i>Les équipements</i></p> <p><u>espaces verts de détente et de loisir</u> : nouveaux domaines naturels péri-urbains, développement des itinéraires de randonnée.</p> <p><u>équipements de sport.</u></p> <p>3) <i>La politique de l'environnement</i></p> <p>concept de <u>trame verte</u> : recherche d'une harmonisation entre les différents espaces et d'embellissement de l'agglomération, cadre de vie agréable à offrir.</p> <p><u>Plan d'embellissement paysager</u> : l'ensemble de la Gloriette constitue la dernière réserve de sol pour assurer le développement de la Ville, projet envisagé sur ce site représente la dernière tranche de l'aménagement de la Vallée du Cher autorisée dès 1963, est soumis comme cela figure dans le SDAU de 1983 à l'édification de digues étanches, s'inscrira pleinement dans la coulée verte.</p> <p>- <u>Scénario de référence</u> : facteur temps et trois périodes :</p> <p>1) <i>an 2000 : un tournant</i> Réalisation des grands équipements (A28, A85, boulevard périphérique, TVR, consolidation des impulsions dans le</p>	<p><u>Pour la carte « Zones d'activités » :</u></p> <p>- <i>Plage hachurée recouvrant l'espace</i></p> <p><u>Pour la carte « Les types d'habitat » :</u></p> <p>- <i>Plage colorée recouvrant l'espace</i></p> <p><u>Pour la carte « Destination générale des sols » :</u></p> <p>- <i>Plages colorées recouvrant l'espace ou à proximité de l'espace concerné</i></p> <p>- <i>Lignes traversant l'espace</i></p> <p>- <i>Pointillés à proximité de l'espace concerné</i></p> <p>- <i>plages hachurées à proximité de l'espace concerné</i></p>	<p>Carte « Zones d'activités » :</p> <p>L'ensemble de l'espace est un <u>parc technologique</u> (plage hachurée).</p> <p>Carte « Les types d'habitat » :</p> <p>L'espace est concerné par <u>l'habitat rural</u> (plage jaune).</p> <p>Carte « Destination générale des sols » :</p> <p>Utilité de cette carte :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>Référence pour l'application réglementaire</u> du schéma directeur (POS, ZAC, autres procédures). - <u>Refus d'un zonage trop fonctionnel</u> et recherche d'une mixité des usages du sol. - <u>Délimitation de l'espace urbain</u> en fonction des besoins en 2010. <p>Lecture de la carte :</p> <p>Cet espace fait parti du <u>territoire urbain à long terme</u> (plage jaune), c'est-à-dire un espace actuellement urbanisé ou urbanisable dans l'avenir.</p> <p>Il est traversé par deux tracés de principe de <u>voies de TVR</u> (pointillés rouges).</p> <p>Il est entouré d'<u>espaces protégés</u> qui sont des secteurs de</p>
--	--	--	--	--

		<p>champs universitaire et technopolitain) sur lesquels se fonde la stratégie de développement.</p> <p>2) <i>avant l'an 2000 : investir</i> Pour monter les projets de longue haleine (sites à forte potentialité, équipements publics majeurs, politique de réserves foncières...) et développer les projets s'appuyant sur des ressources locales immédiatement disponibles.</p> <p>3) <i>après l'an 2000 : accélérer et maîtriser</i> Chantier autoroutier et concrétisation des projets.</p>	<p>- <i>flèche longeant l'espace concerné</i></p>	<p>forte protection :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des <u>zones naturels d'intérêt majeur</u> qui ne peuvent faire l'objet d'aménagements de type urbain saufs indications contraires portées au plan (plage vert foncé : parc Honoré de Balzac) - des <u>zones d'intérêt naturel ou paysager</u> (plage vert clair : parc de la Gloriette). <p>Ces espaces sont en <u>zone submersible</u> (pointillés bleus indiquant le périmètre des zones submersibles A et B selon le décret du 24-02-64). Ce sont des <u>zones d'aléa très fort</u> (hachuré bleu resserré) <u>et fort</u> (hachuré bleu plus espacé) selon l'Atlas des zones inondables du Val de Tours et de Luynes de 1992.</p> <p>Le secteur concernant la Gloriette est un <u>secteur potentiel d'urbanisation</u> nécessitant au préalable la confortation ou la réalisation de digues. La faisabilité de l'opération dépend du respect des contraintes d'inondabilité et de la prise en compte des paysages, de la faune et de la flore.</p> <p>Notre espace concerné fait parti des <u>secteurs de maîtrise et de composition paysagère</u> : une flèche verte indique la recherche de continuité verte, qui n'implique pas forcément « absence de construction », dès lors qu'un traitement paysager apporte une reconstitution cohérente et suffisante de l'environnement. Cela traduit des préoccupations relatives à l'environnement au sein de l'espace urbain.</p>
--	--	--	--	---

ANNEXE II : L'aménagement de la plaine des Deux Lions dans le mémoire de BRICAULT.

Grandes étapes de l'aménagement de la plaine des Deux Lions	Documents de planification et de règlement couvrant cette étape	Dénominations et Représentations de cet espace concernant cette étape	Projet(s) concerné(s) et mesures liées à l'aménagement de cet espace	Acteurs concernés, visions d'acteurs sur le(s) projet(s) lié(s) à l'aménagement de cet espace, temporalités suivant les acteurs
<p><u>Un espace à vocation résidentielle (1963-1987)</u></p> <p>dans le contexte de la construction de nouveaux quartiers d'habitation de 1960 à 1970 (Rives du Cher, Rochepinard, Les Fontaines)</p> <p>Période de pause de 1972 à 1987.</p>	<p><i>A une échelle globale (pour les détails voir le tableau des schémas directeurs):</i></p> <p><i>Schéma Directeur des Structures de 1965</i></p> <p><i>Plan d'Urbanisme Directeur du groupement d'urbanisme de Tours (juin 1970)</i></p> <p><i>Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme (1972)</i></p> <p><i>A une échelle plus fine :</i></p> <p><i>Premiers Plans d'Occupation des Sols en 1976.</i></p>	<p>Dénominations officielles et à échelle plus réduite que dans celles des schémas directeurs (dans les POS) : <u>ZAD de la Vallée du Cher</u> (arrêté du 6 juillet 1965) comprenant la plaine de la Gloriette et celle des Deux Lions.</p> <p>A proximité de la <u>ZAC de la Vallée du Cher</u> (arrêté du 12 novembre 1969) pour la zone du Lac, Rochepinard et les Fontaines.</p>	<p>Préparation de <u>l'aménagement de la Vallée du Cher</u></p> <p>Approbation du projet par le ministère des travaux publics par arrêtés du 11 janvier 1963 et du 24 mars 1964.</p> <p>- Début d'importants travaux hydrauliques (endiguement et rectification du cours du Cher).</p> <p>- Début de la mise hors d'eau de la plaine des Deux Lions : remblaiement de 5 mètres, sur 60 ha, élargissement du Cher à 120 m sur 3km, mise en place d'un écran étanche de 1,5 km ancré dans le substratum calcaire, déviation du petit Cher, plus au Sud contre le plateau calcaire.</p> <p>1967 : déclaration d'utilité publique concernant cette zone.</p> <p>La réalisation du projet de construction d'un quartier est empêchée à cause de la restriction de la croissance démographique,</p>	<p><u>Les acteurs politiques :</u></p> <p>Ils sont surtout représentés par le <u>maire de Tours</u> de l'époque : Jean Royer, élu maire en 1958. L'aménagement de la vallée et de la plaine s'inscrit dans la vision particulière qu'a le maire du développement de Tours :</p> <p>- L'aménagement de la Vallée du Cher est vu comme un exemple de la modernité tourangelles.</p> <p>- la finalité première de l'aménagement de la plaine est de construire un nouveau quartier faisant pendant aux Fontaines.</p> <p>L'aménagement de la vallée, selon J. Royer s'inscrit dans plusieurs phases de développement de la ville de Tours :</p> <p>-1970-1975 : « grande percée » (création de grands équipements structurants dont l'Aménagement de la Vallée du Cher qui entre 1962 et 1970 a constitué, selon le maire, un des plus importants chantiers d'Europe).</p> <p>Selon le travail de thèse de Lussault, cette première phase s'achèverait en 1977.</p> <p>-1975-1988 : période de pause pour la ville (investissements tempérés dus à des raisons économiques comme les chocs pétroliers, au problème</p>

Grandes étapes de l'aménagement de la plaine des Deux Lions	Documents de planification et de règlement couvrant cette étape	Dénominations et Représentations de cet espace concernant cette étape	Projet(s) concerné(s) et mesures liées à l'aménagement de cet espace	Acteurs concernés, visions d'acteurs sur le(s) projet(s) lié(s) à l'aménagement de cet espace, temporalités suivant les acteurs
			des coûts des travaux hydrauliques, de la crise économique, de la nature inondable du terrain et des problèmes hydraulique qu'il pose.	de l'emploi et à des motifs financiers) avec arrêt de l'aménagement du Cher dans les années 1973-1974 , selon le maire. Selon le travail de thèse de Lussault, la crise socio spatiale sévère de Tours a lieu entre 1978 et 1983 .
<p><u>Le technopôle de la vallée du Cher (1987-1995)</u></p> <p>Contexte de crise économique et idée de la relance par l'emploi.</p> <p>1992 : crise et restrictions budgétaires pour la ville de Tours qui est endettée (29,55%).</p>	<p><i>A une échelle globale (pour les détails, voir le tableau des schémas directeurs):</i></p> <p><i>Nouveaux Schémas Directeurs d'Aménagement et d'Urbanisme de 1982 et de 1983</i></p> <p>1989 : Troisième Plan d'Équipement qui couvre la période 1990-1995 :</p> <p><i>- Il s'agit d'améliorer les infrastructures existantes et la programmation de nouveaux équipements.</i></p> <p><i>- C'est un plan très ambitieux de plus d'un milliard cinq cent millions de francs.</i></p>	<p>Dénominations contenues dans les schémas ou les plans : <u>parc industriel, parc technologique, technopôle de la Vallée du cher.</u></p> <p><u>ZAC du parc technologique de la Vallée du Cher (1989)</u></p> <p><u>ZAC du technopôle de la Vallée du Cher, (1992)</u></p>	<p>1986 : projet de camping au Nord Est avec un lac au centre. Abandon du projet de centre de jeux aquatiques. Projet de création d'une zone d'activités tout autour.</p> <p>1987 : Lancement des Déclarations d'Utilités Publiques concernant les acquisitions foncières.</p> <p>1988 : Travaux de remblaiement prévus sur une période de 5 ans. Abandon du projet de camping.</p> <p>10 octobre 1988 : création de la <u>ZAC du parc technologique de la Vallée du Cher</u> en vue de la réalisation d'un parc technologique en rive gauche, sur le site de la plaine des Deux Lions (implantation de 65 ha d'activités technologiques tertiaires et de loisirs, constructions d'immeubles à usage d'habitations et de bureaux).</p>	<p>1) Les élus locaux :</p> <p>Dès 1985 : volonté municipale d'aménager le site resté vacant de la plaine des Deux Lions entre l'ancienne voie SNCF et le CD 86 avec changement de vocation de cet espace (idée d'en faire un technopôle)</p> <p>1987 : Pour la première fois, <u>l'idée de technopôle</u> dans la stratégie de développement local est évoquée. L'adjoint chargé des affaires sociales de l'époque dans le bulletin municipal d'octobre 1987 évoque les <i>formidables progrès scientifiques et technologiques réalisés aux Etats-Unis, au Japon (...)</i> qui sont le <i>signal d'une nouvelle ère dans l'histoire du développement</i>. L'émergence de cette idée est assez tardive par rapport aux autres villes françaises.</p> <p>1987 : La ville de Tours mandate la SET pour assurer la conduite des études nécessaires, en vue de la réalisation du parc technologique</p> <p>1988 : contexte de promotion des activités économiques, actions de communications importantes réalisées par la Ville de Tours valorisant l'Université : Jean Royer plaide à l'université le choix du technopôle pour le nouveau site de l'UFR de Droit, Sciences Economiques et Sociales. Le technopôle sera la clef de voûte du développement économique de l'agglomération.</p>

Grandes étapes de l'aménagement de la plaine des Deux Lions	Documents de planification et de règlement couvrant cette étape	Dénominations et Représentations de cet espace concernant cette étape	Projet(s) concerné(s) et mesures liées à l'aménagement de cet espace	Acteurs concernés, visions d'acteurs sur le(s) projet(s) lié(s) à l'aménagement de cet espace, temporalités suivant les acteurs
	<p>- Les aménagements prépondérants financés sont : l'urbanisation de la Vallée du Cher, le développement de Tours Nord, l'édification du Palais des Congrès, les opérations de la ZAC gare.</p> <p>Dossier d'anticipation (1992) au Schéma Directeur de l'Agglomération Tourangelle.</p> <p>Schéma Directeur de l'Agglomération Tourangelle (décembre 1993)</p> <p><u>A une échelle plus fine :</u></p> <p>1986 : « Schéma de principe d'aménagement d'un parc industriel » (AUAT)</p> <p>1988 : nouvelle esquisse du projet proposée par l'AUAT</p>	<p>1986 : « Schéma de principe d'aménagement d'un parc industriel » (AUAT) qui comprend : un camping au Nord Est, un lac au centre, abandon du projet de centre de jeux aquatiques, zone d'activités tout autour. Elaboration progressive de ce plan masse.</p> <p>1988 : nouvelle esquisse du projet proposée par</p>	<p>17 avril 1990 : clôture des différentes enquêtes publiques pour la création du parc technologique des Rives du Cher (préfet).</p> <p>avril 1990 : projet d'implantation d'une faculté de droit, d'une école d'ingénieur et d'une école de notariat.</p> <p>Mai 1990 : 90% des terrains nécessaires à l'élaboration du technopôle étaient achetés. Prévision que l'opération de mise hors d'eau des terrains inondables s'achève un trimestre plus tard. Prévision que le parc soit opérationnel dès le printemps 1990.</p> <p>15 mai 1990 : Annonce, lors de la réunion du club des créateurs d'entreprises de Touraine, de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la commercialisation de la 1^{ière} tranche de la faculté de droit pour juillet 1990 - la construction des premières implantations pour janvier 1991 (première tranche de la faculté de Droit prévue pour octobre 1992 avec l'accueil de 6000 étudiants). 	<p>10 octobre 1988 : la municipalité décide de la création de la <u>ZAC du parc technologique de la Vallée du Cher</u> , approuvée le 18 décembre 1989 par le conseil municipal.</p> <p>Conseil municipal de juillet 1989 : présentation du projet d'urbanisme du technopôle par J. Royer comme un foyer de recherche autour de trois secteurs clés (ultrasons, immunologie et virologie, productique) avec l'objectif de créer 2000 emplois en 10 ans.</p> <p>21 avril 1990 : Annonce dans la presse de l'implantation d'une faculté de droit, d'une école d'ingénieur et d'une école de notariat par la municipalité.</p> <p>9 juillet 1990 : délibération municipale approuvant le Plan d'Aménagement de Zone de la Vallée du Cher.</p> <p>Novembre 1990: En ce qui concerne l'implantation controversée de la faculté, le maire se justifie en montrant les <i>rapports étroits entre le droit et l'économie</i>. Pour lui, c'est un projet qui résout les dysfonctionnements universitaires. L'Université est un facteur très important de l'expansion économique.</p> <p>18 novembre 1991 : délibération du conseil municipal in extremis, trois jour après la décision du tribunal d'annulation de la ZAC, prévoyant une modification du POS pour rendre constructible une dizaine d'ha sur le technopôle. Une autre alternative est envisagée au travers de la révision du SDA, faisant intervenir un nouvel acteur : l'agglomération.</p>

Grandes étapes de l'aménagement de la plaine des Deux Lions	Documents de planification et de règlement couvrant cette étape	Dénominations et Représentations de cet espace concernant cette étape	Projet(s) concerné(s) et mesures liées à l'aménagement de cet espace	Acteurs concernés, visions d'acteurs sur le(s) projet(s) lié(s) à l'aménagement de cet espace, temporalités suivant les acteurs
	<p><i>Juillet 1988 : nouvelle esquisse du technopôle par l'AUAT</i></p> <p><i>1989 : PAZ</i></p> <p><i>1992 : PAZ : On s'oriente vers une plus grande mixité (parc urbain renvoyant à un traitement urbanistique, architectural et paysager)</i></p> <p><i>Août 1993 : plan d'aménagement du technopôle réalisé par l'AUAT : il n'y a pas de changement de la manière d'aménager l'espace par rapport à celui de la ZAC de 1992 (intégration des nouveaux et futurs aménagements).</i></p>	<p>l'AUAT : aménagement d'un technopôle s'articulant géométriquement autour d'un bassin rectangulaire.</p> <p>Travaux de remblaiement prévus sur une période de 5 ans. Abandon du projet de camping.</p> <p>Juillet 1988 : nouvelle esquisse avec un technopôle occupant tout l'espace, modification de l'emplacement du lac, principe paysager généreux.</p> <p>1989 : PAZ de la ZAC du parc technologique basé sur l'implantation de 65 ha d'activités technologiques tertiaires et de loisirs, constructions d'immeubles à usage d'habitations et de bureaux.</p> <p>1989 : Plan masse d'intention proposé par l'AUAT s'appuyant sur :</p> <p>- un axe fort au centre de la composition globale, avec à l'extrémité Est, les bâtiments de la future</p>	<p>18 mai 1990 : arrêtés préfectoraux autorisant les travaux hydrauliques et portant déclaration d'utilité publique.</p> <p>Novembre 1990 : bilan de 9 entreprises et de 300 emplois au terme d'une année de contacts (orientation des contacts vers les sciences de la vie, la robotique, l'agro-alimentaire, les ultrasons, la traction électrique) pour remplir le technopôle de la Vallée du Cher. Deux entreprises de productique (dont une dans l'imprimerie) souhaitaient voir leurs travaux d'installation débuter dès janvier 1991.</p> <p>Fin 1990 : coût du projet à 451 millions de francs pour 65 ha (prix de revient de 700f/m²). dont 35 ha ont été commercialisé à un prix de vente de 250f/m². La charge s'est principalement reportée sur la collectivité (364 millions). 182 000fr/emploi (2000 emplois).</p> <p>15 novembre 1991 : Annulation de la ZAC par décision judiciaire. Le permis de construire de la seule entreprise qui s'était</p>	<p>Pour Jean Royer, le code de l'urbanisme donne la possibilité d'accélérer la révision du SDAU. Il saisit le préfet pour la réalisation du projet en anticipation. Le préfet a accepté le permis de construire de la faculté.</p> <p>Le maire de Tours prenait ainsi la précaution que les travaux d'aménagement du technopôle puissent continuer malgré la décision du tribunal administratif d'Orléans.</p> <p>15 décembre 1991 : choix effectués et signature des contrats concernant l'appel d'offre pour la première tranche de la Faculté. La rapidité de la procédure est due à la maîtrise d'ouvrage confiée à la ville de Tours. La ville de Tours délègue à son tour la maîtrise d'ouvrage à la SET. La maîtrise d'œuvre de l'ensemble des lots est dévolue à deux entreprises chargées de sous-traiter les lots à d'autres entreprises agréées par la SET à la suite de l'appel d'offre.</p> <p>1992 : La SARL Tours Technopôle présente un projet d'ateliers relais destinés au lancement d'entreprises nouvelles. Le coût de ce programme est estimé à 5, 9 millions de francs (en deux tranches), et le financement est assuré par la ville de Tours (1, 383 millions de francs de subventions et 4, 5 millions de garanti d'emprunts).</p> <p>Juillet 1992 : création de la <u>ZAC du technopôle de la Vallée du Cher</u>, en s'appuyant sur une application anticipée du Schéma Directeur en révision. Approbation des dossiers de création et de réalisation le 6 juillet 1992 par le conseil municipal de la Ville de Tours.</p> <p>2 novembre 1992 : Le conseil municipal décide du lancement de la seconde tranche des travaux de la faculté</p>

Grandes étapes de l'aménagement de la plaine des Deux Lions	Documents de planification et de règlement couvrant cette étape	Dénominations et Représentations de cet espace concernant cette étape	Projet(s) concerné(s) et mesures liées à l'aménagement de cet espace	Acteurs concernés, visions d'acteurs sur le(s) projet(s) lié(s) à l'aménagement de cet espace, temporalités suivant les acteurs
		<p>Faculté de Droit et de Sciences Economiques, et un ensemble de services proposés (collectifs, pépinières d'entreprises, logements étudiants...) - un espace intermédiaire, avec en périphérie, un parc d'activités (faible densité du bâti et forte présence du végétal.</p> <p>Affinement du plan d'aménagement en juin 1990.</p> <p>Juillet 1992 : Plan général de composition concernant la <u>ZAC du technopôle de la Vallée du Cher</u> avec intégration des aménagements déjà réalisés (1^{ière} tranche de la faculté de Droit, 1^{ière} tranche des ateliers relais, voiries) et prévision des emprises des constructions futures (logements étudiants, E3I, restaurant universitaire...)</p> <p>Août 1993 : plan d'aménagement du technopôle réalisé par l'Auat : il n'y pas de</p>	<p>implanté sur le parc (Pro informatique) n'est plus valable : 1000m² de bureaux ont déjà été construit et 20 personnes travaillent déjà. Le projet de l'entreprise CASTI, usine de fabrication de divers produits, venait juste d'aboutir (180 emplois).</p> <p>18 novembre 1991 : modification du POS pour rendre constructible une dizaine d'ha sur le technopôle où devait trouver place la future faculté. Cette modification devait permettre de tenir l'échéance fixée au 6 janvier 1992.</p> <p>25 novembre 1991 : clôture de l'appel d'offre en ce qui concerne les travaux de la première tranche de la faculté de Droit.</p> <p>15 décembre 1991 : choix effectués et signature des contrats concernant cet appel d'offre.</p> <p>1992 : projet d'ateliers relais destinés au lancement d'entreprises nouvelles.</p> <p>Après 1992 : La faculté de Droit et de Sciences Economiques aura pour voisines : l'école d'Ingénieur</p>	<p>qui débutera en octobre, avec une fin de chantier programmée pour novembre à décembre 1993.</p> <p>19 novembre 1992 : la Ville de Tours offre un terrain de 5 ha à l'Etat pour la construction de la seconde tranche de l'UFR de Droit.</p> <p>Devant le tollé que provoque cette cessation gratuite d'un terrain à l'Etat, J. Royer se justifie en disant que 90% des remblais étaient obtenus gratuitement et que l'arrivée des étudiants va constituer une source de pouvoir d'achat.</p> <p>Après 1992 : engagement de la municipalité encore très important pour contribuer à la réalisation de la faculté. J. Royer avait prévu dans sa stratégie, de poursuivre les financements des travaux par le Plan Université 2000</p> <p>Février 1993 : le conseil municipal approuve que l'école d'ingénieurs en Informatique Industrielle bénéficie d'une convention tripartite signée entre l'Etat, la Région et la Ville de Tours. La ville obtint la maîtrise d'ouvrage pour le projet.</p> <p>1993 : la commune, endettée, est dans l'obligation de rentabiliser son opération rapidement. Sur les 45 ha du technopôle, plus de la moitié a été remblayé. Pour les 20 ha restant : il y hésitation entre la poursuite de l'affectation des terrains à des entreprises de hautes technologies et des aménagements diversifiés.</p> <p>2) Les techniciens :</p> <p>Ils sont surtout représentés par l'Auat (Atelier d'urbanisme de l'Agglomération Tourangelle) et la SET</p>

Grandes étapes de l'aménagement de la plaine des Deux Lions	Documents de planification et de règlement couvrant cette étape	Dénominations et Représentations de cet espace concernant cette étape	Projet(s) concerné(s) et mesures liées à l'aménagement de cet espace	Acteurs concernés, visions d'acteurs sur le(s) projet(s) lié(s) à l'aménagement de cet espace, temporalités suivant les acteurs
		<p>changement de la manière d'aménager l'espace par rapport à celui de la ZAC de 1992 (intégration des nouveaux et futurs aménagements)</p>	<p>de Tours, spécialisée dans l'électronique, la bureautique et la robotique, l'école d'Ingénieur en Informatique Industrielle. Ces trois établissements d'enseignement supérieur et de recherche sont centrés sur une culture technique et économique. On prévoit qu'ils seront complétés par trois autres établissements, centrés essentiellement sur l'urbanisme et la construction : une école d'architecture, le Centre d'Etudes Supérieures d'Aménagement et la maison des sciences de la ville. Il avait été demandé depuis plusieurs années une école d'architecture à Tours au ministère de la culture.</p> <p>6 janvier 1992 : prévision du début des travaux de réalisation de la Faculté de Droit : 6 ha d'emprise, 5000m² de bâtiments de première tranche. Au total : 22 entreprises vont travailler sur le chantier.</p> <p>Début janvier 1992 : début des travaux de la première tranche de la faculté de Droit. Un échéancier serré.</p> <p>Mai 1992 : prévision de la</p>	<p>(Société d'Equipement de Touraine).</p> <p>Pour l'Auat, il s'agit principalement d'éviter de faire du parc technologique une zone industrielle habituelle et de produire de la ville.</p> <p>1986 : « Schéma de principe d'aménagement d'un parc industriel » (réalisé par l'Auat)</p> <p>1987 : La ville de Tours mandate la SET pour assurer la conduite des études nécessaires, en vue de la réalisation du parc technologique.</p> <p>1987/1988 : succession d'études techniques et urbanistiques sur la faisabilité d'un technopôle et d'une technopole pour la ville de Tours.</p> <p>1988 : nouvelle esquisse du projet proposée par l'Auat.</p> <p>Juillet 1988 : nouvelle esquisse du technopôle par l'Auat.</p> <p>1989 : l'Atelier d'Urbanisme propose un plan masse d'intention. Affinement du plan d'aménagement en juin 1990</p> <p>Mai 1990 : la SET prend en charge la seconde phase de l'opération et la viabilité du site pour que le parc soit opérationnel dès le printemps 1990.</p> <p>15 mai 1990 : réunion du club des créateurs d'entreprises de Touraine, animé par l'association TTVL et la SET</p> <p>15 décembre 1991 : choix effectués et signature des</p>

Grandes étapes de l'aménagement de la plaine des Deux Lions	Documents de planification et de règlement couvrant cette étape	Dénominations et Représentations de cet espace concernant cette étape	Projet(s) concerné(s) et mesures liées à l'aménagement de cet espace	Acteurs concernés, visions d'acteurs sur le(s) projet(s) lié(s) à l'aménagement de cet espace, temporalités suivant les acteurs
			<p>première tranche des locaux de l'entreprise CASTI.</p> <p>6 Juillet 1992 : création de la <u>ZAC du technopôle de la Vallée du Cher</u>.</p> <p>25 septembre 1992 : viabilisation de la première tranche achevée. La douzaine d'hectares est prête à recevoir des activités diverses.</p> <p>- 6 ha sont déjà occupés par :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) la société Pro - informatique, 2) l'entreprise CASTI 3) la première tranche des ateliers relais (sorte de pépinières qui ont pour vocation dans chaque module (il y en a 4) de 200 m² d'accompagner les entreprises en création pendant 23 mois au maximum) : Techmanorm, Gaïa, Spincontrol furent les trois premières entreprises installées 4) la première tranche de la faculté de droit –Sciences Economiques - AES (3 amphithéâtres, les bureaux, la bibliothèque). <p>- Sur les 6 ha restant, il est prévu la réalisation de la</p>	<p>contrats concernant l'appel d'offre pour la première tranche de la Faculté. La rapidité de la procédure est due à la maîtrise d'ouvrage confiée à la ville de Tours. La ville de Tours délègue à son tour la maîtrise d'ouvrage à la SET. La maîtrise d'œuvre de l'ensemble des lots est dévolue à deux entreprises chargées de sous-traiter les lots à d'autres entreprises agréées par la SET à la suite de l'appel d'offre.</p> <p>Août 1993 : plan d'aménagement du technopôle réalisé par l'AUAT.</p> <p>1992 : La SARL Tours Technopôle présente un projet d'ateliers relais destinés au lancement d'entreprises nouvelles (quinzaine de candidats en attente de cet équipement). Projet confié à la SET.</p> <p>3) <u>Les critiques</u> :</p> <p>Ils sont essentiellement représentés par la presse locale et par les écologistes.</p> <p>Juillet 1988 : la presse publie un article intitulé « un parc plusieurs inconnues ». L'ampleur des travaux inquiétait déjà. On se demandait si l'implantation d'un technopôle en ces lieux était raisonnable, vu le coût très élevé de l'opération.</p> <p>Début des années 1990 : le collectif Loire Vivante (groupement d'association de protection de la nature) conteste le fait que les travaux de remblaiement débutent avant que l'enquête publique ne soit achevée. Il y a contradiction entre le projet de technopôle et les directives gouvernementales de protection des zones</p>

Grandes étapes de l'aménagement de la plaine des Deux Lions	Documents de planification et de règlement couvrant cette étape	Dénominations et Représentations de cet espace concernant cette étape	Projet(s) concerné(s) et mesures liées à l'aménagement de cet espace	Acteurs concernés, visions d'acteurs sur le(s) projet(s) lié(s) à l'aménagement de cet espace, temporalités suivant les acteurs
			<p>deuxième Ecole d'Ingénieurs d'Indre-et-Loire (E3I) qui envisageait l'emplacement de ces locaux dans le courant de l'année 1993.</p> <p>1992 : la rénovation et l'extension d'un bâtiment du XVI^{ème} siècle protégé sur le site, « les Granges Collières », permis l'installation de la SARL de Tours-Technopole.</p> <p>26 septembre 1992 : après 4 ans d'études, 7 enquêtes publiques, le remblaiement, le rescindement du Cher et le relèvement de la station de captage, la première tranche du technopôle arrivait à son terme.</p> <p>Un bilan inquiétant : il manque encore des entreprises dans le technopôle de la vallée du Cher (9 dossiers seulement étaient très avancés). 9 entreprises s'implantent (110 emplois environ).</p> <p>2 novembre 1992 : rentrée des juristes de premier cycle et de licence et des étudiants du premier cycle d'AES. lancement de la seconde tranche des travaux de la faculté qui débutera en octobre, avec une fin de chantier</p>	<p>inondables. Ils saisissent Brice Lalonde, le secrétaire d'Etat chargé de l'environnement.</p> <p>1990 : L'opposition politique est sensible au pari de Jean Royer et à cette volonté de dompter la nature. Cependant, concernant l'implantation de la faculté sur le technopôle, l'opposition politique trouve que le concept de technopôle dévie de son objet initial. Il n'y a pas de rapport direct entre une faculté de droit et le développement des hautes technologies.</p> <p>Par ailleurs, le raisonnement du maire est trop individualiste et ne prends pas en compte l'échelle de l'agglomération (évocation de la possibilité d'une entente entre communes de l'agglomération, pour répartir les TP des implantations plutôt que de construire en zone inondable sur une seule commune).</p> <p>Il y a, en outre, une très grande différence entre le coût de revient et le prix de vente des terrains, la facture étant payée par la collectivité. L'opposition politique s'interroge sur l'ampleur des travaux et le coût de l'aménagement du technopôle de la Vallée du Cher.</p> <p>21 avril 1990 : l'article de la NR. Montre un maire évasif quant au coût de revient de l'opération. Annonce de l'implantation d'une faculté de droit, d'une école d'ingénieur et d'une école de notariat.</p> <p>Mai 1990 : la presse apprend que les terrains du technopôle seraient vendus moins chers que leur prix de revient.</p> <p>Fin année 1991 : dépôt d'un recours par la SEPANT (fédération d'associations de défense de la nature en</p>

Grandes étapes de l'aménagement de la plaine des Deux Lions	Documents de planification et de règlement couvrant cette étape	Dénominations et Représentations de cet espace concernant cette étape	Projet(s) concerné(s) et mesures liées à l'aménagement de cet espace	Acteurs concernés, visions d'acteurs sur le(s) projet(s) lié(s) à l'aménagement de cet espace, temporalités suivant les acteurs
			<p>programmée pour novembre à décembre 1993.</p> <p>19 novembre 1992 : offre d'un terrain de 5 ha à l'Etat pour la construction de la seconde tranche de l'UFR de Droit.</p> <p>1993 : Le rythme de commercialisation des emprises destinées à l'implantation des entreprises de haute technologie est lent, et n'atteint pas les objectifs escomptés. Ces entreprises sont au nombre de 8 :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Money expert (Nouvelles applications pour la monétique) 2) Ecosys (traitement des déchets végétaux) 3) Thélma (Création de logiciel) 4) Iprodéas (réalisation de prototypes et de maquettes) 5) Transdata (systèmes pour trafic de transports urbains) <p>Les entreprises installées en ateliers relais sont : Sédiom, ETM.</p> <p>Ces entreprises sélectionnées ne correspondent pas aux pôles d'excellence choisis.</p> <p>1993 : Sur les 45 ha du technopôle, plus de la moitié a été</p>	<p>Touraine) pour l'annulation de la délibération municipale donnant feu vert aux travaux du technopôle et des requêtes portant également sur les arrêtés préfectoraux du 18 mai 1990 qui autorisaient les travaux hydrauliques et portaient déclaration d'utilité publique.</p> <p>février 1992 : réactions mécontentes des associations écologistes quant à la poursuite de l'opération du technopôle, malgré la décision du tribunal d'annulation de la ZAC. Malgré les contestations écologiques, le projet de technopôle n'est pas véritablement remis en cause (il souffre seulement d'un certain retard).</p> <p>novembre 1992 : Un âpre débat avec les élus écologistes et les socialistes est suscité lorsque la Ville de Tours offre un terrain de 5 ha gratuitement (coût évalué à 36 millions de francs) à l'Etat pour la construction de la seconde tranche de l'UFR de Droit. D'autres sites d'implantation de l'UFR étaient possibles à moindre coût (notamment sur la commune de la Riche).</p> <p>Pour d'autres élus, la construction de l'Université est exemplaire vu la complémentarité entre l'Etat et la Ville. Cependant, ils expriment le regret que la ville ait à faire un effort dans le domaine des résidences étudiantes et du restaurant universitaire.</p> <p>4) Les acteurs économiques :</p> <p>20 juillet 1989 : création de l'association Tours Technopôle Val de Loire qui se doit d'assurer le développement des activités de haute technologie à Tours. Elle permet de guider, de relier, d'orienter la prospection sur l'axe stratégique déterminé de la</p>

Grandes étapes de l'aménagement de la plaine des Deux Lions	Documents de planification et de règlement couvrant cette étape	Dénominations et Représentations de cet espace concernant cette étape	Projet(s) concerné(s) et mesures liées à l'aménagement de cet espace	Acteurs concernés, visions d'acteurs sur le(s) projet(s) lié(s) à l'aménagement de cet espace, temporalités suivant les acteurs
			<p>remblayé. Pour les 20 ha restant : il y hésitation entre la poursuite de l'affectation des terrains à des entreprises de hautes technologies et des aménagements diversifiés.</p> <p>Août 1993 : Il est fait annonce du transfert probable d'une usine automatique de document, de la trésorerie générale, du centre de formation de personnel territorial. On parlait d'un institut de prévention des maladies cardio-vasculaires, mais la venue de ces entreprises reste du domaine de l'incertain.</p> <p>13 juin 1994 : inauguration de l'Ecole d'ingénieurs en informatique pour l'industrie (E31), à côté de l' école d'ingénieur en productique, la première qui s'était installée sur le site et à proximité du laboratoire de recherche en productique, seule tête de pont qui existait sur le site avant.</p> <p>1995 : construction des résidences étudiantes, du restaurant universitaire.</p> <p>Juin 1995 : livraison de la deuxième tranche de l'UFR de</p>	<p>constitution d'un pôle d'excellence : les sciences de la ville.</p> <p>1990 : création de la société de gestion SARL Tours Technopole, qui regroupe l'association TTVL et un pool de banques locales. Elle a pour mission la prospection nationale et internationale des entreprises de haute technologie dans les secteurs prioritaires des technologies médicales, végétales, productiques. L'objectif de la SARL est de remplir le site dans les délais de 2 à 5 ans et de générer 2000 emplois. Elle s'appuie sur deux partenaires professionnels : la société IDEEA et le cabinet conseil AMS.</p> <p>15 mai 1990 : réunion du club des créateurs d'entreprises de Touraine sur « Tours, Technopole Val de Loire et le technopôle de la Vallée du Cher », animé par l'association TTVL et la SET.</p> <p>Novembre 1990 : la SARL TTVL annonce le bilan de 9 entreprises et 300 emplois au terme d'une année de contacts (orientation des contacts vers les sciences de la vie, la robotique, l'agro-alimentaire, les ultrasons, la traction électrique) pour remplir le technopôle de la Vallée du Cher. La principale difficulté reste, selon le président de la SARL, que Tours n'est pas connu <i>pour le business</i>.</p> <p>15 décembre 1991 : choix effectués et signature des contrats concernant l'appel d'offre pour la première tranche de la Faculté. La maîtrise d'œuvre de l'ensemble des lots est dévolue à deux entreprises chargées de sous-traiter les lots à d'autres entreprises agréées par la SET à la suite de l'appel d'offre.</p>

Grandes étapes de l'aménagement de la plaine des Deux Lions	Documents de planification et de règlement couvrant cette étape	Dénominations et Représentations de cet espace concernant cette étape	Projet(s) concerné(s) et mesures liées à l'aménagement de cet espace	Acteurs concernés, visions d'acteurs sur le(s) projet(s) lié(s) à l'aménagement de cet espace, temporalités suivant les acteurs
			<p>Droit d'Economie et de Sciences Sociales.</p> <p>Septembre 1995 : deuxième tranche des ateliers relais réalisée.</p>	<p>1992 : La SARL Tours Technopôle présente un projet d'ateliers relais destinés au lancement d'entreprises nouvelles (quinzaine de candidats en attente de cet équipement).</p> <p>1992 : la rénovation et l'extension d'un bâtiment du XVI^{ème} siècle protégé sur le site, « les Granges Collières », permis l'installation de la SARL de Tours-Technopole. Les ateliers relais étaient pilotés de là.</p> <p>1993 : R. Biard, président de Tours Technopôle, continue son action. Il prospecte la France entière pour faire venir les entreprises. TTVL facilite les contacts avec les créateurs d'entreprises, en apportant un service d'accompagnement.</p> <p>Août 1993 : R. Biard, président de Tours Technopôle, exprime le désir de continuer à attirer des entreprises technologiques sur le site plutôt que créer des aménagements plus diversifiés. Il est fait annonce du transfert probable d'une usine automatique de document, de la trésorerie générale, du centre de formation de personnel territorial. On parlait d'un institut de prévention des maladies cardio-vasculaires, mais la venue de ces entreprises reste du domaine de l'incertain.</p> <p>5) <u>l'Université</u> :</p> <p>1989-1993 : présidence de l'Université Jean Germain. Plan Université 2000 : engagements budgétaires considérables pour améliorer l'accueil des sites existants et lancer l'opération de localisation de l'UFR de Droit sur le site.</p>

Grandes étapes de l'aménagement de la plaine des Deux Lions	Documents de planification et de règlement couvrant cette étape	Dénominations et Représentations de cet espace concernant cette étape	Projet(s) concerné(s) et mesures liées à l'aménagement de cet espace	Acteurs concernés, visions d'acteurs sur le(s) projet(s) lié(s) à l'aménagement de cet espace, temporalités suivant les acteurs
				<p>1990 : le directeur de l'école d'ingénieur de l'époque souhaite réaliser les transferts de savoir et de technologie des étudiants vers les entreprises.</p> <p>6) <u>les acteurs se chargeant du contrôle ou de la mise en place des procédures pour les dossiers</u> :</p> <p>Fin 1989 : le préfet d'Indre et Loire, M. Cayron, après avoir invoqué la complexité des procédures du projet (hydrologie, environnement, endigage), annonce la mise à l'enquête du dossier de ZAC du parc technologique.</p> <p>Janvier 1990 : le préfet impose l'élaboration d'un nouveau schéma directeur</p> <p>Mars 1990 : constitution d'un syndicat intercommunal d'études et de programmation (SIEPAT) pour la révision du Schéma directeur.</p> <p>17 avril 1990 : clôture des différentes enquêtes publiques pour la création du parc technologique des Rives du Cher (préfet).</p> <p>18 mai 1990 : arrêtés préfectoraux autorisant les travaux hydrauliques et portant déclaration d'utilité publique.</p> <p>Novembre 1991 : le préfet accepte le permis de construire de la faculté.</p> <p>15 novembre 1991 : le tribunal administratif d'Orléans annule la délibération municipale de juillet 1990 approuvant le PAZ, car elle est non-conforme au SDAU de 1983 (où la plaine des Deux Lions est classée en zone</p>

Grandes étapes de l'aménagement de la plaine des Deux Lions	Documents de planification et de règlement couvrant cette étape	Dénominations et Représentations de cet espace concernant cette étape	Projet(s) concerné(s) et mesures liées à l'aménagement de cet espace	Acteurs concernés, visions d'acteurs sur le(s) projet(s) lié(s) à l'aménagement de cet espace, temporalités suivant les acteurs
				<p>inondable et où, donc, l'urbanisation y est limitée). Le SDAU ne faisait aucune mention d'un projet d'aménagement d'une zone qui avait été l'objet d'une déclaration d'utilité publique en 1967 et ne retenait que la possibilité d'un terrain de camping et d'une zone d'activités de 10 ha envisagée après 1990. La ZAC est annulée.</p> <p>mi -1992 : Le préfet accepte l'anticipation de certains dossiers, celui du technopôle, (et donc la modification des documents d'urbanisme pouvant être réalisées) avant même l'approbation du nouveau schéma directeur.</p>
<p><u>Le quartier des Deux Lions (1995- ?)</u></p>	<p>Janvier 1996 : nouveau plan d'urbanisme confiée à l'AUT : <i>Changement de finalité spatiale entraînant :</i></p> <p>- modification du périmètre de la ZAC (intégration des ronds-points d'accès avenue Pont-du-Cher et terrains gagnés sur le Cher)</p> <p>- modification du PAZ et de la liste des équipements publics en vue de réaliser non plus un parc d'activités uniquement mais un</p>	<p>Dénominations contenues dans les schémas ou les plans : <u>quartier des Deux Lions ; ZAC du Quartier des Deux Lions</u></p> <p>Janvier 1996 : schéma d'intention d'aménagement proposé par l'AUT.</p> <p>Les caractéristiques principales de l'ancien plan d'aménagement sont conservées :</p> <p>- traitement paysager de l'entrée Nord-Ouest, des abords du Cher et du Petit Cher,</p> <p>- présence des espaces verts,</p> <p>- structuration du quartier</p>	<p>20 mai 1996 : lancement de la modification de la ZAC du technopôle de la Vallée du Cher : naissance de la ZAC du Quartier des Deux Lions.</p> <p>L'objet de la ZAC est de mettre en œuvre d'un quartier multifonctionnel comprenant des entreprises (avec une superficie moins importante de 14 ha), des logements (800 à 1000 unités), des activités et des commerces sur le Pont du Cher (environ 3 ha), des équipements publics.</p> <p>novembre 1996 : approbation de la nouvelle ZAC après enquête publique. Le quartier change de nom mais aussi d'images.</p>	<p>1) <u>Les élus locaux :</u></p> <p>juin 1995 : changement de l'équipe municipale. Jean Germain devient maire de Tours.</p> <p>septembre 1995 : selon les deux adjoints (chargé de l'économie, chargé des nouvelles technologies), le projet de technopôle a été un échec parce que :</p> <p>1) C'était un lieu unique créé à Tours, acquis égoïstement (pas de vision d'agglomération)</p> <p>2) Il y avait un déficit de mise en situation des acteurs.</p> <p>Une nouvelle orientation du projet est prévue par les élus : la municipalité veut redonner une chance au projet de technopôle mais en l'inscrivant comme outil de l'intercommunalité et non plus comme projet-mairie :</p> <p>1) Un pôle de réussite : biologie-santé alliant recherche fondamentale, production et transfert de</p>

Grandes étapes de l'aménagement de la plaine des Deux Lions	Documents de planification et de règlement couvrant cette étape	Dénominations et Représentations de cet espace concernant cette étape	Projet(s) concerné(s) et mesures liées à l'aménagement de cet espace	Acteurs concernés, visions d'acteurs sur le(s) projet(s) lié(s) à l'aménagement de cet espace, temporalités suivant les acteurs
	<p><i>quartier multifonctionnel.</i></p> <p><i>- Mise en œuvre d'un nouveau PAZ.</i></p>	<p>autour d'un axe central est-ouest déjà présent dans la trame urbaine du technopôle.</p> <p>On retrouve les grandes constantes qui structuraient le parc technologique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - façade de l'avenue Pont du Cher - Iles de bois et de fleur - Place cœur du quartier des Deux Lions - Salons-jardins <p>Le schéma représente un espace diversifié par excellence :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un parc d'activité au sud (activités de pointe ou activités tertiaires) - De l'habitat vers le nord - Dans la partie centrale : des logements, des commerces et des équipements. 	<p>1996 : 10 entreprises sont installées sur le technopôle (130 emplois permanents) recouvrant des activités très différentes.</p> <p>Août 1997 : permis de construire pour une résidence étudiante et pour un ensemble de 88 logements en accession face au Lac. Projet de maisons de ville le long du Cher. Projets d'habitats collectifs sur le quartier.</p> <p>Eté 1998 : trois projets sont prévus : un complexe cinématographique, un bowling et un restaurant Mac Donald.</p> <p>1998 : l'installation du CNFPT achevée.</p> <p>Il existe un projet d'une école d'architecture à l'horizon 2001, d'un pôle d'urbanisme regroupant les sciences de la ville, le CESA et deux laboratoires du CNRS.</p> <p>Il existe un projet de déménagement de l'institut du médicament d'ici à deux ans (en 2000).</p> <p>La construction de la Bibliothèque Universitaire est aussi prévue.</p> <p>Il existe des projets d'implantation</p>	<p>technologie (avec les CRITT, Centres Régionaux d'Intervention et de Transfert de Technologies)</p> <p>2) Un souhait d'ouverture du bâtiment des Granges Collières aux intervenants économiques, la CCI, l'Agence de Développement de la Touraine, le conseil régional...</p> <p>23 octobre 1995 : délibération du Conseil Municipal sur le lancement d'une réflexion pour la modification de la ZAC du Technopôle, désirant réorienter la vocation de la plaine en quartier mixte. Les élus changent d'opinion face à la conjoncture économique peu favorable.</p> <p>1996 : La municipalité élargit la réflexion à de nouveaux acteurs (milieux consulaires, structures intercommunales) et elle accorde toujours de l'importance à l'implantation d'entreprise. Le quartier des Deux Lions est en effet encore promu comme un parc technologique. Selon l'adjoint aux nouvelles technologies, « nous avons vu se dessiner naturellement au fil des projets les traits d'une nouvelle idée technopolitaine ».</p> <p>Janvier 1996 : vote du conseil municipal en faveur d'un plan d'aménagement du quartier des Deux Lions, représentant un projet à vocation mixte. La conception du nouveau plan d'urbanisme est confiée à l'AUAT.</p> <p>L'objectif municipal est de construire 800 à 1000 logements et de constituer un véritable quartier, avec des logements, des commerces, des équipements. Déjà dans le projet de technopôle, il existait la possibilité d'implanter des logements mais seulement à titre complémentaire et de façon assez limitée.</p>

Grandes étapes de l'aménagement de la plaine des Deux Lions	Documents de planification et de règlement couvrant cette étape	Dénominations et Représentations de cet espace concernant cette étape	Projet(s) concerné(s) et mesures liées à l'aménagement de cet espace	Acteurs concernés, visions d'acteurs sur le(s) projet(s) lié(s) à l'aménagement de cet espace, temporalités suivant les acteurs
			<p>de grosses entreprises : MEDIPREMA (équipement médical néo natal), RMA (cabinet d'expertise comptable), ARAIR (installation et entretien des équipements pour les grands insuffisants respiratoires). Des terrains sont réservés pour une banque et pour Bouygues Télécom dont l'arrivée est prévue en 1999.</p> <p>Au Nord-Est du quartier, un bâtiment qui accueillerait les services informatiques de la Trésorerie Générale devrait être construit.</p> <p>Il existe un projet de raccordement du quartier aux Rives du Cher par les lignes de bus.</p>	<p>Selon la municipalité, c'est le facteur démographique (ménages de plus en plus petits) et l'évolution de l'urbanisme vers plus une mixité des fonctions qui ont conduit à relancer les logements. La présence d'équipements et d'espaces habités devrait favoriser l'insertion de ce nouveau quartier.</p> <p>1996 : la mairie de Tours en association avec le conseil général et la CCI lance une réflexion en vue de doter à Tours et à son agglomération d'un schéma d'aménagement et de moyens et de services en matière de télécommunications avancées.</p> <p>Mars 1997 : le maire accueille une trentaine de promoteurs pour les inciter à investir dans le quartier des Deux Lions, mais le scepticisme de certains promoteurs quand à la réelle attractivité du site demeure.</p> <p>Octobre 1997 : la Ville de Tours et la SET signent une convention avec la FNAIM dans le but de commercialiser au plus vite les terrains accueillant les futures entreprises: le rôle de chacun est déterminé.</p> <p>2) Les techniciens :</p> <p>Ils sont surtout représentés par l'AUAT et la SET, et ils assurent la continuité du projet.</p> <p>Octobre 1995 : contrat de concession de la SET renouvelée.</p> <p>Janvier 1996 : vote du conseil municipal en faveur d'un plan d'aménagement du quartier des Deux Lions, représentant un projet à vocation mixte. La conception du</p>

Grandes étapes de l'aménagement de la plaine des Deux Lions	Documents de planification et de règlement couvrant cette étape	Dénominations et Représentations de cet espace concernant cette étape	Projet(s) concerné(s) et mesures liées à l'aménagement de cet espace	Acteurs concernés, visions d'acteurs sur le(s) projet(s) lié(s) à l'aménagement de cet espace, temporalités suivant les acteurs
				<p>nouveau plan d'urbanisme est confiée à l'AUT.</p> <p>Octobre 1997 : la Ville de Tours et la SET signent une convention avec la FNAIM dans le but de commercialiser au plus vite les terrains accueillant les futures entreprises: le rôle de chacun est déterminé.</p> <p>3) les sociétés immobilières :</p> <p>Mars 1997 : le maire accueille une trentaine de promoteurs pour les inciter à investir dans le quartier des Deux Lions, mais le scepticisme de certains promoteurs quand à la réelle attractivité du site demeure.</p> <p>Août 1997 : les « bâtisseurs associés » obtiennent le permis de construire pour une résidence étudiante et pour un ensemble de 88 logements en accession face au Lac. « Art et Bât » travaille sur un projet de maisons de ville le long du Cher. Deux sociétés spécialisées dans le logement social, la SEMIVIT et l'Immobilière Val de Loire réfléchissent à des projets d'habitats collectifs sur le quartier.</p> <p>Octobre 1997 : la Ville de Tours et la SET signent une convention avec la FNAIM dans le but de commercialiser au plus vite les terrains accueillant les futures entreprises: le rôle de chacun est déterminé.</p> <p>4) les chambres consulaires :</p> <p>1996 : la mairie de Tours en association avec le conseil général et la CCI lance une réflexion en vue de doter à Tours et à son agglomération d'un schéma d'aménagement et de moyens et de services en matière de</p>

Grandes étapes de l'aménagement de la plaine des Deux Lions	Documents de planification et de règlement couvrant cette étape	Dénominations et Représentations de cet espace concernant cette étape	Projet(s) concerné(s) et mesures liées à l'aménagement de cet espace	Acteurs concernés, visions d'acteurs sur le(s) projet(s) lié(s) à l'aménagement de cet espace, temporalités suivant les acteurs
				<p>télécommunications avancées.</p> <p>5) les groupements d'acteurs :</p> <p>Création d'un groupe d'urbanisme spécifique au quartier des Deux Lions rassemblant des élus, des techniciens, un universitaire et des intervenants ponctuels.</p> <p>Fin 1995 : mise en place d'un groupe de travail chargé des affaires économiques.</p> <p>6) les acteurs économiques :</p> <p>1995 : remplacement de TTVL par l'association du parc technologique du quartier des Deux Lions.</p> <p>7) les structures intercommunales :</p> <p>Le service de développement économique de la communauté d'agglomération est chargé d'assurer la promotion du quartier.</p>

ANNEXE III : Exemple de questions posées lors des entretiens avec les acteurs concernant la mémoire du projet de technopôle.

Entretien avec Mr DROUIN de l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération tourangelle (ancienne AUAT)

Justification du choix de cet acteur (AUAT)

Il existe plusieurs raisons :

- Il a été un **acteur essentiel** en ce qui concerne les études urbaines et techniques (plans d'aménagement et esquisses du projet) portant sur l'ancien projet de technopôle de la Vallée du Cher.
- L'AUAT est un acteur ancien (né en 1967) et il a permis d'assurer la **continuité** du projet au fil du temps : il a donc vu les évolutions des finalités de la plaine des Deux Lions et par conséquent, les évolutions de ce projet.
- Il aura une **vision** beaucoup plus **ample et large** du point de vue du temps qu'un acteur apparu plus tardivement.

Difficultés/limites auxquelles on peut s'attendre

- L'entretien s'effectuera à une échelle de temps récente : n'y aurait-il pas alors un **risque de perte de données et de mémoire** concernant l'ancien projet de technopôle ? Il s'agira de trouver les bons interlocuteurs (comme l'ancien directeur de l'agence Mr Baudouin)
- L'AUAT a constitué la première structure fonctionnelle d'agglomération : n'y aurait-il pas alors contradiction avec l'échelle spatiale du projet de technopôle **résolument centrée sur Tours** ?

Questions posées

I) Présentation de l'Agence d'Urbanisme

- 1) Quand a été créée l'Agence d'Urbanisme ? Quel est son rôle en général ?

Elle a été créée en avril 1967 sous l'impulsion forte de J. Royer, alors maire de Tours, et a constitué une des premières agences d'urbanisme en France. Elle a servi de point de rencontre des différents maires d'agglomération. Elle a aussi permis de rassembler les données de l'agglomération. Son originalité tient du fait qu'elle est un centre de gestion et un lieu de débat. Au départ, elle intéressait 9 communes avant que d'autres ne s'ajoutent. Elle permet d'établir pour les communes concernées des projets d'urbanisme poussés assez loin, qui seront ensuite réalisés par des sociétés d'économie mixte (ex : la SET).

II) Le quartier des Deux Lions aujourd'hui

- 1) Quand est né ce quartier ? D'où vient ce nom « Deux Lions » ?

L'idée d'un quartier mixte (différente de celle d'une simple zone d'habitation), où toutes les fonctions seraient mélangées apparut autour de 1990. Le terme « Deux Lions » donnant ce nom au quartier provient en fait d'une route qui s'appelait Route des deux Lions.

- 2) Quels sont les projets qui sont prévus pour cet espace actuellement ?

Il est prévu l'implantation d'un centre commercial, un projet d'habitation, afin de garnir plus l'espace. Cependant, la structure de la voirie présente n'a pas changé par rapport au schéma de voirie entre 1992, 1993, 1994. Cette structure a donc été maintenue, même après l'arrivée de la nouvelle municipalité.

- 3) Pourquoi s'est-on orienté vers la création d'un quartier mixte ?

L'idée de base de technopole et du projet de création d'un pôle d'excellence, les grandes idées étant à la mode à une certaine époque, a perdu de son intensité. Par ailleurs, il est apparu que ce projet était surdimensionné. Il a fallu s'orienter vers une plus grande mixité des fonctions, en mêlant les établissements universitaires. Cette idée de mixité se situe entre 1992 et 1993. Dès le début, il a été proposé que le grand axe central du technopôle soit bordé de commerces (1992/1993) : cela n'a pas été fait.

- 4) Peut-on dire qu'il existe toujours un technopôle dans ce quartier avec la présence d'entreprises ?

Il n'existe plus à proprement parler de technopôle dans ce quartier, même s'il existe une zone d'entreprises, qui, elle avait été prévue depuis 1994.

III) Le projet de Parc Technologique de la Vallée du Cher par rapport à l'aménagement de la plaine des Deux Lions

- 1) Est-ce que encore aujourd'hui, la plaine des Deux Lions est identifiée comme un technopôle ? Quand est-ce que ce projet s'est achevé (a été abandonné) selon vous ?

La plaine des deux Lions n'est plus identifiée comme un technopôle. Le technopôle a servi d'image de marque au départ. Il a été une idée de base qui n'a pas été portée à son terme pour des questions de coût. Le principe du technopôle consistait à lier l'université, l'entreprise et la recherche. Ce projet a été arrêté en 1994. La rupture a été plus évidente en 1995, avec l'arrivée de la nouvelle municipalité.

- 2) Pourquoi ce projet a-t-il été abandonné ?

Même s'il était bien placé au niveau national, pour avoir des subventions du ministère, ce projet a été abandonné pour des questions de coût et la notion de technopôle était beaucoup trop employée au niveau national.

- 3) Sous le nom Technopôle, il s'agissait d'accueillir quels types d'activités exactement ?

On voulait en faire un pôle de synergie, qui était orienté vers des secteurs comme le médical, les biotechnologies, le nucléaire, les nouveaux matériaux (céramique). Il faisait partie d'un autre projet à échelle d'agglomération, le projet Tours Technopole Val de Loire, qui était une association créée entre 1992 et 1993. Elle comprenait 6 personnes aux compétences variées (INRA, conseil général, chambre de commerce...). TTVL voulait le regroupement à l'échelle de l'agglomération de toutes les grandes écoles liées au ministère de l'Agriculture (ex de la Hollande). Ainsi, au Nord de Tours, une zone de 300 ha devait accueillir ce grand centre en synergie avec les autres points de l'agglomération. Cependant, cela n'a pas abouti.

- 4) Quelles entreprises ont été les premières à s'implanter ? Que sont les Business Pôles ? Les ateliers relais ? Y a-t-il eu des sous-projets abandonnés pour le technopôle ?

J. Royer avait un conseiller à Orléans qui était parti promouvoir l'opération à l'étranger. Cela n'a pas abouti à grand-chose. La plus grosse entreprise qui s'implanta fut une entreprise canadienne qui s'installa en 1993, tirant profit des subventions, avant de repartir.

Les Business Pole sont des centres d'affaires, et sont apparus récemment sous la nouvelle municipalité. Par contre les ateliers relais ont commencé en 1993 et existent toujours. Ils regroupent de jeunes entreprises qui bénéficient au départ de locations à prix faible. Ce sont des pépinières d'entreprises.

- 5) Quand a été implantée l'Université de Droit ? Quand ont - été implantées les écoles d'ingénieurs ? Y a-t-il eu des projets abandonnés? Pourquoi ont-ils été abandonnés ?

Il existait une école d'ingénieurs avant le projet de technopôle, implantée dans la zone du Lac. Le projet d'une maison de la ville et de l'implantation du CESA sur ce site est apparu sous la nouvelle municipalité en 1995. Quant aux raisons d'implantation d'une faculté de Droit en 1992, il y avait une opportunité foncière sur ce site à saisir : la Ville de Tours est intervenue foncièrement en donnant le terrain (ce qui n'était pas le cas des autres communes). Par ailleurs, les sites universitaires étaient essaimés et les locaux trop petits pour accueillir les effectifs grandissants d'étudiants. Il n'y a pas de lien direct entre l'implantation de cette université de Droit et le projet de technopôle.

L'école en productique est apparue en 1990, le directeur de cette école (Mr GAILLOT) était d'ailleurs un des membres de TTVL. Cette école n'était pas dans le giron de l'université au départ, il y avait même une certaine concurrence entre les deux.

L'EIII est apparue en 1994.

Le projet d'une école d'architecture (idée apparue et provenant de Mr DROUIN lui-même en 1985), n'a pas abouti même si un concours d'architecture avait déjà été lancé.

- 6) S'est-on inspiré de l'exemple de d'autres technopôles en France pour réaliser et élaborer ce projet ?

On s'est inspiré de l'exemple de Nice (grande technopole avec regroupement de chercheurs, d'universités et d'entreprises) et de la ZIRST de Rennes.

- 7) Quels acteurs ont été concernés par ce projet ? Qui s'est opposé à ce projet et pourquoi ? Ces acteurs existent-ils toujours ?

Les acteurs concernés ont été la mairie de Tours, la SET, la Chambre de commerce, le conseil général. Les associations écologistes ne se sont pas « opposées » au projet, mais elles désapprouvaient l'idée de construire dans des zones vierges, aux portes de la cité, sur un des derniers terrains disponibles. Par ailleurs, ce terrain se trouvait dans la zone d'expansion des crues. Concernant le SDAU de 1982/1983, il n'empêchait pas la construction sur ce terrain placé en zone soumise à un fort aléa puisqu'une zone de 10 ha était prévue pour une zone d'activités.

- 8) Depuis quand date l'idée de faire un Technopôle sur ce site selon vous?

Elle date des années 1980-1985, elle faisait partie des idées à la mode, lancées à l'époque.

- 9) En 1983, dans le SDAU : une zone d'activité de 10 ha prévue : est-ce qu'on pensait déjà à établir un technopôle ?

Oui, en tout cas, l'idée de faire des technopôles était dans l'air, même si c'était à un stade précoce.

III) L'aménagement de la plaine des Deux Lions par rapport au contexte local : l'opération de la Vallée du Cher Centre

Le projet de technopôle a fait parti (ou a découlé) de tout un ensemble d'opérations qui ont concerné la vallée du Cher. Il s'agit de s'intéresser à l'évolution et à l'intégration de l'aménagement de cet espace (la plaine des Deux Lions) dans ce contexte.

- 1) Quand ont été acquis les terrains pour aménager la plaine ? Avec quels outils d'intervention foncière ?

Ils ont été acquis à partir de 1965 avec la ZUP et la ZAD qui en découlait. Concernant la ZAD de la Vallée du Cher, il s'agissait d'acheter les terrains au fur et à mesure par négociations (rôle de la SET) à des prix convenables. La ZAD était faite pour durer 14 ans. Par ailleurs, il n'y a pas eu vraiment de succession ZUP et ensuite ZAD. La ZAD s'incluait dans la ZUP.

- 2) Pourquoi aménager cette plaine ? Quels étaient les premiers objectifs et les premiers projets prévus sur cet espace ?

On y prévoyait de faire du logement (besoins en logement très fort à l'après-guerre) et d'installer des zones industrielles. La construction d'un quartier sur l'espace Deux Lions-Gloriette devait s'inscrire dans le prolongement des Fontaines.

- 3) Quelles ont été les difficultés rencontrées pour aménager cet espace ? Pourquoi l'aménagement de cette zone était plus ou moins suspendu depuis les années 70 ?

L'aménagement de la plaine a été suspendu dans les années 1970-1974, pendant la crise : le prix des terrains ayant augmenté, il n'y avait plus besoin de construire du logement.

- 4) Est-ce que la plaine des Deux Lions s'incluait dans l'ancienne ZUP de la Vallée du Cher ?

La plaine des Deux Lions a fait partie d'un projet qui est apparu en 1965, le projet de la Vallée du Cher. Ce projet comprenait la réalisation de la première tranche du quartier de Rochepinard, la zone B des Fontaines, et ensuite, normalement, la réalisation d'un quartier sur la plaine des Deux Lions et sur la prairie de la Gloriette. Cette ZUP de la Vallée du Cher comprenait 650 ha, avec des terrains allant jusqu'à Joué-lès-Tours et St Avertin. Elle était divisée en plusieurs zones (1,2...).